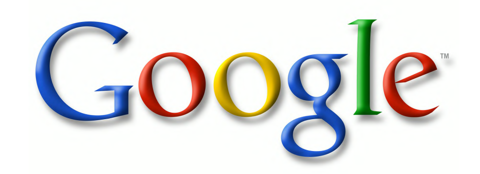
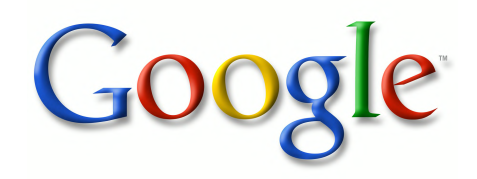






LA FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

I

MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

M. LE C^TE A. DE GASPARIN

UN GRAND PEUPLE QUI SE RELÈVE, 2e édition. Un vol. gr. in-18.

L'AMÉRIQUE DEVANT L'EUROPE. — PRINCIPES ET INTÉRÊTS. — Un vol. in-8°.

LE BONHEUR, 4e édition. Un vol. grand in-18.

L'ÉGALITÉ, 2e édition. Un vol. grand in-18.

LA FAMILLE, ses devoirs, ses joies et ses douleurs. 6e édition. Deux vol. grand in-18.

LA LIBERTÉ MORALE, 2e édition. Deux vol. grand in-18.

LA FRANCE, nos fautes, nos périls, notre avenir. 2e édition. Deux volumes grand in-18.

LA DÉCLARATION DE GUERRE, 2e édition. Brochure.

LA RÉPUBLIQUE NEUTRE D'ALSACE, 2e édition. Brochure.

APPEL AU PATRIOTISME ET AU BON SENS. Brochure.

LES RÉCLAMATIONS DES FEMMES, 2e édition. Brochure.

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny

LA FRANCE

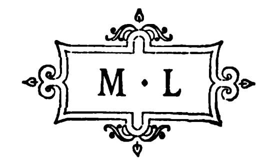
NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

PAR

LE Cte A. DE GASPARIN

TOME PREMIER

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA

LIBRAIRIE NOUVELLE

BOULEVARD DES ITALIENS, 15, AU COIN DE LA RUE DE GRAMMONT

1872

EXPLICATIONS PERSONNELLES

EXPLICATIONS PERSONNELLES

Deux fois dans ma vie j'ai passé pour un être absurde.

La première fois, le conflit américain venait d'éclater, le Sud s'était mis en insurrection ; j'écrivis sur-le-champ : *Un grand Peuple qui se relève*. Mais la *Revue des Deux Mondes* qui avait accepté ce travail, trouva sans doute que le moment de la ruine des États-Unis était mal choisi pour célébrer leur relèvement; il fallut envoyer mon manuscrit à Michel Lévy qui en fit un volume.

La seconde fois, à l'instant où partait la déclaration de guerre, j'écrivis au *Journal des Débats* pour signaler cette criminelle folie. Mais la rédaction me jugea sans doute insensé, car cette fois encore ma

lettre prit le chemin de la rue Vivienne pour s'y transformer en brochure.

Au reste, je suis habitué à me voir seul et blâmé. A la Chambre, lorsque j'attaquais l'esclavage, lorsque j'appuyais le droit de visite, lorsque je condamnais l'expédition d'Otaïti, lorsque je revendiquais la liberté religieuse, lorsque nos cruautés en Algérie m'arrachaient des paroles indignées, j'avais tout le monde, ou peu s'en faut, contre moi.

Sous la monarchie de Juillet que j'aimais, j'ai brisé mon avenir parlementaire en signalant et en répudiant des habitudes corruptrices.

Sous l'empire que je n'aimais pas, j'ai flétri l'inqualifiable défi lancé à l'Allemagne.

Lors de l'expédition du Mexique, quand on essayait de préparer une rupture avec les États-Unis, combattant cette mauvaise politique, j'écrivis : *L'Amérique devant l'Europe.* Dès cette époque, en ma qualité d'ami de l'Amérique, je passai, aux yeux de certaines gens, pour mauvais patriote français.

Ce n'est pas tout, au risque de froisser l'Amérique

et l'Angleterre qu'allaient mettre en guerre l'affaire du *Trent,* je publiai : *Une Parole de paix.* En dépit de leur irritation, mes amis d'Amérique accueillirent cette *Parole* comme un témoignage de cordiale sympathie. Il est vrai qu'habitués à la pratique de la liberté, les Américains, tout en faisant beaucoup de bruit, avaient pris le temps de discuter et de réfléchir.

Je ne me plains pas de souffrir un peu pour la vérité; c'est un honneur et un privilége.

Je ne nie pas l'attrait qu'exerce sur moi une cause abandonnée par tous, isolée, trahie, un hommage rendu à une puissance déchue.

En 1848, lorsque s'écroula la monarchie constitutionnelle, non-seulement je quittai le conseil d'État, mais par une lettre publique je rendis hommage au gouvernement qui venait de disparaître. Hier, au moment où l'on sacrifiait la paix du monde, j'ai éprouvé le besoin de m'incliner aussi devant cette puissance déchue à laquelle chacun tournait le dos.

D'ailleurs, si je suis accoutumé à me voir seul au

premier instant, je me trouve en nombreuse compagnie un peu plus tard.

Quand je publiais *Un grand Peuple qui se relève,* bien peu de gens partageaient mon avis; je choisissais mal mon temps pour célébrer la résurrection d'un pays dont les prospérités allaient périr, qui marchait à la destruction de son unité, à la suppression de ses libertés, à la ruine de son commerce. Quatre ans après, Richmond étant pris, j'ai découvert que toute l'Europe pensait comme moi.

Qui sait, peut-être ferai-je la même découverte un jour, au sujet de la guerre de 1870!

En tout cas, la France sentira en moi un fidèle et sérieux ami. Ils sont rares, ceux qui l'aiment assez pour lui parler sincèrement.

Ma position est délicate et difficile, dit-on. — Je ne connais pas de position difficile pour l'entière loyauté.

L'Allemagne n'excite pas assez ma haine! dit-on encore.— Il est vrai. Mais à ceux qui m'accuseraient

de quelque partialité envers la Prusse, je signalerais mes brochures sur l'affaire de Neufchâtel. Ils n'étaient guère faits pour plaire à Berlin, ces plaidoyers en faveur des droits de la Suisse et de l'autonomie du canton [1].

La bonne conscience sort de tout. Elle commande aussi. Si nous aimions notre tranquillité, nous n'irions pas chercher les douleurs que l'on rencontre en luttant contre les opinions reçues.

1. Il y avait là une anomalie qui devait forcément disparaître. Une principauté parmi les cantons républicains de la Suisse, une influence allemande au sein de la Confédération, cela était intolérable.

La Prusse a fait preuve alors d'une modération dont il faut lui savoir gré. Reconnaissons aussi que les bons offices de Napoléon III n'ont pas été inutiles.

Je suis au reste du nombre de ceux qui croient que le fait décisif a été la résolution unanime du peuple suisse. L'armée prussienne aurait vaincu l'armée suisse, c'est possible; mais quand il s'agit d'un pays tel que la Suisse, d'une neutralité précieuse à tous, le plus difficile n'est pas de vaincre, c'est d'attaquer.

On reculera presque toujours au dernier moment devant l'énormité d'un attentat de cette nature. La force morale est quelque chose.

J'ai essayé un jour de traiter ce magnifique sujet : *la Liberté morale*. Dès ce jour j'ai compris que le premier effet de la liberté morale, c'est de nous affranchir des craintes qui gênent l'accomplissement du devoir. L'homme moralement libre, — et il en faut de tels pour faire des peuples libres, — soutient la cause de la justice et de la vérité quoi qu'il advienne, fût-il seul, fût-il blâmé, eût-il contre lui la nation surexcitée, s'exposât-il au reproche de compromettre son pays en jugeant comme un homme libre la politique du pays et les fautes du pays.

Vieux libéral et vieux chrétien, je n'en suis pas à chercher ma voie. Les paroles que je dicte jaillissent d'un cœur et d'un esprit depuis longtemps convaincus. J'aurais pensé tout cela, j'aurais dit tout cela, il y a vingt-cinq ans, sous la monarchie constitutionnelle, si les mêmes questions s'étaient posées dans les mêmes termes.

Mon opinion au surplus ne regarde que moi. Je parle en mon nom personnel, dans un isolement absolu et sans consulter qui que ce soit. Ceux qui

me connaissent savent que c'est assez ma manière.

Qu'on ne me suppose aucune préoccupation dynastique, aucun projet contre le gouvernement actuel. Nul n'est moins révolutionnaire que moi; non-seulement par goût et par modération d'esprit, mais par principe et par conviction.

Qu'on ne cherche pas à lire entre les lignes; entre les lignes il n'y a rien d'écrit, point de sous-entendus, point de finesses. Ce que je pense, je le dis franchement, nettement; on l'a bien vu. La guerre des allusions, les perfidies du langage me sont en horreur.

J'aurais honte d'insister sur des considérations personnelles; cependant il faut bien qu'on le sache, je n'ai, dans tout ceci, rien à perdre et rien à gagner. Je vis dans la retraite, étranger depuis longtemps aux affaires publiques, ne me mêlant en aucune façon à la politique active de mon pays.

Ce pays, je l'aime profondément. J'y ai mes souvenirs d'enfance, j'y ai ma famille, j'y ai mes intérêts. Si l'on mesure le patriotisme à la douleur, je ne crains de comparaison avec personne. Ma douleur n'a-

commencé ni à Woerth ni à Sedan. Elle remonte plus haut que nos désastres; je la sentais naître sous Louis-Philippe, en même temps que notre corruption parlementaire. Immense en 1848, elle s'est aggravée en 1851, pendant tout cet affaissement moral qu'on nomme l'empire. La guerre insensée y a mis le comble. Ma douleur procède bien moins des accidents du jour que du mal intérieur qui nous travaille. J'ai la douleur du passé où se trouve l'origine de nos défaites; j'ai la douleur de l'avenir où gronde la menace socialiste. Douleur de voir mon pays commettre une injustice, douleur de voir s'abaisser les caractères et s'effacer les convictions, douleur de voir s'avancer des maux incomparables, douleur de voir la liberté, le progrès, le bonheur, la vie morale sous toutes ses formes compromise et peut-être perdue, voilà ce qui me déchire et ce qui me poursuit.

Ont-ils souffert comme nous, ont-ils prié, ont-ils travaillé dans la mesure de leurs forces, ont-ils répandu les idées chrétiennes et libérales, ceux qui, patriotes à meilleur marché, se contentent de célé-

brer la France, d'adorer Paris, de haïr l'Allemagne, se complaisant plus encore dans nos vices nationaux que dans ce qui nous reste de vertus?

J'ai le droit de mesurer la vivacité de mon patriotisme à la vivacité de ma douleur. Chaque fois que l'avenir de mon pays a été ruiné, l'avenir prospère, noble et libre, je l'ai senti avec une sorte de désespoir.

Un seul fait aujourd'hui m'intimide en même temps qu'il me navre, le fait de nos écroulements.

Il m'en coûte d'avoir eu trop raison. Je suis désolé de voir mon jugement sur la politique de guerre ratifié d'une si terrible façon par les résultats de la guerre. En vérité, si je n'avais exprimé mon opinion avant, j'oserais à peine l'exprimer après.

Mais bien au-dessus des considérations personnelles, dans une région où l'on ne s'occupe ni de succès ni de revers, je trouve ma conscience, et ma conscience me met en présence d'un devoir tel, que j'en ai rarement rencontré de si impérieux.

Demeurer soi, résister au courant, c'est le crime des crimes; je le sais. Dans un siècle démocratique,

ce forfait-là court le risque de ne m'être pas pardonné. N'importe, j'irai de l'avant.

Le patriotisme qui a dénoncé l'attentat se croit le droit de regarder en face le patriotisme qui l'a acclamé.

A. de Gasparin.

INTRODUCTION

—

ESSAI

SUR

LE PATRIOTISME

ESSAI SUR LE PATRIOTISME

I

LE PATRIOTISME ET LA MORALE

Notre temps a beaucoup trop raisonné. Il a perdu la notion des principes simples, de la grosse morale et du gros bon sens. Nous discutons, nous dissertons; les mouvements droits et prime-sautiers disparaissent. Nous avons des sympathies, on nous voit des impressions et des impatiences, mais, à force d'analyser, la distinction du juste et de l'injuste, du bien et du mal s'en va. « Ils ont cherché beaucoup de discours [1]. » C'est vraiment notre his-

1. *Ecclesiaste,* chap. VII, verset 29.

toire ; et nous avons trouvé des raisons pour tout.

Épaississez-moi cette religion, disait Mme de Sévigné[1].

Épaississez-moi cette morale, dirions-nous volontiers à ceux qui voudraient aujourd'hui nous faire croire qu'il y en a deux, une pour la vie intime, l'autre pour la vie publique : la morale privée, et la morale politique.

La morale, de même que la conscience, est une ou elle n'est pas. En créer deux, c'est les supprimer l'une et l'autre.

Grâce à Dieu, la distinction du bien et du mal n'est jamais compliquée, et quand on subtilise beaucoup, il y a cent à parier contre un qu'on sort du bon chemin.

On nous a fait un patriotisme qui est une violation de la conscience.

Une fois, nous dit-on, que la patrie est en jeu, il

1. Il en va de même en littérature. On pousse très-loin l'analyse grammaticale dont je ne pense que du bien. Cependant Mme de Sévigné, qui aurait été incapable de distinguer les parties du discours et de passer un examen dans une école, écrivait assez joliment le français.



n'y a plus ni bien ni mal. Les gouvernements n'agissent pas en vertu du droit !

Escobar ne professait pas une autre doctrine.

Si l'intérêt de la patrie m'impose des silences et des mensonges, la religion doit m'en imposer aussi ; toute la morale y passera : il faut la sacrifier au pays, il faut la sacrifier à la religion ; et pourquoi pas à la famille, et pourquoi pas à mes projets, pourquoi pas à mes ambitions ? Dès qu'il n'y a plus ni bien ni mal, dès qu'il n'y a plus qu'un but à toucher, quels que soient les moyens, je ne vois pas ce qui m'arrêterait.

Je demande qu'on réédite Machiavel, qu'on le publie à bon marché, qu'on en fasse le manuel des citoyens. A entendre les Machiavel au petit pied qui nous démontrent chaque matin que la politique n'est pas la morale et que le patriotisme interdit de résister à l'injustice, on croirait vraiment que nous avons été à l'école du Florentin. Encore Machiavel se montrait-il plus franc ; il ne professait pas les deux morales, il professait qu'il n'y en a aucune.

Prenons-y garde, l'argument du patriotisme, cette

arme à double tranchant, a frappé successivement toutes les vérités et tous les élans qui semblaient menacer la grandeur nationale.

Les premiers chrétiens portaient atteinte à l'unité de Rome, ils manquaient de patriotisme, on châtiait en eux de mauvais citoyens. Les réformés en France, les catholiques en Angleterre portaient atteinte à l'autorité du pays, ils manquaient de patriotisme : mauvais citoyens dont l'intérêt national devait avoir raison.

Je la connais, cette morale immorale qui, sous prétexte de patrie, nous ordonne des compromis avec le mal. Vous, Anglais, ne flétrissez pas le commerce de l'opium ; vous, Français, ne soutenez pas *le droit de visite ;* vous, catholiques, arrangez-vous de manière à justifier l'inquisition, à glorifier la Saint-Barthélemy ; ambassadeurs et ministres, trompez les gouvernements étrangers, au besoin la nation, surtout n'allez pas obéir maladroitement à votre conscience, vous perdriez tout ; nous, devant la guerre de 1870, nous qui tous ou presque tous avons compris l'énormité de cet acte inique, proclamons-en la légitimité, agis-



sons en bons patriotes, et que notre moralité s'en tire comme elle pourra !

Peut-être avais-je une trop haute idée du XIXe siècle, mais je me figurais que ces maximes pourries, que cette perversité politique érigée en système, que ce machiavélisme admis de tous et dont personne par conséquent ne peut faire un reproche à personne, appartenaient définitivement au passé.

Quoi qu'il en soit, une morale qui, au nom du pays, nous invite sitôt les intérêts nationaux engagés à appeler le bien mal et le mal bien, cette morale est une insulte à la patrie : il faut lui en demander pardon.

De même que le vrai patriotisme, l'honneur national a été détourné de son sens.

Cet honneur, comprenons-nous bien, c'est un gros orgueil — fort peu fier, vous pouvez m'en croire — qui suit aveuglément la nation où qu'elle aille et qui l'applaudit quelles que soient ses actions.

J'avais entendu parler d'un autre honneur, celui

qui veut que la nation soit honorable, celui dont la surveillance jalouse écarte du pays tout ce qui en écarte l'honnêteté.

Je me trompais.

L'honneur dont il s'agit a son code; on en trouve les articles dans le *Moniteur* du premier empire et dans la *Correspondance* de Napoléon Ier. Calomnier effrontément, publier des mensonges officiels, mépriser l'indépendance des autres peuples, manquer aux promesses qu'on a faites, reprocher au roi Louis et au roi Joseph leur respect pour les engagements financiers qu'ils ont pris, railler la sympathie que leur inspire les populations qu'ils ont juré de bien gouverner, fusiller les prisonniers turcs à Saint-Jean-d'Acre, fusiller partout et beaucoup et froidement, pour faire des exemples, mettre le pied sur toutes les résistances, froisser et broyer partout l'individu, voilà le résumé. L'essentiel, c'est la gloire! La gloire est le premier et le dernier mot de la conscience humaine. Après cela, qu'on soit plat vis-à-vis du pouvoir, que la discipline des camps malmène les magis-

trats, les clergés, tous les citoyens, toutes les moralités; qu'on s'habitue à ne plus penser; que l'idée de conscience et de liberté s'efface, que le génie national s'éteigne, que l'esprit se stérilise, il n'importe; on a mis un grand nombre de drapeaux aux Invalides, on a forcé la porte de bien des capitales, on a détruit bien des indépendances, il y a de la gloire, dès lors il y a de l'honneur!

Gloire, honneur, patriotisme à la nouvelle mode se moquent du peuple et le trompent à qui mieux mieux.

Il ne faut pas que le peuple sache la vérité. Il ne faut pas que la nation se mêle de ses affaires! — Singulières maximes, pour un temps de suffrage universel.

Voyez nos derniers événements. Devant le manifeste de M. de Gramont, point de vérité; en face de la déclaration de guerre, point de vérité; pendant la campagne, point de vérité; après nos désastres, point de vérité! On nous a traités comme des enfants mal élevés, non comme des hommes. Aux hommes on

dit la vérité ; la vérité, loin d'affaiblir, fortifie. C'est un régime viril qui réveille toutes les énergies du cœur.

Tenez-le pour certain, les cinq mois de mensonges que nous avons subis ont énervé la défense et compromis l'élan.

On se retourne, et l'on nous parle de solidarité! Il y a une solidarité patriotique; nul ne peut s'y soustraire!

Je le sais. Entendons-nous cependant. La solidarité patriotique est une vérité mal comprise que le patriotisme sans conscience a transformée en une mortelle erreur.

Il faut distinguer profondément entre ces deux choses : la résistance, qui est un devoir; le mépris de la solidarité patriotique, qui serait un reniement. Plus je me sens solidaire de ma patrie et plus je me préoccupe de son honneur, mieux je lutterai contre ce qui le compromet. Plus je suis solidaire de ma famille, mieux je protesterai contre ses actes mau-

vais. Plus je suis solidaire du genre humain, mieux je combattrai les crimes de l'humanité. Et cela n'empêche pas que comme patriote, comme parent, comme homme, je n'accepte ma part de toutes les responsabilités. Nous tous, nous nous sentons solidaires de l'absolutisme de notre ancien régime, des violences de notre révolution, des guerres de notre premier empire. Ceux-mêmes qui blâment ces attentats et qui les blâment en face n'en doivent pas moins baisser la tête en disant : Je suis de ce peuple-là, j'ai ses iniquités sur moi !

Secouer un tel fardeau, ce serait agir comme un fils qui répudierait la solidarité de famille et qui s'écrierait : Je ne veux pas de ce nom compromis, je ne veux pas de ce poids de dettes, je ne veux pas de ce faix de misères ; j'ai protesté, je m'en lave les mains !

Reste l'*infaillibilité nationale,* dogme assez étrange pour nous qui rions de l'infaillibilité du pape.

Vous pouvez attaquer les guerres ordinaires, mais

sitôt que le gouvernement du pays a lancé la guerre nationale, il n'y a plus à protester. La nation étant infaillible, la guerre qu'elle déclare doit être sacrée.

Il ne faudrait lire ni l'histoire des gouvernements nationaux ni celle des guerres nationales pour entendre de sang-froid développer une thèse pareille. Que d'énormités, que de libertés violées, que d'attaques inqualifiables, que d'entraînements du pays à la suite des régimes les plus opposés!

Étaient-elles justes, les guerres nationales que les Romains d'abord, que Charlemagne ensuite, ont dirigées contre les Germains; étaient-elles justes, les guerres nationales qui pendant plus d'un siècle jetèrent les Anglais sur la France; étaient-elles justes, les guerres nationales qui précipitaient les empereurs d'Allemagne sur l'Italie; étaient-elles justes, les guerres nationales qui livraient la Hongrie aux sultans et à leurs janissaires; étaient-elles légitimes, les guerres nationales qui poussaient les rois de France contre les Flamands? La sainte ligue, très-nationale, vous paraît-elle innocente; la Terreur, ce mouvement

non moins national, le jugez-vous bon ? Et les guerres nationales de Louis XIV, qu'en faut-il penser; et les guerres nationales du premier Empire, qu'en dites-vous? Elles ne manquaient certes pas d'importance, ces guerres-là. Elles absorbaient l'activité nationale, elles épuisaient les ressources nationales, elles préparaient le jour où par deux fois la capitale nationale de la France devait être occupée par l'ennemi. Les justifierons-nous; y applaudirons-nous?

Dieu merci, l'esprit libéral a réduit aux proportions de leur petitesse morale ces épopées où se complaisait notre vanité. Guerres d'invasion, guerres immotivées, guerres pour entraver l'indépendance des autres peuples, tout a été flétri.

Lisez Lanfrey, au-dessous du mot *gloire,* vous verrez le mot *crime*. La conscience, qui s'est réveillée, prend parti contre nos violences nationales pour le droit des peuples envahis, pour la résistance, nationale aussi, des Espagnols et des Allemands. Si le vieux patriotisme, égoïste, brutal et roué n'est pas mort, il est bien malade.

Or ce que font les historiens, nous avons le droit de le faire. Le blâme qu'ils infligent à un passé inique et national, nous en flétrissons le présent, lorsqu'il nous paraît mauvais. L'importance du crime commis n'en rend pas la dénonciation inopportune. Les périls où se précipite la nation ne nous dégagent pas du devoir de l'avertir. Le pays n'y voit plus, ce n'est pas le moment de lui refuser la lumière.

Il serait commode, en vérité, pour un gouvernement, d'échapper à la critique par la gravité même de ses fautes, et de fermer la bouche aux défenseurs éclairés des libertés et de la nation, par cela seul qu'il lui a convenu de compromettre nationalement la nation elle-même.

Remarquez, en outre, que le principe porte loin. S'il y a des guerres nationales, il y a des ambitions non moins nationales, il y a des armements nationaux, il y a des compensations, il y a des combinaisons, il y a des diplomates qui, sous prétexte d'intérêt national, agissent contrairement à la jus-

tice, au droit des peuples, au bien même du pays.

Tout cela me paraît absurde et funeste, mais silence! car tout cela est national.

Je demande quelle place reste à la liberté dans la grande politique et quelle part le pays peut prendre à la direction de ses grandes affaires si l'examen sérieux est supprimé pour les négociations, pour les projets, pour la guerre, pour le présent, pour l'avenir, sous prétexte de nation et d'infaillibilité!

A la bonne heure, nous avons tort, mais *le drapeau est engagé*, suivons le drapeau!

La paix de l'Europe ressemble à un homme attaqué sur le grand chemin. Nos amis se sont jetés sur lui et l'égorgent; ils ont tort sans doute; que voulez-vous, le mal est à moitié fait, dépêchons notre homme, et n'y pensons plus.

Avouez qu'un pareil système facilite singulièrement la politique des gouvernants et que les libertés d'un pays si bien dressé ne sont pas gênantes.

Le drapeau ! il flottait sur l'invincible Armada ; le duc d'Albe l'emportait avec ses bataillons lorsqu'*il* allait ensanglanter les Pays-Bas. Le drapeau déroulait ses plis sur les dragons du grand roi, quand ceux-ci pillaient et torturaient les protestants de nos vallées. Toutes les guerres iniques, toutes les brutalités de toutes les soldatesques se sont abritées sous le drapeau. Auriez-vous déclaré mauvais patriote, l'Espagnol qui se serait indigné contre l'invasion de l'Angleterre ou contre l'envahissement des Pays-Bas; mauvais patriote, le Français qu'aurait révolté la persécution religieuse? Lorsque les Autrichiens attaquaient la Suisse primitive à Morgarten, le drapeau de l'Autriche était engagé dans l'affaire, dira-t-on qu'il eût été infâme à un Autrichien de ne pas désirer l'asservissement des cantons?

Un Anglais a vu son drapeau planté sur les bâtiments négriers, un Américain a vu son drapeau protéger les odieuses spoliations des Indiens, seront-ils tous deux mauvais patriotes parce que

leur moralité s'émouvra, parce qu'ils se révolteront?

Même sous l'ancien régime, quand la liberté de la presse n'existait à aucun degré, Voltaire et ses amis ne se gênaient pas avec la guerre de sept ans : le drapeau français les arrêtait peu. Je n'admire pas beaucoup leur attitude. Ni la forte indépendance ni le fort patriotisme ne sont là. Mais qu'on ne vienne pas nous dire qu'une fois le drapeau engagé il faut se taire, que c'est une tradition française de tous les temps.

Au bout du compte, ceux qui ont combattu l'expédition du Mexique pendant la durée de son cours savent ce que c'est que de ne pas suivre le drapeau. On les accusait, eux aussi, de manquer au devoir patriotique. On disait qu'ils affaiblissaient nos soldats, qu'ils discréditaient notre cause, que leurs discours servaient à faire des cartouches pour l'armée de Juarès, que leurs avertissements fourniraient une base aux exigences des États-Unis. Ils ont tenu bon. Or qui ne leur rend justice à cette heure? qui ne comprend qu'en attaquant la guerre insensée où était

engagé le drapeau, ils ont eu le vrai patriotisme et lutté contre le mauvais[1]?

Dans l'intérêt même du patriotisme, dégageons-le de ce qui le compromet en le déshonorant. Ceux qui

1. On nous reproche de n'être pas patriotes comme les Anglais. Un Anglais, dit-on, marche toujours avec son pays.

A cela, j'ai deux réponses. En premier lieu, l'Angleterre est un pays libre, qui fait lui-même ses affaires, ne se décidant ni par entraînement factice, ni par coup de tête, ni par coup de théâtre. Les entreprises où il s'engage ne sont pas l'invention d'une coterie imposée au pays par surprise, elles sont l'expression de la volonté des citoyens; dès lors, tous s'y associent, car ici, l'entreprise devient vraiment nationale.

En second lieu, rien de moins vrai que cette supposition d'unanimité toujours et partout. L'Angleterre est précisément le pays de l'opposition. Voyez les guerres des Indes, guerres de conquête et d'agrandissement où le drapeau anglais se trouvait engagé; elles n'ont cessé de rencontrer des adversaires dans le parlement. Ces citoyens-là se croyaient aussi bons patriotes que d'autres. Et ils attaquaient vertement, et ils compromettaient l'honneur anglais, et ils ébranlaient l'armée. Leur enquête incessante sur les faits, sur les motifs, sur les iniquités, sur les droits des indigènes et sur ceux des princes ennemis, constitue une des gloires de la liberté anglaise.

le définissent d'une certaine façon le calomnient. Si on les laissait faire, le patriotisme, en opposition avec la conscience, avec l'humanité, avec l'indépendance, deviendrait un sentiment odieux qui n'aurait plus pour lui que les âmes serviles; tous les hommes de cœur le prendraient en détestation.

Un mot : l'équilibre moral, résume la thèse que je défends.

L'homme en équilibre est seul fort; seul il est capable de bien servir son pays. Il faut être en équilibre pour se tenir debout, il faut se tenir debout pour résister aux tyrannies, à celles d'en haut, à celles d'en bas. L'homme en plein équilibre moral aimera sa patrie, aimera sa famille; il aime l'humanité, il aime la liberté; il ne sacrifiera aucun de ses devoirs; son patriotisme ne supprimera rien, sa conscience tiendra compte de tout; et ce sera le citoyen complet, parce que ce sera l'homme complet.

LES TÉMOINS

J'en rends grâce à Dieu, la justice et la vérité ont eu leurs témoins dans tous les temps.

Ces hommes-là se sont placés sur le terrain des principes. Voici le bien, le mal est là; voici la vérité, voilà le mensonge; tout est clair. Tout s'obscurcit au contraire dès qu'au lieu de regarder aux principes on se met à supputer les conséquences. Qu'arrivera-t-il, quel péril naîtra; quelles fausses interprétations va-t-on donner à ma conduite; quels avantages pourraient résulter pour la justice elle-même de son abandon momentané? — Calculs compliqués où le plus habile se perd; mer semée d'écueils où notre droiture fait naufrage.

Les témoins ne raisonnent point ainsi. A vrai dire, ils raisonnent moins qu'ils n'agissent, et leur politique, c'est d'obéir au devoir.

Voulez-vous un exemple? Prenons l'histoire de Fox.



Lorsque Pitt rompit avec la République française, Fox commença, Fox continua sans désemparer la lutte la plus énergique contre une guerre qui avait, au plus haut degré, le caractère national.

L'Angleterre y était entrée avec passion. Son orgueil s'y trouvait engagé; succès et revers, tout entraînait les majorités; parler contre l'attaque, c'était parler pour l'ennemi.

Non-seulement Fox n'hésite point, mais Fox ne se lasse pas. Il ne s'agit pas ici d'une persistance de quelques jours ou de quelques mois, il s'agit d'une ténacité de plusieurs années. Notez que Fox persévère malgré toute espèce de découragements. Entre 1792 et 1797, l'exaltation nationale le condamne de plus en plus; son parti diminue, ses amis rompent avec lui, il en vient à renoncer aux affaires, sans renoncer à son opposition. Il la reprend plus forte et plus ardente lorsqu'en 1803 il siége de nouveau sur les bancs du parlement. Son patriotisme ne ménage aucune des accusations dont l'honneur du pays va souffrir semble-t-il : Cette guerre est une guerre

machiavélique, une guerre pour la restauration des Bourbons, une guerre inutile! — Impopularité, blâme de la part des siens, insinuations perfides, Fox a tout accepté. Et le poids le plus lourd à porter, ce sont les crimes de la République; les douleurs les plus poignantes à soutenir, ce sont les défaites des Anglais, ce sont les victoires de Napoléon, c'est Nelson mort à Trafalgar, c'est Austerlitz, le camp de Boulogne, l'incessante menace d'une descente en Irlande; c'est Pitt succombant à quarante-sept ans; ce sont ses restes inhumés à Westminster au milieu de l'enthousiasme de la nation. Fox reste debout; Fox continue à dire tout ce qu'il pense sur cette guerre-là. Devenu ministre en 1806, il n'hésite pas un instant à négocier la paix avec l'Empereur. Et ce témoin méconnu, stigmatisé, a lui aussi sa place à Westminster; il a conquis la popularité, la bonne, celle que donne l'accomplissement du devoir.

Voulez-vous un autre exemple? Voici Burke.

Une crise sérieuse secouait l'Angleterre. L'Amérique préparait son indépendance; le roi et la nation

résistaient passionnément; les secours que la France accordait aux États révoltés achevaient de donner une couleur nationale à ce conflit. Nous nous représentons malaisément la vigueur de convictions qu'il fallait avoir pour attaquer, pour combattre une telle guerre, jusqu'au bout. Or Burke et ses amis ne reculent ni ne s'arrêtent; ils ne cessent pas de revendiquer au nom de l'Amérique le droit qu'elle a de se déclarer libre; et Burke, dans un discours prononcé en 1776, au moment où le drapeau anglais venait de reculer devant les armées de Washington, Burke ose faire en plein parlement, l'éloge de Washington et de ses soldats [1] !

Wilberforce, cet autre témoin, quand il dénonçait la traite, quand il flétrissait les iniquités commises par sa nation ne passait-il point pour un mauvais

1. Vous retrouvez le même homme, le vrai patriote, en face de Warren-Hastings, lors du fameux procès intenté à ce gouverneur des Indes. Pendant près de dix ans, de 1785 à 1794, malgré les services qu'avait rendus au pays Warren-Hastings, Burke et ses amis poursuivent sans relâche les infamies patriotiques commises au nom de l'Angleterre par son représentant.

citoyen; ne lui reprochait-on point de servir les ennemis de l'Angleterre, ne ruinait-il pas son commerce, ne préparait-il pas la destruction de sa marine, n'amenait-il pas l'effondrement de son empire colonial? Wilberforce inébranlable a continué de témoigner pour le bien, contre le mal; et il se trouve qu'aujourd'hui, l'abolition de l'esclavage forme une des plus nobles gloires de son pays.

Voilà comme on agit dans les pays libres, et voilà comment les pays libres restent libres[1].

Au surplus nous avons, nous aussi, nos témoins.

Mme de Staël et l'opposition libérale, durant les glorieuses iniquités de l'Empire, M. Thiers l'autre jour, lorsqu'il protestait contre une guerre injustifiable à ses yeux, agissaient en bons citoyens.

Ce patriotisme-là coûte un peu plus et vaut un peu

1. Durant la guerre récente des États du Nord contre le Sud américain, quelles que fussent les passions, quelle que fût l'immensité du péril, jamais cette liberté fondamentale qui consiste à blâmer la politique des gouvernants n'a été compromise. On attaquait Lincoln, on niait la légitimité de la guerre, on plaidait en plein congrès la cause des États révoltés.

mieux que celui des *brailleurs* qui courent les rues en chantant la *Marseillaise,* et qui ne s'inquiètent ni du bon droit ni du bon sens.

Les apôtres disaient au conseil des Juifs : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. »

Nous disons, nous : Il vaut mieux obéir à Dieu qu'à certaines traditions.

L'antiquité déteint plus que nous ne pensons sur nos idées patriotiques. Notre éducation est païenne, et la morale qu'on enseigne dans nos colléges se rattache bien moins à l'Évangile qu'à l'antiquité.

Dieu me préserve de devenir le Philinte du patriotisme. On rencontre aujourd'hui trop peu de vertus fortes et viriles pour qu'il convienne de chicaner celles qui se produisent. Je me contente de dire qu'à mon avis, l'héroïsme patriotique ne perdrait rien à être séparé de l'esprit païen.

Sans les belles actions inutiles, je ne l'ignore point, on aurait bon marché de tout ce qui est grand ici-bas. Tel héroïsme *inutile* deviendra la force régéné-

ratrice d'un pays, parce que, relevant les niveaux, il allumera la soif de l'idéal qui est, comme chacun sait, l'inutile par excellence.

Léonidas meurt aux Thermopyles ; cela ne sert à rien, et c'est ce sacrifice absolument inutile qui va réveiller l'héroïsme grec.

Le siége de Numance, le siége de Saragosse, les Arabes d'Algérie qui se laissent enfumer dans les cavernes du Dahara plutôt que de se rendre, les capitaines de vaisseau qui font sauter leur navire plutôt que d'amener leur pavillon, voilà tout autant d'actes dont l'inutilité nous fait grandir le cœur. Je ne voudrais à aucun prix rabaisser en les analysant ces élans qui sont sublimes, précisément parce qu'ils dépassent la mesure du raisonnable. Malheur à nous si nous étions toujours raisonnables, si nos dévouements, si nos affections, si l'accomplissement de nos devoirs, si nos courages enfin se tenaient sagement à l'abri de tout excès.

Ceci posé, il faut dire son fait au patriotisme païen.

La notion païenne est très-simple : unité en tout,

point d'individu. L'État domine à un tel degré que l'individu disparaît; l'individu, c'est-à-dire la vraie liberté. Les consciences appartiennent à l'État, toute indépendance morale est un crime social [1]. L'État et la religion se confondent; les actes de la patrie sont des actes religieux; il y a sacrilége à les blâmer. Telle est la patrie, dans le sens antique et féroce du mot. Orgueil, dureté, suppression des sentiments de famille, dédain de la justice immolée aux intérêts nationaux, mépris de la pitié qui pourrait nuire à la force, la patrie féroce et antique n'exige rien de moins. Notez que la force, qui est un grand levier, manque justement à ce patriotisme, dont Sparte nous offre le plus parfait modèle. L'homme une fois noyé dans la patrie, vous chercheriez vainement le citoyen. Le citoyen, je veux dire l'homme libre, n'a jamais trouvé place à Sparte, dans ce couvent militaire organisé pour tuer [2].

1. Socrate a commis ce crime-là; il a mis la conscience et la vérité avant le patriotisme de son temps.

2. Ce qui est vrai de Sparte est vrai de l'antiquité tout entière,

Nous, le peuple latin par excellence ; nous, disciples fidèles de l'antiquité ; nous, en vrais païens que nous sommes, méprisant l'individu, adorant l'unité, nous ne comprenons guère plus les droits de la justice que le devoir d'opposition. Jadis, au nom du patriotisme, nous avons châtié les diversités de croyances ; aujourd'hui nous courrions sus, volontiers, aux mauvais patriotes qui osent condamner la mauvaise politique du pays[1]. Voici une iniquité monstrueuse ; mon patriotisme païen m'ordonne de fermer les yeux. Voici d'effroyables égorgements ; mon patriotisme païen me défend de m'émouvoir. On parle de paix ; mon patriotisme païen m'interdit de la désirer. Il faut du sang ! Cela ne fait que commencer ! N'allons pas nous attendrir !

j'entends de l'antiquité classique. Partout, du plus au moins, on a fait du patriotisme le Moloch auquel il faut immoler justice et pitié.

1. Il n'est pas prouvé que les diversités de croyances ne nous paraissent à l'heure qu'il est fort peu patriotiques et que, dédaignant les questions de vérité, nous n'admettions la religion du pays.

Avec ce patriotisme-là, je vois marcher une sécheresse qui m'épouvante.

Ne demandez à la plupart de nos femmes françaises ni ces timidités, ni ces sollicitudes craintives qui font qu'on ne vit plus dès qu'on a son fils ou son mari exposés au feu. Elles parlent de cela fort tranquillement : — Mettez mon fils à l'endroit où les balles tuent! Je n'ai qu'un fils sous les drapeaux, je voudrais en avoir douze, je les enverrais tous à la mort!

Ce patriotisme forcené, drapé à la romaine, me cause une indicible répulsion. Cela sonne dur comme la vertu classique. Cela s'allie merveilleusement avec les préoccupations de modes et d'uniformes; mais chez ces poupées, vous chercheriez vainement un cœur. Sont-elles mères, sont-elles épouses, je n'en sais rien. Elles posent l'antique. Qu'on se massacre, que les cœurs se brisent, elles s'en inquiètent peu; leurs larmes seront vite essuyées. Et puis on pleure en Allemagne, cela console de tout.

Frauchement, l'Évangile vaut mieux.

Faut-il, pour aimer son pays, détester les autres peuples; faut-il éprouver à l'endroit des nations qui prospèrent un dépit jaloux voisin de la haine? C'est encore un de ces sentiments païens qu'on s'est efforcé, depuis quatre ans, d'exciter chez nous jusqu'à ce qu'il ait fait explosion.

Pour le Grec et pour le Romain, l'étranger c'était l'ennemi. Grâce à nos tendances libérales, le patriotisme qui hait et qui jalouse se retire par degrés devant un patriotisme de meilleur aloi.

Nos écrivains rendent hommage aux recherches, aux découvertes, au mérite des nations qui ne sont pas nous. L'Angleterre et les États-Unis ont de sincères admirateurs; avant cette guerre indigne, l'Allemagne en avait. Nous apercevons des hommes et des amis par delà nos frontières; nous ne nous croyons pas obligés de concentrer nos regards sur la France; les relations se multiplient, les intérêts se confondent, derrière la nation apparaît l'humanité. Le libéralisme a eu cet honneur, qu'il ne se laissera point ravir, de remettre en lumière la justice et la



Avec ce patriotisme-là, je vois marcher une sécheresse qui m'épouvante.

Ne demandez à la plupart de nos femmes françaises ni ces timidités, ni ces sollicitudes craintives qui font qu'on ne vit plus dès qu'on a son fils ou son mari exposés au feu. Elles parlent de cela fort tranquillement : — Mettez mon fils à l'endroit où les balles tuent! Je n'ai qu'un fils sous les drapeaux, je voudrais en avoir douze, je les enverrais tous à la mort!

Ce patriotisme forcené, drapé à la romaine, me cause une indicible répulsion. Cela sonne dur comme la vertu classique. Cela s'allie merveilleusement avec les préoccupations de modes et d'uniformes; mais chez ces poupées, vous chercheriez vainement un cœur. Sont-elles mères, sont-elles épouses, je n'en sais rien. Elles posent l'antique. Qu'on se massacre, que les cœurs se brisent, elles s'en inquiètent peu; leurs larmes seront vite essuyées. Et puis on pleure en Allemagne, cela console de tout.

Frauchement, l'Évangile vaut mieux.

Faut-il, pour aimer son pays, détester les autres peuples; faut-il éprouver à l'endroit des nations qui prospèrent un dépit jaloux voisin de la haine? C'est encore un de ces sentiments païens qu'on s'est efforcé, depuis quatre ans, d'exciter chez nous jusqu'à ce qu'il ait fait explosion.

Pour le Grec et pour le Romain, l'étranger c'était l'ennemi. Grâce à nos tendances libérales, le patriotisme qui hait et qui jalouse se retire par degrés devant un patriotisme de meilleur aloi.

Nos écrivains rendent hommage aux recherches, aux découvertes, au mérite des nations qui ne sont pas nous. L'Angleterre et les États-Unis ont de sincères admirateurs; avant cette guerre indigne, l'Allemagne en avait. Nous apercevons des hommes et des amis par delà nos frontières; nous ne nous croyons pas obligés de concentrer nos regards sur la France; les relations se multiplient, les intérêts se confondent, derrière la nation apparaît l'humanité. Le libéralisme a eu cet honneur, qu'il ne se laissera point ravir, de remettre en lumière la justice et la

paix. Un premier résultat de ce changement, c'est que nous ne craignons pas de condamner nos actes dans l'histoire. Le second progrès, plus difficile à obtenir, sera de les juger dans le moment présent.

III

LE PATRIOTISME A LA BÉRANGER

Notre patriotisme, au bout du compte, tient du premier Empire un détestable héritage. Capitales de l'Europe occupées, droits des peuples violés, noms éclatants de victoires, popularité militaire accrue de toutes les fautes de la Restauration, il y a, convenons-en, de quoi mettre l'esprit à l'envers. De là ce mélange d'enthousiasme guerrier et d'aspirations libérales, bizarre amalgame qui trouble aisément les cerveaux. Nous avons appris à rêver patriotiquement de batailles gagnées, d'agrandissements territoriaux, de prépondérance française, d'armées toujours triomphantes, et de nous croire libéraux, par-dessus le marché,

Les chansons de Béranger expriment surtout cela, le sentiment populaire de son temps. Toute notre jeunesse en était imprégnée. Et pourtant nous avions été élevés à l'école du libéralisme pendant les plus belles années de la Restauration [1]. C'est égal, Waterloo nous semblait une infamie et Wellington un monstre.

> Son nom jamais n'attristera mes vers !

Ne riez pas; de ce patriotisme à la Béranger, assemblage confus de militarisme napoléonien et d'idées libérales, sont nées d'immenses vanités, de fatales complaisances envers les guerres injustes, des convoitises funestes :

> Le Rhin lui seul peut retremper nos armes !

et pour tout dire, le dédain de la conscience avec le renversement du sens moral.

1. N'oublions ni les *Messéniennes,* ni les livres de M. Thiers, ni même les colonels et les grognards du théâtre de Scribe.

IV

MON PATRIOTISME

Mon patriotisme à moi, je le prends dans mon cœur, qu'a éclairé, qu'a fortifié l'Évangile.

L'Évangile, qui m'ordonne de réprouver une guerre impie, n'atténue pas mes douleurs patriotiques, au contraire, et je souffre cruellement des désastres de mon pays. L'Évangile, qui nous rend esclaves de la justice, ne change pas l'homme en une abstraction indifférente. Le chrétien a des entrailles, il voit autre chose devant lui que la loi du juste et du vrai; si son devoir est simple, son sentiment est complexe. Le patriote qui a énergiquement condamné une mauvaise guerre, le patriote qui aime assez son pays pour lui dire la vérité rencontre sur son chemin d'amères douleurs : blâme, calomnies, menaces, impopularité, sans compter sa large part des maux communs. Que voulez-vous? la popularité est un capital qu'un homme de cœur dépense volontiers quand il s'agit de sauver

le pays. D'ailleurs, l'Évangile donne courage. L'Évangile n'amollit pas; rien de tel que les rapports directs avec Dieu pour nous revêtir d'énergie. La force et la douceur se tiennent de bien plus près qu'on ne pense, comme dans l'énigme de Samson. Étaient-ils faibles ou amollis, ces hommes, disciples de l'Évangile, qui, en face des bourreaux païens, confessaient Jésus-Christ? Voilà les premiers fronts qui se soient relevés sous le despotisme antique; voilà les fondateurs de nos libertés modernes. Dans tous les siècles, le même Évangile créera des hommes indépendants, résistants, aimants, des hommes de justice et de liberté [1].

1. L'important est de ne pas avoir des sentiments d'*émigré*. L'émigré se dégage de la solidarité nationale. L'émigré combat sous le drapeau de l'ennemi et rentre à la suite des armées étrangères. L'émigré devient étranger lui-même; il ne comprend plus son pays; il n'est plus dans le courant des idées, même les plus légitimes, de ses compatriotes et de ses contemporains. Il se tient cramponné à une époque et à une forme de gouvernement, il ne fait point un pas au delà. Ai-je besoin de signaler la différence entre l'émigré et l'indépendant qui tient tête aux entraînements de son pays, mais qui reste de son pays et de son temps?



Votre patriotisme regarde le mien de haut.

On fera quelque jour, je l'espère, l'histoire de ce civisme à grand fracas auquel nous devons la guerre qu'il a acclamée, la prolongation de la guerre qu'il a exigée, la paix écrasante qu'il a rendue nécessaire en s'indignant contre tout arrangement modéré.

Et l'on fera le compte aussi de ce que nous aurait épargné mon patriotisme, le patriotisme chrétien. Il nous aurait épargné la vie de cent mille hommes, il nous aurait épargné nos catastrophes militaires, il nous aurait épargné la crise socialiste, il nous aurait épargné la honte de voir Paris pris après être partis pour prendre Berlin; il nous aurait conservé l'Alsace et la Lorraine; il aurait fait de nous un peuple maître de lui.

Si le faux patriotisme n'avait pas étouffé le vrai, si les gens de paix, en grande majorité dans nos campagnes, n'avaient pas jugé ingénieux et patriotique de ne point contredire les gens de guerre, s'ils n'avaient pas jugé habile de faire chorus avec eux, si un plus grand nombre de citoyens avaient aimé la

France de cet amour austère qui ne ménage pas les vices et qui appelle les crimes par leur nom, on aurait vu se former une phalange d'hommes courageux, décidés à parler net aux sottes vanités, à la gloriole, aux oripeaux, à tout ce qui nous perd. Nous n'aurions pas conservé des illusions fatales; nous aurions consenti à regarder autour de nous; nous nous serions efforcés d'imiter les peuples qui nous devancent; on ne nous aurait pas répété chaque matin que la France est invincible, que la France est la lumière du monde, qu'elle est l'apôtre de tous les progrès et la propagatrice de toutes les libertés.

Hélas! elles trouvent peu de crédit, les consciences viriles qui servent le pays en combattant un jour sa complicité avec la traite, un autre jour sa corruption parlementaire, puis la révolution de février, puis le régime impérial, puis la déclaration de guerre, puis la rage impuissante et l'aveuglement forcené.

N'importe, les vrais patriotes dans tous les temps, ce ne sont pas ceux qui flattent, ce sont ceux qui déplaisent en disant des vérités douloureuses. Démos-

thènes disait ces vérités-là aux Athéniens, Caton disait ces vérités-là aux citoyens de Rome, les prophètes disaient ces vérités-là au peuple juif, Fox et Burke disaient ces vérités-là aux Anglais, les amis de l'Amérique lui ont dit ces vérités-là lorsqu'ils l'ont avertie de l'abaissement où la plongeaient les prospérités de l'esclavage!

Il y a un patriotisme qui mène aux abîmes par ses complaisances et par ses déclamations. Il y a un autre patriotisme qui accepte l'injure et qui se soumet à l'impopularité pour garantir l'honneur et pour sauver l'avenir du pays.

Lequel vaut le mieux, celui qui nous jette dans le gouffre, ou celui qui nous empêche d'y tomber? Lequel est le vrai, celui qui pactise avec le mal, ou celui qui réprouve le mal? Lequel est le plus patriotique, celui qui caresse nos vices, ou celui qui les dénonce pour nous les arracher?

La France sait aujourd'hui à quoi s'en tenir.

V

LES SILENCIEUX SONT DES TRAITRES

On a beaucoup parlé de trahison. La grande trahison, c'est le silence.

Les traîtres sont les silencieux.

Vous avez trahi la confiance du peuple, vous députés que le peuple avait revêtus de son mandat, qui étiez ses conseillers naturels, vous dont les avis eussent été bien reçus de lui, et qui avez refusé de l'avertir. Vous avez trahi la France, vous citoyens, qui saviez qu'on commettait une injustice en son nom, qu'on la commettait contre son opinion nettement pacifique, vous qui saviez cela et qui n'avez rien dit. Vous tous, par tout le pays, qui en désapprouvant la guerre avez laissé déclarer la guerre, faire la guerre, continuer la guerre, sans prononcer un mot pour prévenir ou pour réprimer, vous avez trahi les vrais intérêts du pays.

Parler n'était pas facile. Toute liberté de la presse avait

disparu ; la censure des rues y mettait bon ordre quand ce n'étaient pas les arrêtés des préfets ; une véritable terreur fermait la bouche, retenait la pensée ; on aurait dit cette page à la Tacite de Camille Desmoulins : Suspect, ce citoyen qui critique l'agression ; suspect, ce père qui pleure son fils ; suspect, ce journaliste qui publie une mauvaise nouvelle ; suspect, ce député qui ose dire que nous « mourons sans savoir pourquoi ! »

Remplacez le mot de suspect par celui de Prussien, vous aurez la situation.

Si les mœurs de la liberté eussent été les nôtres, plus d'un combat se fût livré sur la brèche, en dépit des intimidations. Bataille contre le manifeste de M. de Gramont ; bataille, à chaque heure et partout, entre le manifeste de M. de Gramont et la déclaration de guerre ; bataille, et la plus acharnée et la plus générale, d'un bout à l'autre du pays, par les journaux, par les brochures, par les meetings, entre la déclaration de guerre et la guerre elle-même ; bataille pendant la durée de la campagne, pour rappeler

sans cesse le crime de notre politique tout en applaudissant à l'héroïsme de nos soldats et de nos citoyens ; bataille enfin après chaque action, pour obtenir une bonne paix !

VI

L'OPPOSITION S'EST TUE

On met en avant l'opposition qu'aurait faite le parti républicain ! Or, chacun s'en souvient, la guerre a été votée à l'unanimité moins une voix.

Rendons cette justice à M. Jules Favre et à ses amis, que, vis-à-vis des deux grandes unités en formation sur nos frontières, l'Italie et l'Allemagne, ils ont soutenu une politique contraire aux doctrines du vieux chauvinisme français et du vieil équilibre européen professées de tout temps chez nous. Cela dit, ajoutons que, dans les dernières circonstances, l'opposition s'est tue, ou peu s'en faut. L'opposition a faiblement soutenu le courage de M. Thiers. L'opposition a réclamé des communications de pièces, ne

les a pas obtenues, et n'a pas voté contre la guerre. L'opposition a gardé le silence dans ses journaux comme à la Chambre ; ni le pays ni l'Europe ne se sont doutés de sa résistance.

Bien plus, la guerre à peine commencée, l'opposition a pris soin de se mettre au diapason des passions excitées, et M. Thiers lui-même, revenant sur son blâme, en a déterminé le vrai sens : « Nous n'étions pas prêts ! »

Si dix hommes au Corps législatif, se plaçant au point de vue de la justice et du bon sens, eussent protesté contre les aventures où nous lançait la politique de guerre, je crois que la guerre n'aurait pas eu lieu. Si dix hommes par département eussent énergiquement pris parti pour la paix, je crois que la guerre n'aurait pas eu lieu. S'il y avait eu dix journaux pour condamner notre démence et notre crime au nom de la justice, de la civilisation et de la liberté, je crois que la guerre n'aurait pas eu lieu.

« J'ai fait ce que j'ai pu ! » s'écriait M. Thiers le 9 août, dans la salle des conférences.

Voici ce que signifient ces paroles : J'ai fait ce que j'ai pu ; et les événements ne m'ont que trop donné raison. J'ai fait ce que j'ai pu ; mais vous, avez-vous fait ce que vous deviez? J'ai fait ce que j'ai pu ; et tous, à cette heure, vous pensez avec moi que le retrait de la candidature Hohenzollern était suffisant, que nous avons sans motif sérieux déchaîné une guerre effroyable, et que l'opinion universelle nous donne tort.

VII

LE SILENCE PATRIOTIQUE

Rien comme le silence ne favorise les coups de tête du despotisme. Dès qu'ils ne seront ni discutés ni jugés, pourquoi ne s'en passerait-on pas la fantaisie? Silence patriotique! avec ce mot-là on fait ce qu'on veut. Le silence patriotique escamote l'opposition, supprime la liberté, donne ses coudées franches au gouvernement. Le pouvoir était entravé, il ne l'est plus ; tribune, presse, opinion, tout a disparu.

Notez que les questions de guerre, celles précisément qu'on abrite sous le silence patriotique, sont celles de toutes qui importent le plus à la liberté, non-seulement parce que la liberté souffre de la guerre, mais surtout parce que la liberté n'est plus qu'un nom dès qu'on lui soustrait quoi que ce soit. Si vous vous taisez, si vous n'exigez pas la discussion dès la première minute, quand ressaisirez-vous votre pays? La guerre une fois en train, serez-vous mieux écoutés? Le canon a retenti, le sang coule, il y a des succès; allez-vous arrêter le cours de nos victoires? Il y a des revers, nous reculons; allez-vous démoraliser nos soldats?

Je comprends la frénésie des partisans de la guerre, je ne parviens pas à comprendre le silence des partisans de la paix. Les uns portent un drapeau que je déteste, mais c'est le leur, et ils ont mis de la vaillance à le tenir ferme jusqu'au bout. Les autres, par leur acquiescement taciturne, ont personnifié cette défaillance morale qui nous atteint tous, du plus au moins, et qui finira par nous tuer.

Pour peu que cela continue, la France ressemblera à un couvent de Chartreux. Faute de le pouvoir, on renonce à parler; on fait mieux, on renonce à penser; l'habitude s'en perd; on s'enrégimente, on se discipline; l'intelligence prend la cocarde et l'uniforme, l'âme s'affaisse, l'être moral tout entier fléchit; ce qu'on avait commencé par subir, on finit par l'accepter; le pli de la servitude se prend; on n'examine plus rien, on ne combat plus rien; de là cet esclavage presque naïf, cette stérilité intellectuelle dont le premier Empire nous a laissé le parfait modèle.

Notre despote, à nous, c'est l'opinion. Vis-à-vis d'un empereur ou d'un roi, la servitude a des bornes; vis-à-vis de l'opinion régnante, elle n'en a pas. Esclavage d'autant plus funeste qu'il a bonne façon et bon renom. Les courtisans des princes sont de petits personnages, chacun en rit; les courtisans du peuple sont tout simplement de grands citoyens. Ce que le peuple veut d'ailleurs, prend un air de légitimité; la tyrannie du peuple pénètre jusque dans le sanctuaire de la conscience; nous sommes asservis tout entiers.

Je ne sais comment peindre cet étouffement moral, cet écrasement intime, cette torture du bâillon. Ne pouvoir protester, ne pouvoir réagir, fût-on seul, contre une iniquité collective, il y a là une fièvre qui dévore; c'est un feu d'indignation qui consume jour et nuit.

Non, je ne me tairai point! je ne consens pas à vivre sous l'éteignoir, dans l'ignorance des faits, dans l'impossibilité d'exprimer ma conviction.

Et ne venez pas me dire qu'il est trop tôt ou qu'il est trop tard! Avec ces deux formules si chères à la lâcheté, on fait la partie belle aux tyrannies; le moment n'arrive jamais de prononcer une parole de liberté et de bon sens. Ne venez pas me répéter le mot des sceptiques, le mot des dépravés, des rassasiés, des causeurs et des impuissants : à quoi bon? à quoi bon une protestation, à quoi bon un cri de pitié, à quoi bon un appel au courage moral?

A quoi bon? A montrer que toutes les têtes ne se courbent pas; à contraindre les meneurs de compter avec la conscience; à préparer les réactions viriles; à régénérer le pays.

Ne venez pas davantage me parler du fait accompli : — Nous avons mis le feu à la maison, maintenant que voulez-vous, la maison brûle ; il y a fait accompli ! Nous avons lâché la bride aux massacres, aux misères sans nom ; les cadavres de nos enfants vont s'entasser sur les champs de bataille, ils vont s'amasser dans les ambulances, un cri de désolation va retentir d'un bout à l'autre de la France, que voulez-vous, il y a fait accompli !

Un mauvais acte n'est jamais accompli tant qu'il reste des hommes pour s'indigner et s'opposer. La maison brûle, éteignez l'incendie : la guerre est déclarée, proclamez la paix :

Vous pouvez nous jeter à pleines mains l'injure,
Vous moquant, vous gaussant de ces gens sérieux
Qui marchent égarés, roidis sous leur armure,
Au rebours du bon sens, déplaisants, odieux !
A nous est l'avenir, la victoire en la lice,
La victoire appartient à qui n'a pas failli.
Et des lauriers au front, et la lèvre au calice,
Nous vous l'écraserons, votre fait accompli !

VIII

CE QUE FONT LES PEUPLES LIBRES

Chez nous, comme ailleurs, remarquez-le, la liberté n'existe plus dès que, par un entraînement ou par un acte, le gouvernement parvient à supprimer l'opposition. La liberté, c'est l'opposition toujours possible et debout.

Les pays libres diffèrent essentiellement de nous en ceci que l'opposition n'abdique jamais, que les partis surveillent incessamment l'adversaire, que dans aucun cas le patriotisme ne consiste à fermer les yeux. En Angleterre, la politique de guerre déploie-t-elle son drapeau, la politique de paix déploie le sien. La proposition d'une rupture est-elle présentée par le cabinet, le chef de l'opposition se lève, réclame le dossier et discute, soutenu par son parti; une véritable enquête se poursuit dans le pays entier, on exige que tout soit tiré au clair; bien plus, la guerre déclarée et le drapeau engagé, l'opposition

continue de blâmer ce qui lui paraît répréhensible et ne se croit pas moins patriote pour cela. L'emportement national, ce mouvement de taureau qui se précipite dès qu'on lui présente un drap rouge, n'appartient guère qu'à nous. Seuls nous sommes excitables à ce point, seuls nous changeons du jour au lendemain sous l'impression d'une circonstance ou d'un mot. Les pays habitués à la liberté ne se laissent pas entraîner ainsi, ils examinent, discutent et tiennent bon. Plus les événements sont graves, plus il importe aux citoyens d'exercer leurs droits. La liberté pour un peuple consistant au bout du compte à faire ce qu'il veut et à ne pas faire ce qu'il ne veut pas, on ne saurait admettre une suspension de son devoir d'examen, précisément à l'heure où ceux qui le gouvernent parviennent le plus aisément à tromper ses volontés [1].

Et c'est dans ces luttes difficiles. dans ces résis-

1. Il y a une théorie politique des généraux, il y a une tradition militaire du premier Empire qui nie cela; mais c'est la théorie du pur asservissement.

tances au courant national, dans ces manifestations des dissidences tenaces que se forgent les hommes et les nations. Il faut des caractères, il faut des énergies, il faut des âmes qui ne cèdent ni devant le nombre ni devant la clameur publique. Où se forment ces âmes-là, s'il est entendu qu'aux heures suprêmes tout le monde doit se taire ou se conformer?

IX

LE PATRIOTISME DES ULTRAMONTAINS

Les ultramontains, qui ont leur patriotisme à eux, dénoncent et accusent les protestants français. Affectant de ne voir que des réformés dans l'Allemagne en partie catholique, ils nous cherchent des connivences avec l'ennemi et nous signalent comme des hommes dangereux.

Je reviendrai là-dessus.

En attendant, qu'on me permette de jeter un coup p'œil sur les faits et gestes de l'ultramontanisme en France.

Depuis dix-huit ans, l'ultramontanisme prépare la lutte du monde latin contre le monde anglo-germain. Depuis dix-huit ans, le parti clérical, aidé du parti militaire, s'efforce de faire adopter à la France un rôle de puissance essentiellement catholique. Cochinchine, occupation de Rome, expédition du Mexique, essai de rupture avec les États-Unis, tout se suit logiquement et tend au même but. Ce parti-là, le clérical, a vigoureusement poussé à la guerre de 1870. Lui du moins ne pourra pas dire qu'il y était opposé. Nous avons vu la joie enthousiaste d'un grand nombre d'évêques, nous savons en quels termes l'*Union*, l'*Univers*, le *Correspondant* et bien d'autres journaux appartenant aux nuances les plus diverses saluaient ce glorieux événement : la guerre déclarée *aux Prussiens*. Faire de cette guerre une guerre religieuse, c'était le rêve. Il n'a pas tenu au parti que le rêve ne devînt une réalité.

La revanche de Sadowa ! Voilà l'idée qui le hantait plus encore qu'elle ne travaillait le parti militaire.

Le grand cri de douleur, après Sadowa, était parti

de Rome : *Il mondo casca!* disait Antonelli ; et tous les organes de Rome dans le monde avaient fait chorus.

Aussi lisez certains mandements, — celui de M. Plantier, évêque de Nîmes, — lisez les appels aux armes de la Vendée, écoutez les prônes des curés bien pensants ; il s'agit moins de délivrer le pays qu'il ne s'agit de sauver la religion, il s'agit moins de refouler l'Allemagne qu'il ne s'agit d'égorger les soldats protestants, ces profanateurs d'églises, ces briseurs de croix, ces destructeurs d'images de la Vierge !

En Alsace, en Languedoc, partout où les deux communions se trouvent en présence, la position des protestants devient difficile. Un soupçon les suit, une menace pèse sur eux. Nos réformés payent de leur personne et détestent l'ennemi, peu importe ; il faut une guerre de religion, on l'aura.

Hé bien non, Dieu en soit loué, on ne l'a pas eue. Elle n'existait que dans la pensée des ultramontains. Si vous en doutez, regardez les populations de la Bavière et de la Prusse, passionnées pour le soulève-

ment national, tandis que le Hanovre protestant semble hésiter; regardez nos réformés de France, plus ardents au combat, plus enfiévrés contre l'Allemagne — et je ne les en loue pas — que ne se sont montrés nos ultramontains !

A Sadowa, la question religieuse se présentait de front; aussi la Prusse protestante se trouvait-elle seule sous les armes. En 1870 la question de nationalité est seule en jeu, aussi l'Allemagne catholique marche-t-elle tout entière sous le drapeau. A Sadowa les représentants couronnés des deux communions se disputaient l'empire germain; en 1870 l'Allemagne levée comme un seul homme court à la frontière défendre le pays.

Sadowa est à la fois la continuation et la conclusion de la guerre de trente ans. Les ultramontains ne se trompent point quand ils voient là une dernière victoire de Gustave-Adolphe sur Wallenstein ou sur Piccolomini [1].

1. Rendons-nous compte du principe que défendait Gustave-Adolphe et avec lui les Français ses alliés. Il n'était pas question

Reste la guerre de race. Au travers du règne entier de Napoléon III apparaît une pensée particulièrement fatale et particulièrement funeste : grouper la race latine et la lancer à l'assaut de la race anglo-germanique. Si cette pensée, qui appartient peut-être moins à l'empereur qu'à l'impératrice, s'emparait jamais des esprits, on verrait de bien autres calamités. Le monde latin d'un côté, le monde anglo-germanique

d'asservir les catholiques aux protestants; il s'agissait de réagir contre les sanglantes persécutions de l'Autriche et des jésuites, il s'agissait de conquérir la liberté pour tous, de se tourner du côté de l'avenir, de la lumière et du progrès. Tous les historiens l'ont compris ainsi, et parmi eux, les partisans de l'Autriche sont rares. L'Autriche, ne l'oublions pas, représente dans la guerre de trente ans le principe de la persécution à outrance. On ne sait pas assez, et ce qu'a été Ferdinand II, et les horreurs systématiquement accomplies par les jésuites qui exécutaient ses ordres, ou plutôt qui le gouvernaient en maîtres. La Hongrie et la Bohême ont vu égaler (non pas dépasser, c'est impossible) les dragonnades de Louis XIV. Un comte Dohna se vantait d'avoir eu plus de succès que l'apôtre Pierre qui n'avait converti que trois mille personnes en un jour. Les plus honorables têtes de Bohême étaient tombées sur l'échafaud, la population du pays avait diminué des deux tiers.

de l'autre, on verrait s'enflammer les haines religieuses, on verrait les peuples slaves entrer en ébullition, l'Europe changée en un vaste champ de bataille, et la liberté et l'avenir sombrer dans le chaos.

Dire que nous, protestants français, nous ne souffrons pas lorsque notre gouvernement, adoptant une politique de couleur religieuse et méconnaissant l'égalité des citoyens ainsi que la séparation du temporel et du spirituel, se jette dans une guerre antiprotestante, ce serait mentir. Nous avons nos sympathies et nous le déclarons franchement. Nous aimons les pays de la Bible, la noble cause qu'ils représentent est chère à nos cœurs. Nous nous intéressons à ce progrès de civilisation et d'indépendance qui s'accomplit sous les auspices de l'Angleterre, des États-Unis, de la Suisse, de la Hollande, et aussi de l'Allemagne. Ou j'ai bien mal lu ce qui s'est écrit chez nous depuis dix ans, ou j'ai le droit de croire qu'un tel sentiment n'est point particulier à mes

coreligionnaires et que tout ce qui pense librement en France s'y associe de plein cœur.

Je suis fermement résolu à conserver mon opinion sur les peuples, en dépit des guerres et des froissements douloureux qu'elles entraînent. On peut être en guerre avec une nation, je le suppose, sans se croire obligé de changer du jour au lendemain toutes les convictions qu'on gardait sur son compte. Nos savants libéraux n'ont cessé d'admirer l'Allemagne. Faudra-t-il renverser tout cela; mettrons-nous le cœur à droite?

Je conserve mes sympathies et mon droit. Si nous avons — Dieu nous en préserve — une guerre avec les États-Unis, je ne m'engage pas à détester les États-Unis. Si jamais la France se trouvait en froid avec la Suisse, je ne m'engage pas à prendre la Suisse en horreur. Si nous luttons un jour contre les Anglais, je ne m'engage pas à découvrir en moi ces haines que la France a nourries pendant un demi-siècle et qui n'ont disparu que sous la monarchie de juillet.

Qu'on se rassure d'ailleurs ; l'Allemagne qui nous attire par son esprit de recherche, par son développement, par sa cordialité, par son amour du vrai, par son indépendance individuelle et locale, l'Allemagne est loin de nous plaire en tout. Son protestantisme officiel — je ne parle pas du protestantisme évangélique — tantôt luthérien à l'excès et prenant l'apparence d'une religion politique, tantôt rationaliste jusqu'à l'incrédulité ; cette sécheresse de manières qui règne en Prusse et surtout à Berlin, l'esprit militaire et fonctionnaire qui s'y oppose à l'esprit libéral, ont peu de charme pour nous. Partisan convaincu de la séparation de l'Église et de l'État, l'idée de voir un empereur protestant à la tête du corps germanique ne nous sourit guère, pas plus que de voir un pape royal régler les affaires de la religion.

Ceci posé, j'en reviens aux dénonciations ultramontaines.

Nous ne nous plaignons pas de nos concitoyens

catholiques en général; les relations que nous soutenons avec eux n'ont cessé d'être excellentes. Nous ne nous plaignons pas même des ignorants entraînés par la calomnie; ils ne sont nullement les vrais coupables. Nous nous plaignons de ceux qui, froidement, sachant ce qu'ils faisaient, pénétrant par effraction dans le for intérieur et accusant avec perfidie les pensées parce qu'ils ne pouvaient accuser les actes, ont essayé de donner à la guerre étrangère l'assaisonnement d'une guerre civile et religieuse. Ceux-là, il n'est pas de termes pour flétrir leur conduite. Ces dénonciations dévotes qui demandent du sang nous reportent au *Tartuffe;* rappelez-vous le vers de Molière :

Qui veut m'assassiner avec un fer sacré!

Elles nous reportent aux infamies qu'un procédé pareil déchaînait sous le grand roi; rappelez-vous la révocation de l'édit de Nantes et les dragons.

Quels patriotes! Tandis que l'ennemi est sur notre sol, leur génie travaille à nous diviser, procurant

ainsi aux Allemands la plus inespérée des diversions. Vous représentez-vous la France foulée par les armées étrangères, déchirée par le conflit intérieur?

Et quelle audace, de la part d'hommes qui n'ont d'autre patrie que Rome, d'autre chef que le pape, d'autres intérêts que les intérêts catholiques, d'autre politique que celle qui sert *la cause!*

C'est leur affaire, et tant qu'ils remplissent leurs devoirs de citoyens, nous n'avons pas le moindre droit de juger leurs motifs. Mais, si nous le voulions, nous serait-il bien difficile de tourner contre eux l'arme dont ils se servent contre nous; de dire que les catholiques italiens, par exemple, s'affligeraient médiocrement de voir le royaume d'Italie renversé, Rome repris, les anciens princes ramenés par l'Autriche; de dire que les catholiques belges verraient sans un chagrin mortel la Belgique répudier sa nationalité pour s'annexer à la France; de dire que les catholiques espagnols ont peu de dévouement pour les institutions nationales, et qu'une guerre civile ou étrangère qui rétablirait Isabelle ne trouverait pas en

eux des adversaires bien ardents; de dire que, sous le premier Empire, l'expédition chargée de s'emparer du pape n'excitait pas beaucoup les sympathies du clergé; de dire que, l'autre jour, nos curés ultramontains déclaraient sans façon que la France allait être châtiée par l'Allemagne, à cause du crime que nous avions commis en abandonnant Pie IX!

Songez à la situation des catholiques eux-mêmes, en tous pays, si la méthode des dénonciations dévotes venait à prévaloir.

En Angleterre, les citoyens irlandais deviendraient suspects; en Amérique, on demanderait à la population catholique non-seulement l'obéissance aux lois, mais encore l'enthousiasme pour tel ou tel entraînement national; en Allemagne, dans cette lutte terrible, on accuserait les sympathies secrètes de ceux-là mêmes qui ont vaillamment combattu!

Et le système des procès de tendance ne s'arrête pas là. Tantôt il frappe les républicains, tantôt les légitimistes, tantôt les esprits forts, partout la conscience. C'est un vilain poignard avec lequel on

atteint par derrière tout cœur résistant et courageux.

Croyez-moi, respectons le for intérieur. A moins d'en revenir à l'inquisition, nous n'avons pas le droit de le violer. Chacun répond de ses actes, nul ne peut pénétrer au delà. La raison en est simple : au delà se trouvent le sanctuaire, la vie intime, les sentiments dont l'homme ne doit compte qu'à Dieu. L'inquisition portait la main sur l'âme; ce fait seul demandait l'emploi des tortures; l'âme ne se laisse pas aisément violenter. Nous ne sommes plus au temps de l'inquisition. Protestants et catholiques, gardons nos sympathies, n'exigeant les uns des autres que le ferme accomplissement du devoir.

Nous donnons nos enfants, ne nous en demandez pas plus [1].

Ces accusations, au bout du compte, auront peut-être leur utilité. Elles amèneront la séparation du spirituel et du temporel. Elles dégoûteront tout esprit éclairé de faire de la politique protestante, de la

1. J'ai moi-même sous les armes un neveu tendrement aimé, croyez-vous que j'ébranle son courage?

politique catholique, de la politique orthodoxe. C'est là qu'il faut arriver : à rendre les affaires de l'État exclusivement politiques, à rendre les affaires des divers cultes exclusivement religieuses. Faute de cette distinction, un double mal se produit pour la politique et pour la religion ; pour l'État que l'on divise, pour l'Église que l'on asservit.

Quant à nous, les hommes libres, restons fermes. La guerre nous paraît condamnable, maintenons notre droit de condamner la guerre; le parti de la guerre a pris notre pays par surprise, maintenons notre droit d'avertir notre pays; les désastres nationaux, à côté de la douleur qu'ils nous infligent, nous semblent renfermer un châtiment de Dieu, maintenons notre droit de le croire; le catholicisme romain nous paraît une cause d'affaiblissement pour la France, les nations de la Bible nous semblent marcher en avant, nous voudrions voir notre pays prendre le même chemin, maintenons notre droit de désirer et d'espérer.

PREMIÈRE PARTIE

ENQUÊTE

SUR

LA GUERRE DE 1870

I

QUI EST COUPABLE

L'ALLEMAGNE OU LA FRANCE

I

NÉCESSITÉ D'UNE ENQUÊTE

Napoléon Ier, quand il déclarait la guerre, parlait seul.

La perfide Albion, les iniquités de Pitt, les crimes du pape, ceux de la Hollande ou de l'Espagne figuraient tour à tour au *Moniteur;* le peuple lisait, et Napoléon Ier allait de l'avant, sûr de n'être pas contredit.

Aujourd'hui, quoique nos libertés semblent parfois disparaître, il en reste assez cependant pour que certaines vérités s'échappent, même aux plus mauvais moments.

En tout cas, l'Europe n'est plus sous le joug. Il y a une opinion européenne qui examine et qui compare. Elle nous a jugés.

Parmi nos amis du dehors — et la France en compte beaucoup — plusieurs ont dit : La France a bien fait de chercher querelle à l'Allemagne! — Aucun ne s'est avisé de dire : C'est l'Allemagne qui a cherché querelle à la France.

Intéressés dans la question, il nous importe de l'éclaircir.

N'objectez pas que c'est une affaire terminée. L'affaire est si peu terminée, que, bien ou mal résolue, elle engage notre avenir tout entier.

Pour qu'une surprise pareille à celle du 15 juillet 1870 devienne à jamais impossible, il faut que les causes de la guerre soient mises à nu, il faut que les responsabilités soient nettement départies, il faut

que l'attentat soit flétri. Si la politique de guerre qui nous a perdus ne subit pas une éclatante condamnation, elle se fera hautaine en dépit des désastres; elle se fera, qui sait? pacifique; elle professera la plus expansive tendresse pour l'union des peuples; elle ne rêvera que congrès de la paix, qu'organisation de l'Europe en vue de la paix, que médiations pour assurer la paix, jusqu'au moment où, se croyant en mesure, elle mettra le monde en feu.

Avons-nous été, oui ou non, les agresseurs? des motifs légitimes ont-ils, oui ou non, justifié notre déclaration de guerre? tout est là.

Victimes d'une provocation inqualifiable, ou le succès accompagne nos armes : montons au Capitole et remercions les dieux! — ou nous rencontrons des revers : l'honneur est sauf, et la nation a grandi!

Agresseurs au contraire, l'Europe nous tourne le dos, l'Allemagne se lève, du nord au midi ses enfants courent aux frontières, elle défend son droit, elle défend son sol, la victoire est pour elle : on voulait l'humilier, elle impose ses conditions;

on prétendait la mutiler, elle diminue l'ennemi. Est-ce là notre histoire? nous allons voir.

II

QUI A FAIT LA GUERRE

La Prusse n'en est pas à sa première guerre. En 1866, on nous le fait remarquer, elle a provoqué l'Autriche.

Je ne le nie point. Toutefois, pour rester équitables, rappelons-nous que l'état de guerre existait déjà, d'une manière flagrante, entre les deux puissances qui se disputaient l'hégémonie allemande.

Le prince de Schwarzemberg déclarait en fait cette guerre, lorsqu'à Olmutz il faisait, avec une incomparable audace, reculer le prédécesseur du roi Guillaume.

La guerre était une seconde fois déclarée à la Prusse par l'Autriche, lorsqu'à Francfort, au milieu des princes rassemblés, l'empereur autrichien pre-

nait le fauteuil de la présidence. M. de Bismark le comprenait bien, car il quitta Francfort déclarant la diète finie.

Et l'affaire du Danemark! en justifierez-vous la Prusse?

Non. Je dirai seulement que si la France y avait mis son *veto*, la guerre danoise n'aurait pas eu lieu.

Et le Luxembourg?

Lors du Luxembourg la guerre allait être déclarée par la France, quand Napoléon III, s'apercevant que *nous n'étions pas prêts*, eut la sagesse de s'arrêter.

Et notre proposition de désarmement?

Notre proposition, vous voulez rire! Qui a cru, un seul instant, qu'on allait en France réduire les cadres, supprimer l'avancement militaire, et mécontenter l'armée? Nos propositions de désarmement, nos projets de congrès pour la paix n'ont jamais été que des malices diplomatiques, propres à nous donner le beau rôle en mettant nos adversaires dans leur tort.

C'est possible, mais la Prusse voulait nous attaquer!

Si peu scrupuleuse que se montre l'ambition prussienne, son premier intérêt consistait à n'attaquer personne. Le jour où elle aurait pris l'initiative d'une guerre contre la France, elle eût tout simplement perdu ceci : le Sud, ses propres landwehrs, l'appui moral de l'Europe. Il ne faut pas, à force de le croire perfide, faire de M. de Bismark un niais. Or il aurait été tel s'il avait révolté le sentiment allemand, détaché le Sud et mis l'Europe contre lui. A Paris pas plus qu'à Berlin, nul n'a été dupe de cette bourde inventée après coup.

Eh bien, la mesure était comble, et la France a eu raison d'attaquer !

Voilà qui est parler net. M. Rouher, au surplus, le disait après la déclaration de guerre : « Nous avons patienté pendant quatre ans! »

Patienté pourquoi, patienté à propos de quoi, ce serait assez difficile à définir si la passion ne s'en chargeait. La revanche de Sadowa! tel est son premier cri. — J'ai rencontré des gens, peu instruits il est vrai, qui, à force d'entendre parler de la revanche

de Sadowa, avaient fini par se persuader que la France figurait sur le champ de bataille et qu'elle y avait été battue. En réalité ces gens-là ne se trompaient pas tant qu'on croit. Ce qui a été battu à Sadowa, c'est tout un plan fondé sur la défaite de la Prusse. Nous serions intervenus alors, nous aurions protégé le vaincu; nous aurions pris Venise, nous l'aurions donnée à l'Italie; nous aurions réglé l'Europe, notre prépotence se serait établie par un coup de théâtre, de générosité et de paix[1].

Il est dur de perdre tout cela.

1. On vient de publier une note importante du baron Ricasoli.

Lors de la rétrocession de la Vénétie à l'Italie, la France, à laquelle l'Autriche avait pris soin de céder cette province, fit un effort accompagné de menaces pour décider l'Italie à se séparer de la Prusse. M. Ricasoli, le seul grand ministre qu'ait eu l'Italie depuis Cavour, supérieur à Cavour par l'élévation du point de vue moral et par la dignité d'un patriotisme qui n'a pas acheté l'agrandissement par la mutilation et la sujétion, répondit que l'Italie tiendrait sa parole et resterait fidèle à son allié.

On voit, par parenthèse, que la Prusse nous doit moins de reconnaissance qu'on ne l'a dit pour notre attitude en 1866.

Une goutte d'eau fait déborder le vase! Une goutte suffit quand le vase est plein!

Il serait peut-être à propos d'examiner ce qu'il y avait donc dans ce vase pour qu'il fût si plein. N'y avait-il point quelques jalousies militaires, quelque désir inassouvi de compensations, quelque besoin de faire diversion à la liberté renaissante? Je ne résous pas la question, je me contente de la poser.

Peut-être! mais nous vivions dans l'insécurité; une menace planait dans l'air, c'était insoutenable, tous les intérêts en souffraient; la guerre vaut mieux, au moins on sait ce qu'on a!

Le chef-d'œuvre de la politique de guerre, le voilà: entretenir si constamment le pays dans un état de trouble insupportable, qu'il devienne aisé de lui faire accepter l'idée d'en sortir, fût-ce par une explosion.

Au surplus, nous inventons des choses philosophiques et profondes pour éviter les raisons qui sautent aux yeux. — Ainsi l'Allemagne nous ferait la

guerre, non parce que nous l'avons attaquée, mais parce que la chaste Germanie de Tacite s'attribuerait une mission providentielle à l'égard de la France démoralisée. Le roi Guillaume se croirait chargé d'accomplir les jugements de Dieu envers la moderne Babylone!

Je ne nie certes pas les jugements de Dieu; mais que l'Allemagne se soit levée pour cela, que le Sud ait donné la main au Nord pour cela, que les landwehrs s'émeuvent pour cela, que M. de Bismark travaille pour cela, le prétendre c'est se moquer de nous.

A bout d'arguments, on affecte une profonde indifférence pour les causes de la guerre. Qu'importe l'origine, la guerre est tout!

Je renverse l'argument, et je dis que l'origine est tout.

Qui a provoqué, qui est responsable? telle sera jusqu'au bout la grande question. L'origine contient la suite des événements. Celui qui assume la responsabilité de la guerre est responsable de tout le mal qu'elle a fait, de toutes les conséquences qu'elle a

entraînées. Que penseriez-vous d'un homme qui, en attaquant un autre et se voyant battre par lui, s'écrierait : « Il ne s'agit plus de l'origine de la querelle; on me frappe, on me traite durement, c'est mon vainqueur qui est responsable! »

En fin de compte, le parti de la guerre n'a pas cherché tant de raisons. Il rayonnait, tout simplement. On allait conduire à la mort des milliers et des milliers d'hommes, qu'importe! le but était atteint.

Ça y est! Ce mot fameux, échappé au maréchal Le Bœuf, ministre de la guerre, exprime avec une éloquence vulgaire mais incisive l'ivresse du parti.

La commission chargée d'examiner la déclaration de guerre ne s'occupait que d'une chose : « Sommes-nous prêts? »

Les ministres et le maréchal ne donnaient des explications que sur ce point-là : « Nous sommes prêts et plus que prêts. »

M. Rouher s'adressant à l'Empereur, comme pré-

sident du Sénat, après la déclaration, rappelait avec solennité que la France se préparait depuis quatre ans.

Cela ressemble peu, on en conviendra, à l'attitude d'un pays que la Prusse aurait tout à coup forcé à se battre.

Qu'on n'oublie pas d'ailleurs le dédain profond que notre routine militaire entretenait pour les landwehrs : pauvres armées de pères de famille, de bourgeois, de cordonniers et d'avocats ! Tout soldat de profession, dans un pays comme le nôtre, croit à peine avoir besoin de sa crosse pour mener bon train ces gens-là.

Jamais une cause n'est entièrement pure, je ne l'ignore point. Il ne s'agit pas de savoir si la cause de l'Allemagne, ou la nôtre, est mélangée de bien ou de mal, il s'agit de savoir, et cela d'une manière absolue, si nous avons eu un motif suffisant pour déclarer la guerre. En d'autres termes, nous a-t-on infligé une injure mortelle, notre territoire était-il menacé, nous défendions-nous ?

L'Empereur, plus sincère en cela que ses ministres,

lorsque, cherchant à justifier la déclaration, ils changeaient de thèse à tout instant, l'Empereur dans ses proclamations et ses discours parle fort peu de la légitimité de nos griefs, fort peu de la nécessité de protéger notre pays contre une agression, beaucoup du sentiment national.

L'agression et la défense, telle est la distinction fort simple, mais décisive, à laquelle il faut toujours revenir et ramener.

Qui a provoqué ? qui a pris l'offensive? En un mot, si le gouvernement français n'avait pas déclaré la guerre, l'aurions-nous?

Lamartine, cité comme autorité par M. de Gramont, aurait dit que le véritable auteur de la guerre c'est celui qui la nécessite.

Quoiqu'on puisse abuser de cet axiome et qu'il ne soit pas mauvais de maintenir bien nette, bien palpable, bien populaire la responsabilité de celui qui *déclare* la guerre; quoiqu'il soit bon que chacun s'arrête et s'examine dix fois avant de signer un tel acte, admettons la théorie.

Où découvrez-vous, dans l'affaire dont il s'agit, une *nécessité?* La candidature Hohenzollern, une fois retirée, parvenez-vous à voir la *nécessité* de tirer le canon? Toute conscience droite a répondu.

On accorderait volontiers que le gouvernement a eu des torts de formes.

Il est bien question de cela! Les formes n'ont manqué nulle part, mais le fond, c'est-à-dire l'ultimatum posé avant toute démarche diplomatique; le fond, c'est-à-dire le signal donné à l'emportement national avant toute discussion préalable; le fond, c'est-à-dire le refus de s'arrêter après le retrait de la candidature Hohenzollern; le fond, c'est-à-dire la guerre préparée, amenée, voulue, voilà ce qui importe seul.

La première parole de M. de Gramont, il faut le répéter, contenait en plein la dernière [1]. Pour qui

[1]. Les coups de théâtre font partie des traditions du premier empire, et le discours de M. de Gramont est dans l'esprit de ces traditions-là.

Gramont brauchte Krieg, der [illegible] an der Börse à la baisse [illegible] u. Millionen verloren hatte, die dort [illegible] werden.

savait lire, la déclaration de guerre s'y trouvait écrite en toutes lettres. Quand on s'exprime ainsi, tout est décidé, il ne reste à résoudre que des questions de procédure, de bonne ou de mauvaise façon. Qu'au point de vue stratégique la guerre elle-même commence sur le territoire allemand ou sur le territoire français, la chose est indifférente. Les rôles d'offensive et de défensive sont définitivement réglés.

Déclarer la guerre, et une telle guerre, sans avoir la main absolument forcée, restera le plus grand crime des temps modernes. Le croira-t-on? il s'est trouvé sept hommes éclairés, de sens rassis, discutant froidement autour d'une table, pour prendre une telle résolution et pour assumer une pareille responsabilité! — Ces hommes n'ont pas voulu tout ce qu'ils ont fait; je le pense, et je l'espère pour eux. Néanmoins, nul ne peut dire ce qu'il y a eu d'audace insolente dans le fait de jeter la France en pleine guerre quand la France voulait la paix, dans l'emploi des moyens grossiers par lesquels on a sup-

primé la réflexion, dans la rapidité avec laquelle on a précipité l'acte irrémédiable ne laissant pas une minute à l'examen, dans l'aveugle témérité qui, pour étouffer toute velléité résistante, a lâché l'esprit de révolution.

On sentait bien là des gens qui jouent leur *va-tout*.

Ajoutez un dernier trait. L'Angleterre leur a offert l'arbitrage prévu par le traité de Paris, ils l'ont refusé.

Et comme cette responsabilité pèse à ses auteurs! Chacun s'en décharge du mieux qu'il peut. Un jour on met en avant le trône de Charles-Quint et la candidature Hohenzollern; la candidature disparue, vient le refus d'engager l'avenir; le refus légitime et sensé ne pouvant plus servir, c'est la France et ce sont ses entraînements; puis c'est la fatalité, puis c'est une injure prétendue, sans compter qu'au moment même de la déclaration on oublie deux faits énormes, qui auraient été pourtant d'un bien grand secours, — on s'en est souvenu plus tard, trop tard.

— je veux dire la fameuse promesse de ne pas mettre en avant les Hohenzollern, et ces hideuses offres de spoliation, de destruction des neutres, ces remaniements de la carte à notre profit, diaboliques tentations que depuis quatre ans notre gouvernement a eu le pénible devoir de repousser avec horreur.

Ce malaise des âmes prouve une chose, c'est que la paix est sacrée, et que lorsqu'on la détruit, la conscience en prend difficilement son parti.

III

NOUS N'ÉTIONS PAS PRÊTS

Poursuivons l'enquête.

Les avocats de notre innocence ont trouvé un argument définitif : Nous n'étions pas prêts; l'Allemagne était prête!

Nous n'étions pas prêts! Et que fallait-il donc pour être prêts? Accroître nos dépenses militaires, augmenter nos contingents, tenir la nation sous les armes?

D'ailleurs, la question n'est pas là. Être prêt ne signifie rien ici, se croire prêt décide tout. On n'était pas prêt, c'est possible; on se croyait prêt, c'est certain.

Quand la commission étudiait notre déclaration de guerre, les ministres sont-ils venus lui dire : L'Allemagne est prête, nous ne le sommes pas, elle va nous attaquer, nous devons nous défendre! — Non; ils ont dit : La France est prête! Depuis Sadowa nous préparons et nous armons; enfin, nous avons le bout; nos chassepots portent infiniment plus loin que les fusils à aiguille; nos mitrailleuses, à une distance de deux mille pas, réduisent cinq cents chevaux en bouillie, notre armée fera quatre bouchées des landwehrs, l'Allemagne est divisée, le Sud ne marchera pas, le Nord se massera lentement, l'heure sonne, voici quatre ans que nous l'attendons, ne la laissons pas échapper, enlevons la rupture, vivement : Ça y est!

Pas prêts! nous l'étions mieux que pour Solferino; il s'agissait d'autres adversaires, j'en conviens.

Pas prêts! qu'auraient ajouté dix ans de préparatifs à nos fortifications, à notre marine, à notre armée, à nos réserves?

Pas prêts! Au fait, vous avez raison, nous n'étions pas prêts, et je vais vous montrer comment.

Ce qui n'était pas prêt, c'étaient les caractères; des chassepots, nous en avions assez[1]; les caractères manquaient. On ne vit pas impunément sous un régime qui abaisse et qui énerve, on ne se passe pas impunément de liberté. Les généraux s'en étaient ressentis, l'administration s'en était ressentie, le pays entier s'en était ressenti. Or, à une défaillance pareille, ni le nombre ni la qualité des fusils ne fait rien.

Prenons l'autre affirmation : L'Allemagne était prête!

L'Allemagne a pour elle un irrécusable témoin : son fusil à aiguille. Elle en connaissait l'infériorité, un changement allait se faire; malgré son énergie et

1. Quoi qu'on en ait dit, ils auraient suffi pour armer douze cent mille hommes, d'après les affirmations du général Palikao.

sa promptitude, l'Allemagne, tant elle comptait sur la paix, n'avait pas encore opéré cette transformation. Et c'est un tel moment, transitoire, défavorable au suprême degré, que l'Allemagne aurait choisi pour nous provoquer, nous et nos mitrailleuses, nous et nos chassepots !

L'Allemagne était si peu préparée, — dans le sens d'une attaque, entendons-nous bien, — qu'il lui a fallu quinze jours pour réunir ses forces, pour habiller, pour armer et pour expédier ses landwehrs. Sans la lenteur inattendue de nos concentrations, l'Allemagne aurait été envahie avant d'être prête. Elle s'y attendait parfaitement; le plan d'une campagne défensive était sa prévision première; on comptait sur Mayence et sur Coblentz, uniquement, pour arrêter la marche victorieuse de notre armée, et l'on avait déjà rasé la campagne, autour de ces deux villes, sacrifiant les résidences et les châteaux, sans oublier le pont de Kehl qu'on avait fait sauter, probablement pour entrer en France !

Qu'à côté du plan de campagne défensif il existât

un plan de campagne offensif, je n'en doute point. Ne pas admettre la chance d'une bataille gagnée, d'un élan, d'une frontière franchie eût été naïf. A charge de stupidité, il fallait étudier les passages des Vosges, Metz et le chemin de Paris. Peut-on reprocher à M. de Moltke, une fois la guerre déclarée, de s'être porté le plus tôt possible en avant, d'avoir marché vite, d'être allé loin, d'avoir poursuivi son adversaire qui battait en retraite? la légitimité d'une telle tactique ne se prouve-t-elle pas d'elle-même? Je le demande à tout esprit sensé.

Que l'Allemagne entière prévît la guerre, nul ne le niera. Depuis que nous menacions nos voisins, c'est-à-dire depuis quatre ans, il n'y avait en Allemagne d'autre préoccupation et d'autre conversation que cet immense péril envisagé avec une immense douleur, mais aussi avec l'indomptable résolution d'en venir à bout, une fois pour toutes, dût-on y sacrifier la moitié de la jeunesse du pays. Sous le coup de notre mauvaise humeur, voyant à son horizon nos *points noirs*, sentant comme l'Europe entière

le malaise que nous nous plaisions à entretenir, l'Allemagne s'attendait à tout et se préparait à tout. En présence de nos armements, de notre attitude et de nos prétentions, il eût été insensé d'agir autrement. De ces mesures de prudence à l'agression, il y a un abîme, ni plus ni moins.

Si habile et si pervers d'ailleurs qu'on fasse M. de Bismark, il ne pouvait agir seul. Or la pensée de paix dominait chez le roi, chez le prince royal et chez le peuple allemand. On sait en quels termes, pleins de bonhomie et de droiture, le prince royal a dit à qui a voulu l'entendre qu'il détestait la guerre, et qu'une attaque imprévue avait seule soulevé son sentiment patriotique et celui de son pays.

Une agression de la Prusse! voyez-vous cela! Comme c'est bien la politique d'hommes de bon sens! On a sur les bras l'organisation intérieure de l'Allemagne, les États du Sud sont plus ou moins hostiles, la France est redoutable par elle-même, elle peut rencontrer des alliés; n'importe, on est sûr d'entraîner, pour l'invasion surtout. le Sud mal disposé et les

landwehrs, composées de citoyens amis de leur repos !

Si vous voulez savoir d'où part l'agression, regardez les deux pays au moment de la déclaration de guerre.

Là, de l'autre côté du Rhin, l'événement est sinistre, l'émotion profonde ; on accepte vaillamment le défi, on défendra le sol pied à pied, on se prépare fortement, on ne lâchera point, mais on est sérieux, mais on est triste parce qu'on sent que le conflit sera terrible et que le meilleur sang de l'Allemagne coulera.

Ici, chez nous, tout rit et tout chante ; les femmes jettent des fleurs aux soldats, les soldats seuls ont quelque souci : *Et si le Prussien me cogne !* disait l'un d'eux. — C'est égal, on se tient sûr du succès, on part pour la fête, on part pour Berlin ; ne faut-il pas donner une leçon à ces gens-là, et leur prendre quelque province, par-dessus le marché !

L'Allemagne était mieux préparée que nous !

Cela ne prouve pas que l'Allemagne voulût nous

dévorer, cela montre qu'elle avait des ministres plus habiles et un meilleur gouvernement.

L'Allemagne, mieux préparée, cherchait une rupture !

Il y avait dans ce cas un bon tour à lui jouer : faire la sourde oreille et lui laisser le soin de rompre.

IV

DE QUEL COTÉ VENAIT L'ÉTAT DE FIÈVRE

Avouons-le franchement ; l'état de fièvre venait de nous.

Entre la France et la Prusse, quelle est celle des deux nations qui a tenu l'Europe en éveil, nécessitant partout la charge écrasante des armements ? Est-ce celle qui ne dispose que d'une bonne défensive, est-ce celle au contraire qui a un fort pouvoir offensif en main ?

On accuse la Prusse d'avoir donné un développement exagéré à son effectif militaire. Je ne me sens

aucun enthousiasme pour les grosses armées, qu'elles soient allemandes ou françaises ; mais je demande si, de bonne foi, un de nos ministres de la guerre se serait contenté de ces troupes-là, formées d'hommes mariés, d'artisans, de *civils*, et s'il aurait consenti à regarder ces hommes comme des soldats! Additionnez un peu nos dépenses militaires, depuis quinze ans, et mettez à côté l'addition des dépenses militaires de la Prusse! Lequel des deux pays a renouvelé son armement? Lequel a créé une marine au moins égale, si ce n'est supérieure — c'est nous qui le disons — à la marine des Anglais? Lequel a hautement affiché la prétention de réaliser — ce qui ne s'est jamais vu — une double supériorité sur terre et sur mer!

Vous faut-il une preuve de plus? Si la France désarmait, si l'on cessait de sentir passer dans l'air ses aspirations guerrières, l'Europe entière désarmerait, et respirerait.

Nous ne pouvons pas le nier, notre histoire en témoigne, chez nous se trouve à un degré exceptionnel l'esprit militaire, l'esprit de conquête, l'esprit





d'expédition armée, l'esprit glorieux et batailleur.

M. Thiers, dans ses livres et dans ses discours, exprime fidèlement ce côté de notre caractère. Personne plus que lui n'a contribué à l'explosion de cette guerre, qu'il a combattue un jour. C'est lui qui a entretenu chez nous le culte de la légende napoléonienne, c'est lui qui a exalté la grandeur militaire de la France, c'est lui qui toujours a réclamé de fortes armées et une forte marine; c'est lui qui a transformé Sadowa en défaite française; c'est lui qui, aux applaudissements de la Chambre, a désigné l'unité allemande comme un ennemi national; c'est lui qui s'est opposé de tout son pouvoir à l'unité italienne; c'est lui qui a répandu dans le pays entier ces jalousies contre la Prusse si bien exploitées au mois de juillet; c'est lui qui a remis en vogue, malgré M. Favre, les vieilles théories d'équilibre et la nécessité pour la France de maintenir autour d'elle la faiblesse et la division de ses voisins.

Tout cela porte coup, au dehors comme au dedans.

M. de Bismark n'était pas encore inventé quand la fièvre avec redoublements nous tenait déjà.

La guerre nous amuse, mais elle n'amuse pas nos voisins. Fils des anciens Gaulois qui ne connaissaient d'autre plaisir que de se battre, qui brûlaient le Capitole et laissaient leur nom à la Galatie, nous avons besoin de remuer beaucoup. Soit, mais les autres peuples ont d'autres besoins.

Nous sommes passés à l'état d'enfants terribles. On nous redoute comme une sorte de danger public. Que fera la France, que prépare-t-elle, qui attaquera-t-elle, que va-t-elle convoiter? il n'y a pas un quart d'heure de tranquillité pour qui que ce soit. Tantôt c'est la guerre, et l'Europe arme à outrance, se demandant chaque matin si la France ne va pas donner le signal; tantôt c'est la révolution, et l'Europe troublée se demande si l'anarchie ne va pas commencer chez nous pour l'envahir après. Quand un de nos gouvernements a duré une quinzaine d'années, on sait que ses jours sont comptés, que le feu va éclater dans Paris et que l'incendie s'étendra

partout. J'ai entendu des gens graves proposer sérieusement que l'Europe fatiguée mît une bonne fois la France en régie pour en finir avec ces périls incessants.

La France révolutionnaire inquiète encore plus que la France guerrière. Non-seulement la France subit la révolution, mais elle la pratique en grand, le peuple entier y met la main, et sous prétexte de liberté, volontiers elle en secouerait les torches aux quatre coins de l'horizon [1].

Ne nous y trompons pas, le voisinage des volcans ne plaît à personne. On se représente malaisément l'impatience que finit par causer ce fait d'une contrée

1. L'esprit révolutionnaire n'est pas l'esprit de liberté. Un pays libre n'est pas une cause d'agitation en Europe; il est une garantie d'ordre et de repos. Voyez l'Angleterre et la Suisse, la Hollande et la Belgique. Tel pays libre peut avoir une vie incommode, toutefois l'indépendance du mal y trouve sa limite et son remède dans l'indépendance du bien. Le régime entraîne des souffrances, il est salubre et fortifiant. Chez nous, la révolution qui, le plus souvent, alterne avec le despotisme, détruit les libertés que celui-ci avait laissées debout.

qui renverse périodiquement sa constitution, et qui, à chaque renversement, ébranle l'Europe, sans compter les secousses préparatoires. Ce perpétuel tremblement de terre agace et irrite. Nous nous abuserions fort si nous pensions que les rois seuls en sont importunés. Les peuples s'en lassent, et les amis de la liberté en viennent à nous haïr, car la révolution est l'épouvantail des libertés.

II

LES FAITS

I

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

Jamais ce mot : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée », n'a reçu une application plus effrayante qu'au moment du conflit de 1870.

Il ne reste qu'un parti à prendre, laisser de côté les paroles : circulaires, lettres explicatives, assertions, réfutations, et s'attacher uniquement aux faits.

Convenons-en d'ailleurs, les preuves de véracit données par nous dans nos bulletins ne sont pas d nature à mettre en crédit les affirmations de notr diplomatie.

Abordons les faits.

L'acceptation éventuelle du trône d'Espagne par u prince de Hohenzollern, parent du roi de Prusse forme, chacun s'en souvient, le premier acte de démêlés. Notre gouvernement affecte une surpris mêlée d'indignation ; il ne savait rien, il ne soupçonnait rien, c'est un coup de Jarnac, on l'a pris en traître ! Or il se trouve que les démarches du prince étaient parfaitement connues, que notre ambassadeu à Madrid en était informé, et que trois semaine avant cette *surprise,* M. John Lemoinne qui savait la candidature comme tout le monde en parlait ouvertement dans le *Journal des Débats*[1].

1. Il semble évident que notre gouvernement était résolu à ne laisser d'autre candidature possible en Espagne que celle du prince des Asturies.

S'adresser au roi de Prusse pour obtenir le retrait de la candidature Hohenzollern, c'est le second acte.

Pourquoi s'adresser au roi? pourquoi pas à ses ministres? cette circonstance n'a pas été assez remarquée. On s'y prend de la sorte lorsqu'on veut amener une rupture. Avec des ministres les négociations peuvent se dénouer, se renouer, on peut tout dire, aucun mal irrémédiable ne s'accomplit, le recours à la décision royale figure toujours au dernier plan, on a le temps de réfléchir, on prend celui de s'entendre. — Avec un roi, les questions de dignité se montrent vite, les paroles deviennent vite irrévocables, on a sous la main l'incident décisif.

Et pourtant telle était la bonne foi du roi de Prusse, tel était son désir de paix, qu'après avoir officieusement obtenu le retrait de la candidature, il remet lui-même à notre ambassadeur le journal qui annonce le désistement du prince. Que signifie ce procédé courtois et loyal? il signifie ceci : — J'ai compris,

cette candidature vous déplaît, dans un intérêt de paix elle est sacrifiée, le grief n'existe plus, l'affaire est vidée. — Trouvez-vous qu'on voie là l'ardeur sanguinaire d'un prince décidé à la guerre? un chercheur de prétexte agit-il de la sorte? est-ce ainsi q'on s'y prend lorsqu'on veut rompre à tout prix?

Le nuage en effet paraissait dissipé; la France le pensait, l'Europe le croyait, le roi de Prusse n'en doutait pas.

Mais cette solution pacifique ne faisait pas le compte de notre gouvernement. Il avait demandé le retrait, il avait obtenu le retrait; il n'avait pas la guerre qu'il voulait avoir.

C'est alors, en troisième lieu, que paraît une prétention inattendue : obtenir du roi un engagement pour l'avenir.

A la rigueur, s'ils y avaient apporté les formes convenables, des médiateurs parlant au nom de l'Europe et faisant valoir les intérêts de la paix auraient pu demander cela, à titre de condescendance

et comme gage de sécurité pour tous. Probablement qu'ils auraient réussi.

Une exigence pareille, émise par la France seule, au moment même où elle vient d'accepter le retrait; au moment où pour éviter un choc funeste le roi vient de faire le sacrifice de ses sentiments de famille; au moment où la Prusse vient de subir volontairement une sorte d'échec; cette exigence hautaine, défiante, blessante, devait rencontrer ce qu'elle a rencontré, un refus.

Qui s'en étonnera? Il y a une dignité royale; il y a des respects dus à un honnête homme. Quand un roi honnête homme vous annonce le retrait du fait qui vous froissait, sa parole contient implicitement une promesse. M. Thiers l'a dit : l'acte du roi Guillaume renfermait tout et promettait tout.

Devant une menace publique : le manifeste de M. de Gramont, il était très-difficile déjà de maintenir la renonciation, très-difficile de l'annoncer à notre ambassadeur; il était impossible de subir une humiliation, d'accepter un rôle dépendant,

de se soumettre à une espèce d'amende honorable[1].

Comme il fallait en finir, absolument, et lancer le pays, on a trouvé le mot qui chez nous fait tout sauter : l'insulte !

La réponse négative et définitive du roi une fois reçue, notre ambassadeur a demandé, contre tous les usages, une seconde audience au roi. Le roi ne l'a pas accordée. C'est une insulte, notre ambassadeur est insulté !

Et notre ambassadeur *insulté* dîne le jour même chez le roi, et le lendemain, au moment du départ du roi, notre ambassadeur *insulté* présente au roi ses respects, et le roi, dans la gare, salue notre ambassa-

1. On a cité d'autres renonciations : celle du duc de Nemours, celle du prince Alfred. Jamais ces renonciations n'ont été le résultat d'une exigence publique. Jamais un engagement d'avenir n'a été réclamé, et réclamé sous le coup d'une menace. Retournons les rôles. Qu'eussions-nous dit, si à l'instant même où montrant à la Prusse, par une concession pénible, notre désir de bonne entente et de bon accord, elle fût revenue sur sa première parole, y ajoutant une réclamation offensante et un défi public.

deur avec cordialité! Étrange insulté, étrange insulteur.

Brusquez-le! — Ce mot décisif des instructions diplomatiques résume tout.

Brusquez! — l'insulte prétendue, on la communique aux gouvernements européens. Brusquez! — on en échauffe la France. Brusquez! — nous n'aurons la guerre qu'à ce prix. Brusquez! — il faudra bien qu'on se batte, après on examinera[1]!

II

LES NÉGOCIATIONS PARTAGEUSES

Les négociations partageuses entre la Prusse et nous ne sont un mystère pour qui que ce soit. Il y a eu des tripotages des deux parts.

1. Chacun a sa façon de comprendre l'honneur national. Pour moi, je crois que le privilége des forts, c'est de ne pas être vétilleux. Qu'un petit pays se montre susceptible, c'est fier et beau ; mais qu'un grand pays qui possède une histoire militaire pareille à la nôtre et que personne n'accusera de lâcheté, sacrifie la paix du monde à je ne sais quelle question de procédé, la démence ici surpasserait l'attentat.

Nous avons réclamé des compensations; M. de Bismark nous a montré tantôt ceci, tantôt cela; nous n'avons dit ni oui ni non; puis n'obtenant rien en fin de compte, le jour où nous nous sommes crus prêts, nous avons fait la guerre.

On cite une lettre du général Türr. Qu'apprend-elle? Que M. de Bismark, qui était allé à Biarritz et qui nous connaissait bien, n'a cessé de faire miroiter des compensations devant nos yeux, et que, ne pouvant ni ne voulant céder un seul pouce du sol germanique, il trouvait habile de détourner nos convoitises vers la Belgique, la sachant d'ailleurs fort bien défendue par la politique de l'Angleterre. Le procédé n'est pas moral, je ne me constitue pas l'admirateur d'une telle diplomatie; mais si elle prouve que M. de Bismark offrait, elle prouve aussi qu'il convenait de nous offrir, c'est-à-dire que nous demandions.

L'Europe sait à quoi s'en tenir là-dessus; elle connaît nos appétits; seulement elle ne croyait pas que le menu du festin eût été écrit sur le papier de l'ambassade française, par notre ambassadeur.

Le projet, dit-on, est l'œuvre de M. de Bismark; nous n'avons cessé de nous trouver aux prises avec des propositions qui nous révoltaient[1]! — D'où vient alors que nous ne les avons pas désavouées? Il ne manque pas de moyens pour cela. On fait insérer une révélation dans les journaux anglais, on met en campagne les feuilles officielles, on se fait interpeller au Corps législatif; on fait mieux, on oppose à des offres odieuses un de ces refus péremptoires après lesquels il n'y a plus rien à répondre; et tout est dit.

On a parlé d'une promesse de M. de Thile, promesse dont la violation constituerait notre véritable grief. Ici, comme pour le projet écrit de la main de notre ambassadeur, ce qui frappe l'opinion en Europe, c'est que ces pièces si importantes ont été découvertes après coup. La promesse de M. de Thile, tout comme la pensée de M. de Bismark transcrite par notre ambassadeur, aurait fait bonne figure, convenons-en, dans le manifeste de M. de Gramont!

1. Si ce fameux projet était de l'écriture de M. de Bismark, comme nous trouverions le fait concluant!

Comment expliquer que ni le manifeste, ni les discours violents qui ont suivi, ni la déclaration de guerre ne les aient mentionnés? Comment se fait-il que, lorsque nous étions à l'affût des prétextes, prenant tantôt la candidature, tantôt l'insulte, nous n'ayons pas tout simplement prononcé ces paroles : Voilà quatre ans que la Prusse nous poursuit de ses propositions de partage ; elle voudrait remanier l'Europe, elle menace l'indépendance des neutres ; nous avons toujours résisté, nous nous sommes toujours indignés ; il est temps de châtier par la guerre les perturbateurs du repos européen!

Au lieu de cette vertueuse dénonciation, silence absolu. Et remarquez-le, ces négociations, proposées par la Prusse et repoussées par la France, c'est la Prusse et non pas la France qui vient en saisir l'opinion.

Au demeurant, chacun, dans ces vilenies diplomatiques, est resté fidèle à son rôle. Qui donc a exigé des compensations après l'agrandissement de l'Italie? Qui a professé la même doctrine au sujet de l'agran-

dissement de la Prusse? Qui a réclamé le Luxembourg et remué la sotte affaire des chemins belges? La théorie des compensations était tellement admise chez nous, qu'un traité secret de plus ou de moins n'y changeait rien.

Au travers des explications, des contre-explications et des réfutations, ceci demeure certain : nous voulions un ou plusieurs morceaux de l'Europe, une Savoie et une Nice quelconque, comme après notre campagne en Italie. M. de Bismark nous a laissé croire que nous pourrions nous arranger avec lui sur cette base des accroissements respectifs. Après Sadowa, notre armée n'étant pas prête, il nous a fallu patienter. Depuis Sadowa nous n'avons cessé de convoiter et de négocier. Enfin, M. de Bismark ne s'exécutant pas et notre armée se trouvant prête, nous avons lancé la déclaration.

Qu'on nous eût accordé la plus petite province, et toute la fantasmagorie des incidents provocateurs : candidature Hohenzollern, refus d'engagement pour l'avenir, insulte, promesses violées,

agression, mesure comble, tout se fût évanoui en un instant.

Reste qu'en présence des pourparlers qui ont eu lieu entre la France et la Prusse, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là deux puissances ambitieuses, peu scrupuleuses, et que les neutres feront bien de ne pas l'oublier.

Cela dit, achevons notre confession.

L'annexion de la Savoie et de Nice a donné le signal des ambitions et des remaniements territoriaux. En France on n'a pensé qu'une chose, c'est qu'après avoir publiquement annoncé que nous combattions pour une idée, nous nous étions montrés très-modérés en ne prenant qu'une province. Hors de France l'impression a été tout autre. Jamais cette conquête déguisée en annexion ne s'est fait accepter; elle n'a jamais obtenu la sanction des grandes puissances; jamais, depuis ce jour funeste, une négociation amicale et confiante ne s'est établie entre elles et nous. La diplomatie française n'a eu dès lors

d'autres relations sérieuses en Europe que ces édifiants conflits de convoitises réciproques où se sont complu M. Benedetti et M. de Bismark.

Il y a plus, si nous y regardons bien, nous trouverons que l'annexion de Nice et de la Savoie, que la violence évidente faite à Nice et dont nous ne nous sommes pas émus le moins du monde, ont donné l'abominable exemple suivi par la Prusse à l'égard du Danemark, ont été le premier pas vers l'annexion de l'Alsace résistante. Nous seuls, à ce moment-là, nous seuls depuis Napoléon Ier, avons appliqué en Europe le système des agrandissements territoriaux.

Résumons. On a tripoté des deux parts; on a déclaré la guerre d'un seul côté. Et c'est de ce côté, le nôtre, j'ai la douleur de le dire, qu'on a lestement mis l'Europe en sang.

III

LES THÉORIES

I

LES COMPENSATIONS

Est-ce hypocrisie, est-ce vertu, nous faisons des théories pour tout; nous en faisons surtout pour justifier nos fautes.

Voyez les compensations! La compensation est tout simplement une grosse vilaine convoitise qui aboutit quand elle peut à un gros vilain marché. Avec des causeries diplomatiques, des airs mystérieux, quelques mots profonds : l'équilibre européen, les nationalités

et les races, vous avez la théorie, dès lors vous avez le droit.

Pour moi, je trouve le système infâme, et ma dignité comme Français en a toujours souffert.

Y a-t-il une règle en Europe, en vertu de laquelle on soit tenu, chaque fois qu'une puissance quelconque s'organise ou s'agrandit, de nous découvrir quelque part, aux dépens de nos voisins, un morceau à prendre ? s'il en est ainsi, je n'ai plus rien à dire. Mais qu'on me permette de le demander, sur quel principe cela repose-t-il ? Faisons-nous payer un service rendu ? alors c'est ignoble, c'est vendre à prix d'argent le sang de nos soldats : tant pour Magenta, tant pour Solferino ! — Si nous n'avons pas rendu de service, si ce n'est pas un payement, c'est donc un droit, sorte de droit d'aubaine que posséderait la France seule, et par lequel, lorsqu'un naufrage a lieu, lorsqu'une nation s'enrichit aux dépens d'une autre, il nous faut notre part.

Et que deviennent les populations, et que signifie ce trafic des territoires et de leurs habitants, et que

venez-vous abriter votre prise brutale derrière une simagrée de vote qui n'a jamais trompé qui que ce soit !

La conquête est odieuse, au moins elle est franche. Nous nous battons, vous avez le dessous ; j'en profite, tant pis pour vous[1].

L'annexion, avec ses manières doucereuses, me révolte comme ferait Basile ! Grâce à Dieu, nul n'en est dupe et elle ne profite guère. Tous les diplomates vous le diront, Nice et la Savoie ont fait perdre sa valeur à notre parole; notre signature a été protestée; Nice et la Savoie ont pesé sur nous d'un poids

1. Je ne mets pas au nombre des torts du gouvernement prussien la réunion du Hanovre et de quelques autres territoires. Lorsqu'une grande nation est coupée en deux par un autre pays et que celui-ci se montre hostile dans une lutte suprême, la conquête est légitime. La France en pareille situation n'a pas hésité une minute.

Quant à la formation de la Confédération du Nord, c'est un des actes de l'unification intérieure que l'Allemagne doit accomplir dans son indépendance et dont nous n'avons pas à nous mêler.

énorme, nous ne nous en sommes pas relevé

Nous nous en sommes encore moins repentis. L théorie reste debout. M. de Cavour l'avait compris M. de Bismark ne l'a pas comprise, nous avor demandé à la guerre ce que les négociations ne nou avaient pas donné.

Mais convenez-en, la Prusse n'est guère aimable elle aurait dû nous consoler de Sadowa, elle aurait d nous dédommager du tort qu'elle nous a fait en ne s laissant pas battre conformément à notre programm elle aurait dû se rappeler le droit suzerain qu'exerc la France sur les prises de ses voisins. Il faut être bie Prussien, bien féodal, bien endurci dans son orgue de barbare du Nord, pour ne pas reconnaître et prat quer notre grand système des compensations! M. d Bismark est un ingrat! Notre bienveillante neutra lité en 1866 ne lui avait-elle pas permis de dégarni sa frontière pour augmenter d'autant son armée d Bohême? Une rectification sur la Saar, ou le Luxem bourg, n'était-ce point là le sous-entendu des entre tiens de Biarritz? — M. de Bismark nous apparaissa

alors comme un autre Cavour; il a trompé nos ambitions, c'est un Méphistophélès !

A cela, M. de Bismark pourrait répondre que s'il y a, entre M. de Cavour et lui, une différence après la guerre avec l'Autriche, c'est qu'il y en a une avant. M. de Cavour stipulait notre intervention armée, M. de Bismark réservait à son pays le droit de combattre seul.

M. de Bismark pourrait dire que si, à Biarritz, la théorie des compensations s'était renfermée dans les sous-entendus, c'est que l'Empereur comptait sur la défaite prussienne, c'est qu'il comptait sauver la Prusse, c'est qu'il prétendait dans ce cas porter ses exigences de compensations à la hauteur du service rendu.

M. de Bismark pourrait nous faire observer que Saarbruk et Sarrelouis ne nous auraient pas contentés longtemps, pas plus que le Luxembourg, pas plus que la Belgique. Il nous fallait le Rhin; on en convient aujourd'hui, et même on le proclame. Le Rhin était le fond persistant des demandes plus ou moins

modestes qui se succédaient sous toutes les formes et dans toutes les occasions.

M. de Bismark pourrait ajouter que l'Allemagne doit tenir compte de l'opinion allemande,— un détail que nous oublions volontiers, — et que l'idée de mutiler le territoire allemand pour calmer nos appétits aurait fait bondir l'Allemagne entière, du Rhin à la Vistule !

II

UNE QUESTION DE VERTU

C'est égal, M. de Bismark a été notre tentateur. Sans lui nous n'aurions convoité ni la province ni le royaume de personne !

Il se peut. Mais c'est jouer de malheur, avouez-le, que de trouver ainsi des tentateurs sur son chemin,— n'oubliez pas M. de Cavour, — tandis que les gouvernements pacifiques n'en rencontrent aucun. Je ne sache pas qu'un Méphistophélès quelconque soit venu tenter Louis-Philippe pendant les dix-huit ans

de son règne; je ne crois pas que ni l'Angleterre, ni la Belgique, ni la Hollande aient eu affaire avec ce personnage-là.

J'ai individuellement très-peu de goût pour M. de Bismark, cet ultra renforcé, ce ministre si peu difficile sur le choix des moyens, cet homme d'État qui a prononcé, dit-on, l'affreuse parole : « La force prime le droit! » ce diplomate enfin aux yeux duquel le but justifie tout. Je le blâme d'avoir fait une guerre injuste en Danemark[1]. Je le blâme d'avoir cultivé nos idées de compensation. Je le blâme — et ici le mot n'est pas assez fort — d'avoir énoncé, par légèreté peut-être, des vues indignes envers la Hollande[2]. Mais quand on veut nous donner à croire

1. Et de n'avoir pas exécuté l'article du traité de Prague.

2. Le bruit s'est en effet répandu que M. de Bismark avait songé à annexer la Hollande. Rien ne le prouve; l'unité allemande se trouverait compromise pour peu qu'on y mêlât d'autres nationalités. Mais si jamais cette pensée venait au ministre prussien, nous l'attaquerions avec une indignation qui porterait ses fruits. La Hollande nous est chère à plus d'un titre; elle a droit au même respect que la Belgique.

que nous faisons une guerre de vertu, que nous ne pouvons supporter que M. de Bismark soit si peu vertueux, que nous sommes des chevaliers errants, des redresseurs de torts, que notre délicatesse est révoltée parce que M. de Bismark n'est pas assez délicat, en vérité on se moque de nous.

Soyons justes; l'équité ne diminue ni les individus ni les nations.

M. de Bismark est un grand ministre, il en faut convenir. Nous avons eu des ministres faisant le métier de commis ou noyés dans de menues intrigues. Bismark et Cavour appartiennent à une autre espèce[1]; ils ont une politique nationale et poursui-

1. Le jugement superficiel qu'on porte sur M. de Cavour ressemble à celui qu'on porte sur M. de Bismark : Encore un fin joueur! dit-on. Cavour a réussi à force de finesse!

Non, M. de Cavour a réussi à force d'avoir raison. Il y a deux parties dans son œuvre, la partie énergique et belle qui tient aux vérités qu'il avait saisies; la partie misérable qui tient au trop de finesse de son esprit.

La grande vérité, c'était l'indépendance italienne et le besoin de secouer le joug autrichien. C'était aussi (et là surtout j'admire

vent l'unité d'un grand pays. Bismark est plus allemand que prussien, comme Cavour est plus italien que piémontais. Mais Bismark est supérieur à Cavour en ceci, qu'il a accompli son œuvre par ses propres forces et sans accepter le patronage de l'étranger. Homme d'une seule pensée, cette pensée le domine, et il lui appartient; sa réalisation lui paraît tellement nécessaire que plus d'une fois, il lui a sacrifié la rectitude du sens moral.

Au reste, quand il agit ainsi, sans scrupule, il le fait hardiment, effrontément, de façon que nul ne s'y trompe.

Son but, je l'ai dit, est bien plus l'unité de l'Allemagne que l'agrandissement de la Prusse.

Pour unir l'Allemagne, il fallait l'avoir avec soi;

Cavour), le sentiment que la liberté seule amènerait l'indépendance de la nation.

Quant aux négociations de Plombières, elles ont produit un assujettissement regrettable, des armements exagérés, des impôts écrasants, des finances délabrées, une attitude peu digne, excepté sous le baron Ricasoli.

de là l'affaire du Danemark qui passionnait l'Allemagne entière.

Pour unir l'Allemagne, il fallait briser la vieille machine de Francfort, supprimer le dualisme et rejeter l'Autriche vers l'Orient; de là tous les actes de 1866.

M. de Bismark est beaucoup moins un homme faux qu'un caractère quelque peu brutal. Volontiers il cassera les vitres, et s'il avance une chose inexacte, il aura soin de montrer qu'il la donne pour telle. Il a ce que j'appellerai la gaucherie anglaise; personne n'est moins diplomate dans le sens qu'on attache à ce mot. Faisant hardiment ce qu'il fait, exagérant une détermination que rien n'arrête, il n'a pas l'habileté des petites menées et des détails. Il a l'autre, la grande, celle qui voit clair devant elle et qui gouverne au but. Les Américains exercent un attrait particulier sur lui. Il ne cause avec personne aussi volontiers qu'avec Burnside ou Shéridan. Ces natures viriles, ces esprits simples et forts, dépourvus de souplesse, s'accordent avec ses propres instincts.

Gentilhomme campagnard, homme de famille, créé pour l'action, nul ne prépare moins ses phrases, qu'il s'agisse d'une convention diplomatique ou d'un discours; mais ce qu'il veut, il le veut complétement, uniquement, il le veut jusqu'au bout.

Ne faisons pas de M. de Bismark un ange, n'en faisons pas un démon. Rappelons-nous le *Moniteur* du premier empire, relisons ces modèles d'éloquence indignée au sujet des perfidies, des mensonges, des crimes accumulés de Pitt, le ministre de *l'infâme* Albion! Aucun monstre ne lui était comparable, la guerre n'existait que par son fait. Sans lui, Napoléon nous aurait doté de la paix perpétuelle! Et la France avait fini par croire tout cela.

On a besoin d'un Bismark très-pervers tout comme il fallait au premier empire un exécrable Pitt [1]. Cela sert toujours, quitte après, la politique une fois

1. Si quelqu'un s'était avisé de dire alors que Pitt (le grand Pitt, William, le fils de lord Chatham) était l'ami de Wilberforce, qu'il se ruinait au service de son pays, qu'il mourrait pauvre et que la nation payerait ses dettes, quel scandale public!

changée et les esprits calmés, à jeter au panier ces mannequins de fantaisie.

Notez que M. de Bismark, cet ennemi juré de la France, paraît être précisément l'homme d'Allemagne qui montre le plus de modération envers la France; n'oubliez pas que la conquête de l'Alsace et de la Lorraine, ardemment adoptée par tous les Allemands, a trouvé chez M. de Bismark, dit-on, un accueil beaucoup plus réservé.

Dans l'affaire du Luxembourg il a fait retirer la garnison prussienne plutôt que d'amener un conflit. Dans l'affaire de Hohenzollern il a fait retirer la candidature.

Quelles que soient les perversités de M. de Bismark, un fait demeure acquis; nous demandions une proie, on nous l'a refusée, nous sommes partis pour l'aller prendre. Qu'il y ait là-dedans un Méphistophélès, c'est possible; mais que notre gouvernement ait eu l'innocence de Marguerite, c'est douteux.

III

LES TORTS SONT PARTAGÉS

Hé bien soit, des deux côtés il y a eu des coquins, et les torts sont partagés!

Je la déteste, cette thèse commode, invention de notre lâcheté. S'agit-il de la lutte des partis? personne n'est parfait, il y a du mal partout! et l'on se dispense d'apporter un énergique appui à la bonne cause.

S'agit-il de la déclaration de guerre? de part et d'autre il y a eu de mauvais procédés! et nous voilà déchargés du devoir de rechercher le juste et le vrai.

Blâmer tout le monde plaît à notre orgueil. Cela ressemble à du bon sens et à de l'impartialité. On n'est ni la dupe de l'ennemi, ni l'esclave des entraînements nationaux. Comme, nécessairement, maintes fautes ont été commises des deux côtés, on s'appuie sur une vérité incontestable. Mais la vérité vraie

n'est pas là. Les appréciations subtiles et les moralités respectives ne changent rien à la question de fait : Qui a préparé la guerre, qui a déclaré la guerre? c'est toujours là qu'il en faut revenir.

IV

LA GUERRE D'ÉQUILIBRE

On l'avoue maintenant; on a voulu la guerre.

L'équilibre européen était compromis; on a fait une guerre d'équilibre! —

C'est se tromper d'époque que de venir nous parler froidement d'une guerre d'équilibre. La conscience du XIXᵉ siècle admet si peu de telles guerres, que dans l'énoncé de nos motifs on chercherait vainement celui-là. Pour l'invoquer, il aurait fallu s'exprimer ainsi : la Prusse est trop grande et la France ne l'est pas assez, nous faisons la guerre afin de diminuer la première et d'accroître la seconde!

L'équilibre! laissez-moi vous dire quelle France

l'aurait ramené, quelle France aurait pesé d'un juste poids en Europe : une France vraiment désintéressée. et n'acceptant rien de qui que ce soit; une France donnant l'exemple du désarmement et ne craignant pas que personne vînt l'attaquer chez elle; une France répudiant les théories de compensation, tenant son territoire pour achevé et n'inquiétant aucun de ses voisins; une France attirant la confiance des neutres; une France réduisant ses budgets et ses impôts en même temps que ses armées; une France libérale et pacifique; une France inspirant l'amour et ne répandant pas la terreur.

Guerre politique, guerre d'équilibre ! admettre ces qualifications élastiques c'est admettre la légitimité de toutes les guerres, sans exception. Ne faut-il pas maintenir l'équilibre contre les changements accomplis, ne faut-il pas le maintenir contre les changements projetés, ne faut-il pas le maintenir lorsque des divisions intérieures disparaissent, le maintenir encore quand une nationalité s'affirme et s'unit?

Pour l'équilibre faire tuer deux cent mille hommes!

Et après cela, chacun le sait, l'équilibre sera dix fois plus compromis qu'avant, car il y aura un vainqueur.

V

LA GUERRE FATALE

Alea jacta est! — Il semble que ce cri de César passant le Rubicon soit devenu le mot d'ordre de notre politique de casse-cou :

Le sort en est jeté, c'était inévitable, c'était fatal, que voulez-vous !

Avec cette sentence on se dispense de l'examen. La guerre est-elle juste ? peu importe, elle est fatale. Les assertions de ceux qui l'ont déclarée sont-elles vraies ? peu importe, l'événement est fatal. Mais cet événement, nous sera-t-il avantageux ou funeste ? peu importe, c'est une fatalité. Questions de conscience, questions de bon sens, questions d'humanité, questions de prospérité publique, questions de liberté, questions de progrès, questions d'avenir, tout s'éva-

nouit en présence de l'inévitable et du fatal. Il fallait que cela arrivât ! c'était écrit ! Jamais musulman n'a mieux dit que nous : Allah ou Allah !

Ce fatalisme ne nous sourit que trop. La tendance en vertu de laquelle on ne résiste à rien, adorant toujours l'événement quel qu'il soit, a trouvé sa formule dans un lâche système qui a fait école chez nous. Je veux parler du fatalisme historique. Ce qui a été devait être. Les vaincus n'étaient que des obstacles sur le chemin de la sainte fatalité. Il fallait que les girondins renversassent les constitutionnels. Il fallait que les montagnards écrasassent les girondins. Il fallait que l'empire renversât la république. Ne nous parlez plus d'indépendance, l'indépendance serait une révolte contre la souveraineté du fait. En présence du fait nous ne renonçons pas seulement à nous servir de notre liberté, nous nions l'intervention de la liberté, et de la moralité par conséquent, dans les annales humaines. En face du fait, il n'y a plus ni droit ni devoir.

Fatal, inévitable, cela devait venir tôt ou tard !

En ce cas je suis de l'avis de M. Ratisbonne, il valait mieux que cela vînt tard; demain est à Dieu.

Inévitable ! La guerre était si évitable au contraire, que pour ne pas l'éviter il a fallu la vouloir et la vouloir absolument.

C'est une liquidation ! la situation s'embrouillait, les griefs s'accumulaient, les armements s'exagéraient, tout se tendait; un orage purifie l'air et soulage les poitrines. — Il y aurait trop à dire sur cette méthode qui nous mène à la guérison par l'agonie. En tout cas, on pouvait trouver un moyen plus simple et moins dangereux pour détendre les nerfs de la France; on pouvait respecter l'indépendance des autres peuples, laisser l'Allemagne se faire, ne préparer ni ne redouter d'agression, arriver à la paix par l'esprit de paix.

Au surplus, on ne recourt à la fatalité, cette déesse aveugle, que lorsqu'on a peur des clairvoyants. En nous invitant à nous placer au-dessus des incidents et des causes immédiates, en nous présentant comme la vraie origine de la rupture une sorte d'antagonisme *fatal* qui poussait l'un contre l'autre les deux

plus grands peuples militaires de l'Europe, les avocats de la guerre confessent naïvement que les causes immédiates leur font défaut, et que les incidents n'ont été que des prétextes. J'en prends note, car c'est justement le contraire de ce qu'on disait en commençant.

La déclaration de guerre, nous le savons à cette heure, aurait pu se rédiger ainsi : Nous n'avons été ni insultés ni menacés ; nous n'avons eu aucun motif légitime d'attaquer l'Allemagne, mais la guerre était fatale, elle devait éclater, et le moment nous a paru bon.

Ces gens-là raisonnent juste. Il était fatal et inévitable que le parti qui cherchait une revanche de Sadowa et qu'appuyait l'Empereur avec son entourage, parvînt quelque jour à découvrir l'occasion qu'il poursuivait ardemment.

Il était inévitable et fatal que se sentant en mesure ou croyant l'être, ce parti réussît à surprendre l'opinion, à soulever par un incident quelconque les passions nationales, à nous lancer dans une lutte

dont nous n'avions nulle envie et dont l'Allemagne se souciait encore moins que nous.

Tout cela était fatal et inévitable avec la loi militaire, avec les illusions chauvines, avec un gouvernement résolu à tout pour éviter la liberté, avec une chambre complaisante, avec un sénat nul, avec une opposition ayant plus de violence que de vigueur, avec l'incapacité des résistances tenaces, avec l'affaissement général.

VI

LA GUERRE, DÉRIVATIF

Bien des gens ont une excuse toute prête : La guerre est un dérivatif !

On souffre de maux intérieurs, on a des difficultés à surmonter, on ne sait comment imposer silence à certaines oppositions, comment détourner certains courants; discuter serait chanceux, surmonter le mal dar le bien exigerait beucoup d'efforts, accepter la

liberté réelle constituerait une pénible concession : vite, le dérivatif !

Les discussions à coup de canon ne coûtent que des milliers de vies ; elles écartent les bavards et mettent les libertés au rebut.

D'ailleurs ne faut-il pas de temps en temps occuper l'armée ? C'est ici une de ces grosses raisons dont on ne dit rien et qui décident tout.

L'armée, tant que le régime parlementaire n'est pas affermi, prend une importance excessive ; c'est un point d'appui auquel les gouvernements pensent toujours. Les opinions de l'armée, ses fantaisies, ses ennuis, ses glorioles et ses rivalités vis-à-vis des armées étrangères, voilà ce qu'il faut ou satisfaire ou détourner. S'il ne s'agit pour y parvenir que de bouleverser le monde, hé bien, on le bouleversera.

Ce n'est pas tout ; ne voyez-vous pas les grèves d'ouvriers, ne sentez-vous pas les approches du socialisme ? la guerre dérivatif va nous débarrasser de tout cela.

En effet ! et nos revers l'ont bien montré ! L'esprit

révolutionnaire, déchaîné par notre déclaration, marché du même pas que nos défaites.

Quoi qu'il en soit, et la guerre dût-elle nous délivr de tous nos périls, je n'accepte pas pour mon pays c rôle de peste publique; je n'accepte pas l'iniquit d'une politique qui va tuer les voisins afin de distrai la France; je n'accepte pas cette guérison au moye du malheur d'autrui; je n'admets pas qu'on mèn nos nationaux à la boucherie parce que notre armé a des caprices et que nos villes renferment de furieux; je n'admets pas plus cela que je ne reconnai à un homme le droit d'en aller égorger un autre sou prétexte qu'il se sent quelque ennui, ou que se affaires ne vont pas comme il voudrait.

VII

LA GUERRE PACIFIQUE

Arrêtons-nous un instant, et remarquons ceci : D nos jours, la guerre est devenue si contraire au sen

moral, que pour obtenir une sorte de laisser-passer, elle est obligée de prendre une peau de brebis et de se faire pacifique.

Celui qui attaque emploie toutes les tactiques imaginables pour contraindre l'adversaire à attaquer; celui qui provoque n'a rien de plus pressé que de mettre en avant des propositions de paix inacceptables, afin de se faire refuser la paix par l'ennemi ; une fois aux prises et les furies lâchées, on ne se démonte point : la guerre va conquérir la paix !

La guerre pour conquérir la paix ! — Cette idée avait paru burlesque au moment où Victor Hugo l'énonçait à Lausanne, déclarant que pour arriver à l'état de paix définitive, il fallait une dernière guerre, formidable et concluante.

L'idée, vous le voyez a fait son chemin.

C'est si séduisant, ce programme ! Battre l'ennemi, être maître partout, au dedans comme au dehors, et réunir ensuite le rôle de pacificateur à celui de vainqueur ! Malheureusement, le programme reçoit toujours quelque accroc. Napoléon Ier, ce grand

apaiseur, a été constamment victime d'accide
pareils. Tantôt c'était l'Angleterre qui s'obstin
tantôt quelque autre puissance qui manquait
résignation. Et Napoléon, ce pauvre poursuivant
la paix, se remettait en guerre.

Mais tranquillisons-nous : *l'avenir appartient à* *paix !*

Pourvu que dans le moment présent on se batte
l'on se massacre, les partis les plus acharnés à
guerre sont comme nous, ils n'aspirent qu'à la pa
Laissez-leur essayer quelques mitrailleuses, laiss
leur tuer quelque cent mille hommes :

> ...Après cela, mon cher, contents,
> Nous pourrons rire et prendre du bon temps!

On serait tenté de leur répondre, comme à Pyrrhu

> Dès à présent, seigneur, sans sortir de l'Épire
> Du matin jusqu'au soir, qui nous retient de rire?

VIII

LA GUERRE LIBÉRALE

On s'est indigné, en France, parce que l'Allemagne se posait en nation prédestinée, chargée d'accomplir les desseins de Dieu.

Or c'est précisément là notre prétention. Nous ne cessons de le répéter sous toutes les formes : la France a été, est le peuple chargé de répandre les libertés, et quand elle fait la guerre, c'est la guerre libérale qu'elle fait.

Il y a là un côté vrai. Le génie de la France est essentiellement vulgarisateur et propagateur. Les grandes idées qui arrivent à la France et dont elle profite mal elle-même, elle sait les comprendre et les disséminer. Bien que les libertés modernes aient leur véritable origine en Angleterre et en Amérique, la France, on doit le reconnaître, a contribué pour sa part à les communiquer à d'autres peuples. Sans

doute elle a propagé la révolution encore plus que la liberté; sans doute elle a discrédité la liberté autant qu'elle l'a servie en organisant le despotisme sous son nom; toutefois, sans remonter à la guerre de Trente ans, qui nous trouvait du côté de Gustave-Adolphe, la France de 89 a lutté contre le passé, elle a contribué à renverser l'ancien régime, elle a délivré certains pays sujets.

Cela dit, ne nous vantons pas trop. Si nous avons émancipé Argovie et Vaud, nous avons supprimé la république de Venise et nous l'avons donnée à l'Autriche. Défenseurs de la liberté des peuples, nous avons écrasé l'indépendance nationale en Espagne, en Hollande et en Allemagne[1]. Sous la république, partis pour libérer les Belges et les Allemands, nous avons pris et gardé la Belgique, sans compter les provinces rhénanes; patrons des petits pays, personne n'en a aboli plus que nous; nul n'a plus médiatisé

1. Les peuples qui, pour recouvrer leur indépendance nationale, se sont soulevés contre nous en 1813, savent le cas que nous en avions fait.

d'États dans la Confédération germanique. Les peuples que nous sauvons se montrent peu reconnaissants, car ils versent leur sang pour se débarrasser de nous.

Béranger l'affirme, il est vrai :

> Les nations règnent par nos conquêtes!

Mais les nations conquises ne partagent pas l'avis de Béranger.

En tout cas, cette portion de vérité que notre 89 a mise en lumière n'avait pas besoin des baïonnettes pour pénétrer partout. Nos conquêtes ont été l'obstacle et non le moyen.

Nous parlerions plus justement si nous disions que nous avons porté avec nous nos codes, l'égalité, notre droit civil, véritables éléments de progrès.

Aujourd'hui, de quelle liberté entendons-nous, au nom du ciel, doter l'Allemagne en lui faisant la guerre? Pour donner, il faut avoir. La liberté, nous l'avons eue de 1815 à 1848, pendant la période où nos armées, par la bonne raison qu'elles n'ont pas bougé, n'ont rien porté aux autres peuples dans les

plis de leurs drapeaux. Depuis 1848 on sait ce que l'indépendance est devenue chez nous.

2 Dites-moi dès lors quelles libertés l'Allemagne peut recevoir de nous. Est-ce la liberté politique, la liberté du commerce, celle de la pensée, celle de la presse, ou celle de l'enseignement ?

IX

LES SYMPATHIES ET LES ANTIPATHIES

Abandonnons les théories.

J'aime un tel, je n'ai pas de goût pour cet autre. J'aime les Français, je déteste les Allemands. La France a raison parce qu'elle me plaît, l'Allemagne a tort parce qu'elle me déplaît. Je m'amuse en France et je m'ennuie en Allemagne. Les livres français sont bien faits, les livres allemands sont compliqués et lourds. D'ailleurs la langue française est la mienne. Et puis j'ai rencontré sur ma route des Français agréables, j'ai trouvé des Allemands maussades. J'ai

des sympathies, j'ai des antipathies, ne m'en demandez pas plus! —

Que deviennent, je voudrais le savoir, la vérité, l'équité et le droit? Et sans l'équité, et sans la vérité, que reste-t-il ici-bas?

Quoi, il y aurait sur la terre des peuples gracieux auxquels tout serait permis, qui troubleraient impunément la paix du monde, et qu'on trouverait charmants! Avec une pareille doctrine, les peuples charmants continueront à ne pas se gêner et le monde à pâtir.

Sa grâce est la plus forte!

Cela répond à tout.

Ah! moi aussi j'aime la France, non-seulement par devoir, mais par goût. J'ai été nourri de sa littérature, je me plais dans le commerce de son esprit; sa civilisation est la mienne; par le passé, et aussi par l'avenir, je ne peux ni ne veux me séparer de ses destinées. Toutefois j'ai une façon qui n'est pas la vôtre de manifester mon amour. Envers ceux que

nous chérissons, notre premier devoir est de parler vrai. Les flatter, entretenir leurs illusions, cultiver leurs vices, les soutenir dans leurs torts, n'espérez pas cela de ceux qui aiment sincèrement. L'amour des bonnes mères se montre en ceci qu'elles sont sévères pour leurs fils ; elles ne leur passeront pas les fautes qu'elles excusent chez les autres enfants ; et c'est ainsi qu'elles font des hommes. Le procédé n'est pas différent pour faire des nations.

Si les charmes de la France légitiment sa cause, la morgue prussienne perd celle de l'Allemagne.

Les Prussiens étaient devenus trop arrogants !

L'étaient-ils, est-on hautain et roide à Berlin ; y a-t-on des manières cassantes, se vante-t-on, le porte-t-on beau ? c'est possible. Mais quelle raison de guerre, grand Dieu !

Nous avons eu l'orgueil anglais, l'insolence autrichienne, la superbe russe, nous aurons la fierté américaine; et il me semble — ceci soit dit entre nous — que la jactance française pourrait aussi

fournir une occasion de se battre, car les propos que nous tenons sur nos voisins ne brillent pas toujours par la modestie ou par le bon goût.

Quoi qu'il en soit, voilà un peuple qui ne demandait qu'à vivre en paix ; on l'attaque, son sang coule; vaincu, on l'écrase et on le dépouille; vainqueur, on le blâme de poursuivre ses avantages et d'exiger des conditions qui garantissent l'avenir. Ni ses douleurs ni son droit ne nous touchent. Ce peuple n'appartient pas à notre race, nous le trouvons lourd, il nous semble pédant, son langage nous agace, la question de sympathie est résolue contre lui, et, dès lors, toute question de justice disparaît.

Nous ne sommes pas au bout. Bien des gens tournent aujourd'hui le dos à la justice, tout simplement parce que les choses ont trop duré! Entendre si longtemps parler de la même guerre irrite leur système nerveux. Qu'on ne les fatigue plus de ces détails : l'équité et le droit!

Je suis de leur avis, la guerre de 1870 a trop duré;

seulement il faudrait savoir qui, de la France ou de l'Allemagne, a fait durer la guerre. S'il y a quelqu'un à qui la guerre ait duré, c'est le peuple allemand et c'est le roi Guillaume. On ne continue pas une telle campagne pour son plaisir; avec des landwehrs, cela n'est pas commode. Encore faut-il, pour que cela ne continue pas, qu'on puisse traiter; il faut être deux pour signer la paix. Le vaincu qui refuse de consentir aux conséquences de ses revers, fait aussi bien durer la guerre que le vainqueur qui exagère ses prétentions.

La France attaquée par la Prusse, la France arrivée aux portes de Berlin après avoir détruit toutes les armées allemandes, aurait certainement accusé l'ennemi de prolonger la guerre si, par son refus de céder les provinces rhénanes, la Prusse eût mis un invincible obstacle à la paix.

On abandonne la thèse, et l'on déclare avec un air de générosité qu'on est toujours pour les vaincus!

Étions-nous pour les vaincus de Solferino? étions-

nous pour les vaincus de Richemond? étions-nous pour les vaincus d'Iéna?

La pitié a son rôle, son large et noble rôle ici-bas; malheur à qui le méconnaîtrait; mais la pitié, pas plus que la force, ne saurait primer le droit.

Toute guerre fait un vaincu, un vaincu pour lequel le cœur s'émeut; toute guerre fait un vainqueur, un vainqueur qu'aisément on trouve insupportable; cela ne change rien ni aux principes ni au droit.

La justice est inviolable. Si les sympathies, si les antipathies venaient à l'emporter sur la justice, les bases mêmes de la société s'écrouleraient.

La justice est le seul flambeau qui éclaire nos chemins; quiconque l'éteint sous prétexte de sentiment se condamne à de périlleuses obscurités.

Ne nous faisons pas d'illusions; l'opinion de l'Europe n'a pas été pour nous. Informez-vous de ce qu'au moment de la guerre on pensait en Angleterre, en

Russie, en Suisse, en Belgique, en Hollande, vous saurez à quoi vous en tenir[1].

Parmi les grandes puissances, il en est une qu'on oublie trop souvent : c'est la conscience publique. Elle se manifeste dans les pays étrangers aux débats. Écoutons d'une oreille attentive le premier murmure qui se forme au loin; nous reconnaîtrons la voix du maître au berceau : l'arrêt de la puissance souveraine qui juge en dernier ressort.

1. M. Thiers a fait plus de trois mille lieues sans découvrir nulle part une velléité active en notre faveur.

IV

LE GOUVERNEMENT ET LE PAYS

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

I

LE PAYS ÉTAIT PACIFIQUE

Je ne connaissais pas les rapports des préfets, découverts et publiés plus tard, quand j'affirmais, le 15 juillet 1870, que la déclaration de guerre ferait violence au sentiment de paix régnant dans notre pays et surtout dans nos campagnes. Les hommes sensés chez nous ne poursuivaient aucune compensation. Sadowa, — la politique de guerre y avait

9.

pris peine, — restait sur le cœur de bien des gens; on aurait désiré sans doute la restitution de Sarre-louis, afin de compléter la défense de cette frontière et de ne pas laisser une porte ouverte en face de Metz, mais le pays se passait à merveille de la Belgique et du Luxembourg. Quant à la guerre, il la voulait si peu, que, n'ignorant aucun des actes de la Prusse, il votait dans un sens expressément pacifique. Rappelez-vous les élections générales, et les candidats obligés de se prononcer dans le sens de la paix; rappelez-vous la diminution du contingent militaire exigée par l'opinion; rappelez-vous l'isolement absolu des quelques journaux qui servaient d'organe au parti de la guerre et de la réaction; rappelez-vous le plébiscite qui jamais n'aurait été voté sans le grand mot devenu populaire : L'Empire, c'est la paix! rappelez-vous enfin la joie universelle causée par M. Ollivier, lorsque, annonçant le retrait de la candidature Hohenzollern, il déclara que cette renonciation assurait la paix.

Jamais la confiance en la paix, jamais l'attache-

ment à la paix ne s'étaient montrés si fermes. Un quart d'heure avant le manifeste de M. de Gramont, la France voulait la paix.

On nous parle du mouvement national! Ce mouvement, on l'a créé de toutes pièces; le gouvernement qui en est l'instigateur, a pris soin d'empêcher tout ce qui aurait pu modérer l'émotion en l'éclairant. Non-seulement la voix de M. Thiers est sans cesse étouffée par les clameurs de la droite dans la triste journée du 15 juillet, mais la gauche réclame en vain la communication des dépêches contenant l'*insulte;* cette demande est repoussée au scrutin, l'examen parlementaire est absolument supprimé.

Savez-vous pourquoi on a enlevé le vote de la guerre en quelques jours, je me trompe, en quelques heures! on tenait avant tout à ne pas nous donner le temps de réfléchir. Vis-à-vis de la Prusse, quelques jours de retard n'étaient rien, la lenteur des premiers préparatifs l'a bien montré; vis-à-vis de la France, quelques jours de retard, c'était tout. Si on laissait à la France le loisir de se rendre compte et de discuter,

si on ne la plaçait pas sur le champ en face de l'irrévocable, si on lui permettait de découvrir ce que valaient les prétendues insultes et les prétendues menaces de la Prusse, le sentiment pacifique se réveillait et le parti de la guerre manquait son coup. Ceux qui ont essayé, comme moi, de faire entendre, même sous la forme la plus modérée, un mot dans le sens de la paix, savent contre quels obstacles ils se sont heurtés.

La nation a été entraînée; bien des peuples l'auraient été comme elle, surtout ceux qui n'ont pas fait l'austère apprentissage de la liberté. Des paroles enflammées apportées par un ministre, un ultimatum dès le premier mot, la menteuse nécessité de relever un outrage, de prévenir une agression; puis, avec une précipitation vertigineuse, avec la hâte d'un parti enfiévré qui croit l'occasion bonne et qui craint qu'un instant d'arrêt le ramène en arrière, la guerre déclarée, la guerre commencée, l'ennemi en France, le péril national proclamé, l'armement des masses, voilà ce qui a précipité la France dans cet enfer.

Ceci posé, et la responsabilité de l'initiative étant mise tout entière à la charge du gouvernement, du parti militaire et clérical, un fait demeure certain : notre défaillance nationale et le silence universel. Pas une résistance, pas une opposition! pas un de ces grands amis de la paix ne sait envoyer un télégramme à son député pour lui recommander la paix! aucun de ces journaux partisans de la paix n'ose insérer une soudaine explosion d'indignation et de colère! On subit, on se laisse faire et on laisse faire.

La France voulait la paix, je le crois; mais en France il y a deux France, celle qui lance, celle qui s'abandonne.

Après le gouvernement, Paris a donné le signal. Quand le gouvernement et Paris se trouvent en opposition, certaines sottises sont évitées; quand le gouvernement et Paris s'accordent, il y a là une puissance invincible qui étouffe toutes les voix. Paris crie, chante, hurle; la passion militaire embrase le corps législatif, le sénat, les rues, les théâtres; de proche en proche elle gagne les départements. La

province était pacifique, mais elle est lente, mais elle est habituée à suivre l'impulsion, mais elle n'a trouvé d'appui nulle part. D'ailleurs, il faut bien le dire, les pacifiques ne sont pas bruyants, et chez nous on obéit toujours. La classe des cultivateurs a pris feu la dernière. Fait remarquable, les soldats, qui sont les paysans sous l'uniforme, ont été de tous les moins ardents.

Le gouvernement et Paris ont la responsabilité de ceux qui entraînent, le pays a la responsabilité des entraînés. Le pays était opposé à la guerre; toutefois le pays n'a rien dit, et le pays a tout endossé. Plus il voulait la paix, plus il est responsable de la guerre; les crimes qu'on accomplit les yeux ouverts, sachant bien ce qu'on fait, sont les pires de tous. Dire : j'étais, au fond, pour la paix, ne peut servir d'excuse; ce qu'on est au fond, il faut l'être à la surface. Les majorités qui ne parlent ni n'agissent ne comptent point. Tant que l'esprit d'indépendance n'aura pas pris pied chez nous, nous passerons notre temps à avoir ces deux choses : des majorités très-sensées

qui obéissent, des minorités très-absurdes qui mènent.

Et l'étranger aura parfaitement le droit de soutenir que la nation répond de ses actes, que les menés sont aussi coupables que les meneurs.

Qui croira, d'ailleurs, qu'au XIXe siècle, un souverain en Europe puisse déclarer une grande guerre lorsque décidément le pays n'en veut pas!

Ce qui reste humiliant pour nous, c'est la promptitude extrême de nos revirements. Éternels phraseurs, — et de plus, phraseurs sincères, ce qui est l'idéal du genre, — nous avons parlé avec un véritable enthousiasme de la paix, nous avons écrit ces pages éloquentes qui s'appellent *le Conscrit* et *Waterloo*; puis, du jour au lendemain, le vent ayant tourné, nous entamons une guerre de race, une guerre européenne, une guerre sans limite, nous l'entamons avec une sincérité non moins grande, avec une légèreté qu'on n'apporterait pas à l'examen du moindre intérêt local. Et il n'y a pas à le nier; notre ivresse, la guerre à peine déclarée, notre infa-

tuation pendant tout son cours, notre détermination de croire à des succès mensongers, notre rigoureuse hostilité envers les Allemands établis en France, tout cela s'est étalé dans les journaux qui ont le plus de lecteurs et d'acheteurs, et qui semblent, par conséquent, avoir le mieux exprimé le sentiment général[1].

Hé bien seigneur, enlevons Hermione!

Cette citation suffit à M. Ratisbonne : Nous avons fait nos objections à la guerre, nous avons trouvé qu'elle était injuste et funeste; la guerre — Oreste, si vous voulez — ne nous a pas écoutés, et prenant bravement notre parti, nous nous déclarons prêts à enlever Hermione!

Avouons-le, les Oreste ne perdraient rien à rencontrer des Pylade moins complaisants.

Nos désastres accomplis, il s'est trouvé que personne n'avait voulu la guerre. L'empereur ne la vou-

1. Le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Paris-Journal*.

lait point, il a cédé au mouvement national. L'opposition du corps législatif ne la voulait point, et le corps législatif, on ne sait comment, l'a votée à l'unanimité. Les provinces ne la voulaient point; elles se sont laissé égarer par Paris. Paris ne la voulait point, les gamins seuls l'ont acclamée. Le parti de la guerre ne la voulait pas davantage, ni le parti clérical, ni personne!

La guerre s'est faite toute seule.

II

LE PARTI DE LA GUERRE

Nous avons en France ce qu'on rencontre aussi, par malheur, chez d'autres nations, un parti militaire.

Si peu nombreux qu'il soit, le parti militaire a toujours des chances de réaliser à un moment donné son idée fixe, tant il est influent en haut lieu, tant il est obstiné, tant il est habile à entretenir les passions et

les inquiétudes, à empêcher la pacification des esprits.

Depuis plusieurs années, surtout depuis Sadowa, nous avons vu constamment figurer en face de la grande opinion nationale qui voulait la paix, ce petit parti très-bruyant, très-persévérant, très-puissant qui voulait la guerre. Il est organisé, il n'a cessé d'agir avec cet ensemble de gens qui savent ce qu'il leur faut et où ils vont. Armements, lois militaires, incessantes difficultés au dehors, craintes de l'Europe entretenues avec soin, excitation de l'armée, il n'a cessé de préparer son œuvre au milieu du pays pacifique mais indolent, qui ne songeait pas à organiser un parti de la paix.

Le pays, bien que pacifique, était cependant excitable et irritable; on y avait pris peine. La politique de guerre, pendant cinq ans, avait poursuivi son œuvre infernale, nous inoculant le virus des passions jalouses et les haines du faux patriotisme. La surprise de juillet eût été impossible sans cette patiente opération. Que M. de Bismarck ait con-

tribué à surcharger notre ciel de nuages électriques, je n'en disconviens pas; mais c'est le parti militaire qui a préparé et qui a déchaîné les foudres.

Il suffit d'avoir lu certains journaux pour comprendre comment, à un instant donné, quand les circonstances ont paru favorables, la politique de guerre d'un petit nombre d'hommes déterminés s'est brusquement substituée à la politique obstinément mais mollement pacifique de la nation tout entière. Vous n'avez pas oublié les cris de ces journaux après Sadowa, leurs cris lors de l'affaire du Luxembourg, lors des chemins de fer belges, même à propos du Saint-Gothard! Tout leur était occasion. Étonnez-vous, après cela, de la réponse insosente adressée par le parti de la guerre au suffrage universel!

Le suffrage universel venait de dire : Je veux la paix.

La politique de guerre lui répond : Tu n'auras pas la paix!

Et nous, avec l'ensemble docile d'un peuple admi-

nistré et enrégimenté, nous avons accepté cela.

Nos ministres de la guerre, depuis Sadowa, ont été des gens fort honorables sans doute, mais qu'on redoutait instinctivement chez nous, et dont les plans ardemment poursuivis dans l'ombre inquiétaient la France au moins autant que l'étranger. Chacun l'a remarqué, le parti qui nous a jeté dans la guerre, a formé lui-même le ministère qui a fait la guerre; il exécute son programme, et je trouve que cela vaut mieux[1]!

Ne confondons pas le parti de la guerre avec les rangs inférieurs de l'armée. Personne moins que l'armée n'a été enthousiasmé par la déclaration.

1. On a beaucoup dit (mais je ne veux rien affirmer) qu'un des motifs déterminants de la guerre a été la nécessité absolue où l'on se trouvait de noyer maints tripotages dans le déluge des grosses dépenses qu'entraîne la guerre.

La liste civile en particulier aurait fait plus d'un emprunt aux fonds militaires, et l'on craignait le moment où, par l'effet des formes constitutionnelles qui avaient été établies, viendrait un examen sérieux écarté jusqu'alors.

Il n'y aurait donc plus eu un moment à perdre.

Quant aux officiers, c'est une autre affaire. Il y a là une carrière, ce mot dit tout en France. Une carrière! cela fait taire toute autre considération. La Crimée, l'Italie, le Mexique, la Cochinchine, étaient déjà bien loin. Les insurrections se faisaient rares en Algérie; la vie de garnison est assommante, et malgré l'intermède des camps de Châlons, on se serait vite dégoûté si l'on n'avait parlé entre soi des perspectives, que dis-je, des espérances de la guerre prochaine avec les Prussiens. La guerre, n'est-ce point la récolte des grades et des décorations, sans compter l'honneur et les bulletins?

D'ailleurs la rivalité de gloire prend vite les caractères de la passion. Il s'agit décidément de savoir laquelle des deux armées vaut le plus. A force de nous dire que nous n'avons pas de rivaux en Europe, nous ne supportons plus même la pensée d'égalité. Ces idées et ces jalousies, nos ministres de la guerre en ont toujours été les interprètes convaincus. Celui qui a lancé la déclaration rayonnait. Qu'est-ce que cela prouve? que le maréchal Lebœuf soit un méchant

homme? nullement; cela prouve qu'il existe encore un courant de pensées auquel, Dieu merci, nous sommes devenus parfaitement étrangers.

Ce courant, on le trouve en d'autres pays. Les camarillas militaires en Autriche et en Italie n'ont cessé de menacer la paix. Dans les pays médiocrement libres et latins, on n'a cessé de voir, comme chez-nous, d'un côté une nation unanimement pacifique, de l'autre un parti de la guerre s'agitant autour du souverain, inquiétant tout le monde et préparant des catastrophes. Saura-t-on jamais quelle part de responsabilité revient aux camarillas militaires d'Autriche et d'Italie dans notre criminel coup de tête de juillet[1]? Certainement plus d'une parole partie de Florence ou de Vienne, plus d'un encouragement ressemblant à une promesse a dû flatter nos illusions et nous lancer. Il va bien sans dire, d'ailleurs, que

1. Le duc de Gramont arrivait de Vienne. Les journaux de Vienne, les versions de Vienne, les désirs de revanche de Sadowa qui venaient de Vienne, tout a contribué plus qu'on ne l'imagine à souffler le feu.

lorsqu'elles ont vu nos désastres, l'Autriche et l'Italie ont pris le ciel à témoin de leur innocence et de leur esprit de paix : « Je ne connais pas cet homme-là ! »

III

L'EMPIRE, C'EST LA GUERRE

On ne cueille pas des raisins sur des épines. On ne cueille pas la paix sur un Bonaparte, encore moins la liberté.

Chaque famille a sa tradition ; or cette tradition s'impose bien plus qu'on ne le croit ; elle agit non-seulement sur la personne qui règne, mais sur la nation, mais sur les fonctionnaires, mais sur l'armée, mais sur les pays étrangers, mais sur les rapports diplomatiques. On s'attend à certains événements, on les suppose d'instinct, on les redoute ou on les désire ; en tout cas on les voit, même quand ils n'existent point, et à force de les attendre, on les réalise.

Disons-le à titre d'excuse, un souverain qui réagit contre les traditions de sa famille accomplit une œuvre difficile; ne lui soyons pas trop sévères quand il échoue.

Je désire pour ma part être juste envers Napoléon III. Les hommes serviles naguère vis-à-vis de l'empire et maintenant prodigues d'injures envers l'empereur me font éprouver un dégoût profond. Quelle que soit la brusquerie de nos revirements — et nous en trouverions trois ou quatre bien complets, sans remonter à plus d'une année — celui-ci a un caractère particulièrement odieux. La chute d'un souverain est selon moi une invitation à l'indulgence, ou tout au moins à une scrupuleuse impartialité.

Si le 2 décembre, l'empereur s'est rendu inexcusable par la violation de son serment, n'oublions pas que les menaces de la république rouge donnaient à la politique de l'ordre, quelle qu'elle fût, une véritable valeur. On peut ne pas aimer les rhumes et les préférer aux fluxions de poitrine.

La guerre de Crimée, la guerre d'Italie gâtée

après coup, ont eu leur caractère généreux. La liberté de commerce est un grand acte.

Reconnaissons les torts de l'empereur, ne les exagérons pas. Personne n'a été moins chauvin que lui; moins que personne, il a rêvé le Rhin; plus que personne il a accepté la grande Italie et la grande Allemagne. Son esprit, remarquablement libre de préjugés, rejetait volontiers l'ancien système d'équilibre européen, comme il avait rejeté les anciennes idées de protection commerciale. Sa politique manque d'idées générales exécutées avec suite et marquant l'unité dans les vues et dans la direction. La seule idée générale qui se dégage nettement, c'est celle de la résurrection du monde latin, c'est celle d'une digue opposée à l'expansion croissante du monde anglo-saxon et protestant. On la doit à l'impératrice et au parti clérical. Indépendamment du secours armé donné au catholicisme par l'occupation de Rome et l'expédition de Cochinchine, cette politique nous a procuré la campagne au Mexique, elle a failli nous procurer la guerre avec les États-Unis, elle nous a dotés de la guerre

d'Allemagne ! Ne faut-il point arrêter dans son ascendant et dans ses progrès ce monde anglo-saxon qui en Amérique fonde une nation si puissante, qui ose en Europe fonder une autre nation très-puissante aussi ?

Les gouvernements libres sont seuls pacifiques : à défaut de liberté, on fait la guerre. En accroissant les armements, en ayant toujours la main sur la garde de son épée, en entretenant des craintes vagues, en faisant planer des menaces sur la paix de l'Europe, le gouvernement impérial atteignait ce but infiniment cher à la vanité française, de maintenir la France à l'état de pays redoutable que l'on courtise, que l'on ménage, auquel on attribue sans cesse d'effrayants desseins.

L'empereur venait de s'engager, il faut s'en souvenir, dans une voie qui, pour peu que l'on continuât à la suivre, menait droit au gouvernement parlementaire, à la bête noire, à nous passer des constitutions impériales. Après un premier effort pour s'arrêter sur ce chemin — le plébiscite — il était évident qu'on en tenterait un second ; et quel moyen de réaction

peut valoir la guerre? Le plébiscite d'ailleurs avait produit une espèce d'enivrement. On se sentait en veine de bonheur, on ne doutait pas que la victoire en Allemagne ne vînt s'ajouter à la victoire en France. Dans ce cas, voyez la situation! Pour les uns, pour les naïfs, le triomphe de la paix et de la liberté. Pour les autres, pour les habiles, l'affermissement des influences militaires, la déroute définitive du parlementarisme dont on n'avait que trop supporté les approches en accueillant pour quelques jours son porte-drapeau, M. Emile Ollivier.

Rappelons aussi la caserne du prince Eugène, le nombre assez considérable de *non* fournis par elle et par d'autres casernes lors du vote plébiscitaire. Soyez-en certains, ceci n'avait point passé inaperçu; la guerre qui a suivi de si près tient en partie à ces votes-là.

Elle tient encore à l'âge, aux infirmités de l'empereur. Voulant commander — il s'agissait de sauver l'intérêt dynastique — l'empereur n'avait pas de temps à perdre : il fallait présenter le jeune prince à

tuation pendant tout son cours, notre détermination de croire à des succès mensongers, notre rigoureuse hostilité envers les Allemands établis en France, tout cela s'est étalé dans les journaux qui ont le plus de lecteurs et d'acheteurs, et qui semblent, par conséquent, avoir le mieux exprimé le sentiment général[1].

Hé bien seigneur, enlevons Hermione!

Cette citation suffit à M. Ratisbonne : Nous avons fait nos objections à la guerre, nous avons trouvé qu'elle était injuste et funeste; la guerre — Oreste, si vous voulez — ne nous a pas écoutés, et prenant bravement notre parti, nous nous déclarons prêts à enlever Hermione!

Avouons-le, les Oreste ne perdraient rien à rencontrer des Pylade moins complaisants.

Nos désastres accomplis, il s'est trouvé que personne n'avait voulu la guerre. L'empereur ne la vou-

1. Le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Paris-Journal*.

lait point, il a cédé au mouvement national. L'opposition du corps législatif ne la voulait point, et le corps législatif, on ne sait comment, l'a votée à l'unanimité. Les provinces ne la voulaient point; elles se sont laissé égarer par Paris. Paris ne la voulait point, les gamins seuls l'ont acclamée. Le parti de la guerre ne la voulait pas davantage, ni le parti clérical, ni personne!

La guerre s'est faite toute seule.

II

LE PARTI DE LA GUERRE

Nous avons en France ce qu'on rencontre aussi, par malheur, chez d'autres nations, un parti militaire.

Si peu nombreux qu'il soit, le parti militaire a toujours des chances de réaliser à un moment donné son idée fixe, tant il est influent en haut lieu, tant il est obstiné, tant il est habile à entretenir les passions et

nistré et enrégimenté, nous avons accepté cela.

Nos ministres de la guerre, depuis Sadowa, ont été des gens fort honorables sans doute, mais qu'on redoutait instinctivement chez nous, et dont les plans ardemment poursuivis dans l'ombre inquiétaient la France au moins autant que l'étranger. Chacun l'a remarqué, le parti qui nous a jeté dans la guerre, a formé lui- même le ministère qui a fait la guerre; il exécute son programme, et je trouve que cela vaut mieux[1]!

Ne confondons pas le parti de la guerre avec les rangs inférieurs de l'armée. Personne moins que l'armée n'a été enthousiasmé par la déclaration.

1. On a beaucoup dit (mais je ne veux rien affirmer) qu'un des motifs déterminants de la guerre a été la nécessité absolue où l'on se trouvait de noyer maints tripotages dans le déluge des grosses dépenses qu'entraîne la guerre.

La liste civile en particulier aurait fait plus d'un emprunt aux fonds militaires, et l'on craignait le moment où, par l'effet des formes constitutionnelles qui avaient été établies, viendrait un examen sérieux écarté jusqu'alors.

Il n'y aurait donc plus eu un moment à perdre.

Quant aux officiers, c'est une autre affaire. Il y a là une carrière, ce mot dit tout en France. Une carrière! cela fait taire toute autre considération. La Crimée, l'Italie, le Mexique, la Cochinchine, étaient déjà bien loin. Les insurrections se faisaient rares en Algérie; la vie de garnison est assommante, et malgré l'intermède des camps de Châlons, on se serait vite dégoûté si l'on n'avait parlé entre soi des perspectives, que dis-je, des espérances de la guerre prochaine avec les Prussiens. La guerre, n'est-ce point la récolte des grades et des décorations, sans compter l'honneur et les bulletins?

D'ailleurs la rivalité de gloire prend vite les caractères de la passion. Il s'agit décidément de savoir laquelle des deux armées vaut le plus. A force de nous dire que nous n'avons pas de rivaux en Europe, nous ne supportons plus même la pensée d'égalité. Ces idées et ces jalousies, nos ministres de la guerre en ont toujours été les interprètes convaincus. Celui qui a lancé la déclaration rayonnait. Qu'est-ce que cela prouve? que le maréchal Lebœuf soit un méchant

homme? nullement; cela prouve qu'il existe encore un courant de pensées auquel, Dieu merci, nous sommes devenus parfaitement étrangers.

Ce courant, on le trouve en d'autres pays. Les camarillas militaires en Autriche et en Italie n'ont cessé de menacer la paix. Dans les pays médiocrement libres et latins, on n'a cessé de voir, comme chez-nous, d'un côté une nation unanimement pacifique, de l'autre un parti de la guerre s'agitant autour du souverain, inquiétant tout le monde et préparant des catastrophes. Saura-t-on jamais quelle part de responsabilité revient aux camarillas militaires d'Autriche et d'Italie dans notre criminel coup de tête de juillet[1]? Certainement plus d'une parole partie de Florence ou de Vienne, plus d'un encouragement ressemblant à une promesse a dû flatter nos illusions et nous lancer. Il va bien sans dire, d'ailleurs, que

1. Le duc de Gramont arrivait de Vienne. Les journaux de Vienne, les versions de Vienne, les désirs de revanche de Sadowa qui venaient de Vienne, tout a contribué plus qu'on ne l'imagine à souffler le feu.

lorsqu'elles ont vu nos désastres, l'Autriche et l'Italie ont pris le ciel à témoin de leur innocence et de leur esprit de paix : « Je ne connais pas cet homme-là ! »

III

L'EMPIRE, C'EST LA GUERRE

On ne cueille pas des raisins sur des épines. On ne cueille pas la paix sur un Bonaparte, encore moins la liberté.

Chaque famille a sa tradition; or cette tradition s'impose bien plus qu'on ne le croit; elle agit non-seulement sur la personne qui règne, mais sur la nation, mais sur les fonctionnaires, mais sur l'armée, mais sur les pays étrangers, mais sur les rapports diplomatiques. On s'attend à certains événements, on les suppose d'instinct, on les redoute ou on les désire; en tout cas on les voit, même quand ils n'existent point, et à force de les attendre, on les réalise.

Disons-le à titre d'excuse, un souverain qui réagit contre les traditions de sa famille accomplit une œuvre difficile; ne lui soyons pas trop sévères quand il échoue.

Je désire pour ma part être juste envers Napoléon III. Les hommes serviles naguère vis-à-vis de l'empire et maintenant prodigues d'injures envers l'empereur me font éprouver un dégoût profond. Quelle que soit la brusquerie de nos revirements — et nous en trouverions trois ou quatre bien complets, sans remonter à plus d'une année — celui-ci a un caractère particulièrement odieux. La chute d'un souverain est selon moi une invitation à l'indulgence, ou tout au moins à une scrupuleuse impartialité.

Si le 2 décembre, l'empereur s'est rendu inexcusable par la violation de son serment, n'oublions pas que les menaces de la république rouge donnaient à la politique de l'ordre, quelle qu'elle fût, une véritable valeur. On peut ne pas aimer les rhumes et les préférer aux fluxions de poitrine.

La guerre de Crimée, la guerre d'Italie gâtée

après coup, ont eu leur caractère généreux. La liberté de commerce est un grand acte.

Reconnaissons les torts de l'empereur, ne les exagérons pas. Personne n'a été moins chauvin que lui; moins que personne, il a rêvé le Rhin; plus que personne il a accepté la grande Italie et la grande Allemagne. Son esprit, remarquablement libre de préjugés, rejetait volontiers l'ancien système d'équilibre européen, comme il avait rejeté les anciennes idées de protection commerciale. Sa politique manque d'idées générales exécutées avec suite et marquant l'unité dans les vues et dans la direction. La seule idée générale qui se dégage nettement, c'est celle de la résurrection du monde latin, c'est celle d'une digue opposée à l'expansion croissante du monde anglo-saxon et protestant. On la doit à l'impératrice et au parti clérical. Indépendamment du secours armé donné au catholicisme par l'occupation de Rome et l'expédition de Cochinchine, cette politique nous a procuré la campagne au Mexique, elle a failli nous procurer la guerre avec les États-Unis, elle nous a dotés de la guerre

d'Allemagne ! Ne faut-il point arrêter dans son ascendant et dans ses progrès ce monde anglo-saxon qui en Amérique fonde une nation si puissante, qui ose en Europe fonder une autre nation très-puissante aussi ?

Les gouvernements libres sont seuls pacifiques : à défaut de liberté, on fait la guerre. En accroissant les armements, en ayant toujours la main sur la garde de son épée, en entretenant des craintes vagues, en faisant planer des menaces sur la paix de l'Europe, le gouvernement impérial atteignait ce but infiniment cher à la vanité française, de maintenir la France à l'état de pays redoutable que l'on courtise, que l'on ménage, auquel on attribue sans cesse d'effrayants desseins.

L'empereur venait de s'engager, il faut s'en souvenir, dans une voie qui, pour peu que l'on continuât à la suivre, menait droit au gouvernement parlementaire, à la bête noire, à nous passer des constitutions impériales. Après un premier effort pour s'arrêter sur ce chemin — le plébiscite — il était évident qu'on en tenterait un second ; et quel moyen de réaction

peut valoir la guerre ? Le plébiscite d'ailleurs avait produit une espèce d'enivrement. On se sentait en veine de bonheur, on ne doutait pas que la victoire en Allemagne ne vînt s'ajouter à la victoire en France. Dans ce cas, voyez la situation ! Pour les uns, pour les naïfs, le triomphe de la paix et de la liberté. Pour les autres, pour les habiles, l'affermissement des influences militaires, la déroute définitive du parlementarisme dont on n'avait que trop supporté les approches en accueillant pour quelques jours son porte-drapeau, M. Emile Ollivier.

Rappelons aussi la caserne du prince Eugène, le nombre assez considérable de *non* fournis par elle et par d'autres casernes lors du vote plébiscitaire. Soyez-en certains, ceci n'avait point passé inaperçu ; la guerre qui a suivi de si près tient en partie à ces votes-là.

Elle tient encore à l'âge, aux infirmités de l'empereur. Voulant commander — il s'agissait de sauver l'intérêt dynastique — l'empereur n'avait pas de temps à perdre : il fallait présenter le jeune prince à

l'armée, il fallait le promener dans les camps, il fallait le montrer aux soldats, il fallait préparer la transmission de la couronne, il fallait surtout faire son métier de Bonaparte et s'appuyer sur ce qui a toujours fait la force des Bonaparte, l'armée, les victoires, l'agrandissement territorial, ce que nous appelons : notre prestige.

A peine la campagne commencée, l'empereur, soit défaillance, soit pressentiment, fait dire partout qu'il ne veut pas la guerre, que le sentiment national l'entraîne, que le pays lui a *glissé des mains*. Cette excuse, préparée déjà dans la proclamation qui précédait les hostilités, n'a aucune valeur. Ne laissons pas déplacer la vérité. On n'est pas entraîné quand on dispose d'un pouvoir absolu. Si l'on est opposé à la guerre comme l'empereur prétend l'avoir été, on ne la fait pas proposer par ses ministres. On n'entraîne pas, soi, une nation entière qui voulait la paix.

A qui fera-t-on croire que le duc de Gramont ait rédigé sans instruction formelle ce premier discours qui contenait tout? L'empereur l'a-t-il réprimandé?

L'empereur l'a-t-il désavoué? L'empereur l'a-t-il fait entrer dans une voie meilleure?

Pauvre empereur entraîné, dont les ministres commencent et continuent de la sorte, dont les ministres étouffent toute discussion, refusent toute communication, précipitent les choses de façon à rendre impossible tout retour à la paix!

Que l'empereur ait été entraîné par son entourage, à la bonne heure; mais c'est l'empereur entraîné qui a entraîné le pays.

L'excuse, au bout du compte, même quand elle était fondée, n'a jamais justifié les souverains. Le premier devoir d'un empereur ou d'un roi est de résister absolument lorsqu'il s'agit d'un acte coupable. Charles IX est demeuré responsable de la Saint-Barthélemy. Henri III est devenu responsable de la ligue quand il a fait le beau coup de s'en déclarer le chef. Et cependant quelle différence entre Napoléon III, pouvant s'appuyer sur la nation pacifique dont le vote venait de consacrer une fois de

plus son autorité, et ces pauvres Valois maladifs, élevés par Catherine de Médicis, et voyant en face d'eux un pouvoir plus grand, plus national que le leur, celui de la ligue et des Guise!

Notre sang a inondé le pays, nos campagnes sont dévastées, nous subissons des humiliations, de brillantes lumières s'éteignent. Celui qui a déclaré la guerre a fait cela.

Ne nous en étonnons point; il est dans le caractère des Napoléon de détruire la paix et de nous diminuer.

Le second empire a trouvé moyen de tomber comme le premier, au milieu des malédictions des familles.

Le 2 août, on donnait au prince impérial la petite représentation de Sarrebruck.

Le 2 septembre, on capitulait à Sedan.

V

NOVATION PRÉTENDUE APRÈS SEDAN

I

APRÈS SEDAN

La plus étrange thèse et la plus généralement admise est celle qui veut que l'Allemagne ait eu raison jusqu'à Sedan, ait eu tort depuis Sedan.

Jusqu'à Sedan, l'Allemagne avait affaire à l'Empereur, depuis Sedan, elle avait affaire à la nation, dès lors, l'Allemagne provoquée, ensanglantée et victorieuse devait retourner dans ses foyers, sans poursuivre ses avantages, sans exiger de garanties,

heureuse de nous avoir débarrassés de notre Empereur, certaine, par conséquent, que cela suffisait à la sécurité de ses frontières !

C'est l'empire qui a fait la guerre, ce n'est pas la France ! — Voilà ce qu'on dit.

L'Empire l'a déclarée, la France l'a adoptée.

Tout pays d'ailleurs est solidaire des actes de son gouvernement.

Les pays qui ont une représentation nationale et le suffrage universel par-dessus le marché sont encore moins autorisés que d'autres à se laver les mains des actes accomplis en leur nom et avec leur concours.

Ce n'est pas nous! C'est Louis XIV, c'est Napoléon Ier, c'est Napoléon III! — Demandons-nous un seul instant ce que nous penserions d'un très-puissant voisin, qui nous ayant écrasés à plusieurs reprises, viendrait nous dire après : Ce n'est pas moi, ce sont mes rois et mes empereurs! Il est vrai que je les ai suivis et acclamés; leurs victoires et leurs conquêtes sont le fond de ma gloire nationale;

je n'ai cessé d'en désirer de nouvelles; n'importe, une fois la forme du gouvernement changée, vous devez croire que la nation l'est aussi; réclamer une garantie contre mes continuelles attaques, ce n'est plus vous défendre, c'est m'attaquer!

On dit : Nous avons renversé l'empire! — Celui qui l'a renversé, c'est le roi de Prusse. Vous n'avez pas ôté l'empire, ce sont les Allemands qui vous l'ont ôté. Ce que M. Gambetta proclamait à l'hôtel de ville, l'armée ennemie venait de le faire à Sedan. Il importe d'établir une vérité que notre vanité nationale a plongée dans l'oubli le plus absolu.

La République une fois installée, tout se transforme.

En vertu de notre nouvelle doctrine, sitôt qu'un pays provocateur change de gouvernement, l'ennemi doit arrêter sa marche et ses succès. S'il les poursuit, il se fait agresseur. La solidarité nationale n'existe plus. Chacun de nos gouvernements successifs ne répond pas de son prédécesseur, et l'étranger com-

met un crime quand il ne fait point volte-face en présence d'une de nos révolutions. Empire, nous avons déclaré la guerre, République, nous interdisons au vainqueur d'avancer. Pourquoi ne redeviendrions-nous pas Empire afin de recommencer dans de meilleures conditions?

Supposez la république proclamée chez nous au milieu de nos victoires au lieu de l'être au milieu de nos défaites; croyez-vous qu'elle eût infligé à notre armée la douleur de rebrousser chemin? Cette république-là, tout comme la première, aurait continué sa marche et pris le Rhin.

Supposez qu'attaqués injustement par l'Allemagne, menacés de l'enlèvement de nos provinces et du siége de Paris, nous eussions, au prix d'immenses sacrifices, reporté la guerre en Prusse! Tout à coup, le roi Guillaume étant fait prisonnier par nous, on proclame la république à Francfort; l'Allemagne nous somme de vider son territoire sans raser une forteresse, sans garder un pouce du sol! Et cette Allemagne s'est levée tout entière contre nous, et cette

Allemagne a crié : à Paris! et cette Allemagne a cruellement expulsé nos concitoyens, et cette Allemagne n'a cessé de nous envahir, et cette Allemagne, aujourd'hui républicaine, demain se refera impériale pour nous provoquer de nouveau.

Que voulez-vous, ce mot, la république! répond à tout. La France n'a plus aucun tort. L'Allemagne n'a plus aucun droit. Dès qu'apparaît la république, toute résistance devient impie; une guerre légitime se transforme en sacrilége; la sainte république a parlé, il ne reste au vainqueur qu'à se courber, le front dans la poussière.

Cette proclamation de la république a produit en Europe deux effets qu'il importe de constater. D'une part, le ralliement de tous les adhérents du radicalisme et du socialisme, de tous les partisans de l'esprit révolutionnaire. D'un bout de l'Europe à l'autre, ils ont obéi au signal donné. En un seul jour bien des journaux se sont brusquement tournés vers la France, bien des démonstrations populaires ont éclaté contre l'Allemagne.

D'un autre côté, si le parti du désordre nous a acclamés en tout pays, en tout pays aussi les amis de l'ordre se sont mis sur leurs gardes. Si au premier moment et par une sorte d'enfantillage le nom de république a grisé les nations libres, s'il a brouillé un instant les notions du juste et de l'injuste, s'il a égaré l'opinion, s'il a fait paraître le blanc noir et le noir blanc, nul ne s'y est longtemps trompé, le drapeau avait une couleur trop significative, les faits n'ont que trop démontré la distance qui peut exister entre le mot et la chose.

Notre prétention d'arrêter l'Allemagne à partir de Sedan est entièrement fondée sur cette assertion, que le parti républicain a blâmé la guerre, et que le parti républicain l'a désavouée.

Encore un coup, personne en France, personne à l'étranger ne se souvient de ces protestations qui auraient dû remplir les séances du Corps législatif et envahir les colonnes de nos journaux. Tout le monde se rappelle au contraire la violence avec laquelle le



parti républicain a réclamé l'expulsion des Allemands, a crié à l'espion, a hurlé : le Rhin !

Vous dites que la république n'a pas voulu cette guerre! Je serais bien surpris si les hommes qui ont violé l'enceinte du Corps législatif pour installer la république n'étaient pas précisément ceux-là mêmes qui faisaient chorus avec les meneurs impériaux[1].

La république, quelle que soit son attitude, ne passera jamais pour une garantie de paix. Les Allemands le savent mieux que nous. Notre première république a porté la guerre en Italie, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Allemagne; ces choses-là ne s'oublient pas; république ou dynastie napoléo-

1. On a violé l'enceinte du Corps législatif. Quant au Sénat, *on n'y a pas songé*. Les pères conscrits attendaient l'ennemi sur leurs chaises curules. Mais les Gaulois ont oublié de venir.

Rien ne peint mieux l'insignifiance absolue à laquelle on avait réduit un corps renfermant des illustrations, mais destiné à ne résister jamais. Il semble que cette maladie qui nous gagne, l'impossibilité de la résistance, ait trouvé dans le Sénat sa personnification idéale; il a voulu le despotisme, il a voulu les réformes libérales, il a voulu la guerre, il a tout voulu au moment précis où il convenait de vouloir.

nienne, il y a toujours de l'invasion là-dessous. Et quand la république propose de remplacer la guerre des rois par la fraternité des peuples, je ne crois pas que ce soit beaucoup plus rassurant. Nous n'avons plus d'empereur, n'ayez plus de roi! Avouez que la perspective est séduisante pour les rois de Prusse et de Bavière, pour les empereurs d'Autriche et de Russie, et que cela nous présage un temps de bonheur et de paix!

Mais, dit-on, le roi Guillaume dans sa proclamation a déclaré qu'il faisait la guerre au gouvernement, non au pays. — Le roi Guillaume n'a pas déclaré cela le moins du monde; il s'est, d'après l'usage suivi en pareil cas, engagé à faire la guerre aux armées, non aux bourgeois. Ceci ne saurait diviser la guerre, ni l'arrêter une fois qu'elle est commencée. Les armées entament la campagne; la nation loin de résister applaudit à la guerre, s'associe à la guerre, pousse et soutient la guerre, dès lors la nation est mal venue à réclamer une paix sans conditions.

D'ailleurs, entre la déclaration du roi de Prusse et l'avénement de la république, deux faits nouveaux sont survenus. Le premier se nomme le sang; le sang allemand qui a coulé avec une abondance que personne n'avait prévue. Le second fait s'appelle le peuple; le peuple allemand condamné par nous à d'effroyables sacrifices et dont les femmes et les filles sont couvertes d'habits de deuil. Le peuple allemand a fait sa déclaration, lui aussi. En face de la guerre adoptée, acclamée par le peuple français, le peuple allemand a déclaré que les cadavres de ses fils exigeaient autre chose qu'une révolution à Paris.

Désabusons-nous. Ce n'est pas le roi de Prusse, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Bade qui ont poursuivi la guerre; c'est avant tout le peuple d'Allemagne qui s'est levé contre notre agression et qui veut marcher jusqu'au but.

Il est assez étrange qu'on l'oublie par ce temps de suffrage universel, les peuples ont aussi quelque chose à dire.

La guerre commence entre gouvernements, elle

continue entre nations. Si la France avait désavoué l'Empereur, si une forte opposition avait stigmatisé la guerre dans le Corps législatif et dans le pays entier, ou la guerre n'aurait pas eu lieu, ou l'Empereur succombant sous le poids de la réprobation nationale serait tombé par notre fait. Dans ce cas, le roi de Prusse, n'ayant plus devant lui le gouvernement impérial, et n'ayant pas devant lui la nation aurait dû s'arrêter.

En présence d'un pays qui n'a rien empêché, qui a tout adopté et qui n'offre rien, le roi de Prusse ne pouvait faire que ce qu'il a fait : avancer.

Pourquoi les soldats allemands et français s'embrassaient-ils après Sedan? Parce qu'ils croyaient la France assez sensée pour accepter les conséquences du désastre. On sait comment le gouvernement républicain a fait tomber ces espérances : *ni un pouce ni une pierre !*

Or voici le résultat d'un tel entêtement : le nombre de nos prisonniers doublé, nos places fortes capitulant l'une après l'autre, notre gouvernement à Bordeaux,

nos armées de secours dispersées, Paris pris, Paris insurgé!

Vous vous rappelez le marché de la Sibylle. Elle arrive avec ses trois livres; Tarquin, à qui elle en propose l'achat, les trouve trop chers. La Sibylle en brûle un et demande le même prix des deux autres; Tarquin se récrie plus fort. La Sibylle en brûle encore un et demande le même prix du dernier; cette fois Tarquin s'exécute et paye ce qu'on veut.

Ne trouvez-vous pas que cette histoire est un peu la nôtre? Encore n'est-il pas vrai que pour nous le prix soit resté immuable. A chaque retard, sans compter nos vies, nos ravages et nos défaites, les prétentions de l'ennemi se sont accrues de ses victoires.

II

NOUS SOMMES ENVAHIS

Nous sommes envahis Tel a été le cri général depuis Sedan.

Nous leur avons déclaré chevaleresquement la

guerre, et ils nous ont répondu par l'invasion! — Ce serait burlesque si ce n'était lamentable.

Entre la poursuite d'une guerre qui nécessairement amène le vainqueur sur le territoire ennemi et la conquête, il y a une distinction fondamentale à établir. La guerre de conquête est abominable, la conquête opérée par l'attaquant est abominable, la force y écrase décidément le droit, les populations y sont enlevées l'épée à la main comme des troupeaux par des brigands; tous les principes du monde moderne, tous les intérêts protestent contre un tel attentat.

La conquête opérée par l'attaqué prend un tout autre caractère; c'est une conquête défensive; ce n'est pas la conquête. Ici le droit se dresse précisément contre la force. Ici la population détachée de son ancienne patrie a su quelles chances elle avait acceptées en attaquant. Ici la paix est intéressée à ce qu'un châtiment sérieux atteigne ceux qui la troublent d'un cœur léger.

La guerre, on ne saurait trop le répéter, entraîne ses conséquences, et quiconque se bat s'expose aux

suites de la défaite. Je comprends la douleur, je ne comprends pas la colère. Celui qui attaque doit s'attendre à être attaqué, celui qui voulait envahir doit s'attendre à être envahi. Quand on s'est proposé d'entrer dans un pays voisin et qu'on lui a déclaré la guerre, aucune loi divine ou humaine n'interdit à ce pays de devenir envahisseur ; il faut de toute nécessité qu'une des armées recule et que l'autre avance.

Un ancien officier supérieur parlant non en homme politique mais en homme de guerre le disait devant moi : déclarer la guerre à un voisin, c'est l'inviter à venir chez nous. — Une guerre où l'attaquant refuserait à l'attaqué le droit d'entrer chez lui, ressemblerait à un duel où l'un des adversaires stipulerait que les balles n'envahiraient pas sa personne.

C'est égal, c'est l'invasion, comme au temps d'Attila!

Hélas oui, et comme au temps du premier empire! Aujourd'hui comme alors l'invasion chez soi est la conséquence, tantôt prochaine, tantôt lointaine, de l'invasion chez autrui. Nous étions partis pour Berlin,

les Allemands viennent à Paris; nous prétendions prendre les provinces Rhénanes, les Allemands nous prennent l'Alsace et la Lorraine.

On ose soutenir à cette heure que si la France avait remporté la victoire et marché jusqu'à Berlin, l'Europe ne lui aurait pas *permis* de prendre les provinces rhénanes! — Où donc se serait-elle trouvée, cette nation héroïque qui aurait arrêté la volonté de la France, devenue par ce dernier triomphe une puissance gigantesque? Les seuls peuples capables de résister, les Allemands, auraient été anéantis. La Russie ne craint pas les annexions françaises, et les eaux troubles lui plaisent. L'Autriche aurait été ravie. L'Italie et l'Espagne auraient secondé l'ascendant renaissant des races latines. Quant à l'Angleterre, on sait jusqu'où vont ses interventions. La grande difficulté eût été de ne pas réaliser à la lettre les frontières du Rhin, en suivant ce fleuve jusqu'à la mer et en joignant aux provinces rhénanes le Luxembourg et la Belgique; l'Europe aurait cru faire un effort inouï si elle avait obtenu cela. Notez que nous serions

parvenus, au besoin, à faire voter les populations rhénanes, luxembourgeoises et belges.

Point de conquêtes! civilisation! liberté! — Ces grands mots viennent assez mal après quatre ans passés à poursuivre une compensation, après la déclaration de guerre enlevée en cinq jours!

Nous ne préparions pas l'invasion! — Je voudrais bien savoir alors en quoi consistait notre plan de campagne. Voulions-nous que la guerre se fît chez nous? pensions-nous la maintenir au point mathématique où finit la France et où commence l'Allemagne?

Parlons sérieusement, nous partions pour arriver chez le voisin. Dans nos cantons agricoles, où l'on avait vu la guerre avec défaveur, il n'est pas un cultivateur sur cent qui, la guerre une fois entamée avec l'Allemagne, ne trouvât très-simple d'acquérir le Rhin. Très-vite et partout le *Rhin* de Musset est venu se joindre à la Marseillaise :

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand!

Nos soldats le chantaient, nos journaux le répé-

taient, il n'a pas tenu à nous que ce ne fût une vérité.

Nous avons la prétention d'être une nation à part. Ce que nous infligeons aux autres, les autres ne sauraient nous l'infliger sans commettre une sorte de sacrilége.

La France, dans l'enivrement des victoires de l'empire, s'était naïvement posée en reine de l'Europe. Elle pouvait tout se permettre envers ses sujets, ceux-ci ne devaient rien se permettre envers elle. Elle avait levé des contributions de guerre sur tous les pays, mais quand on en leva sur elle, ce fut un crime. Elle avait dépouillé de leurs statues et de leurs tableaux toutes les capitales de l'Europe, mais quand les pays dépouillés reprirent leurs tableaux et leurs statues, cela s'appela *la spoliation des musées*. En 1814 l'invasion révolta la France comme une inqualifiable insulte, et la France avait passé dix années à envahir tout le monde. En 1818, l'occupation parut à la France un attentat, et la

France avait occupé à tour de rôle tous les pays de l'Europe autrefois indépendants.

Il nous est resté beaucoup de cette outrecuidante candeur. Enlever des provinces à la France, c'est odieux; il n'est pas odieux d'en enlever à l'Allemagne[1]. Nous parlions de nos frontières naturelles du Rhin, cela nous paraissait fort simple, il nous

1. Les Allemands trouvent étrange ce principe qui peut se définir ainsi : Le territoire sacré de la France! Ils trouvent que le territoire de l'Allemagne est pour le moins aussi sacré.

On soutient chez nous qu'enlever une province à la France, c'est accomplir un acte beaucoup plus grave que celui que nous avons commis lorsque nous avons enlevé des provinces aux Allemands! En effet, dit-on, l'unité française est faite, l'unité allemande n'existait pas.

En tout cas, l'unité prussienne existait quand nous prenions des provinces à la Prusse : l'unité autrichienne existait lorsque nous prenions des provinces à l'Autriche.

Quand nous avons conquis l'Algérie, nous avons soumis à un joug étranger un peuple qui le repoussait avec horreur.

Quand nous avons désiré la conquête du Rhin, quand nous avons applaudi à nos écrivains populaires qui la réclamaient tous, quand nous avons admis cette conquête comme fruit naturel des victoires que nous allions remporter en Allemagne, nous comptions bien démembrer un pays dont l'unité est faite.

paraît injuste et indigne que les Allemands parlent de leur frontière des Vosges[1]. Traiter après un revers, cela nous est impossible; nous comptions traiter après une défaite allemande. Traiter tant qu'il y a un soldat ennemi sur notre sol, nous n'y consentons point; nous pensions imposer nos conditions sur le territoire ennemi[2]. Les autres peuvent être battus, au fond c'est leur métier; nous ne pouvons l'être,

1. On ne peut signer sans se déshonorer l'abandon de l'Alsace qui veut rester française! — Voilà ce qui se disait dans l'Assemblée de Bordeaux!

Nous avons donc condamné au déshonneur la moitié des peuples de l'Europe! La Suisse a dû nous céder le Valais. La Sardaigne a dû nous céder le Piémont. L'Autriche et la Prusse ont dû nous céder je ne sais combien de territoires. Nous-mêmes nous avons dû céder, non-seulement les provinces rhénanes que nous avions prises, mais Landau et Sarrelouis qui appartenaient à l'ancien territoire de la France. Nous sommes-nous déshonorés pour cela?

2. Pas de paix tant qu'il y aura un soldat allemand en France! Pas de paix tant qu'il y aura un soldat français en Allemagne! — De ces deux déclarations également patriotiques, il résulte ceci : ou que la paix ne peut se faire que sur la frontière exacte, ou que la paix ne peut pas se faire du tout, et qu'il faut arriver à l'extermination absolue de l'un ou de l'autre peuple.

l'adversaire qui nous bat manque à ce qu'il nous doit!

Jamais on n'a dit — ou pensé — plus naïvement :

Oh! moi c'est autre chose!

Jamais on n'a mieux répondu que M. de Bismarck : Votre honneur n'est pas d'une autre qualité!

Rappelez-vous le combat des enfants armés de sabres de bois, dans un dessin de Charlet : *On ne tape pas sur les doigts; c'est pas du jeu!*

Désavouons une bonne fois pour l'honneur français cette théorie des deux poids et deux mesures, théorie inique et inepte qui n'est ni de notre loyauté ni de notre dignité.

Laissons aussi cette légende : notre écrasement par le nombre!

Le comte de Palikao nous l'a dit, nous avions au moins douze cent mille hommes sous les armes, sans compter nos mitrailleuses, sans compter la supériorité des chassepots, et celle, très-grande à nos yeux, de

nos soldats de profession sur les pères de famille de la landwehr.

Nos soldats, en nombre inférieur, ont soutenu le choc des Allemands à Woerth. Les Allemands, en nombre inférieur, ont soutenu notre choc à Mars-la-Tour où leurs têtes de colonnes se sont fait décimer pendant des heures pour laisser aux colonnes elles-mêmes le temps d'arriver. La bravoure de nos ennemis constate le courage de nos soldats. Pourquoi ne pas reconnaître que la vaillance est égale des deux côtés?

III

LE ROI GUILLAUME

La France, devenue tout à coup très-scrupuleuse en matière de religion, s'indigne des actions de grâce du roi Guillaume.

Rendre grâce des victoires, c'est-à-dire de la guerre, c'est-à-dire du sang versé, quelle horreur!

Je croyais me rappeler qu'au moment même où la déclaration lancée, nous allions donner sans motif le

signal des massacres, je croyais me rappeler que tous nos prélats avaient publiquement appelé la bénédiction de Dieu sur nos armes; je croyais me rappeler que les mêmes prières étaient parties des églises protestantes; je me persuadais et je me persuade encore, que vainqueurs en Allemagne et poursuivant la guerre tant qu'aucun arrangement sérieux ne nous aurait été proposé, nous aurions rendu grâce à Dieu pour nos victoires.

Les *Te Deum* sont-ils autre chose? On n'avait pas encore imaginé de les trouver scandaleux. Mais des *Te Deum* pour des victoires sur la France, voilà une monstruosité.

On s'est moqué des sentiments du roi Guillaume dès les débuts mêmes de la guerre, avant que les hostilités eussent commencé. Notre haine du sérieux rendait ridicule à nos yeux ce jeûne proclamé, ces soldats communiant avant de partir, ces régiments chantant des cantiques. Sauf quelques phrases convenues, le pouvoir politique ne s'occupe pas chez nous de Dieu. C'est l'affaire des évêques. Nous

sommes si peu habitués à parler des choses de l'âme, nous vivons si peu en présence de l'éternité, la manifestation des sentiments d'un certain ordre est tellement réservée par nous aux prêtres et aux dévots de profession, qu'il nous semble qu'un roi qui se recommande à Dieu, se pose aux yeux du monde entier comme un chrétien d'élite.

Or il s'agit ici d'un acte très-simple, que tout prince de race allemande accomplira, fût-il rationaliste ou déiste.

Vaut-il mieux rendre grâce au destin, à l'étoile d'un empereur, à la fortune des armes?

Le roi Guillaume doit être pris tel qu'il se donne : croyant en Dieu, mais ne prenant pas une position de chrétien déclaré comme son frère qui l'a précédé sur le trône[1]; militaire avant tout, avec

1. La différence se montre dans les actes. Frédérick-Guillaume IV était tellement ami de la paix, qu'il a accepté la grossière insulte de Schwartzenberg à Olmutz, qu'il a refusé la couronne impériale, et qu'il a fait reculer la Prusse devant l'Autriche. Peut-être a-t-il, sous ce rapport, dépassé la mesure de ce qu'impose à un prince chrétien l'amour de la paix.

le caractère que cette profession communique aux princes.

Ni le roi, ni le peuple allemand ne se font passer pour *convertis*, dans le sens grave et complet du mot. Je ne prétends certes pas sonder le fond des cœurs, je prends les faits tels qu'ils se montrent. Il y a là un roi qui croit en Dieu, qui le prie et qui lui rend grâce. Il y a un peuple qui connaît la Bible, qui chante des cantiques, et qui s'est prosterné devant Dieu avant de marcher au combat. Ne demandons ni à ce roi ni à ce peuple ce que nous exigerions d'un disciple sanctifié de l'Évangile.

Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît! — Avec l'application que nous donnons à ce précepte, un père ne devrait pas châtier son enfant coupable, un juge ne devrait pas condamner le criminel, un gendarme ne devrait pas arrêter le malfaiteur, un homme ne devrait pas résister à l'attaque de sa maison, un roi provoqué ne devrait ni soutenir ni poursuivre la guerre, pas plus qu'un général ne devrait protéger ses communica-

tions, pas plus qu'un soldat ne devrait riposter aux coups de fusils qu'il reçoit.

Faisons large place à l'humanité, à la modération, à la douceur; un peuple et un roi chrétiens se montreront compatissants dans la guerre et généreux dans la paix; un peuple chrétien guidé par un roi chrétien se conduira chrétiennement partout, je suis le premier à le reconnaître; mais en quoi cela consiste-t-il?

La charité qui nous ordonne de sacrifier notre droit, dans une certaine mesure, peut-elle nous porter à sacrifier celui des autres? Un chef de nation, qui par charité, mettrait à néant le droit de la nation et ses légitimes intérêts serait-il charitable?

Oublier la justice, dédaigner le bon sens, compromettre l'avenir, négliger des sûretés chèrement achetées, cela ne passera jamais ni pour du christianisme ni pour de la charité. Si chrétiens que vous fassiez un peuple et son roi, le devoir pour le roi et le peuple, une fois la guerre engagée, c'est de poursuivre jusqu'à ce qu'ils les aient obtenues, les

garanties indispensables à leur tranquillité. Plus ce peuple et ce roi aiment la paix, plus ils tiendront à l'assurer absolument. Dans cette guerre légitime, c'est-à-dire défensive, le roi qui rend grâce aura parfaitement le droit de considérer non la tuerie, mais l'accomplissement du devoir; dans la bataille comme en toutes choses, il verra la main de Dieu qui délivre ou qui châtie, car il croit que Dieu existe et que Dieu agit [1].

Une autre guerre défensive, qui a versé bien plus de sang, qui a ravagé bien plus de pays, qui a duré bien plus longtemps, qui a bombardé avec bien plus de persévérance, la guerre des États-Unis, nous a montré Lincoln et son armée agissant exactement comme je viens de le dire. Lincoln parlait de Dieu; on jeûnait et l'on priait en Amérique; les églises

1. J'ai la faiblesse de respecter même les hommes qui font le mal en bonne conscience : Un Louis IX se déclarant prêt à enfoncer son épée jusqu'à la garde dans le cœur des hérétiques; un Bernard de Clairvaux réclamant la persécution; un inquisiteur croyant servir Dieu; un homme du Sud combattant pour l'esclavage!

levaient des régiments; les amiraux, les généraux et les colonels lisaient la Bible avec leurs soldats! Et l'on poursuivait la guerre, et l'on ne s'arrêtait pas à moitié chemin, et nous applaudissions. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas de nous.

Le scandale qui nous révolte a été donné par les huguenots au XVI[e] siècle, par les Suisses devant Grandson[1], par tous ceux qui croient bien et qui se battent bien.

Après cela, je suis de votre avis. Un peuple vraiment chrétien doit être ému de sentiments fraternels, il ne doit pas avoir le goût de la guerre, il ne doit pas cultiver les idées de gloire militaire, il ne doit pas aimer la conquête et se battre pour des accroissements territoriaux, il doit retrancher de la guerre tout ce qui cause une souffrance inutile, il doit bannir de la guerre toute pensée de légèreté, il doit être vrai, haïr le mensonge et chasser l'illusion; vaillant

1. Les Bourguignons surpris de les voir à genoux crurent qu'ils se rendaient. Je pense que Dieu les avait entendus et exaucés.

sur le champ de bataille, il doit se montrer magnanime dans la paix! Voilà l'idéal. L'avons-nous atteint, avons-nous le droit d'exiger ces vertus des pays que nous attaquons? chacun répondra.

A défaut de ces qualités transcendantes et de ces générosités désirables, il serait injuste de ne pas reconnaître chez le roi Guillaume les traits qui font l'honnête homme, le père de famille craignant Dieu, le souverain comprenant sa responsabilité.

Certes il mérite autre chose que des reproches, ce vieux roi qui a payé de sa personne en France comme il l'avait fait à Sadowa, qui obtient les triomphes les plus splendides sans se laisser aller à la gloriole, qui donne à *Fritz* une décoration de seconde classe après Woerth, qui après Sedan reporte tout l'honneur, et cela sans affectation, sincèrement, sur Bismark pour la politique, sur Roon pour l'organisation de l'armée, sur Moltke pour la direction de la campagne!

N'oublions ni les ordres vite envoyés afin de laisser sortir la population bourgeoise de Strasbourg, ni la défense de bombarder Metz.

IV

LE PEUPLE ALLEMAND

L'Allemagne n'a pas fait cette guerre d'un cœur léger.

Nous la faisons d'un cœur lourd! — écrivait-on de l'autre côté du Rhin.

L'Allemagne a fait la guerre en bonne conscience ; de là vient sans doute qu'elle l'a faite avec un si terrible sérieux.

Attaquée, envahie, possédée, ravagée par nous à plusieurs reprises, provoquée de nouveau après une menace qui a duré quatre ans, l'Allemagne a pris une bonne fois la résolution de se débarrasser de nous, coûte que coûte, au prix du meilleur de son sang.

A qui faites-vous donc la guerre? demandait M. Thiers à M. de Ranke. — A Louis XIV.

C'est un souvenir en effet, entre l'Allemagne et la France, que celui de la dévastation du Palatinat ; dévastation savante, systématique, froidement

accomplie. Et cela au grand siècle des lumières, par les ordres du grand roi et de son grand ministre Louvois, par le moyen d'un homme tel que Turenne! Un tel ravage, stratégique, prévu, ordonné, rigoureux, laisse loin derrière soi les réquisitions, et les incendies des villages où ont eu lieu des guet-apens.

L'Allemagne n'a pas oublié non plus la confédération du Rhin asservie à l'empire français et aidant à conquérir les autres pays allemands, elle n'a pas oublié l'incorporation dans la France d'une grande partie de l'Allemagne, elle n'a pas oublié la garnison française établie dans les places fortes jusqu'à l'extrême nord, le blocus continental forçant l'Allemagne à sacrifier pour nous toutes ses relations de commerce, la réduction de l'armée prussienne à un chiffre fixé, les contingents — et ceci est l'article le plus odieux — les contingents allemands englobés dans l'armée française, forcés de combattre avec nous contre la Russie, forcés de combattre avec nous contre d'autres Allemands!

Ces traînées sanglantes, nous les ravivons; ces traînées de poudre, nous y mettons le feu; étonnez-vous après cela de l'explosion?

Dans notre légèreté naturelle, nous n'avons pas compris le caractère épouvantablement grave de la guerre que nous déchaînions en juillet 1870. Nous n'avons pas compris le lugubre sérieux qu'allaient y apporter les ennemis. Nous n'avons pas compris que l'Allemagne se lèverait d'un jet comme en 1813. Nous n'avons pas compris que ce ne serait plus une campagne rapide, telle que nos victoires nous y ont accoutumés d'ordinaire, vie brillante, un amusement, une occasion de se distinguer, de lire des bulletins, de gagner des décorations ou des épaulettes. Nous n'avons pas compris que pour l'Allemagne c'était la guerre sainte, la guerre du devoir, la guerre triste, la guerre des pères de famille.

Le sérieux qu'y met l'Allemagne est si frappant qu'il en devient effrayant. Quelles proclamations et quelles amplifications n'aurait-on pas eues chez nous après de tels succès, si nous avions vu défiler dans

nos villes tant de milliers de prisonniers, tant de canons pris sur les ennemis! Là-bas nulle ivresse, aucune excitation d'aucun genre, point de recherche de la gloire, rien qui ressemble au délire du triomphe, ni vanteries, ni jactance, peu de distinctions individuelles. Si une médaille est donnée, elle sera accordée à tous les soldats; elle sera nationale, comme la guerre elle-même.

Et cette guerre ne divertit personne; on la fait tristement; on ne l'aime pas, mais on ne lâchera pas. Le pays est occupé d'arriver à ce qu'il veut, non de briller, ou d'étonner l'Europe, ou de faire parler de lui. Ces gens ont un but: la sécurité de l'avenir. S'il faut pour l'atteindre donner le dernier homme, on le donnera; s'il faut rendre la guerre encore plus acharnée, on la rendra telle; s'il faut soutenir un long chômage, un long exil, on les supportera.

Ce que prétend l'Allemagne, elle le prétend obstinément, inflexiblement. Les mouvements de sensibilité ou de générosité lui sont aussi étrangers que les défaillances. Elle est dure parce quelle est outrée,

qu'elle est conséquente, et qu'elle veut vivre en paix.

Bien des gens qui ont compris l'irritation de la première heure s'étonnent de cette ténacité. Tant de victoires devraient apaiser le courroux! La guerre légitime de l'indignation est finie, la guerre illégitime de l'obstination a commencé! — On se trompe en croyant que les victoires calment la douleur. La douleur subsiste, bien plus, elle va croissant à mesure que se multiplient les deuils, et avec la douleur s'affirme le devoir.

La dureté dont il s'agit, se rattache d'ailleurs au formidable sérieux que crée le système des landwehrs.

Avec les armées ordinaires, la guerre qui se déclare légèrement peut se terminer légèrement aussi; quelques succès, une belle rentrée chez soi, tout est réglé. Avec les landwehrs, il n'en va pas de la sorte: la nation se mettant debout, exposant à la mort les fils de toutes les familles, suspendant toute activité, toute vie, depuis l'usine jusqu'à la culture des champs, depuis les bureaux des administrations

jusqu'aux chaires des professeurs, c'est là un effort si prodigieux, si déchirant, qu'on ne veut ni l'avoir fait en vain ni s'exposer à le recommencer. Il y a là une question de vie ou de mort.

Et ne parlez pas des Prussiens[1], l'Allemagne entière a répondu ; l'enthousiasme de Francfort a dépassé celui de Berlin ; du sud au nord le peuple s'est dressé, calme, fort, dans le sentiment d'une guerre sacrée, d'une guerre implacable. Personne n'a cru à des succès faciles ; ceux qui partaient savaient que la plupart d'entre eux ne verraient pas 1871. Les discours du roi, les manifestations nationales, absolument éloignées de nos forfanteries, ont la simplicité, ont la gravité biblique. Le roi de Prusse n'annonce pas

1. Il faut distinguer entre les différents pays d'Allemagne. Les Prussiens sont à peine des Allemands. Le gros de la population est d'origine slave : ce sont des Lettes. Le grand-duché de Bade et la Bavière, à l'autre bout de l'Allemagne, sont très-inférieurs au niveau général. Si l'on veut avoir une idée de l'Allemand complet, de l'Allemand bon, cordial, homme de famille, pieux, il faut considérer le Wurtemberg avant tout ; ensuite la Saxe et les duchés saxons.

l'anéantissement prochain des Français, il admet la possibilité des désastres, son peuple et lui regardent plus haut. Ce peuple qui accepte tous les sacrifices survivra, on le sent, à tous les revers. Ces *machines* — le mot est de Mme Sand — mêlent la pensée de Dieu à toutes leurs émotions. Il y a de la prière et de l'action de grâce dans toutes ces vies; on y retrouve la cordialité, la spiritualité d'un Luther. Lorsqu'à Gravelotte, sept mille des leurs étaient ensevelis sur le champ de bataille, les cantiques des bataillons rappelaient les promesses du Christ et la bienheureuse immortalité. L'Allemagne entière s'est humiliée devant Dieu avant d'entrer en campagne, aucun des régiments de ligne n'est parti sans se préparer par une communion solennelle à la mort qu'on allait affronter, aucun des hommes de la réserve n'a quitté sa famille sans prendre la cène avec elle, dernier repas trempé de larmes.

Or ces hommes ne veulent pas rester éternellement sur le qui-vive; ces hommes veulent être maîtres chez eux.

Si l'Allemagne se laisse aller à des tentations ambitieuses et injustes, je les condamnerai de toute la force de ma conscience. L'injustice allemande ne me trouvera pas plus complaisant certes que l'injustice française. Mais que l'Allemagne secoue définitivement la menace suspendue sur sa tête, qu'elle veuille former son unité comme elle l'entend, qu'elle croie que n'ayant pardonné ni Waterloo ni même Sadowa, nous ne pardonnerons pas Sedan; qu'elle ait pensé que battant en retraite avant d'avoir pris Paris, nous la proclamerions épuisée, incapable de maintenir ses landwehrs, et finalement vaincue; qu'elle s'assure contre nos rancunes en rendant une nouvelle agression de notre part aussi peu dangereuse que possible, j'en ai de la douleur, j'en éprouve de l'humiliation, je ne saurais m'en indigner.

N'oublions pas qu'en refusant de traiter après chacun de nos échecs, nous avons de mois en mois aggravé les conditions de la paix, nous montrant plus durs envers nous-mêmes que ne l'étaient nos ennemis.

V

LES BARBARES DU NORD

Les barbares du Nord! — On croit s'être vengé de la défaite, quand on a d'un air dédaigneux prononcé ce mot.

Les barbares du Nord ont donné à la guerre son caractère tenace et brutal!

Les barbares du Nord ont commis des atrocités! *Les barbares du Nord* ont fusillé, ont réquisitionné, ont pillé! *Les barbares du Nord!* — Cela répond à tout et cela nous lave de tout.

Il n'était pas besoin des *barbares du Nord* pour savoir dès le début qu'en mettant aux prises deux nationalités et deux races, on engageait un duel à mort. Entre l'Allemagne et la France, il ne pouvait être question d'une simple passe d'armes. Dès le premier instant, la guerre a été ce qu'elle devait être, acharnée et sans merci. Deux peuples pareils ne sortent pas de la lutte comme ils y sont entrés.

Barbares du Nord! — Les Grecs appelaient les Romains *barbares*, les Romains appelaient *barbares* tout ce qui n'était pas eux, et les Chinois, à leur tour, nous appellent *barbares*.

Tâchons de ne pas ressembler aux Chinois. Vous souriez ! La Chine a joué un grand rôle ; par une foule d'inventions elle a devancé les autres pays ; mais à force de se bercer elle-même dans sa supériorité, à force de corruption, d'administration et de centralisation, elle est parvenue à une sorte de pétrification immobile. Ce qui ne l'empêche pas d'être sans cesse travaillée par les révolutions, d'avoir la guerre civile en permanence et d'unir beaucoup de désordre à beaucoup d'impuissance d'agir. Il n'y a que les Chinois pour traiter les autres peuples de *barbares*. Du haut de leur civilisation de mandarins corrompus et de lettrés vaniteux, ils regardent avec mépris ces barbares occidentaux, ces barbares aux cheveux roux, ces Anglais, ces Européens qui les battent à plate couture. Les hordes des barbares occidentaux ont avancé pendant que la Chine restait stationnaire ; ils

possèdent toutes les inventions, tous les progrès, toutes les lumières, toute la jeunesse et toute la vie; mais qu'importe, ce sont des barbares; ils font la guerre autrement qu'en peinture; ce sont des gens grossiers et sérieux! — Et le Chinois, content de lui-même, figé entre ses mandarins et ses lettrés, continue à se regarder comme le grand peuple!

Les barbares du Nord! — On reconnait la barbarie des Allemands à ce signe qu'ils sont dix fois plus instruits que nous, qu'ils ont plus de mœurs de famille, plus de philosophie, plus de piété. — Demandez à l'Europe, qui sait notre ignorance, demandez aux généraux américains qui ont suivi l'armée allemande ou qui l'ont visitée, demandez à nos propres Revues et à nos propres livres publiés avant 1870!

Les barbares du Nord sont féroces! — Les barbares du Nord, c'est-à-dire les Prussiens, c'est-à-dire les protestants! Or il se trouve que les actes reprochés aux barbares du Nord ont été commis par les barbares du Sud, par les Bavarois, par les catholiques. On se plaisait à voir les Prussiens hérétiques démolissant la

cathédrale de Strasbourg — qui n'est pas démolie — or c'étaient les Badois catholiques qui assiégeaient Strasbourg. Quand le duc de Fitz-James a décrit les atrocités commises dans un village attaqué, Bazeilles, — ce récit a été rectifié par d'autres, — il a eu soin de s'en prendre aux Prussiens, or c'étaient les Bavarois qui se battaient là[1].

Si on a pillé, si on a emballé, si on a massacré une ambulance française[2], si ces vols et si ces crimes sont restés sans répression, je n'ai pas d'expressions assez indignées pour les flétrir !

Mais laissons les épithètes et tenons-nous-en aux faits.

Parmi ceux que l'on reproche le plus ardemment à l'ennemi, figure en première ligne le bombardement

1. On rencontre effectivement en Bavière des populations encore dures et incultes, qui, dans leurs rixes de village, laissent des blessés et des morts sur le terrain. Ces hommes, restés au-dessous du niveau général de l'Allemagne, ont commis, c'est probable, quelques-uns des excès inséparables de la guerre.

2. A Hauteville, dans la Côte-d'Or.

de Strasbourg. Il semble que ce procédé vient d'être inventé par nos adversaires et que le monde civilisé n'a jamais rien vu de pareil.

Sans remonter plus haut, la guerre d'Amérique présentait naguère des récits de bombardement, — celui de Charlestown entre autres, — lesquels n'excitaient pas chez nous, que je sache, la moindre réprobation. Nous sommes-nous voilé la face quand nos obus ont détruit Kehl, quand ils ont réduit en cendres Sarrebruck, deux villes ouvertes, et que nous avons, par conséquent, incendiées sans raison? Si j'ai bonne mémoire, nos journaux, qui devaient plus tard s'indigner à propos de Strasbourg, ont à qui mieux mieux célébré ces exploits.

Blâmons sans ménagement le bombardement des villes, blâmons-le des deux côtés; et puis rappelons-nous que la guerre est la guerre, que le sort tout entier d'une armée étrangère se lie à la promptitude des opérations, qu'au point de vue même du sang répandu, le général en chef est tenu de hâter le siége par humanité, qu'il est tenu de compter com-

bien de cadavres vont rester sur le sol ennemi, si par sa faute la guerre est prolongée de quelques jours!

La cruauté des Prussiens — qui étaient des Badois —s'est manifestée en ceci, dit-on, qu'ils ont refusé à la population civile de Strasbourg l'autorisation de sortir! — Un fait réduit cette accusation à sa juste valeur. Le bombardement a été annoncé huit jours d'avance, la population civile a donc eu le temps de quitter Strasbourg. Plus tard, le siége une fois commencé et la population étant aux abois, le grand-duc de Bade autorisé par le roi de Prusse a, sur la demande de la Suisse, permis l'émigration des civils. Ils ont eu pleine liberté de s'en aller, et ce n'est qu'après un laps de temps très-suffisant, après que tous ceux qui voulaient sortir étaient sortis, après le départ de plusieurs trains immenses, gratuitement fournis par le grand-duché de Bade lui-même, que la permission a pris fin.

On a tiré sur la cathédrale! — C'est vrai; mais les assiégés avaient transformé la flèche en poste d'observation.

On a tiré sur la ville! — C'est vrai; mais tous les militaires vous diront que lorsque la ville elle-même se trouve fortifiée, il est impossible de l'épargner entièrement; si on la ménageait, l'armée assiégée irait s'établir dans les quartiers respectés et ne laisserait dans les fortifications que juste le nombre d'hommes nécessaire au service des pièces. Ajoutons que vers le milieu du siége, et par mesure d'humanité, le roi Guillaume a ordonné de cesser le feu sur l'intérieur.

On a tiré sur la bibliothèque! — C'est grand dommage et ce sera l'objet d'un éternel regret; mais pourquoi les conservateurs, qui avaient huit jours devant eux, n'ont-ils pas enfoui les manuscrits précieux, et cette belle collection de bibles — la plus riche qui fût au monde — dont les plus anciennes remontaient à Guttemberg?

Si, au lieu d'attaquer de vive force Strasbourg, les Allemands s'étaient contentés de le bloquer, croit-on que l'humanité s'en fût mieux trouvée? Y aurait-il eu moins de souffrances, moins de sang répandu? C'est

alors qu'on nous eût parlé de femmes, d'enfants mourant de faim, venant implorer un morceau de pain, cruellement rejetés dans la place; et c'eût été dans la force des choses, car n'affamer que les combattants, ce serait renoncer à prendre une ville.

Allez, vous n'ôterez pas à la guerre son caractère atroce; la reddition d'une place forte ne sera jamais obtenue que par un excès de douleur.

Ne condamnez pas les chefs militaires qui agissent selon les règles de la guerre; stigmatisez ceux qui, tranquillement, à l'abri des balles et des bombes, ont décrété la guerre : voilà les hommes de sang.

Après tout, qu'allions-nous faire en Allemagne? Avec quoi prétendions-nous prendre les villes fortifiées de Mayence et de Coblentz? Qu'emportait notre flotte de la Baltique pour forcer Hambourg et Dantzick?

La France a bombardé, la France partait pour bombarber. Cela ne justifie aucun des procédés de la guerre; il y a au fond de la conscience quelque

chose qui est plus sûr que les codes militaires et qui proteste; mais cela prouve que nous, Français, nous sommes mal placés pour reprocher les mêmes actes aux Allemands; cela nous ôte le droit d'exiger de nos ennemis qu'ils accomplissent en pleine guerre ces réformes gênantes et difficiles que personne n'a exécutées jusqu'ici, et dont nous aurions pris l'initiative encore moins qu'eux si nous nous étions trouvés dans leur situation.

Pour moi, je l'avoue, j'ai la conscience moins blessée par le siége loyal de Strasbourg en 1870, — malgré ses duretés, — que par la prise déloyale de Strasbourg en 1681. Cette conquête au milieu de la paix, contre la parole donnée, contre le texte du traité de Nimègue, au moyen des chambres de réunion [1] qui couronnaient leur œuvre en adjugeant

1. La chambre de réunion établie à Metz fut chargée de compléter l'acquisition des trois évêchés. La chambre établie à Brisach fut chargée de compléter l'acquisition de l'Alsace. La chambre établie à Besançon fut chargée de compléter l'acquisition de la Franche-Comté. Cette dernière adjugea au roi, Mont-

Strasbourg à Louis XIV, après lui avoir adjugé en Alsace, en Lorraine et en Franche-Comté ce que les traités ne lui donnaient pas ; cette conquête menteuse et hypocrite d'une ville allemande et protestante qu'on allait rendre française et catholique, cette conquête-là me soulève le cœur.

On parle avec horreur des réquisitions allemandes, on trouve étrange et inouï que les départements traversés par l'armée ennemie aient fourni de l'argent, des denrées et subi des ravages. Le roi Guillaume ne les a pourtant pas soumis au régime établi par Napoléon Ier, système en vertu duquel la guerre devait nourrir la guerre sur le sol étranger. Je doute que nous ayons jamais expédié de France, à la suite de nos armées entrées en Allemagne, d'inter-

béliard, propriété du duc de Wurtemberg. Celle de Metz lui adjugea le duché des Deux-Ponts dont nous dépouillâmes le roi de Suède, notre ancien allié. Partout, en vertu du droit féodal et en remontant jusqu'à Dagobert, on réclama la suzeraineté sur les domaines d'une foule de seigneurs strasbourgeois.

minables troupeaux de bœufs ou de gigantesques convois de farine, pareils à ceux qui n'ont cessé d'accompagner l'armée de nos adversaires. Si nous avions exécuté notre campagne chez les voisins, nous serions-nous abstenus de faire des réquisitions? Je dis plus, nos départements traversés par les troupes françaises n'ont-ils pas eu de cruels dégâts à souffrir?

On parle de pillage[1]! Que faisaient nos armées républicaines lorsqu'elles emportaient le trésor de Berne, fouillant partout et prenant jusqu'à l'argenterie des particuliers? Que faisait le général Bonaparte lorqu'il rançonnait Venise, lorsqu'il enlevait à l'Italie et à l'Espagne leurs plus précieux objets

1. Voici un raisonnement nouveau : nous avions eu l'imprudence d'étaler nos richesses lors de l'exposition universelle; les barbares du Nord ont conçu l'idée d'un immense pillage; leur nation entière s'y est jetée; ils ont procédé avec la régularité de gens bien informés, qui savaient ce qu'il y a à prendre et qui n'ont rien voulu laisser derrière eux.

Étrange spéculation; et si chacun des barbares du Nord a fait son compte par doit et avoir au retour de la campagne de France, je doute que beaucoup d'entre eux aient eu un bénéfice

d'art? Nos officiers ne se sont-ils pas formé de belles collections? Et la Kasbah d'Alger, et le palais d'été de l'empereur de la Chine, qu'en dites-vous? Et cette caisse militaire si bien entretenue sous Napoléon I[er] par les contributions levées en pays ennemi, que tous frais de guerre payés, il restait encore de belles sommes à l'empereur !

Ni la Hollande, ni l'Espagne, ni l'Allemagne n'ont oublié les procédés napoléoniens. Notre sens moral ne s'en est pas beaucoup ému, et l'opinion de la France, pas plus que ses historiens populaires ou ses poëtes, n'a trouvé grand'chose à redire au système qui rançonnait l'Europe à notre profit.

S'agit-il de cruautés, chacun peut s'indigner

à constater. Ce qu'ils auront pris, c'est leur nourriture et parfois leur logement; encore la nourriture venait-elle en grande partie d'Allemagne et le logement consistait-il le plus souvent à coucher dans la boue, par la pluie battante, ou sur la neige.

En regard de ce bénéfice assez mince du pillage, ces industriels et ces agriculteurs pourront porter le chômage de leurs usines et de leurs champs. Qu'il y ait eu des faits partiels de pillage, c'est possible; un pillage organisé et général, non.

excepté nous[1]. A Saint-Jean-d'Acre, Napoléon fait fusiller deux mille prisonniers turcs qui l'embarrassaient et trouve des soldats pour exécuter cette besogne ; dans toute l'Europe, il fusille à tort et à travers ; nos armées républicaines menaient la guillotine avec elles ; en Vendée, on fusillait les prisonniers ; en Algérie, on coupe les dattiers, on brûle les silos, on réduit les populations à mourir de faim ; rien ne nous paraît plus légitime et plus naturel ; durant la guerre de 1870 nous avons fusillé ceux qui reculaient ; et lorsqu'après capitulation signée, un garde d'artillerie fait sauter avec l'ennemi la citadelle qui vient de se rendre, nos journaux appellent cela : *l'acte héroïque de Laon !*

Nous nous sommes, au demeurant, plus rigoureusement traités que ne l'ont fait les armées ennemies ; nous avons saccagé les environs de Paris, et

1. Les mesures prises pour protéger les communications sont très-dures ; cependant je doute qu'aucun général engagé à ce point dans le pays ennemi renonçât à se protéger ainsi contre les partisans et les destructeurs des voies ferrées.

si les forêts de Meudon et de Saint-Cloud subsistent encore, elle le doivent à l'arrivée des Allemands. Le château de Saint-Cloud qu'ils avaient épargné, nous y avons mis le feu; tableaux, plafonds peints par les maîtres, souvenirs historiques, rien ne nous a arrêtés. Qu'aurions-nous dit des *barbares du Nord* s'ils avaient détruit ces monuments!

En fait de *barbarie* nous préparons des pompes à pétrole, nous minons les quartiers, nous promenons par les rues de malheureux soldats fuyards avec leur uniforme retourné, en invitant les passants à leur cracher au visage, — une lâcheté destinée à en punir une autre; — nous chassons les Allemands inoffensifs qui encombrent nos gares, affamés, épouvantés, privés de tout, — et c'est le moment que Victor Hugo choisit pour apprendre à l'Allemagne que Paris est une vaste hospitalité! — nous faisons la chasse à l'espion, nous noyons, nous égorgeons sans qu'un cri de réprobation s'élève! [1]

1. Voulant conserver un moyen de gêner le commerce allemand, nous avons refusé de renoncer à la saisie en mer, et nous

Ah! si franchissant le Rhin et pénétrant chez l'ennemi nous y avions rencontré la nation debout, si nos communications avaient été menacées, si nos guides s'étaient fait un devoir de nous égarer, si plutôt que de nous livrer des vivres on les avait détruits, si partout, à côté des troupes régulières, nous avions rencontré devant nous des bandes armées de bourgeois ou de paysans, si même les vieillards, les femmes, les enfants, si même les ecclésiastiques nous avaient tiré des coups de fusils, si l'on avait coupé les fils télégraphiques, si l'on avait détruit les voies ferrées qui étaient notre sûreté, je le demande, qu'aurions-nous fait? Aurions-nous usé de plus de douceur ou de moins de rigueur que les Allemands?

Les Allemands, à tout prendre, ne sont pas des

avons laissé à l'Allemagne le mérite de proclamer cette liberté. Or qu'est-il arrivé? grâce à notre refus qui détruisait la sécurité du commerce maritime, les neutres se sont substitués à nous tout aussi bien qu'à nos adversaires; on a préféré le pavillon neutre au Havre comme à Hambourg.

monstres. Ceux qui les ont vus à Strasbourg nous parlent de la bonhomie et de la politesse des soldats; chez eux point d'airs vainqueurs; aucune morgue chez les officiers; M. Russel, le fameux correspondant du *Times*, n'a pas vu, durant tout le cours de la guerre, un seul soldat Allemand ivre. Il déclare, quant à lui, que pas un acte de violence n'a été commis envers l'habitant[1]. Des comités de secours se sont fondés dans chaque ville d'Allemagne pour venir en aide à nos prisonniers; d'autres associations se sont formées en faveur des strasbourgeois; les bibliothèques allemandes préparent des envois destinés à réparer les pertes de la bibliothèque de Strasbourg; et je ne trouve rien de barbare dans la courtoisie en vertu de laquelle on a permis à bien des officiers français de retourner chez eux sur parole!

La *Commune*, si elle achève son œuvre à Paris, se chargera peut-être de nous faire regretter les *barbares du Nord.*

1. Un soldat s'étant rendu coupable d'un fait pareil a été immédiatement pendu.

VI

COUP D'OEIL RÉTROSPECTIF

I

LA PRUSSE ET M. DE BISMARK

Résumons rapidement.

Sans la Savoie et Nice, la fièvre des appétits ne se serait pas éveillée en Europe, le système des remaniements européens et des grandes agglomérations n'aurait pas été officiellement professé.

Cavour a engendré Bismark. La Prusse a cherché son Plombières à Biarritz.

Sans notre refus d'intervenir, je l'ai déjà dit, l'affaire du Danemark — dont tout le reste est sorti — n'aurait pas eu lieu [1].

Je condamne énergiquement cette iniquité brutale voulue par la nation allemande, exécutée par la Prusse et par l'Autriche, trop habilement exploitée par M. de Bismark. N'avoir pas encore accompli à l'égard du Schleswik l'article cinq du traité de Prague, dans le sens le plus large et le plus loyal, cela ne saurait s'excuser. Mais pour être justes, rappelons que dans les duchés — Schleswik et Holstein — la majorité du pays est allemande, que les Danois avaient tyrannisé cette majorité, la *danisant* par force au moyen

1. Dans la conférence de Londres, l'Angleterre proposait une démonstration commune, mais l'empereur, blessé du refus que lord John Russel venait d'opposer à son projet de congrès à Paris, ordonna à notre ambassadeur de contrarier à son tour l'Angleterre par un refus. Il aurait laissé entendre que s'il coopérait, ce serait par terre, en traversant l'Allemagne et en allumant la guerre européenne. Cette belle politique de susceptibilités et de représailles, le Danemark en a payé les frais et nous après lui.

des écoles et des églises, dans lesquelles l'usage de la langue allemande était interdit; rappelons que les populations opprimées s'étaient insurgées quinze ans auparavant[1]; disons que la diète de Francfort avait purement et simplement chargé les deux grandes puissances, l'Autriche et la Prusse, d'exécuter ses arrêts; répétons que l'Allemagne entière s'y portait avec une inconcevable passion[2]. Cela ne justifie pas, cela explique.

Sans nous, la Prusse n'aurait pas, en 1866, attaqué l'Autriche; la guerre était concertée avec nous, nous l'avions encouragée, nous avions pris nos mesures pour que rien ne la gênât, toute notre crainte était

1. En 1849, lorsque le frère du roi Guillaume refusa la couronne impériale, Schwartzenberg, vainqueur de l'insurrection viennoise, infligea à la Prusse, gouvernée par Manteuffel, la défense de poursuivre sa guerre contre le Danemark; d'autres procédés arrogants complétèrent l'humiliation. De là les deux revanches de Bismark : l'attaque du Danemark en compagnie de l'Autriche; Sadowa où l'Autriche fut expulsée de l'Allemagne.

2. Je n'ai jamais rencontré un Allemand, à cette époque, qui eût le moindre doute sur la légimité de l'agression.

qu'elle n'eût pas lieu[1]. La lutte virtuellement commencée d'ailleurs depuis les insolences d'Olmutz, depuis la réunion des princes à Francfort se poursuivait dans les moindres détails. Quand le ministre autrichien, à Francfort, allumait son cigare, M. de Bismark ôtait son habit et sa cravate : « Je fais comme monsieur, disait-il, je me met à l'aise ! »

Le dualisme, on le voit, ne produisait pas seulement l'impuissance allemande et n'entravait pas seulement la tendance à l'unité, il était devenu lui-même impossible. Sans compter que l'Autriche, avec ses pays hongrois et slaves, était absolument impropre à ce rôle pour lequel la Prusse est faite : le rôle de chef de l'unité allemande. Bismark et la guerre de 1866 se relient donc étroitement à l'un des

1. Ce qu'on redoutait par-dessus tout en effet, c'était que la Prusse ne tombât pas dans le piége d'une défaite certaine, d'une préservation humiliante, d'un remaniement territorial qui lui aurait donné une meilleure forme, soit, mais qui nous aurait donné le Rhin, et par-dessus le marché le protectorat de l'Allemagne, définitivement privée de son unité.

plus grands événements de notre siècle ; le relèvement de l'Allemagne par l'unité et par la liberté.

Pour l'Allemagne, Bismark représente le croyant à l'unité germanique, le destructeur du régime misérable auquel présidait la diète et que maintenait l'influence autrichienne ; il représente le vengeur de l'honneur allemand, le défenseur de la sécurité du pays.

Bismark a relevé le gant du prince de Schwartzenberg. Il a redressé la vaillance prussienne et allemande vis-à-vis de l'arrogance de l'Autriche. Il a clos l'ère des vieilleries, et dispersé aux quatre vents les ombres diplomatiques qui siégeaient à Francfort pour sauvegarder un dualisme paralysant.

Enfin et surtout, il a fait la guerre de France et le traité de Versailles ! Et nous l'y avons aidé.

II

NOUS

Quel mépris pour nous, en plein XIXe siècle! Prendre des peuples et les faire entr'égorger! Mettre aux prises ces deux géants, les Gaulois et les Germains!

Je ne m'en consolerai jamais; mon impression première a été incomparablement douloureuse; c'était comme une blessure mortelle qui m'aurait atteint. Et pourtant, remarquez-le, je ne mettais pas en doute nos premiers succès. N'importe, vainqueurs ou vaincus, l'horreur de cette lutte criminelle reste la même. De l'Oder au Rhin, du Rhin aux Pyrénées il n'y a plus que des vêtements noirs; dans toutes les demeures il y a des larmes: des larmes, des cris de douleur et des malédictions! La main eût dû se sécher plutôt que de signer la déclaration de guerre. Les balles qui tuent nos fils ont ricoché, elles sont parties de fusils français. Votants, indifférents, en

thousiastes bruyants et insensés de la guerre, nous avons chargé les canons qui emportent nos enfants.

Tout cela pour empêcher l'Allemagne de se faire ! Et nous prononçons de grands discours et nous imprimons de grandes phrases sur l'indépendance des peuples. Nous permettons à l'Espagne de choisir librement un roi, pourvu qu'elle ne prenne aucun candidat qui nous déplaise. Nous proclamons bien haut que l'Allemagne est maîtresse de s'organiser, à condition que ce soit comme nous l'entendrons, à condition de ne pas réunir le Sud au Nord, à condition de laisser à part les provinces rhénanes, à condition de maintenir ou de ressusciter les anciens princes et les anciens fractionnements, à condition de ne pas faire du roi de Prusse un empereur, à condition de nous donner des compensations, à condition que nous mettrons notre *veto* à tout ce qui est possible et praticable, cela en vertu de notre dogme immortel : la souveraineté du peuple et l'indépendance des nations !

Notre étourderie a dépassé notre crime.

Nous ne savions rien et nous espérions tout. Notre politique d'aventures ressemblait à la folie du joueur qui risque sa fortune sur la rouge ou sur la noire. Que nous fallait-il? peu de chose, un coup heureux: des alliances, l'Italie, ou l'Autriche, ou l'Angleterre avec nous; quinze jours de guerre, une grande victoire, une prompte intervention des puissances, un prompt découragement de l'Allemagne, une prompte division du Sud et du Nord. Et le Rhin était à nous, et l'empire était raffermi, et nous faisions une entrée triomphale qui ensevelissait dans ses acclamations les misérables critiques du début, et nous avions un magnifique congrès de la paix à Paris, et nous y prenions le rôle de la magnanimité, et notre prépotence s'établissait et pesait sur l'Europe! — Nous n'avions pas prévu les froideurs des neutres[1], nous

1. Mon orgueil de Français a été froissé, je l'avoue, quand j'ai vu que nous cherchions des alliés, que nous regrettions d'avoir entamé la guerre sans en avoir.

Entre l'Allemagne et la France, l'égalité est parfaite; quarante millions d'hommes environ de chaque côté. L'Allemagne

n'avions pas prévu la réprobation générale, nous n'avions pas prévu qu'à notre provocation répondrait un immense cri de patriotisme allemand, nous n'avions pas prévu la ténacité de nos adversaires, ni la valeur de leurs armées, ni leur science, ni leur résolution, pas plus que nos défaillances, pas plus que notre décomposition, pas plus que les jugements de Dieu.

Mais parvenez-vous à vous représenter la grandeur de nos désastres si nous avions commencé par envahir l'Allemagne! Vous représentez-vous nos troupes mal approvisionnées, mal renseignées, rencontrant en plein pays ennemi ce qu'elles ont rencontré en partie chez nous : la guerre sainte, la résistance invincible, les landwehrs éminemment propres à la défensive appuyées sur le sol natal, la nation tout entière décidée à en finir! Vous représentez-vous la

en outre est moins unie, elle est moins riche. Supprimez l'injustice de la guerre, l'Allemagne se trouvera moins forte. — Il eût été beau, convenons-en, de voir la France secourue contre sa rivale inférieure en ressources naturelles!

conflagration universelle si par malheur, dans notre guerre impie, nous eussions trouvé des alliés. L'Europe serait entrée dans la fournaise, les alliés de la France auraient amené dans le champ clos les alliés de l'Allemagne; alors plus de limite aux massacres et aux dévastations, alors la carte de l'Europe aurait été changée de fond en comble, alors les bouleversements de la guerre et de la révolution n'eussent épargné personne, alors nous aurions vu la civilisation reculer d'un siècle et la liberté périr.

On a voulu une prépotence, il y en a une, mais ce n'est pas la nôtre. Le patriotisme de l'orgueil fait comme tous les faux patriotismes, il perd la patrie. L'ambition allemande nous a servi de prétexte, et il se trouve que par notre folie, nous en provoquons les développements périlleux.

Avant notre guerre de 1870, l'Allemagne restait concentrée sur elle-même. l'accomplissement de son organisation intérieure lui suffisait largement. Aujourd'hui, et grâce à nous, les désirs convoiteux de l'Alle-

magne peuvent s'éveiller; elle peut à son tour se griser de ses succès; d'une puissance essentiellement conservatrice, elle peut devenir une puissance agressive. Voilà ce qu'on appelle rétablir l'équilibre et assurer l'avenir !

L'empire est fait ! s'écriait un jour M. Thiers.

L'Allemagne est faite! pourrait-on ajouter aujourd'hui, la France est défaite, la prépotence est établie, l'avenir est compromis ; or c'est nous qui, en quelques mois, avons accompli tout cela !

III

LA BÊTE ÉCARLATE

Les gens sensés qui, en juillet 1870, ont vu le gouvernement pousser au chant de la *Marseillaise*, ont compris que le signal de la guerre était le signal de la révolution.

Jamais on n'effacera cette coïncidence, qui marque une si grande date dans l'histoire et dans les plans

providentiels : la coïncidence de la déclaration de guerre et de la proclamation de l'infaillibilité[1].

La guerre, qui retire nos troupes de Rome et prive d'appui le pouvoir temporel. L'infaillibilité, qui contient, même sans le savoir, la séparation de l'Église et de l'État. L'infaillibilité et la guerre, qui ouvrent en même temps la porte d'une période nouvelle, d'une période révolutionnaire, de ce qui méritera peut-être le nom biblique des *derniers temps !*

Pour faire certaines entreprises guerrières, les forces révolutionnaires ne sont pas de trop. Il faut s'appuyer sur quelque chose ; rompant avec la liberté, on fait appel à la révolution ; on invoque les souvenirs de la république ; les affaires s'arrêtent, plus d'industrie, plus de travail, — et c'est une année de disette, — l'ouvrier qui chôme est à la merci de quiconque veut l'embaucher ; viennent les mesures violentes, les

1. La proclamation de l'infaillibilité a eu lieu le 18 juillet. Elle est encadrée entre le départ pour Berlin du général de Wimpfen, porteur de la déclaration de guerre (17) et la communication de cette déclaration au parlement prussien (19).

déclarations d'urgence, les assignats, les armements en masse, les comités de salut public, la suspension des lois par l'état de siége, l'expulsion des étrangers, la saisie des sommes envoyées au dehors ; puis c'est l'Internationale, puis c'est la Commune, puis ce sont les assassinats !

La bête écarlate est lâchée !

Celui qui l'a déchaînée, se nomme le système impérial.

IV

LES TROIS BLAMES

Trois genres de blâme ont flétri cette guerre.

Blâme contre la guerre injuste ! — En juillet 1870, seul ou peu s'en faut à le produire, j'avais presque l'air d'un réprouvé.

Blâme contre la guerre mal préparée ! — Bien préparée, cette même guerre également inique, également agressive, également meurtrière, également désastreuse pour le bonheur de l'Europe et pour l'avenir

de la liberté n'aurait eu que des approbateurs; surtout si nos troupes *mieux préparées* et mieux commandées avaient pris la route de Berlin. En fait de préparatifs guerriers, on n'oublie que ces deux détails : la justice et la bénédiction de Dieu.

Blâme contre la guerre malheureuse! — Oh! celui-là est général. Rappelez-vous cette parole : « En France, rien ne réussit comme le succès! » — On pourrait la retourner et dire : En France, on pardonne tout, excepté de ne pas réussir!

Quant à moi, je le proteste ici, bien ou mal préparée, réussissant ou ne réussissant pas, lancée par l'empereur ou soutenue par la république, expliquée ou non par les torts de nos voisins, motivée par nos jalousies ou excusée par nos entraînements, la guerre de 1870 mérite l'exécration.

VII

CE QU'EST LA GUERRE

CE QU'ELLE DEVRAIT ÊTRE

I

LES PARTISANS

Quelles que soient les guerres du temps présent, on recule d'horreur dès qu'on ouvre un livre d'histoire. Villes prises où l'on égorge tout, massacre des prisonniers sans qu'il en réchappe un vilain — on gardait les nobles à rançon — incendie des châteaux et des villages, le paysan pressuré, torturé jusqu'à ce que la fureur le saisisse, qu'il pille et tue à son tour,

et qu'on le saccage, et qu'on le brûle pour le châtier, et que des provinces entières soient réduites en déserts, atrocités sans nom commises le rire à la bouche, férocités innocentes de gens qui ne sont pas plus méchants que d'autres, la vie tenue pour rien, les douleurs pour moins que rien, pas plus de pitié que de merci chez qui que ce soit pour qui que ce soit, tel est notre moyen âge, chevaleresque et généreux[1].

La guerre rend les hommes sauvages. A force de voir couler le sang, à force d'étouffer les sentiments naturels, à force de n'envisager que le but, on en vient vite aux cruautés, puis aux représailles, puis aux représailles des représailles, tant, que de l'homme il ne reste plus que la bête fauve, heureuse de déchirer.

En 1870, jusqu'à l'heure où la république lâchant les passions révolutionnaires a poussé ce cri : Tuez

1. Lisez dans Henri Martin notre histoire aux XIVe et XVe siècles.

tout par tous les moyens! — la guerre s'était maintenue dans les règles de la discipline militaire. L'intervention de la population civile, les coups de fusil partis de halliers, de maisons, de villages où il n'y avait pas un soldat, en ont absolument changé le caractère. Dès le moment où la guerre ne se renferme pas dans les armées, dès le moment où chacun tue comme et quand il peut, dès le moment où l'assassinat vient en aide au combat régulier, il faut dire adieu à la civilisation; les notions de justice et d'humanité disparaissent; on sort du droit des gens; l'ennemi étant partout pour le soldat étranger, le soldat étranger traite tout le monde en ennemi.

C'est ce qui est arrivé chez nous. La guerre de partisans, qui n'a rien sauvé, a tout brutalisé.

Le soldat contre le soldat, voilà le principe de la guerre civilisée. Le soldat doit être reconnu pour tel. Si l'uniforme n'est pas là, si quelque chose ne constate pas, d'une manière évidente, la qualité de combattant, le soldat cesse d'être soldat et la guerre d'être loyale. Un soldat ne porte l'uniforme que pour

ne pas être confondu avec un civil. Il est soldat non par fantaisie, non pour une heure, mais par devoir et pour toute la campagne. Des engagements sérieux, une commission régulière font de l'homme un soldat. Pour le soldat comme pour tout le monde, les droits reposent sur des obligations. Le droit de tuer sans être assassin n'est pas un droit médiocre; le droit d'être respecté quand on est pris les armes à la main n'est pas un droit médiocre; le droit d'être épargné par les camarades de ceux qu'on vient de tuer n'est pas un droit médiocre.

L'obligation correspondante consiste à se présenter comme soldat, c'est-à-dire à reconnaître et à respecter les règles qui, dans toute l'Europe, constituent la discipline militaire.

Faites observer ces règles à des partisans ! Le partisan n'est ni soldat ni civil, le partisan ne reconnaît ni règlements ni conventions internationales; le partisan se bat à son caprice, comme il lui convient; le partisan est tantôt bourgeois paisible, tantôt tueur de profession; il dirait volontiers :

Je suis oiseau, voyez mes ailes!
Je suis souris, vivent les rats!

Essayez de faire comprendre à ces êtres hybrides qu'on ne doit pas tuer les prisonniers, qu'on ne doit pas tirer sur les parlementaires, qu'on ne doit pas attaquer les ambulances, qu'on ne doit pas employer l'assassinat après la reddition d'une ville ou d'un village!

Dès qu'on rejette les obligations, remarquez-le, on renonce au droit. Pour les partisans, il n'y a pas plus de droit que d'obligations.

Mettons-nous à la place de l'ennemi. De qui lui faut-il se défier, contre qui lui faut-il se défendre? Le partisan lui tire dessus, jette son fusil, et quand un quart d'heure après le soldat régulier est parvenu à saisir le meurtrier, il n'a plus devant lui qu'un paysan, les mains dans les poches, ou qu'un bourgeois inoffensif. Exigerez-vous de ce soldat dont le camarade vient de tomber atteint, qui sent la mort le guetter de partout, qu'il fasse de la magnanimité? Sitôt qu'il y a trahison, les règlements tombent d'eux-

[illegible] ; la préservation personnelle prime tout. Vous n'[illegible] d'aucune armée, à commencer par la nôtre, qu'elle traite en prisonniers de guerre les gens qui ont tiré sur elle sans être soldats. Des exécutions sommaires répriment partout le mal. Et l'on vous dira qu'il n'y a pas d'autre remède, que le soldat est en garde contre le soldat, qu'attaqué par des soldats il n'a pas à se plaindre car les combats entre soldats [illegible] par des civils, [illegible] dans une église, [illegible]

[illegible]

une telle distinction est impossible. Le bourgeois ne la saisira pas mieux que l'ennemi; l'un, après avoir tiré dans les rangs, tirera parfaitement par une lucarne ou par un soupirail; l'autre, qui sait ce que vaut l'habit bourgeois, tuera parfaitement le civil qu'il trouvera les armes à la main parmi les soldats. C'est atroce, cela révolte tout ce qu'il y a d'humanité dans le cœur, mais il n'en saurait être autrement; avec le partisan vous avez l'élément sauvage, et une fois déchaîné, rien ne le réprimera.

On dit : Si nous étions entrés en Allemagne, l'Allemagne aurait lâché ses partisans contre nous. — Certainement, et nous les aurions fusillés.

On dit : Il faut que les villes et que les villages ouverts se défendent ! — Très-bien, mais ne nous étonnons pas si les villages qui tirent sur l'ennemi sont brûlés par l'ennemi.

On dit : La nation doit s'armer ! — Rien de mieux, c'est son devoir; mais alors, qui vous empêche de l'enrégimenter? Vous avez la garde nationale; vous avez la mobile, vous avez des corps de francs-tireurs

officiellement organisés, mettez-y tous vos hommes valides, astreignez-les à l'uniforme, imposez-leur le règlement militaire, que l'ennemi sache s'il a devant lui un combattant ou un non-combattant, formez ainsi une véritable landwehr, que les armes soient loyales, les moyens intègres, et les Allemands n'auront rien à dire si la population entière de la France se lève au plein soleil, devant eux.

II

LA GUERRE AU COUTEAU

Ceux qui rêvaient un renouvellement de 92 ont vu ce qui nous manquait pour l'obtenir.

On n'a pas deux fois l'innocence révolutionnaire. Oui, l'innocence, la foi naïve et les illusions sincères. En 92 la nation se sentait confiante, elle pensait défendre la cause du progrès, la cause du monde entier. La France d'ailleurs se croyait attaquée, la France de 92 ne relevait de personne en Europe;

quand l'Europe venait lui faire la loi, c'était une véritable invasion, et quand on courait à la frontière, ce qu'on défendait, c'était bien le territoire violé.

En 1870 nous n'avons eu en nous ni l'élan, ni le droit pour nous, ni devant nous les armées méthodiques de la coalition.

On a beaucoup parlé de rage patriotique, de guerre au couteau!

Malgré ses excès, cette guerre-là peut présenter quelque grandeur; à une condition pourtant: il faut qu'elle soit naturelle et spontanée. Quand on l'organise de toutes pièces, lorsqu'on se bat les flancs pour créer un soulèvement national, on a les fureurs, on a l'aveuglement populaire, on a la violence sous toutes ses formes avec l'impossibilité d'une direction ou d'une répression, on a l'exclusion des gens sensés et le règne des énergumènes, on a la férocité, mais on n'a pas la force. Ces tragédies sauvages, qu'il ne faut pas voir de trop près, ne prennent leur farouche beauté qu'à la condition de jaillir du sol.

La guerre au couteau ! la guerre à l'espagnole !

Les gens qui ne sont ni des peaux-rouges, ni des Espagnols de 1808, les gens très-civilisés comme nous, les gens qui bon gré mal gré ont l'esprit plein d'idées de douceur et d'humanité feront toujours gauchement cette guerre-là. Il y faut un appétit du sang, une indifférence à la tuerie que, Dieu merci, nous n'avons pas encore. L'Espagne des combats de taureaux, l'Espagne de la guerre carliste où durant des années on fusillait les prisonniers par milliers, a pu la faire et y réussir ; n'oublions pas que l'Espagne aussi, indignement envahie, avait le droit pour elle ; n'oublions pas non plus que sans les armées anglaises et Wellington, le couteau et les assassinats auraient mal aisément délivré le sol.

En regard de l'Espagne de 1808 on met l'Allemagne de 1813 : Ou comme l'une ou comme l'autre ! a-t-on dit. — Mais nous ne ressemblons pas plus à l'une qu'à l'autre. Il faudrait, pour ressembler à la première, reculer sous bien des rapports ; il faudrait avancer de bien des façons pour ressembler à la

seconde. L'Espagne fanatisée s'enfièvre, elle résiste héroïquement à Saragosse, elle poignarde, elle tue par tous les moyens; savez-vous ce qui en résulte? sa haine convulsive la mène au rétablissement des couvents et du roi absolu; l'Espagne délivrée ne sera pas relevée, elle sortira de la victoire plus petite qu'avant. La Prusse après Iéna accepte une défaite irréparable, elle s'organise, la nation entre dans les rangs de l'armée, la Prusse devient libérale; laissez-la faire, elle sera grande au premier jour!

Ne confondons pas la virilité avec la rage. Convulsions épileptiques, fureurs à froid, haines acharnées et personnelles contre l'ennemi, sacrifice inutile des vies, défaites opiniâtrément entassées, ruines accumulées, générations fauchées, la patrie égorgée et d'un bout à l'autre sanglante plutôt que de réfléchir et de s'arrêter, telle est la rage et voilà vraiment le règne de Satan sur la terre!

Alors viennent les pensées atroces : La guerre ne fait que commencer! il y aura encore beaucoup de batailles! on prendra tous les hommes, tous les

enfants, jusqu'au dernier! — Alors viennent les excitations diaboliques : Tuez-en le plus possible, que pas un ne retourne vivant, jetez les hommes à la fournaise! — Alors viennent ces allégresses que vomit l'enfer : Voilà le typhus, voilà le choléra, on agonise et l'on meurt, tant mieux!

Ceux qui parlent de la sorte savent-ils combien de larmes et de désespoir se cachent derrière chacun de ces mots?

La virilité, grâce à Dieu, a un autre caractère. Calme, recueillie, se possédant bien, avant tout elle cherche la vérité. La virilité ne fuit pas la situation, elle s'en rend compte. Elle ne prend pas des cris pour des actes, pas plus qu'elle ne prend les fureurs populaires pour la ténacité. Elle ne sacrifie pas l'avenir à l'illusion. Elle ne perd pas le pays plutôt que de le sauver en acceptant l'inévitable. Elle ne consent pas aux immolations inutiles, elle pousse aux efforts persévérants. Elle part d'un fait douloureux, elle arrive au relèvement définitif.

Excitez les passions mauvaises, vous devenez tout

entier meurtrier : toutes les passions mauvaises se lèvent à la fois, toutes marchent ensemble. C'était contre l'ennemi, vous le pensiez; à un moment donné elles se jettent sur la patrie et la ravagent : révolution, socialisme, férocité, toujours le pays en sort affaibli.

Que la virilité réprime la rage au contraire, qu'elle prenne en main la conduite des affaires, qu'elle s'appuie sur la justice, qu'elle use d'humanité, toutes les saines énergies renaîtront. La vraie force naît du bien, jamais du mal.

III

ATROCITÉS, LE CODE MILITAIRE

En présence des immenses massacres de 1870, de ces mitrailleuses, de ces procédés pour tuer vite et beaucoup, on est tenté de demander pardon au roi Guézo, et de trouver qu'on a été bien sévère envers les coutumes du Dahomey et les lacs de sang

1870 a eu ses batailles; non, dites ses boucheries, dites ses scènes d'abattoir.

Encore reculerait-on d'horreur s'il s'agissait d'abattre vingt mille bœufs en quelques heures et au même endroit!

Certes le courage qui affronte de semblables périls est plus héroïque que jamais. Néanmoins les engins de tuerie ont été tellement perfectionnés, qu'il ne reste en quelque sorte plus rien de cet ancien prestige qui se déployait dans les combats[1].

Je me demande comment on fera pour raconter ceux-ci. Le dégoût, l'horreur et le deuil prendront tant de place qu'il en demeurera bien peu pour la gloire. Les vainqueurs eux-mêmes oseront à peine se réjouir.

1. Songez à ces listes de *manquants* qui, pendant les hostilités, arrivent chaque jour (et des deux côtés) au ministère de la guerre. Les manquants, on ne sait encore ce que c'est; sont-ils morts, sont-ils prisonniers? peut-être cela s'éclaircira-t-il un jour, et alors on informera leurs familles.

Mais cela ne s'éclaircit pas toujours: il y a des familles qui depuis la guerre d'Italie ne savent qu'une chose sur un de leurs membres, c'est qu'il est *manquant*.

Parmi les moyens de guerre dont rougira notre XIXe siècle, il faut citer l'emploi des turcos.

On l'a dit, si dans une guerre avec les États-Unis, les Américains avaient lâché sur nous les tribus de leurs Indiens armés de couteaux à scalper, aurions-nous trouvé le procédé bon? Or les turcos, qui déjà en 1859 s'étaient tristement distingués dans la guerre d'Italie, ont montré la même sauvagerie dans la guerre contre les Allemands. Ce que les turcos sont au fond, je n'ai pas à l'examiner. Il se rencontre dans leurs rangs, je n'en fais nul doute, des hommes honorables et humains. Mais leur destination, mais leur emploi qu'exaltaient à l'envi nos journaux, était celui de troupes féroces. On vantait leur sauvagerie, on se félicitait de la terreur que leur cruauté allait répandre chez l'ennemi; ils ont en effet tranché des têtes; on a trouvé sur eux des doigts coupés. Cela n'a pas beaucoup avancé nos affaires, et nous avons sur notre conscience un crime de plus.

Quant à moi, je ne prends pas mieux mon parti des mitrailleuses que des turcos. Je me rappelle fort bien que le maréchal Niel, en parlant de ces engins, se plaisait à décrire quelles masses d'hommes ils fauchaient avec la régularité des andains sur le pré. Figurez-vous, pendant les longues heures d'une bataille, ces coups de faux continuellement donnés, et ces lignes d'hommes couchées rang après rang! Franchement, ces moyens-là me semblent en dehors des procédés légitimes; ils achèvent à mes yeux le procès de la guerre.

Et nous ne sommes pas au bout; nous aurons les pompes à pétrole, les balles explosibles; la chimie se mettant en campagne nous trouvera bien quelque bombe asphyxiante, quelque façon merveilleuse de détruire un corps d'armée à distance, sans qu'on ait même la peine de se battre!

Jadis on mesurait les épées pour établir l'égalité et pour assurer la loyauté du duel; aujourd'hui, on ne songe qu'à une chose : tuer! Dès lors pourquoi serait-il défendu d'empoisonner les fontaines, de faire

dérailler les chemins de fer[1], pourquoi n'enverrait-on pas des lettres imprégnées d'un venin subtil?

La guerre est déshonorée! — ainsi s'exprimait une femme, en voyant nos armées troquer la vaillante épée de la France contre des mitrailleuses.

La guerre comme on est en train de la faire ne conserve plus rien de chevaleresque et de courtois; elle change entièrement de nature, elle se rend absolument odieuse et risque de tourner au ridicule.

Je l'espère pour ma part, on inventera quelque machine qui tuera si vite, de si loin, et tant de gens à la fois, que d'indignation et de dégoût la guerre deviendra impossible.

D'ici là, réformons les abus.

Je prends le code militaire. Il est odieux, tout simplement, et il l'est parce que l'utile y a usurpé la place du juste.

Nécessaire! On croit avoir tout dit quand on a pro-

1. Certains journaux y encourageaient nos ingénieurs.

noncé ce mot-là. Jadis il était *nécessaire* de pendre les braconniers et les voleurs. Il était *nécessaire* d'employer la torture et de rouer vif. Il a été *nécessaire* de guillotiner pour sauver la France révolutionnaire. Il avait été *nécessaire* de brûler les huguenots pour extirper l'hérésie ! Les nécessités du code militaire auront leur tour, soyez tranquilles, comme celles-ci. Mais jusque-là le code militaire reste en vigueur. Or il applique la peine capitale avec une facilité dont nous ne pouvons ni ne devons prendre notre parti. C'est comme chez Dracon, toujours la mort! la mort pour les espions, la mort pour les indisciplinés, la mort pour les lâches. Une sentinelle s'endort devant l'ennemi, la mort; une résistance quelconque se produit à bord d'un navire, la mort. L'Angleterre, je le sais, traduit devant un conseil de guerre ses généraux et ses amiraux malhabiles ou malheureux, mais des précédents ne sont pas des arguments[1].

Si tout ce qui est utile devenait juste, cela nous

1. L'exécution de l'amiral Byng prouve que ces jugements ne sont pas une vaine forme.

mènerait loin. Nous en reviendrions vite à l'inquisition, qui trouvait fort utile de sauver quelques âmes en sacrifiant quelques corps; vite aux procédés de Napoléon III, qui trouvait utile de sauver l'ordre et lui-même en déportant quelques milliers d'hommes sans jugement préalable. Il peut être utile de violer les lois, de renverser les constitutions, de manquer à son serment; il peut être utile d'assassiner César. C'est à la conscience de renverser l'utile pour rétablir le droit.

Pillage sur terre et sur mer, voilà encore un vieux reste du bon temps des guerres, à refouler dans le passé. Sur mer on délivre des lettres de marque, et les corsaires exercent un brigandage autorisé; la marine régulière a ses parts de prise; on peut saisir la marchandise sous pavillon ennemi. Sur terre, nous savons ce qui se passe. Il importe que des conventions internationales règlent tout cela.

Ces conventions devraient introduire les deux clauses suivantes applicables à tous les traités de paix:

indemnité comprise dans les contributions de guerre et remise aux provinces ravagées ; indemnité également comprise dans les contributions de guerre et consacrée au remboursement des réquisitions mal justifiées.

En vertu de ces mêmes conventions, il faudrait démanteler les villes, surtout les grandes villes, les capitales. Il est sauvage de fortifier des centres de population qui, sans compter les milliers et les milliers d'habitants, renferment des musées, des bibliothèques, des monuments nationaux. On ne supprimera la barbarie des bombardements et des blocus qu'en supprimant les villes fortifiées, qu'en ayant des camps retranchés pour assurer la défense du pays.

Par toutes ces mesures on obtiendra le véritable progrès, la distinction absolue entre l'armée et la population civile, entre la guerre civilisée et la guerre barbare.

L'esprit de paix fera cela. Il ôtera à la guerre tout ce qu'il peut lui ôter. Déjà la guerre semble avoir honte d'elle-même, elle fait comme l'échafaud qui

se cache, comme les cachots qu'on nettoie, comme les bagnes qu'on disperse, comme les supplices qu'on abolit.

Si vous en doutez, comparez ces trois guerres civiles : celle de Vendée où l'on fusille tous les prisonniers, où le brave Hoche est forcé lui-même d'ordonner des exécutions en masse après Quiberon; celle des Carlistes et des Christinos où l'on fusille les prisonniers des deux côtés; celle d'Amérique, la plus terrible de toutes, où, malgré l'immensité du péril et la véhémence des passions, on n'a fusillé personne, ni dans le Sud ni dans le Nord. C'[illegible] ainsi que les États-Unis marquent en toutes [illegible] les voies de l'avenir. Comparez encore le [illegible] pontons anglais aux traitements — hu[illegible] prendre — qu'ont rencontré nos pris[illegible] magne. Comparez à l'abandon d'[illegible] prodigués aux blessés des deux [illegible] des deux nations ! Enfin [illegible] indifférence où les atrocités [illegible] laissaient les popula[illegible]

nous inspirent les tueries, voyez avec quelle répugnance croissante notre civilisation assiste aux scènes que personne n'eût remarquées jadis.

On ne fusille pas un espion que tout ce qui est en nous ne se soulève. On ne fusille pas un paysan qui a tiré sur l'ennemi sans qu'un frisson ne parcoure nos veines. On ne bombarde pas une ville sans que nous nous révoltions contre cette extrémité. On n'affame pas une population bloquée sans que nous demandions compte de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants!

Il n'y a pas à s'y tromper, en dépit des triomphes de la guerre, l'esprit de paix fait son chemin.

IV

LES DEVOIRS DE LA NEUTRALITÉ

Les neutres ont des devoirs à remplir.

Parmi les silencieux dont nous parlions naguère, figurent les puissances qui n'ont pas su nous dire en

temps utile, c'est-à-dire tout de suite : Vous avez tort !

C'était le seul moyen de nous rendre service. C'était le seul moyen de préserver la paix.

On l'a bien vu, la médiation pour la paix n'est possible qu'à un seul moment, à l'heure où la guerre est déclarée, non commencée; mieux encore, à l'heure où elle va se déclarer.

La vraie médiation efficace aurait été exercée par l'Angleterre si, au mois de juillet 1870, ne se contentant pas de vagues représentations, elle avait eu le courage de proclamer ce que tout le monde savait : que le retrait de la candidature Hohenzollern devait assurer la paix.

L'Angleterre et les médiateurs ont employé de tous les moyens le plus impuissant lorsqu'à la fin d'octobre ils ont recommandé un armistice. Pour qu'une intervention présente quelque valeur, il faut qu'elle ait une opinion, qu'elle prenne un parti, qu'elle s'appuie sur un terrain solide, qu'elle indique les bases d'une tractation. Recommander l'armistice sans

aborder de front la question de paix, c'est ne rien faire absolument.

Soyons justes toutefois. Les neutres, qui n'ont pas fait tout ce qu'ils pouvaient faire ont localisé la guerre, et c'est beaucoup. En convenant, dès le début, que la rencontre de l'Allemagne et de la France conserverait le caractère d'un duel sans dégénérer en mêlée générale, les neutres ont accompli vis-à-vis de l'Europe une œuvre de salut.

Il n'en est pas moins vrai que les règles de la neutralité, même en laissant à part la question de médiation pour la paix, ont besoin d'une révision.

L'Angleterre n'a cessé durant la guerre de fournir à l'un des belligérants, la France, des fusils, du charbon, et même l'usage d'un télégraphe sous-marin. Qu'elle y prenne garde, ces façons d'envisager les devoirs de la neutralité ont déjà compromis sa réputation à l'époque de l'Alabama. Une effroyable responsabilité pèse sur les pays qui manquent ainsi à leurs obligations. Qui dira combien de milliers de vies ont été sacrifiées, parce que l'Angleterre expédiant des armes

au Sud américain a prolongé la révolte! Qui dira combien de vies ont été sacrifiées en France, parce que des envois analogues auront encouragé un entêtement de résistance aussi funeste qu'impuissant!

Mais l'Angleterre semble n'envisager qu'une chose, le gain. L'Angleterre fait de l'argent avec la guerre et place ses fusils[1]. L'Angleterre, en scandale sous ce rapport, profite des chances heureuses qu'offre à sa fabrication d'armes tout conflit sanglant. Que voulez-vous, l'Angleterre compte ses écus, et il faut que le compte s'y trouve! Et puis songez au traité de commerce avec la France! Le cabinet Whig n'a d'autre préoccupation. Pour ces hommes-là, la liberté commerciale et ses avantages constituent toute la politique, politique d'égoïsme s'il en fut. Ils sont dé-

1. L'Angleterre a fourni à la France quatre cent mille armes. Quand l'Allemagne réclame à Londres contre ces fournitures, on lui ferme la bouche en rappelant que la Prusse a fourni des armes aux Russes pendant la guerre de Crimée.

On pourrait aussi fermer la bouche à l'Angleterre en lui rappelant qu'elle protestait contre ces fournitures et qu'elle trouvait le procédé abominable.

pourvus de ce sentiment de la dignité nationale que les Tories, que lord Stanley ont au plus haut point, et qui donnait à l'Angleterre, quand les Tories la dirigeaient, une attitude et une influence que l'Europe n'a pas oubliées. L'Angleterre des Whigs au contraire, égoïste et faible, semble s'abaisser aux yeux du monde.

Je suis aussi partisan que possible du traité de commerce et j'aime depuis longtemps la liberté commerciale, mais les intérêts économiques, si grands soient-ils, doivent céder le pas à des intérêts d'un autre ordre.

Le traité de commerce me fait un peu l'effet du plat de lentilles d'Esaü. Je me demande si l'Angleterre de M. Bright n'aurait point vendu son droit d'aînesse !

La politique de paix, c'est très-bien, prenons garde seulement de confondre la politique de paix avec une politique de faiblesse et d'abstention qui favorise toutes les guerres.

L'Angleterre a largement ouvert sa bourse aux blessés et aux dévastés, ses souscriptions ont été très-

généreuses, au point de vue de la compassion elle a compris ses devoirs de neutre; mais la charité qui secourt après, ne vaut pas le viril courage qui aide avant.

Vous savez le mot de M. de Bismark lorsqu'on parlait de l'Angleterre et de sa médiation pacifique : L'Angleterre, qu'est-ce que c'est que ça?

Franchement, les vrais amis de l'Angleterre rêvent pour elle un rôle non moins pacifique et plus fier.

Les États-Unis, eux qui avaient tant à se plaindre de l'Angleterre, n'ont pas mieux qu'elle, je regrette de le dire, observé les devoirs de la neutralité. Mêmes envois d'armes, sans compter les volontaires qui arrivaient en bataillons sous le pavillon étoilé! Or ni les consuls ni le président n'ont protesté contre un tel acte, annonçant à leurs ressortissants l'application de la loi dans toute sa rigueur. Nous avons vu venir les bandes espagnoles, nous avons vu venir les bandes italiennes, chacune portant l'étendard national, et pas un ministre, pas un consul de ces deux

pays neutres n'a rien prévenu, n'a rien réprimé[1].

Seules la Belgique et la Suisse, fermes au milieu des défaillances, ont interdit toute sortie d'armes en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants, donnant ainsi une leçon austère aux nations qui violaient la neutralité.

On le voit, il est absolument indispensable de fixer le droit international.

1. Le secours que semblent apporter ces arrivées d'armes et d'hommes n'est qu'apparent. Il ajoute beaucoup aux illusions et rien ou presque rien à la défense. Des fusils par centaines de mille sont venus d'Angleterre, des fusils par centaines de mille sont venus d'Amérique, des bataillons espagnols et américains accourent chez nous, Garibaldi nous arrive avec ses Italiens, cela donne l'idée de ressources nouvelles et prodigieuses; par conséquent la guerre se prolonge, la portion occupée du territoire s'accroît, la ruine s'aggrave, les défaites et les humiliations se multiplient, les conditions de la paix deviennent plus dures, et ni les armes fournies par l'Angleterre, ni les bataillons de volontaires étrangers ne nous ont sauvés.

V

LES REFUGES

La guerre de 1870 s'est chargée de faire comprendre à quoi servent ces petits pays neutres, la Suisse et la Belgique. Ce sont des refuges.

La Belgique a secouru nos prisonniers, abrité bon nombre de nos blessés et de nos soldats.

Quant à la Suisse, elle a repris son rôle traditionnel de refuge. Que de refuges se sont succédé chez elle ! Le grand refuge des protestants sous Louis XIV, le refuge des émigrés sous la république, le refuge des républicains sous le second empire, le refuge des impérialistes sous la seconde république, le refuge des hommes tranquilles qu'épouvante le drapeau rouge.

C'est en Suisse qu'ont été fondées et la convention de Genève et les sociétés internationales pour les prisonniers et les blessés. Les villes et les villages de la Suisse n'ont cessé d'envoyer le meilleur de leurs den-

rées, de puiser dans ces réserves de linge qui font l'orgueil des ménagères, de travailler en faveur de toutes les misères que chaque jour de guerre accroissait. La Suisse a réclamé, reçu et secouru la population civile de Strasbourg; elle a reçu, elle a secouru les Allemands expulsés de France et de Paris[1]. A Genève, à Bâle, des comités sur pied jour et nuit, et cela pendant plusieurs mois, procuraient des logements aux émigrants, attendaient pour les soigner et les réconforter nos convois de soldats blessés et malades. On sait quel accueil a trouvé en Suisse l'armée de Bourbaki, l'armée aux pieds gelés, aux affamés, aux délabrés.

Si quelque chose pouvait consoler de la guerre infernale, ce serait l'élan d'amour que lui oppose l'esprit de Christ. Le sentiment humain déborde, il franchit les frontières; inconciliable avec l'ancien patriotisme étroit et cruel, il se fait jour de toutes parts. C'est lui qui a enrôlé les infirmiers volontaires,

1. Les gouvernements allemands, en particulier le Wurtemberg, ont vivement remercié la Suisse, de même que la France l'avait remerciée pour les Strasbourgeois.

C'est lui qui a gagné la bataille de la spontanéité contre l'officiel[1]. C'est lui qui en Allemagne a levé cette belle armée des chevaliers de Saint-Jean, ces hommes que leur âge dispensait du service militaire, saintement actifs sur le champ de bataille, attentifs à nos blessés[2]. C'est lui qui, dans toutes les villes allemandes et françaises, partout où s'entassaient les mutilés nationaux ou ennemis, a porté les femmes, les hommes de tout rang et de toute profession à leur secours. C'est lui, le même, qui dans la guerre d'Amérique enveloppait les régiments exposés au feu d'autres régiments : les épouses, les mères, les sœurs, infirmières dévouées et coura-

1. Celui-ci s'est bien défendu, la régularité administrative a opéré une belle retraite, volontiers on n'aurait plus que des sœurs de charité et des infirmiers de profession. Mais l'immensité des besoins a forcé d'entr'ouvrir la porte, quoiqu'à regret, et les volontaires sont entrés. Une autre fois, si par malheur nous nous trouvons encore en guerre, la porte ne sera plus entrebâillée, elle sera enfoncée, je l'espère.

2. L'un d'eux, noble exemple de largeur, demandait et obtenait pour ses blessés des journaux français, souvent hostiles à l'Allemagne.

geuses. C'est lui qui a réveillé dans tous les cœurs une ardente compassion, un puissant besoin de soulager.

La guerre ne perd rien de son horreur, mais on respire, on entrevoit l'au delà, cela fait du bien.

VI

L'ÉVANGILE ET LA GUERRE

Mettre un bel habit, un chapeau d'une forme particulière, et aller, dans cet attirail, se faire casser bras et jambes! cela a-t-il le sens commun?

Supposez dans Gulliver quelque pays où arrive tout à coup des nouvelles de notre terre : Aujourd'hui, chez les humains, on a tué vingt mille hommes et on en a mutilé le double! Pour quelle cause? On ne sait pas bien; les motifs ne sont pas clairs; personne ne peut s'en rendre compte; mais n'importe, on tue sans savoir pourquoi!

Ceux qui doutent de la méchanceté humaine sont maintenant, je pense, au net sur la question.

La guerre, c'est le grand péché. On ne saurait imaginer une manifestation plus complète de l'influence du diable. Dans tout autre crime on entrevoit un mobile, une satisfaction cherchée; ici, rien. Ces soldats qui vont s'égorger ignorent pour quelle raison ils s'égorgent; ils poursuivent avec rage la mort de l'ennemi, et tout à l'heure, couchés côte à côte sur un lit de souffrance, ils découvriront qu'ils n'étaient pas ennemis du tout!

Respect de la force seule, mépris de la vie humaine, de celle des autres, de la nôtre, de ce qui vient après, voilà ce que développe la guerre, et cela nous gagne vite.

L'Évangile nous ordonne d'aimer notre pays; l'Évangile nous ordonne de défendre notre patrie; loin de les affaiblir, il relève et sanctifie chacun de nos devoirs; mais à côté de ces deux devoirs : aimer le pays et le défendre, il en met d'autres non moins absolus.

Pour le patriote chrétien il y a des frères par delà les frontières, il y a des âmes immortelles, il y a des

hommes en faveur desquels le Christ est mort, il y a une justice que nous devons servir quoi qu'il arrive, il y a, quoi qu'il arrive, l'horreur des cœurs légers à répandre le sang!

Quiconque sait que Dieu jugera, ne peut songer à paraître devant lui avec le mépris de la justice, avec la suppression de l'humanité, avec l'esprit de haine et de meurtre, avec cette prétendue morale patriotique, toute pétrie d'orgueil, de dureté, et que la morale ordinaire condamne absolument. Or c'est au nom de la morale ordinaire que nous serons jugés.

Vous représentez-vous un homme disant au juge souverain : J'ai foulé aux pieds la justice, la vériti et l'humanité; je n'ai pas résisté au mal, j'y a adhéré; mais ma conscience ne me reproche rien; il s'agissait de mon pays!

Et le prix d'une âme, y avez-vous pensé! Avez-vous pensé, en présence de la déclaration de guerre, à cette détermination effroyable : précipiter des milliers d'âmes dans l'éternité!

Laissons les homélies; elles ne compromettent personne, elles sont approuvées de tout le monde et ne servent à rien.

Nos déclamations subissent, la détestation s'oppose; pour les unes la guerre est un malheur, pour l'autre elle est un crime. Tant que la guerre sera douloureuse et non flétrie, elle conservera ses coudées franches. Parlez, écrivez contre la guerre, célébrez les bienfaits de la paix, adressez des lettres aux souverains, tout le monde sera de votre avis; les auteurs de la guerre vous donneront raison, ils vous dépasseront même en enthousiasme pour la paix; seulement vos lamentations n'auront point fait avancer la question d'un pas. Par cette voie s'échappent toutes les énergies, comme la vapeur quand elle sort d'une chaudière fendue et cesse d'exercer sa pression. Il vaudrait mieux être moins lamentable et plus viril.

Vouloir fermement la paix, aimer sincèrement les hommes, combattre l'injustice, fût-elle commise par notre pays, c'est le travail du chrétien, et son mot est celui-ci : je hais la haine!

Sans haine, vous pouvez m'en croire, l'esprit de guerre ne vivra pas longtemps.

Faute d'exceptions légitimes cependant, on affaiblit plus qu'on ne fortifie les attaques dont la guerre est l'objet.

Dans notre manie de généraliser et de formuler des maximes absolues, nous sommes parvenus, qui le croirait? à calomnier la guerre.

En condamnant toute guerre, même la guerre défensive, même la guerre intérieure pour maintenir l'ordre, on altère la notion du droit et celle du devoir. Il suffit de se représenter l'état du monde si un tel principe pouvait prévaloir. Les nations qui n'ont pas tant de scrupules envahiraient à leur aise les nations scrupuleuses; les anarchistes qui n'ont pas tant de scrupules lèveraient leurs armées internationales et renverseraient à leur aise les gouvernements scrupuleux; le désordre triompherait partout. Et qu'on ne vienne pas nous parler d'un arbitrage européen, car cet arbitrage serait nul s'il ne dispo-

sait d'aucune force ; or employer la force n'est pas chrétien !

Si la guerre défensive est un péché, ouvrons nos frontières à l'ennemi. Si la guerre civile est un péché, ouvrons nos forteresses et nos villes à l'insurrection. Si toute espèce de défense personnelle est un péché, laissons massacrer notre femme et nos enfants. Si les grands saints doivent s'abstenir de toute guerre, même légitime, même ordonnée par les plus simples lois de la conscience et du bon sens, que faites-vous de la Bible qui nous parle de l'Éternel des armées, que faites-vous de l'Évangile qui nous dit que le prince ne porte pas l'épée en vain?

Ne disloquons ni la nature humaine ni le devoir. Aucun chrétien en France, aucun chrétien en Allemagne, aucun chrétien en Amérique pendant le long conflit avec le Sud, n'a été frappé de ce prétendu précepte : Ne pas porter les armes, et ne s'en pas servir pour la défense du sol ou du droit.

Le soldat chrétien se sent en plein accomplisse-

ment de devoir lorsqu'il combat dans une sainte guerre défensive; mourant sur le champ de bataille il implore le pardon de ses péchés, mais il ne met pas au nombre de ses péchés l'obéissance au devoir envers la patrie, que ratifie de tout point sa conscience de chrétien. Le chrétien réprimera l'émeute qui bouleverse la cité; s'il ne le faisait pas, il se sentirait aussi coupable que s'il refusait de protéger sa famille contre une horde de brigands. Ce chrétien, ce soldat ne hait pas l'ennemi; tout en combattant vaillamment, il n'oublie pas que son adversaire a une mère, qu'une femme pense à lui avec angoisse; il sait que cet homme a une patrie, lui aussi, que cet homme doit la servir, il ne saurait éprouver de haine envers cet homme. Le chrétien a la guerre en abomination, la gloire militaire au prix d'une seule vie lui fait horreur, il souhaite la paix dès qu'elle peut être honorablement conclue, il maudit la continuation des hostilités, et pourtant il prie pour le succès de ses armes et il se bat bien.

Je pense, avec les amis de la paix, que le rôle

des armées permanentes s'affaiblit, qu'un arbitrage peut arrêter et terminer la plupart des querelles, qu'il faut marcher résolûment dans ce sens; mais je pense aussi que loin d'être un mal et un péché, la guerre défensive est un grand devoir, un saint devoir, qu'elle est la défense du droit contre la force, qu'elle est la défense de la paix contre la guerre, qu'elle est en définitive le châtiment et la négation de la vraie guerre, de la guerre offensive, de la guerre qu'il faut abolir à tout prix.

Comme Français, nous ne pouvons avoir oublié Vercingétorix défendant la Gaule contre César. Les Allemands se souviennent d'Arminius. Et la Suisse, n'a-elle pas son Divicon ?

Flétrir toute espèce de guerre, affirmer que la guerre ne développe que des instincts mauvais, c'est tomber dans le faux et dans l'absurde. De rares vertus se sont déployées au milieu des combats. Louis IX, Godefroy de Bouillon, Saladin, et dans les temps modernes les huguenots de France, Coligny; ceux d'Allemagne, Gustave-Adolphe; ceux des Pays-

Bas, le Taciturne et les Gueux; ceux d'Angleterre et d'Amérique n'étaient pas, que je sache, des incarnations du péché.

La vie militaire a de grands côtés; certains héroïsmes disparaîtront, j'en ai peur, quand nous ne serons plus que des sociétés pacifiques vouées au commerce et à la recherche du profit.

Sans doute l'idéal chevaleresque peut se conserver et se retrouver en dehors du métier des armes, sans doute les occasions de dévouement et de valeur ne manquent jamais, nous n'en sommes pas réduits à choisir entre l'idéal chevaleresque avec la guerre, et la platitude commerciale avec une nation de boutiquiers; cependant le danger existe, et le reflet des vertus guerrières devra être remplacé par d'autres vaillances et d'autres désintéressements [1].

1. Je ne saurais avoir personnellement aucun préjugé contre la vie militaire. Mon père a servi depuis les campagnes d'Italie jusqu'à la bataille d'Eylau. Mes deux grands-pères étaient l'un et l'autre officiers supérieurs.

En fait de guerre légitime et généreuse, parlez-moi de la guerre d'Abyssinie. Délivrer des prisonniers, jeter à bas un monstre, montrer aux férocités africaines ce que sont la justice et la force de l'Europe, cela fait, rentrer chez soi sans prendre un pouce de terrain, voilà une expédition qui laissera en repos la conscience du général Napier, de ses compagnons d'armes et de l'Angleterre[1].

Tous nous avons admiré les États-Unis et Lincoln combattant les esclavagistes du Sud; si Lincoln, sous prétexte d'humanité, s'était arrêté avant d'avoir réduit les dernières résistances des rebelles, avant d'avoir conquis la paix future de l'Union et l'abolition radicale de l'esclavage, nous aurions trouvé qu'il manquait à tous ses devoirs de chef d'une grande nation.

Croyez-moi, ne plaçons pas les enfants de Dieu en dehors des devoirs communs; au lieu de chrétiens

1. Aussi voyez comme la bénédiction de Dieu s'y montre (elle dont nous tenons si peu de compte)! C'est par un vrai miracle que les captifs anglais n'ont pas été immolés.

nous ferions des moines; je ne vois pas trop ce que la paix y gagnerait.

Le XIX[e] siècle, au bout du compte, n'est plus le temps de ces légèretés militaires, de ces guerres à tout propos qui ont rempli les siècles précédents. Il a la conscience moins large; entraîné pendant quelques jours, il revient à lui-même, et n'admet pas que les nations s'entr'égorgent pour la conquête, pour la prépotence, pour l'équilibre, pour la gloire, pour occuper l'armée, pour amuser le pays, pour esquiver des difficultés intérieures, pour satisfaire un certain goût de se battre, pour gagner sa vie et s'entretenir la main.

Heureux ceux qui procurent la paix[1] *!*

Songeons au moment où nous comparaîtrons devant le souverain Maître, tant les rois que les peuples et jusqu'aux plus humbles citoyens qui peuvent parler, qui peuvent prier, qui peuvent procurer la paix!

1. *Evangile* selon saint Matthieu, chap. V, v. 9.

VIII

LES DEUX POINTS DE VUE

JUSTICE RELATIVE, JUSTICE ABSOLUE

Il ne faudrait pas abuser de l'histoire. On y trouve des précédents pour tous les crimes, des griefs pour tous les conflits, des comptes ouverts entre tous les voisins.

En définitive, le mal est le mal, et les précédents historiques n'y changent rien.

Tâchons de ne pas excuser ce qui est mauvais, sous prétexte que d'autres l'ont fait, et que l'histoire en a pris note.

L'histoire n'étant autre chose que les annales de

l'homme déchu, elle nous raconte effectivement une série d'attentats et d'atrocités. La guerre en particulier, malgré le manteau de pourpre dont on l'a couverte, a été du commencement à la fin le déploiement le plus effroyable de la cruauté humaine. Qu'en voulez-vous conclure ? que la cruauté est bonne? que le mal est le bien ?

Prenons-y garde, les autres crimes aussi figurent dans l'histoire. Certaine école s'évertue à nous prouver que la proportion des vols, des assassinats, des adultères, des infanticides, a quelque chose de constant. Je ne vois pas pourquoi nous n'excuserions pas tous ces actes dont l'accomplissement s'opère en vertu d'une loi historique non moins suivie que celle des barbaries de la guerre.

Disons-le, l'histoire est la plus détestable des écoles, sitôt qu'on en tire la glorification du fait et l'oubli du droit.

Notre métier, à nous qui croyons, est de réagir contre le fait au nom du droit.

Et n'objectez pas qu'il s'agit de nations incon-

verties, qu'il faut par conséquent oublier vis-à-vis d'elles la distinction du bien et du mal. Moins les nations sont converties, plus il importe d'appeler le mal : mal, le bien : bien, de résister à la tendance qui nous pousse à négliger le droit pour nous accommoder au fait.

Dans toutes les questions de guerre, deux points de vue se présentent au regard. Celui de la justice relative, celui de la justice absolue. Si nous nous plaçons au premier, nous n'avons, nous Français, rien à reprocher aux Allemands. Notre histoire est là, nos intentions d'hier sont là, peut-être les pensées d'aujourd'hui, peut-être les espérances de demain. Guerre implacable, paix écrasante, conquête, pillage, cruautés, nous avons fait les mêmes choses, nous allions faire les mêmes choses, bien des gens chez-nous comptent faire les mêmes choses. Au point de vue de la réciprocité, l'Allemagne est dans son droit.

Au point de vue du bien absolu, l'Allemagne est dans son tort. Aucun peuple n'est justifié lorsqu'il

accomplit le mal que d'autres ont fait avant lui[1]. D'ailleurs un progrès s'est opéré, l'humanité a marché; la guerre de 1870 devait être beaucoup meilleure que la guerre de 1866 pour ne pas être plus mauvaise. Je ne sais pas si les circulaires de M. de Bismark répondent ou non aux circulaires de M. de Chaudordy, je ne sais pas si les accusations qu'on a échangées de part et d'autre sont fondées ou ne le sont pas, ce qui me paraît affreux, ce qui me paraît honteux, c'est qu'il y ait eu lieu d'écrire ces circulaires, et de démentir ces accusations.

Pourquoi les procédés de l'Allemagne ont-ils froissé? pourquoi le bûcher de Servet scandalise-t-il plus à lui seul que mille bûchers catholiques? Genève n'a fait, l'Allemagne n'a fait que ce qu'on a fait ailleurs. Pourquoi? parce que la lumière engage, parce qu'on attendait mieux de Genève éclairée par l'Évangile, parce qu'on attendait mieux du peuple allemand, de ce peuple instruit, cordial, qui devance les autres

1. Petit Senn l'a dit : justifier le mal qu'on fait en rappelant le mal qu'ont fait les autres, c'est se laver avec de la boue.

sous tant de rapports essentiels. Les exigences de l'opinion sont un hommage rendu à l'Allemagne, elle l'a repoussé; elle a fait comme nous, comme tout le monde, d'accord; mais c'est tant pis pour elle!

IX

LES JUGEMENTS DE DIEU

I

L'ÉTERNEL

N'oublions pas Dieu.

Dans nos calculs de forces et de chances, n'oublions pas cette force et cette chance : la bénédiction de Dieu.

L'Éternel règne. Il semble que ce soit l'habileté, la violence, l'homme, Satan, je ne sais quels hasards! ne vous y trompez pas; c'est Dieu.

Or Dieu exerce ses jugements.

La bénédiction de Dieu ne s'exprime pas toujours

par le succès ni sa colère par les revers. Comprendre ainsi les jugements divins, ce serait déclarer tout vainqueur dans son droit, tout vaincu dans son tort, tout heureux un saint, tout malheureux un pervers; il ne nous resterait plus dès lors qu'à nous courber devant le triomphe et qu'à adorer l'événement! Certes nous n'avons pas besoin de cet apprentissage-là.

Avant tout regardons à la vérité, considérons la justice; rien, ni victoires ni défaites n'en sauraient altérer l'essence ou ébranler la fermeté.

Je m'inscris de nouveau contre un fatalisme qui s'appuierait sur les jugements divins pour décharger la conscience de sa responsabilité et l'homme de son devoir.

Ne vous opposez pas à la guerre, c'est un jugement de Dieu, elle détruira notre mollesse, elle mettra fin à notre luxe, elle secouera notre indolence, elle atteindra notre orgueil en nous humiliant, notre avarice en nous ruinant, notre cruauté en nous déchirant, notre matérialisme en nous tuant! —Très-

bien; vive alors tout fléau! le choléra qui suspend la mort sur ma tête, les révolutions qui me déracinent, les catastrophes commerciales qui me dépouillent, la disette qui m'affame, le voleur qui me prend mon bien! Vive l'anarchie, vive le pillage, vive le malheur! Dans la main de Dieu tout cela peut devenir un moyen de régénération.

Et ne nous arrêtons pas en si beau chemin! Ce qui est un bien public ne saurait être un mal particulier. Souhaitons les douleurs, la pauvreté, le malheur à nos proches. Autant de jugements de Dieu, autant de blessures salutaires, autant de détresses qui empêchent l'homme de s'attacher aux jouissances d'ici-bas.

Faisons plus, gardons-nous de soulager les misères, nous priverions les misérables d'une épreuve qui leur est envoyée pour leur bien!

Ah! vous avez raison, tout sert aux desseins de Dieu; mais Dieu, qui se sert de tout, même du mal, n'absout pas le mal.

La mort de Jésus-Christ a servi les desseins de Dieu; le supplice des martyrs a servi les desseins de Dieu;

l'inquisition, la ligue, la terreur, les guerres de l'empire ont servi les desseins de Dieu. Direz-vous que ces infamies-là n'étaient pas des crimes? La guerre de 1870 servira les desseins de Dieu ; la trouvez-vous innocente[1] ?

Revenons au bon sens.

Dieu qui peut mettre des malédictions dans la victoire et des gratuités dans la défaite, manifeste parfois ses jugements, établit parfois leur harmonie avec notre conduite d'une manière si éclatante qu'il n'y a pas à s'y méprendre et qu'on croit entendre une parole venue du ciel.

1. Dieu fait son œuvre au travers des crimes des hommes. Bien des âmes, j'en suis convaincu, ont trouvé dans la guerre de 1870, des occasions de pensées sérieuses et même de conversion, que la vie ordinaire ne leur aurait pas offertes.

Le Saint-Esprit qui plane sur les ténèbres, plane aussi sur les champs de bataille et sur les ambulances.

On a été généralement frappé de la douceur, de la patience, de l'esprit recueilli qui régnait dans ces dernières. Les soldats des deux nations accueillaient avec joie les consolations chrétiennes. La parole de Dieu était reçue avec un visible empressement.

La politique de Dieu, voilà ce qui est apparu dès le début de la guerre de 1870, voilà ce qui a dominé jusqu'à la fin ; l'imprévu y est constamment arrivé, l'impossible s'y est constamment accompli ; on s'est senti sous le poids d'une main plus forte que celle des ministres et des rois ; les choses ne se sont nullement passées comme dans les guerres ordinaires, et quiconque aurait prédit les événements se serait assuré une place aux Petites-Maisons.

On croirait presque retourner à ces jours anciens où Dieu s'entretenait avec les patriarches.

Une grande iniquité est commise, un grand crime, tranchons le mot, est consommé ; aussitôt les forces d'une nation puissante semblent s'anéantir, la supériorité de ses chefs militaires s'en va, la folie se met dans ses conseils, l'invasion projetée s'opère en sens inverse, les désastres ne cessent de dépasser les prévisions, les catastrophes de s'entasser, les espérances de s'évanouir, les ressources de se dissoudre ! On sent qu'il y a là comme une loi, le résultat d'une cause profonde et morale, l'intervention d'une volonté.

En quelques jours tout est accompli. La présence visible de Dieu est là, sa sainteté se montre en même temps que sa puissance, et devant cette sainteté tout cœur sérieux éprouve le besoin de faire le compte de ses voies : « Ote les souliers de tes pieds, car le lieu où tu te trouves est une terre sainte[1] ! »

Voulez-vous le détail ?

L'empire déclare la guerre et trouve Sedan.

Le ministère Ollivier fait la guerre et tombe dès la première heure de la première réunion des chambres.

Le parti militaire prépare la guerre et rencontre les désastres de nos champs de bataille.

Le parti clérical excite la guerre, et voit Rome évacuée, le pouvoir temporel écroulé.

Le parti chauvin acclame la guerre, salue nos conquêtes, et nous perdons l'Alsace avec la Lorraine.

L'armée se réjouit de la guerre, et il n'y a plus d'armée, il n'y a plus que des prisonniers français en Allemagne.

1. Exode, ch. III, v. 5.

Les journaux célèbrent la guerre, excitent nos passions vaniteuses, et sont forcés de fuir de ville en ville ou de suspendre leurs publications.

La révolution chauffe la guerre, et Gambetta est renversé.

Paris, le grand coupable, le grand corrupteur, le grand séditieux, Paris lance la guerre, Paris se grise de la guerre, et Paris est assiégé, Paris est bloqué, Paris est pris.

Paris assiégé s'enfle de ses vertus : c'est l'union des citoyens, c'est leur courage, c'est l'héroïsme, c'est la splendeur, et Paris, s'affaissant sous l'insurrection, incapable de résistance, incapable de virile indignation, subit la plus humiliante des défaites.

La déclaration de guerre a été signée à Saint-Cloud, et Saint-Cloud est incendié par ceux-là mêmes qui ont applaudi à la déclaration de guerre.

M. de Wimpfen a porté la déclaration à Berlin, et M. de Wimpfen signe la capitulation de Sedan.

Versailles était le palais du grand roi qui prit Strasbourg, qui prit la Lorraine, qui fit ravager le

Palatinat, et le traité qui prend la Lorraine et l'Alsace à la France se conclut dans le palais du grand roi.

Le 18 octobre 1813, Napoléon 1er, cet autre conquérant, battait l'Allemagne à Leipzig, et le 18 octobre 1870, les vaincus allemands célèbrent à Versailles l'anniversaire de la bataille de Leipzig[1].

A ceux qui demanderaient où sont les jugements de Dieu sur nos adversaires — car enfin, ils ont des péchés aussi — je montrerais les longues listes des morts, les maisons désolées, les avenirs brisés, bien des ruines, bien des misères, bien des larmes qui ne sécheront pas, pesantes calamités abattues sur le pays, et dont aucun triomphe ne saurait consoler[2].

Non, la France n'est pas seule appelée à se repentir; tous les peuples, à des degrés divers, ont à faire le compte de leurs voies, et les individus y sont con-

1. De cette formidable lutte sortit le soulèvement national, la résurrection du peuple allemand.

2. Le ministre de la guerre, M. de Roon, a perdu ses deux fils sur le champ de bataille.

viés comme les peuples. Qui ne sentirait le besoin de se réveiller; qui ne verrait dans les menaces de l'avenir un signe de Dieu, une invitation à se tenir prêt?

Il y a une voix des événements qui nous crie : Convertissez-vous!

II

LA PAIX ÉCRASANTE

La paix écrasante est un jugement de Dieu.

En France, en Alsace, en Allemagne, on l'a conclue dans l'espoir d'une guerre prochaine. Si on avait voulu la paix solide, on aurait adopté la zone des pays neutralisés[1].

Cette paix, pas plus que les malheurs de la France, n'a rien que nous ne puissions comprendre au point de vue de la justice divine et de ce que nous avons mérité.

1. Cette transaction, il en faut convenir, présentait un énorme inconvénient : elle fondait la sécurité, elle fondait l'état définitif. Quelle gêne pour le militarisme allemand! Quelle gêne pour les revanches françaises! Quelle gêne pour le despotisme!

Je vais plus loin, elle n'a rien que nous ne puissions comprendre au point de vue de la justice nationale et du règlement de nos vieux comptes avec l'Allemagne.

Ou en guerre, ou en révolution, nous sommes des voisins désagréables et fâcheux. L'Allemagne prend ses précautions contre nous. Souvenirs du passé, irritation causée par notre agression nouvelle, craintes de l'avenir, grandeur du péril couru, grandeur des victoires remportées, grandeur des sacrifices, unanimité du sentiment patriotique, absence d'offres sérieuses de la part de la France, absence d'un mouvement de l'Alsace dans le sens de son indépendance, absence d'une action énergique des médiateurs, tout cela explique la conduite des hommes d'État allemands.

Je n'ai rien à répondre à un Allemand qui me dit : Je vous ai fait ce que vous m'avez fait.

Ou qui me dit : Je vous ai fait ce que vous m'auriez fait.

Ou qui me dit : L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ne dépasse pas en valeur nos prodigieux

succès, encore moins notre sang versé à flots et les désolations de nos familles.

Mais que les Allemands ne viennent pas nous dire : On ne pouvait faire autrement ! — Pour l'honneur de l'Allemagne, pour la paix de l'Europe, ils pouvaient faire autrement, ils devaient faire autrement.

Ils pouvaient, saisissant une occasion magnifique, adopter la politique de paix, politique à la fois prudente et généreuse, qui prévient les guerres futures, qui calme les haines, qui désarme, qui dirige le monde vers le progrès et vers la liberté.

Cette politique prudente et généreuse — non moins prudente que généreuse — a dépassé la portée des hommes d'État de l'Allemagne ; l'Allemagne qui les suit aveuglément, n'a pas compris davantage quel beau rôle s'offrait à elle.

Peut-être, quelque jugement de Dieu, encore enveloppé dans l'avenir, fera-t-il regretter à ceux qui l'ont dédaignée une solution moins habile et plus chrétienne !

SECONDE PARTIE

LA FRANCE

I

REVANCHE OU RÉFORME

I

REVANCHE

Revanche ! tel est le cri général.

On nous propose tout simplement de nous donner dès à présent pour but la violation d'un engagement signé.

A la conscience on oppose Vattel. Je doute que la conscience, qui sait ce qu'elle a à faire, ait besoin de consulter Vattel. Mais enfin, puisqu'on le cite, écoutons-le.

D'après Vattel, paraît-il, les traités cessent d'être obligatoires quand ils sont excessifs, quand ils constituent une violence subie !

Puisque nous cédons à la force, nos engagements sont nuls. Nous promettons, et nous avons le droit de ne pas tenir. Nous signons un traité, et nous avons le droit de violer notre signature. Nous cédons une province, et nous usons de notre droit en nous réservant de la reprendre !

Dès lors, François Ier était le plus honnête homme du monde lorsqu'il jurait le traité de Madrid, ayant pris soin de jurer la veille en secret, mais par-devant témoins, qu'il s'engageait à manquer à sa parole !

Je ne vois nullement ce qui nous empêcherait d'appliquer les mêmes règles à notre conduite privée : j'ai été contraint par ma faute ou par les circonstances à prendre un engagement qui m'est désagréable, je ne suis pas forcé de le tenir !

Nous, dont les victoires ont souvent infligé aux autres peuples des cessions territoriales, avons-nous pensé que les traités subis n'obligent pas la conscience



et que les acceptations forcées n'engagent point?

Je ne crois pas que Vattel, qui savait qu'au sortir d'une guerre il y a un vaincu et que les traités alors sont le résultat de la force, ait déclaré qu'aucun d'eux n'était obligatoire. Je ne crois pas davantage qu'écrivant à une époque où le droit de conquête s'exerçait sans contestation, il ait considéré comme non obligatoire le traité cédant une province ou deux.

Quoi qu'il en soit, une nouvelle déclaration de guerre, basée sur un tel mépris du sens moral, ne serait pas mieux justifiée que la première. Nous nous faisons la plus étrange des illusions si nous nous imaginons qu'il suffirait de dire alors : le traité de 1870 était écrasant, la force nous l'a fait accepter, donc il ne nous oblige pas, nous voulons une revanche, et dès l'instant où nous nous sentons en mesure, dès l'instant où une occasion se présente, nous répudions nos engagements.

La conscience publique pas plus que la conscience individuelle n'accorderont que déclarer ainsi la guerre soit conforme au droit.

Recommencer ! où s'arrêterait-on ?

Si au mois de juillet 1870 j'ai pu prédire avec une assurance désolée que nous venions de donner le signal d'épouvantables désastres, je ne suis pas moins sûr de ne point me tromper aujourd'hui, en prédisant qu'une nouvelle guerre — de quelque côté qu'elle vînt — donnerait le signal de pires calamités.

L'imagination recule à la pensée des maux que nous irions chercher ainsi : armements, dépenses folles, ruine, la liberté perdue, l'anarchie socialiste pour nous déchirer, une dictature pour nous achever, l'asservissement au lieu du relèvement !

Si nous voulons favoriser la Prusse, si nous voulons empêcher l'absorption de la Prusse dans l'Allemagne, si nous voulons assurer l'asservissement de l'Allemagne à la Prusse, si nous voulons créer de nos mains une Allemagne prussienne, au sens le plus fâcheux du mot, nous n'avons qu'à conserver des projets de revanche et qu'à suspendre sur la tête des Allemands la menace d'une guerre future.

L'Allemagne absorbe-t-elle la Prusse, la paix est

assurée ; une grande puissance conservatrice et libérale, uniquement occupée de ses propres affaires, s'établit et s'affermit au centre de l'Europe.

La Prusse au contraire absorbe-t-elle l'Allemagne, la guerre est assurée ; les jalousies naissent de partout, une puissance essentiellement militaire, ne manquant ni d'orgueil ni de dureté, ne se souciant ni de beaucoup de liberté ni d'un véritable désarmement, siége au centre de l'Europe et y entretient le feu.

C'est à nous de choisir.

La politique de revanche, au fait, c'est toujours la vieille politique de conquête. Qu'elle l'avoue ou non, sa pensée est bien telle que l'a énoncée Victor Hugo. Elle ne compte pas seulement reprendre l'Alsace, elle compte prendre le Rhin.

Tenons-nous donc absolument à notre mauvaise réputation ? tenons-nous à rendre burlesques et odieuses nos colères au sujet de l'Alsace ? tenons-nous à faire dire une fois de plus ceci en Europe : Ils

veulent la conquête ; ils ne repoussent que la conquête des pays français ! Ils veulent l'invasion ; ils ne condamnent que l'invasion du territoire français ! De Thiers à Victor Hugo, tous les hommes populaires, tous ceux qui expriment l'opinion de la partie agissante et influente du pays sont décidés à conquérir[1] !

La politique de revanche n'a rien de nouveau, elle continue la politique de guerre à outrance. Un jour ou l'autre elle appellera l'intervention des partis violents. Faire dans l'avenir ce qu'on a fait dans le passé, obtenir la victoire, à tout prix, le plus tôt possible, par tous les moyens, voilà son but.

Quand on ne se propose que cela, on sacrifie tout à cela. Les libertés sont gênantes ; périssent les

1. Les journaux qui se sont le plus indignés de la violence faite aux populations par l'annexion de l'Alsace (le *Figaro* par exemple) proposaient de négocier à Bruxelles la rétrocession de Metz en donnant en échange le Luxembourg.

La France aurait acheté le Luxembourg, puis, le Luxembourg qui s'est montré très-français et très-hostile à l'Allemagne, aurait été livré aux Allemands !

libertés! Les économies empêchent la revanche; périssent les économies! Les préoccupations de progrès moral et intellectuel détournent les esprits et font diversion à la préoccupation unique de la revanche; périsse le progrès! Il faut entretenir une agitation fébrile. Il faut écarter tout ce qui est pacifique et modéré, par conséquent tout ce qui est libéral. Il faut museler, même le pays, s'il ne marche pas droit.

Allez, ils ont bien peu d'ambition pour la France, ceux qui se contentent de souhaiter qu'elle gagne des batailles, qu'elle reconquière l'Alsace et qu'elle y ajoute le Rhin.

Est-ce que vous croyez, par hasard, que cela nous rendra notre rang en Europe?

Ce rang, nous ne l'avons perdu ni à Woerth ni à Sedan; nous l'avions perdu depuis longtemps déjà par l'affaiblissement de la vie intellectuelle et du sens moral.

Qui n'a pas senti, en 1870, que la grandeur morale donne seule désormais la grandeur militaire!

Les observateurs sérieux[1] ont uniformément constaté ceci. La différence qui sépare les deux peuples est une différence morale; les Allemands se sont montrés plus éclairés, plus sérieux, mieux pénétrés du sentiment du devoir; on trouvait chez eux ce développement intérieur que fait naître la connaissance de l'Évangile.

Expliquer les succès de l'Allemagne par des causes extérieures et accidentelles, par de meilleurs préparatifs, par une artillerie supérieure, par l'habileté de Moltke, par le froid, par le chaud, par le hasard des combats, c'est n'avoir rien compris.

Je ne méconnais pas, soyez-en certains, ce qu'il y a de légitime dans le désir de revanche. Pour ne le point éprouver, il faudrait être dépourvu de patriotisme; mais je vois notre ennemi moins au dehors qu'au dedans, moins en Allemagne qu'en France. Je vois notre défaite ailleurs qu'à Sedan ou à Paris. Je vois notre revanche ailleurs que dans une victoire

1. Je comprends dans le nombre le Rapport de M. Stoffel, antérieur à la guerre.

remportée sur l'Allemagne. Il s'agit de remporter une victoire sur nous-mêmes. Il s'agit de réorganiser autre chose que nos armées, il s'agit de réorganiser notre peuple, nos idées, nos mœurs, nos âmes.

Cette revanche-là est seule digne d'une grande nation.

Aux yeux de bien des gens, l'important est qu'on dise : Ils ont gagné plus de batailles que les Allemands ! — Pour d'autres, il est important qu'on dise : Ils ont plus d'écoles que les Allemands, ils dépassent les Allemands en lumières, en moralité, en liberté !

Revanche ou réforme, toute la question est là.

Poursuivrons-nous la revanche, poursuivrons-nous la réforme ? l'un de ces deux buts est exactement le contraire de l'autre : celui-ci exclut absolument celui-là.

La revanche repousse l'humiliation, par conséquent la réforme, car elle ne reconnaît que les torts de l'adversaire. Avouer qu'elle a failli, ce serait se désavouer elle-même. Il lui faut, pour se maintenir

debout, une France impeccable, sublime, victime de la fatalité, brutalement égorgée; sans cela de quoi se revancherait-on?

La réforme détruit l'orgueil, par conséquent l'esprit de revanche. Elle pousse au retour vers Dieu, elle perce l'outre aux vanités, elle fait la guerre aux vices, elle développe les instincts généreux, elle place les ambitions sur le terrain du progrès, elle gagne les batailles dans l'ordre intellectuel et moral.

Cherchons-nous la revanche, nous accroîtrons l'armée et la marine au lieu de les diminuer, nous augmenterons les charges publiques au lieu de les affaiblir, nous centraliserons au lieu de décentraliser, nous entretiendrons les haines au lieu de les éteindre, nous conserverons nos illusions et nos vices, nous pousserons aux conquêtes au lieu d'y renoncer pour jamais, nous nous écarterons en tout et pour tout du chemin de la liberté qui est celui de la véritable grandeur.

Et pendant que nous aurons continué à marcher dans notre voie, il est probable que l'Allemagne aura

continué à marcher dans la sienne, qu'elle sera devenue encore plus sérieuse, encore plus éclairée, encore plus forte qu'avant!

Or le résultat, le voici : l'heure de la revanche sonnée, nous aurons dix fois plus de chances d'être écrasés.

Vous parlez de revanche! je la veux aussi, je la veux plus que vous. Mais commencez par vous guérir. Un malade épuisé par la maladie, terrassé à cause de sa maladie, s'occupe de vaincre sa maladie avant de songer à vaincre l'ennemi[1].

Je veux la revanche. Je veux la vraie et la grande.

La France est descendue, la France doit remonter.

La France a été inférieure à l'Allemagne, elle doit reprendre son niveau.

Oui, nous avons à ressaisir notre rang en Europe; ressaisissons-le pour les lumières, pour la direction des

1. Alors même que nous obtiendrions, par une combinaison d'alliances, par un accident heureux, quelques succès militaires, cela ne ferait que préparer une ruine plus profonde, si nous n'avions pas commencé par nous guérir.

idées, pour la suprématie intellectuelle! Est-ce que cela ne nous fait rien d'avoir perdu cette royauté-là? Est-ce que nous ne sentons pas que pour la reconquérir il faut que les sources de la vie jaillissent de nouveau chez nous?

La grande revanche, c'est la grande réforme.

Les nations meurent d'un suicide, non d'un assassinat.

II

C'EST LA SUPÉRIORITÉ MORALE QUI A VAINCU

La supériorité morale nous a vaincus.

Si je parle de la supériorité morale de l'Allemagne, ce n'est pas que je me fasse illusion.

Hegel m'enchante peu. L'Allemagne a contribué pour sa bonne part à créer une science opposée à l'Évangile. La politique de la Prusse n'a rien de vertueux. Les discours de certains théologiens allemands qui déclarent que nous sommes Gomorrhe et que l'Allemagne représente la race élue, res-

semblent trop à cette prière du Pharisien : « Je te rends grâce, ô Dieu, de ce que je ne suis pas comme le reste des hommes, ni même comme ce péager[1]. »

La vanité nous a perdus; que l'Allemagne prenne garde à l'orgueil.

Ceci posé, et quels qu'aient été les torts de l'armée allemande, quel que soit l'affaiblissement moral que les soldats allemands aient subi par le fait même de la guerre où tout le monde finit par se gâter, il demeure certain que ces hommes nous sont supérieurs. Tous, dans toutes les classes de la société, ont marché, ont combattu, ont obéi, mourant sans murmure, coopérant à l'œuvre immense, ne songeant pas un instant à briller. Leurs mœurs ont été irréprochables; pas d'ivrognerie, nulle inconduite, les femmes et les jeunes filles n'ont eu de leur part aucun danger à courir; et nous étions le pays conquis. Ajoutez l'instruction, ajoutez la dignité[2], ajoutez les

1. Évangile selon saint Luc, ch. XVIII, v. 13.

2. Les prisonniers allemands ont fait partout, sous ce rapport, une impression que ne produisent pas les nôtres.

sentiments de famille, cette fidélité, cette tendresse des affections, cette expansion du cœur qui nous manquent trop souvent; n'oubliez pas la véracité, cette réelle noblesse de l'âme humaine; en regard de nos mensonges systématiques mettez la sincérité, la simplicité, je dirai plus, la sobriété des dépêches allemandes[1]; observez cette décision, cette possession de soi, chez le moindre sous-officier comme chez le général, et vous me direz si l'on ne sent pas là une éducation virile, l'éducation directe que donne Dieu par la Bible.

Berlin, s'écrie-t-on, ne vaut pas mieux que Paris!

Peut-être. Comparons toutefois ce qu'on tolère et ce qu'on approuve dans les deux villes. Comparons les journaux, les revues[2], les romans, les pièces de théâtre, la littérature dont se nourrit l'esprit chez

1. D'un bout de l'Europe à l'autre, on attendait ces dépêches pour savoir ce qui s'était réellement passé.

2. Le plus souvent on ne peut en France laisser sur sa table ni les uns ni les autres.

nous, avec les œuvres saines et fortes que réclame l'esprit des Allemands.

S'il s'agit des finances, quel bon ordre, quelle sobriété dans les dépenses! Informez-vous du traitement de M. de Bismark, informez-vous de la liste civile du roi?

Ceci n'est pas un mince détail. Parmi les signes de notre corruption, je dis mieux, parmi les agents de notre corruption, il n'en a pas été de plus funeste que l'appel fait aux cupidités grossières, que l'argent donné et prodigué à quiconque consentait à tendre la main[1].

Ce n'est pas chez les Allemands qu'on a fourni des souliers à semelles de carton. Leur intendance n'a

1. Ce mal-là s'étend beaucoup plus loin que le cercle des fonctionnaires et des receveurs de cadeaux. Certains luxes sont contagieux; la vue des fortunes rapides propage partout et dans toutes les classes le goût des fortunes rapides. Tout le monde s'est mis à spéculer, à jouer, à demander. Les travaux agricoles qui exigent beaucoup d'efforts et qui ne rapporten pas de gros intérêts, ont été désertés pour des placements plus commodes. Un affaiblissement général en est résulté.

pas été un seul jour en défaut. On accusait les Allemands de se perdre dans l'idéal, or il se trouve que ce sont les administrateurs les plus pratiques! Munitions, habits, médicaments, provisions arrivaient incessamment d'au delà du Rhin; la distribution en campagne a plus d'une fois manqué à nos soldats, les Allemands ont reçu chaque jour leur ration.

Et leur artillerie! trente lieues d'investissement autour de Paris, partou des touvrages pour protéger les batteries, partout les pièces amenées en place!

Aucune malversation, grande ou petite, n'a été signalée nulle part. Nous n'apprendrons pas qu'il se soit fait en Allemagne, pendant cette guerre, une seule grosse fortune. Les ministres, à commencer par M. de Bismark, ont retrouvé leurs positions modestes, leurs petits patrimoines et leurs petits traitements. Les fonctionnaires, les professeurs ont repris leurs occupations comme s'ils n'étaient pas venus se battre en France[1]. Nous ne voyons dans leur armée

1. On a vu la même chose aux États-Unis. Le fameux général

aucun de ces avancements prodigieux, aucun de ces titres éclatants que nous prodiguerions en pareils cas. On ne donne pas aux généraux vainqueurs les noms de nos villes et de nos provinces, et nous avons fait durant la guerre plus de promotions dans la Légion d'honneur que les Allemands n'en n'ont fait dans la croix de fer.

Il y a chez eux de la roideur, parfois même cette dureté qui se rattache à l'extrême sérieux; mais soyons justes, les petites vanités et les petites insolences sont absentes. Du commencement à la fin de cette guerre la poursuite de l'effet ne s'est pas montrée une fois. A ce signe on reconnaît la virilité. Ni dans les bulletins, ni dans l'installation de Versailles, ni dans l'entrée à Paris, ni dans l'accumulation des prisonniers et des trophées militaires ils

Lee vient de mourir dans un village obscur de la Virginie où il remplissait les fonctions de maître d'école. Beaucoup d'autres généraux ont repris leurs vocations de négociants ou d'avocats. Voilà ce qui se passe dans les pays qui n'ont pas d'armées permanentes, mais qui, à l'heure du péril, ont une nation armée.

n'ont cherché ce qu'il était si facile de trouver : la mise en scène !

Ce peuple qui accepte tous les sacrifices, ces armées et ces landwehrs où la discipline n'est jamais méconnue[1], ces victoires inouïes qui ne provoquent aucune démonstration d'orgueil, ces officiers et ces soldats qui savent mieux que nous la géographie de la France[2], ces administrations intègres où pas une malversation ne se produit, ce service merveilleux de l'intendance, ce calme et cette dignité, vous pouvez m'en croire, ont une autre importance que les hasards de la guerre ou la portée des canons.

1. Tandis que l'indiscipline règne chez nous et que nos officiers ne parviennent pas à se faire respecter des soldats, en Allemagne, lorsqu'un officier français prisonnier entre dans une brasserie, tous les soldats allemands se lèvent, la main au bonnet, jusqu'à ce que l'officier français ait répondu à leur salut.

2. Chaque sergent-fourrier allemand allant chercher des provisions dirigeait lui-même, la carte en main, les charretiers français en leur indiquant les moindres chemins de traverse. Tous les officiers parlaient français. Du simple soldat aux états-majors, on sentait partout un niveau élevé.

Nous avons succombé par notre infériorité morale : par l'irréligion et la superstition, par le mensonge organisé, par la corruption et par l'ivrognerie, par l'inconsistance et la légèreté, par notre vanité qui se nourrissait de fanfaronnades et d'illusions volontaires, par l'esprit révolutionnaire qui est le contraire de l'esprit libéral.

Nous avons été vaincus par la supériorité morale : par la science[1], par l'énergie, par la sincérité, par la

1. En Prusse, l'examen qu'on passe pour être porte-enseigne, c'est-à-dire, pour obtenir un grade d'officier inférieur à celui de sous-lieutenant, est un examen qui porte sur l'ensemble des connaissances humaines et que bien peu de gens chez nous seraient en état de passer. Étonnons-nous après cela de voir de simples soldats parler des beautés d'Eschyle ou de Sophocle. Cet examens sont, en réalité, la barrière aristocratique qui défend l'entrée des grades. Encore un fait : parmi les lettres d'officiers allemands qui ont été adressées en grand nombre au *Times*, il en est une qui mérite d'être signalée. C'est une lettre en *sanscrit* où l'on parle de la captivité du Maharadja Napoléon. Rien n'indique mieux la composition des landwehrs et la culture intellectuelle de l'Allemagne qu'un tel morceau composé au bivouac de Sedan par un employé d'un des ministères de Berlin, passagèrement transformé en officier.

religion, et n'oublions pas ceci, par la bonne cause[1].

On sent que l'Allemagne a des croyances et des mœurs ! — Aiusi s'exprimaient pendant la guerre les correspondants étrangers.

Des croyances, des mœurs ! il vaudrait la peine de nous examiner sur ces deux points.

III

NOTRE MAL EST DE L'ORDRE MORAL

Ceux qui s'affligent de nos catastrophes ne s'affligent pas assez. Ils déplorent un accident, il faudrait déplorer une maladie. Il y a bien moins d'accidents qu'on ne l'imagine dans l'histoire. Ce qui

1. Le prodigieux effort en vertu duquel l'Allemagne s'est déversée en quelque sorte tout entière sur la France, comblant sans cesse les vides que faisait sans cesse la guerre, une armée en eût été incapable, quelle que fût son organisation. Seule, une nation pouvait faire cela. J'ajoute une nation injustement attaquée. C'est nous qui avons créé ce gigantesque mouvement national.

arrive — je parle des grands événements — est la conséquence de ce qui est. Ce qui se passe dans l'ordre des faits matériels s'est d'abord accompli dans l'ordre des faits moraux.

Incroyable ! impossible à prévoir ! Il a fallu pour nous amener là un concours de circonstances exceptionnelles ! Nous n'aurions pas été battus si nous avions eu un autre général, nous aurions gagné la bataille si nous avions fait une autre manœuvre ! — Autant de fins de non-recevoir pour se dispenser d'y voir clair.

Notre mal est de l'ordre moral. Si la guerre de 1870 avait réussi, les désastres seraient venus sous une autre forme. Quand les niveaux baissent, l'effondrement est au bout.

Nous n'avons pas de plus cruel ennemi que nous-même. Cela est vrai pour l'individu, cela est vrai pour les peuples.

C'est moi qui détruis mon âme, c'est moi qui dissipe mes forces, c'est moi qui ruine mon avenir, c'est moi qui tue mon bonheur. Personne ne pour-

rait me faire autant de mal que je m'en fais quand je m'obstine dans mon orgueil, quand je refuse de reconnaître mes vices, quand j'évite la lutte douloureuse contre le mal, quand je m'installe dans le contentement de moi. On dit alors : Voilà un homme perdu ! et l'on a raison. Ce qui résiste n'existe plus. Plus de caractère, plus d'indépendance, plus d'homme !

Qu'un adversaire se présente et me foule aux pieds, prétendra-t-on que je suis vaincu par lui ? Je l'ai été avant tout par moi-même.

Beaucoup de gens reconnaissent que nous avons besoin de l'ordre matériel, car sans ordre point de travail, sans travail point de prospérité, sans prospérité point de revenus, sans revenus point de crédit ; or il nous faut des revenus et du crédit pour payer les Allemands, libérer le territoire et refaire la France.

C'est fort bien raisonner ; mais c'est rester à la superficie de la question. Il ne suffit pas le moins du monde de refaire la France au point de vue de l'ordre

public, de l'organisation intérieure et des finances. Cela est très-nécessaire, et cela est très-insuffisant. Pour refaire vraiment la France, pour opérer son relèvement, pour la rendre capable d'ordre et de liberté, l'essentiel est d'entreprendre virilement la réforme morale.

On ne relève un peuple qu'en relevant le sens moral. A un grand peuple, il faut une grande conscience.

Dieu nous a mis en mesure de nous réformer.

Depuis très-longtemps notre maladie intérieure s'aggravait, mais le mal n'était pas généralement reconnu chez nous. Il y a des malades qui marchent escortés d'illusions. Nos illusions étaient immenses. Jamais nous ne nous étions sentis mieux portants, jamais nous ne nous étions crus plus forts. On a vu pendant toute la guerre combien nous tenions et parvenions à nous tromper. Dieu, dans son amour, a déchiré les voiles; il nous met par nos immenses malheurs en présence de nous-mêmes. Voyons-nous tels que nous sommes.

Là est le commencement du salut.

II

LA CRISE INTÉRIEURE

ET

LA CRISE GÉNÉRALE

I

LA CRISE

A peine sommes-nous sortis de la crise extérieure que la crise intérieure commence. De façon ou d'autre nous sommes les boute-feux de l'Europe. L'internationale s'est levée. Les misères de la guerre passeront, mais ce fléau ne passera pas. Il y a là une armée du désordre et de la révolution qui s'étend à

tous les pays, qui obéit à un seul mot d'ordre. Vous l'avez vu, dès que les événements de Paris lui ont ouvert des chances, l'armée entière a changé de cocarde ; elle était pour l'Allemagne contre la France, elle s'est tournée pour la France contre l'Allemagne ; cela s'est fait d'un seul mouvement, du jour au lendemain, en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Russie, partout.

Essayez de vous rendre compte de l'œuvre de mort que poursuit chez nous le parti révolutionnaire et socialiste. Notre défaillance fait sa force, cela n'est pas douteux. Sans l'incrédulité, sans le matérialisme, sans l'esprit de servitude, sans l'absence d'individus, sans la démoralisation générale le parti révolutionnaire ne serait pas dangereux. Mais dans nos conditions, il l'est au plus haut degré. Il nous divise si profondément que nous ne pouvons plus nous unir pour rien. Il détruit la sécurité sans laquelle on ne saurait rien bâtir. Il nous affaiblit vis-à-vis de l'étranger, car il crée un péril du dedans plus grave que le péril du dehors.

Il nous rend incapables de liberté, car il rend le nom même de liberté odieux, et par le despotisme d'en bas, il nous rejette à terme fixe dans le despotisme d'en haut.

Il empêche tout progrès, car les forces se dépensent pour résister à l'ennemi intérieur.

Il ruine le travail et la prospérité, car il ruine la confiance.

Il ruine la moralité, car, dans ces conflits violents, la passion et le danger créent de fausses consciences, des consciences de classes, des consciences de partis.

Il anéantit tout ce qui restait de religion, car l'anéantissement de la religion est le premier dogme du socialisme.

Avez-vous remarqué combien nos insurrections, qui se font toujours au nom de la liberté, ont soin de supprimer la liberté sous toutes les formes : liberté des élections, liberté du suffrage universel, liberté de la France ?

Si la majorité incline d'un côté qui ne plaît pas à

ces messieurs, Paris ou Marseille se chargeront de lui apprendre ce que signifie le mot de liberté dans le nouveau dictionnaire.

Est-ce la liberté des cultes? on a fermé les églises et arrêté les curés.

Est-ce la liberté de la presse? on a suspendu les journaux et arrêté les journalistes.

Est-ce la liberté de réunion? on a interdit celles qui déplaisaient.

Est-ce la liberté individuelle? on met en prison tous ceux qu'on soupçonne de résistance.

Ne nous y méprenons pas, les questions politiques préoccupent fort peu les révolutionnaires de 1871. La question politique a été remplacée par la question sociale. Au lieu de la guerre des nations nous aurons la guerre des classes; au lieu de la guerre étrangère nous aurons la guerre civile; pour complément à la guerre civile nous aurons une douzaine de guerres extérieures destinées à renverser les gouvernements réguliers. C'est le conflit des intérêts qui est déchaîné; c'est le partage qui apparaît à l'horizon.

Une même menace se dresse devant tous les pays. La France est avertie. Or un bon averti en vaut deux.

II

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES NIVELEURS

On peut avoir de la sympathie pour telle ou telle révolution : celle des cantons Suisses contre l'Autriche, celle des Pays-Bas contre l'Espagne, celle de l'Angleterre contre les Stuarts, celle des États-Unis contre l'Angleterre, celle de la France contre l'ancien régime. Je défie qu'on en ait pour ce besoin de renverser, pour ce goût du désordre qui se nomme l'esprit révolutionnaire.

La situation qui suivra la paix peut devenir plus terrible que la guerre et amener bien mieux que nos revers la mort de la France.

Outre l'immense misère qui éclatera, je le crains, par le fait des chômages, des mauvaises cultures et des frais énormes à payer, nous verrons paraître les partis violents.

Du plus au moins, on a ajourné ces luttes pour ne pas se diviser devant l'étranger, comme on ajourne les duels dans l'état-major d'un vaisseau où l'on navigue ensemble; mais gare le jour où la navigation finit et où les comptes se règlent.

Je le sens pour ma part, on peut être très-partisan de la république et très-peu partisan de la république universelle, c'est-à-dire du bouleversement partout et de la révolution partout. Rien n'a plus refroidi l'élan de la défense nationale que les emportements de l'esprit révolutionnaire. Le parti révolutionnaire, qui a prétendu galvaniser la résistance et organiser un 92, a été précisément le grand obstacle au mouvement.

93 succède à 92, et que ce bout de l'oreille passe, l'immense majorité des Français se résigne à tout plutôt que d'en tâter de nouveau.

92 ! mais c'est le moment où Lafayette descend et où Santerre monte. C'est le moment de la journée du 20 juin où l'Assemblée nationale assiste au défilé

de trente mille individus armés de piques et vociférant des violences, qui vont forcer les Tuileries et contraindre Louis XVI à se coiffer du bonnet rouge!

92 a sans doute été témoin d'un grand élan patriotique contre l'étranger, mais le despotisme des Jacobins s'est fondé alors; mais 92 a eu son dix août, nul ne saurait l'oublier.

Le parti, du reste, n'a pas pris la peine de déguiser sa pensée. Donner à la nation une impulsion vigoureuse et *révolutionnaire*, c'est l'intention qu'il a nettement formulée, dès qu'il a eu le pouvoir en main. Personne ne s'y est trompé, et les révolutionnaires de tous les pays moins que personne. Le mot a fait le tour du monde. On a vu partout apparaître cette nation qui existe au sein de toutes les nations, qui n'a qu'une seule patrie et qu'un seul drapeau, la nation révolutionnaire. Ce n'est pas à la France qu'elle s'est ralliée, c'est à la révolution.

Au travers de la guerre avec l'Allemagne une autre guerre se dessine, la guerre à la civilisation. Or si

l'on doit défendre le sol de la patrie, on doit certes défendre les principes et les bases mêmes de l'ordre social.

Quand je maudis le socialisme, il m'importe de rappeler qu'il y en a deux. Celui qui s'adresse aux harmonies, non aux antagonismes, pour préparer des progrès encore imprévus ; celui-là depuis longtemps possède mes sympathies. Celui qui, sous prétexte de progrès, mène à toutes les misères par toutes les destructions ; celui-là, je le combattrai jusqu'à la fin[1].

Ah ! certes, je comprends les questions qui naissent dans le cœur des mal partagés de ce monde : Cet homme ne vaut pas mieux que moi, et sa position lui ouvre des carrières qui me sont fermées ! pourquoi ? Cet enfant ne vaut pas mieux que les miens,

1. L'idée du partage ne semble pouvoir être réfutée que par l'expérience ; l'expérience seule prouvera, hélas (aux dépens de tout le monde, et des pauvres encore plus que des riches !) que porter atteinte à la propriété, c'est détruire l'industrie, stériliser la terre, réduire la société entière à mourir de faim. Et je ne parle pas de considérations plus élevées, de la justice et de l'Évangile.

et il reçoit des soins que les miens ne reçoivent pas! pourquoi? Cette jeune fille n'est ni meilleure ni plus belle que la mienne, et elle se marie honorablement tandis que la mienne est condamnée à vivre dans la solitude! pourquoi? — On peut opposer de très-beaux raisonnements à ces révoltes de l'âme, mais l'Évangile est seul capable de les vaincre, et ce n'est pas une des moindres victoires de Jésus.

En attendant, on nous propose les *États-Unis d'Europe!*

Les États-Unis d'Europe ont eu soin de n'emprunter qu'une chose aux États-Unis d'Amérique : leur nom. On tient à ce nom parce qu'il est honorable, comme on tient au nom de république parce qu'il semble le synonyme de liberté. Mais à part les mots, tout est contraste entre les États-Unis d'Europe et les vrais États-Unis.

Historiquement, ceux-ci ne sont pas nés au moyen du nivellement des nationalités diverses. Comme principes générateurs, nous trouvons chez eux l'Évangile

et l'affranchissement de l'individu. Indépendance sous toutes les formes : indépendance personnelle, indépendance locale, liberté des Églises, État réduit à son minimum, nulle tutelle administrative, voilà ce qui achève l'opposition.

Les États-Unis d'Europe qui nous invitent patriotiquement à nous joindre à eux ont supprimé la patrie, tout simplement. Ils effacent les frontières. On a dit des ultramontains que la notion patriotique leur faisait défaut parce que leur unique capitale était Rome, parce que leur vrai chef se trouvait là, parce que leurs vrais intérêts étaient en dehors du pays natal. A plus forte raison faut-il le dire des socialistes ; d'un bout du monde à l'autre ils obéissent au même signal ; ils ont un seul intérêt auquel les intérêts nationaux sont subordonnés, ils forment un seul peuple au milieu des autres peuples. Supprimer les nationalités, c'est le rêve tout plein d'anarchie des internationaux.

Pour arriver à cette effrayante centralisation, l'armée de la république niveleuse compte trouver des

soldats en tous pays, à commencer par l'Allemagne; et pour fonder les États-Unis d'Europe elle versera plus de sang que n'en a coûté la guerre de 1870. Si la république avait été proclamée en Allemagne et que l'Empire fût resté debout en France, les frères et amis qui, aujourd'hui, parlent le plus haut de l'honneur français auraient très-bien pris leur parti des victoires allemandes, ils auraient vu sans aucun regret l'Alsace et la Lorraine enlevées à l'empire français pour être annexées à la sainte république des Allemands.

Et ces gens-là viennent nous parler de la fraternité des peuples! — Il y a des peuples, comptez-y, qui tiendront à leur monarchie. Ceux-là, on les traitera fort peu fraternellement. En vertu de la souveraineté du but, on violera sans se gêner leur indépendance, on les attaquera bel et bien afin d'installer partout, de gré ou de force, la légitimité du droit républicain!

Les États-Unis d'Europe, en admettant qu'ils se réalisent jamais, seraient le couronnement du sys-

tème latin, de la centralisation et de l'unité suprêmes.

L'ancienne centralisation a détruit la vie locale et l'individu ; la nouvelle centralisation détruirait la vie nationale. Au nivellement qui a supprimé les provinces succéderait le nivellement qui supprime les nations. Nous aurions tous l'avantage d'être citoyens du monde et membres de l'humanité ! Un État monstrueux, un État Moloch, auquel on aurait tout immolé, dévorerait la patrie après avoir dévoré le reste ; la terre serait décidément aplatie et nivelée ; seule la grande unité resterait debout, et le latinisme centralisateur aurait dit son dernier mot !

Une capitale universelle, un gouvernement universel, une législation universelle, un parlement universel ! avec cela on fait disparaître ce qui restait encore d'indépendances et de diversités. La servitude est achevée.

Qu'il y ait d'ailleurs un suffrage universel — tout est universel ici — cela n'y change rien. Comme instrument de nivellement et de servitude, le suffrage universel bien manié n'a pas son pareil.

Ne nous effrayons pas outre mesure. L'anarchie socialiste se heurtera en France contre un fait résistant, la petite propriété.

Nous avons quatre millions de propriétaires. L'agitation ouvrière rencontrera chez nous bien plus d'opposition qu'en Angleterre ou même qu'en Allemagne[1].

Nos petits propriétaires sont des propriétaires, et ils éprouvent aussi vivement que d'autres ce sentiment particulier en vertu duquel on ne veut pas que le patrimoine, ce fruit du travail et de l'épargne, soit

1. Deux pays en Europe ont aboli la classe des petits propriétaires, ce sont la Russie et l'Angleterre. La Russie en a fait brutalement des serfs au XVI[e] siècle. Mais elle vient de les émanciper généreusement au XIX[e], et elle est en train de créer chez elle une classe moyenne. En 1848, l'Autriche a fait disparaître le servage en accordant aux paysans, moyennant indemnité, la propriété des terres qu'ils cultivaient à titre de terrains corvéables. L'Angleterre qui avait aboli le servage avant tout autre pays, a graduellement supprimé ces petits propriétaires, si nombreux jadis chez elle, qui avaient fait la force de la réforme et de la liberté. Par une série d'usurpations, en détruisant à leur profit les communaux, en remplaçant les petites fermes par de grandes, en remplaçant les hommes par des moutons, en achetant tout

menacé peu ou beaucoup, directement ou indirectement[1]. »

Et la France n'est pas seulement un pays de petite propriété, elle est, grâce à Dieu, un pays agricole. Ses révolutions et ses guerres sortent des grandes villes et des fabriques; mais le paysan ne subira pas toujours la loi de l'ouvrier, et si la campagne acquiert le sentiment de sa force, si elle trouve le courage de s'opposer à quelque chose, le socialisme échouera chez nous.

autour d'eux, eu créant une mainmorte par les successions et les majorats, les grands propriétaires ont aboli la petite propriété et la classe moyenne dans les campagnes. Il n'y avait plus que deux cent cinquante mille propriétaires au siècle dernier. Il n'y en a plus que trente mille aujourd'hui. En Angleterre, le socialisme sera aussi redoutable dans les campagnes que dans les villes. Mais il trouvera l'esprit réformateur pour lui tenir tête.

1. Ce n'est pas peu de chose d'avoir un sol tellement morcelé que le nombre des propriétaires est immense; le sol n'est pas seul morcelé, la dette publique l'est aussi, les actions et obligations des grandes compagnies le sont aussi. Il en résulte que les idées de partage et de banqueroute rencontreront chez nous une vigoureuse opposition.

Paris est son foyer[1]. On l'a dit, Babœuf a remplacé Carrel.

Avez-vous remarqué le nom d'un des grands ballons que Paris envoyait à la France : *La République universelle !*

L'*Armand Barbès* avait apporté Gambetta, c'était déjà bien ; la *République universelle,* c'est mieux, car c'est plus clair.

Les mesures prises par ce parti-là, ne laissent aucun doute à l'esprit. Ce gouvernement décrète la peine de mort et la modification du code pénal, ces préfets décrètent des emprisonnements, des flétrissures et des impôts progressifs ; les lois, il n'en faut plus parler ; un maire disait naïvement : la loi, c'est

1. Le parti révolutionnaire de Paris a contribué plus qu'on ne l'imagine (de concert avec l'égoïsme dynastique de l'empereur) au succès des armées allemandes à Sedan. L'empereur qui se trouvait avec l'armée de Mac-Mahon, n'a cessé de lui imprimer un mouvement de va-et-vient, tantôt la rapprochant de Paris quand la dynastie semblait menacée, tantôt la reportant vers Metz quand Palikao annonçait que sans cette marche la dynastie serait en péril.

ce qui se fait! — Et l'on fait tout ce qu'on veut.

Les sommes expédiées hors de France sont saisies dans les gares et un avis du garde des sceaux rappelle que certains envois d'argent seront punis de la peine de mort.

Un arrêté signé Gambetta organise à Bordeaux un cabinet noir[1]. Nos chefs militaires sont destitués les uns après les autres. Nos soldats, fait humiliant et nouveau, sont fusillés s'ils reculent! Nos généraux malheureux sont menacés du conseil de guerre! M. Gambetta nous avait bien parlé de faire un pacte avec la victoire ou avec la mort : Soyez victorieux, ou nous vous tuons!

Pour nous rassurer, nous voyons arriver Cluseret avec un plan de communisme révolutionnaire. Le parti nous déclare que si l'on parle de consulter la France, ou de traiter, il fera des émeutes, et cet affreux triangle dont la base va de Marseille à Tou-

1. Le fonctionnaire qui travaillait là, était autorisé à se faire livrer administrativement par la poste toutes les lettres, sur la simple indication du nom du destinataire.

louse et dont le sommet se trouve à Lyon, cette confédération du Midi dont Paris est la tête et qu'il gouverne, nous montre nettement quel but on poursuit.

La main de l'internationale se reconnaît dans toutes les infamies. Avec l'atroce sang-froid qui appartient à une société cosmopolite, voyant la France à moitié détruite, elle essaye de l'achever.

A Paris l'assassinat, l'assassinat à Lyon avec l'insurrection communiste, partout les férocités et les lâchetés sont son œuvre.

A Zurich, naguère, elle avait écrit sur son drapeau : *fort mit dem respect!* — Plus de respect.

C'est sa devise : Plus de Dieu, plus d'individu, plus de conscience, plus rien!

Hélas, quand nous aurons échappé aux rouges, nous tomberons dans les mains des cléricaux, c'est-à-dire que nous tomberons de fièvre en chaud mal.

Telle est la situation que le catholicisme a faite à la France. Il a préparé pour nous tous les asservisse-

ments : l'asservissement irréligieux, l'asservissement religieux. Ne me demandez pas de choisir.

J'ai besoin de me tourner vers la liberté, par où je veux dire vers l'Évangile. Si toute chance de nous tourner vers l'Évangile nous est ôtée, alors il n'y a plus rien à débattre, car il n'y a plus rien à espérer.

Mais je ne me résigne pas à ce découragement absolu.

III

CE PARTI NE VOULAIT PAS LES ÉLECTIONS

Point d'élections ! Voilà le cri du parti.

Après l'invasion violente du corps législatif et la naissance irrégulière du gouvernement qui s'était nommé lui-même à Paris, le devoir d'interroger la France était évident. On avait annoncé les élections. Si l'on avait traité la France comme un pays libre, on lui aurait demandé dans les huit jours son avis sur ses propres affaires. Mais le mot de Talleyrand : Défiez-vous du premier mouvement ! a trouvé ici

une nouvelle application. On a ajourné, prenant sur soi je ne sais combien d'actes énormes.

Lincoln avait certes raison de dire que ce n'est pas au moment où l'on traverse une rivière qu'il faut changer de cheval.

Changer, oui. Mais quand on n'a pas de cheval du tout !

L'heure des grands périls n'est pas celle où il convient de dissoudre la Chambre et de renverser le ministère. L'heure des grands périls est celle où il faut chercher la représentation du pays si elle n'existe pas.

Deux fois, après Sedan et après Metz, le parti rouge a fait rejeter l'armistice, c'est-à-dire la paix. Le second armistice repoussé, M. de Bismark offrait à M. Thiers de consulter la France au moyen des élections. Le parti rouge n'en a pas voulu ; les élections étaient sa grande terreur ; la grande terreur était ceci : voir apparaître la France, la France avec ses vraies opinions, la France et non une minorité, la France et non un parti.

Vous êtes libre de penser comme moi! — Telle est la définition de la liberté comme la conçoit l'école révolutionnaire. Cette école soupçonne la France de ne pas penser conformément à son programme au sujet de la république en Prusse, en Bavière, en Autriche, en Italie, en Hollande, en Belgique, en Russie, en Angleterre. Qui sait même si la France pense comme l'école révolutionnaire au sujet de la république en France! Dès lors, le pays étant mal sûr, voici en quoi consiste la souveraineté nationale : La nation ne sera pas consultée quand il sera question de vie ou de mort, quand l'honneur et l'avenir du pays seront en jeu, quand il s'agira du sang de nos enfants et des dernières ressources de nos populations.

Dans ces cas-là, la sagesse inspirée d'un gouvernement qui s'est improvisé, nous préservera des sottises que ferait la France si on la consultait.

La France, au fait, c'est le grand suspect.

D'ailleurs ne le savez-vous pas, la république ne

peut être mise en discussion. La république n'est pas soumise à la souveraineté nationale; le peuple souverain n'a pas le droit de voter contre la république; *la république est au-dessus du suffrage universel*[1]. C'est le droit divin dans sa perfection. Il y a plaisir à voir les despotes parler en despotes, au lieu d'emprunter le langage de la liberté.

Si jamais la France leur est livrée, s'ils s'emparent de la pensée de revanche, si une nouvelle guerre éclate, la civilisation court risque d'y sombrer.

Les canons tireront sur les idées, sur les libertés, sur l'avenir. Malheur aux grands pays, et plus encore aux petits.

Oui, l'orage passera partout. Mais il y a des maisons bâties sur le sable et des maisons bâties sur le roc. Il y a des peuples que la tempête et l'inondation trouvent sans force; il en est d'autres chez lesquels le bien a cru en face du mal, et parfois plus vite que lui. Le despotisme socialiste y est à l'œuvre, mais le libéralisme y a poussé des racines. L'immoralité s'est

1. Louis Blanc.

déchaînée, mais les moralités ont grandi. L'incrédulité a fait des ravages, mais les convictions chrétiennes se sont affermies. Il y aura combat, mais il y aura victoire.

Possédons-nous les mêmes forces de résistance ? Si nous ne les avons pas, les acquerrons-nous avant le commencement de la terrible tempête ?

Le sort de la France est dans ses mains.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE

DU TOME PREMIER

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

ENQUÊTE SUR LA GUERRE DE 1870

I — QUI EST COUPABLE? L'ALLEMAGNE OU LA FRANCE?

LA FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

II

SECONDE PARTIE

LA FRANCE

I — REVANCHE OU RÉFORME

II — LA CRISE INTÉRIEURE ET LA CRISE GÉNÉRALE

F. AUREAU. — IMPRIMERIE DE LAGNY

LA FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

II

MICHEL-LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

M. LE C^TE^ A. DE GASPARIN

UN GRAND PEUPLE QUI SE RELÈVE, 2ᵉ édition. Un vol. gr. in-18.

L'AMÉRIQUE DEVANT L'EUROPE. — PRINCIPES ET INTÉRÊTS. — Un vol. in-8°.

LE BONHEUR, 4ᵉ édition. Un vol. grand in-18.

L'ÉGALITÉ, 2ᵉ édition. Un vol. grand in-18.

LA FAMILLE, ses devoirs, ses joies et ses douleurs. 6ᵉ édition. Deux vol. grand in-18.

LA LIBERTÉ MORALE, 2ᵉ édition. Deux vol. grand in-18.

LA FRANCE, nos fautes, nos périls, notre avenir, 2ᵉ édition. Deux volumes grand in-18.

LA DÉCLARATION DE GUERRE, 2ᵉ édition. Brochure.

LA RÉPUBLIQUE NEUTRE D'ALSACE, 2ᵉ édition. Brochure.

APPEL AU PATRIOTISME ET AU BON SENS. Brochure.

LES RÉCLAMATIONS DES FEMMES, 2ᵉ édition. Brochure.

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny

LA

FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

PAR

LE C^TE A. DE GASPARIN

TOME DEUXIÈME

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS
RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA

LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15, AU COIN DE LA RUE DE GRAMMONT

1872

III

NOTRE MALADIE

I

LE MAL INTÉRIEUR

Le grand sujet de douleur, le grand danger, le mal qui nous ronge, c'est cette impuissance de liberté qui se complète par l'impuissance de l'ordre ; c'est l'impuissance de tout.

L'impuissance existe avant de se manifester ; la maladie existe avant les symptômes ; la cause des défaites existe avant les défaites.

On sentait venir tout ceci, les forces s'en allaient,

la vie se retirait, l'incapacité d'être libre augmentait.

On sentait venir cette désaffection générale qui a surpris les esprits inattentifs. Plus d'alliés, plus d'amis; chacun s'éloignait de nous. L'empire avec ses prétentions, ses points noirs et la fièvre d'insécurité qu'il s'attachait à entretenir agaçait les nerfs du monde entier. Notez, pour achever de nous rendre aimables, l'esprit révolutionnaire toujours au guet.

Le mouvement intellectuel s'était arrêté. Demandez aux libraires, ils vous diront à quels ouvrages ignobles appartenait encore un reste de lecteurs; parcourez les feuilletons des journaux en vogue!

Nos grands succès de théâtre étaient *la Belle Hélène* et *la Grande-Duchesse de Gérolstein*. On sait ce que la foule allait chercher aux cafés chantants.

Nos colléges, nos écoles — restées au niveau des frères ignorantins, — nos études incapables de sortir de l'ornière, privées du grand souffle de la liberté s'étiolaient misérablement.

Pendant ce temps un luxe bête s'épanouissait au soleil; c'était bien le siècle des Benoiton! Ce bois

de Boulogne qu'on vient de raser[1] n'a-t-il pas vu l'étalage effronté de tous les vices, étalage qu'on aurait vainement cherché en d'autres pays?

Ce qui frappait dès le premier coup d'œil qu'on jetait sur nous, c'était le mauvais goût, c'était le mauvais ton.

Qu'avions-nous fait du goût français, de l'élégance française? Des manières de corps de garde chez les hommes, des façons tapageuses chez les femmes, la parole bruyante et sèche, des toilettes aussi laides que riches, voilà ce que nous nous étions mis à étaler. Un dernier détail nous achève. Pendant le siége de Paris, les défenseurs de Paris dansaient des danses cyniques, hors de l'enceinte, en vue des armées allemandes, et le lendemain de l'évacuation de Paris les affiches des théâtres annonçaient la reprise de *Frou Frou !*

Chut! respectez les illusions de la France! Ses enfants ne doivent ni la voir telle qu'elle est ni lui

1. Autre manifestation des jugements de Dieu.

dire des vérités désagréables ! ils doivent lui répéter qu'elle est grande, qu'elle est glorieuse, qu'elle représente toutes les vaillances et tous les progrès ! Parler comme vous faites, c'est souffleter la France !

Moi ! Dieu sait ce qu'il y a d'amour dans ma sincérité.

J'aime la France mieux que moi-même, car j'accepte des souffrances personnelles et des calomnies plutôt que de manquer à mon devoir de citoyen en la trompant. Ceux qui lui refusent la vérité, son premier besoin, son unique espoir, s'aiment mieux eux-mêmes qu'ils n'aiment la France, car ils cherchent la popularité au prix du salut national. Je défie les patriotes en titre d'avoir plus de sollicitude pour la France qu'il n'y en a dans les prières que je fais pour son vrai bien. Je les défie d'avoir pour elle plus de tendresse qu'il n'y en a dans ma fidélité à signaler et à combattre ce qui la perd. Nul ne souffre comme moi de l'abaissement de la France, nul comme moi n'aspire à son relèvement.

J'aspire à la voir libre, à la voir simple, modeste

et d'autant plus grande, pacifique et d'autant plus respectée.

J'aspire à la voir délivrée de ces défaillances qui se traduisent en incessantes révolutions sans lui permettre de jamais s'arrêter dans la liberté.

J'aspire à lui voir des mœurs fortes et saines, à voir naître en elle la vie individuelle et la vie locale, l'indépendance et la faculté de résister.

J'aspire à la voir éclairée dans toutes ses classes.

J'aspire à la voir se tourner vers Dieu.

II

LES QUALITÉS DE LA FRANCE

A Dieu ne plaise que je veuille nier ce que j'ai constaté cent fois moi-même, les qualités attachantes qui distinguent les populations françaises, particulièrement nos populations agricoles de certaines provinces. Si les classes supérieures sont corrompues, la classe moyenne et la classe laborieuse valent bien

ce que l'on voit ailleurs. Il y a de bonnes habitudes de travail, d'honnêteté, de sobriété[1]. Il y a en outre, ce qui n'est pas à dédaigner, des qualités aimables, expansives, préférables à la froide réserve trop commune dans d'autres contrées. La famille existe encore là ; on trouve encore là de la simplicité et des mœurs. On y est moins fanfaron, les enfants s'y montrent pleins de déférence pour leurs parents ; le respect n'y a pas été aboli ; le tutoiement moral y est inconnu ; vous y rencontrez des attachements héréditaires. Les mêmes vertus se sont conservées dans quelques familles nobles et bourgeoises. La Bretagne, les provinces du Sud-Ouest — j'évite de choisir des populations protestantes — nous présentent ces modèles. Par malheur Paris donne le ton, et en tout cas les provinces les plus influentes ne sont pas les meilleures.

Dans celles-là même on sent l'absence de la forte éducation biblique, de l'énergie virile, de la recherche

1. Dans le Midi surtout; Paris et les départements du Nord se livrent d'une manière déplorable à l'ivrognerie.

du vrai, de l'indépendance personnelle, du gouvernement de soi. Là même le nivellement fatal s'est opéré sous la double pression de la direction ecclésiastique et de la tutelle administrative.

Restent les qualités brillantes de la France. Elles sont incontestables. Valeur héroïque, élan du caractère national, grande littérature — rappelez-vous l'immortel éclat de notre XVIIe siècle, — esprit généralisateur, génie administratif, génie logique, génie législatif — nul ne rédige si bien un Code, — la France possède tout cela. Joignez-y une admirable clarté; on l'a dit avec raison : la France seule sait faire un livre. Ajoutez-y le bon sens qui est un élément de vérité; n'oubliez pas les arts, n'oubliez pas la poésie; n'oubliez pas non plus les grands côtés, le côté des vaillances morales, la chevalerie, les vieux huguenots, les jansénistes, les protestants de la révocation, 89, La Fayette et ses amis!

Si ces caractères nationaux s'effaçaient ou si la France s'effaçait elle-même, il se ferait un irréparable vide dans la civilisation.

III

NOTRE AFFAISSEMENT ACTUEL

Rien de plus ordinaire et rien de plus impuissant que les lamentations sur l'immoralité, sur la légèreté, sur la corruption et sur les abus.

Les remontrances des états généraux, les sermons des prédicateurs, les livres des moralistes, les plaintes des hommes politiques ont signalé cela dans tous les siècles.

Disons-nous-le bien, il s'agit maintenant de tout autre chose. Nous sommes en présence d'un affaissement énorme qui menace l'existence même du pays. Il s'agit d'agir.

L'état de la famille nous découvrirait peut-être quelques-unes des causes profondes qui ont préparé notre effondrement.

On se débarrasse de l'éducation, on met les enfants au collége, on se préoccupe de leur carrière et de

leur établissement, mais la vie du cœur existe à peine, les relations sonnent sec. Où sont les joies du foyer domestique, où sont les fêtes de famille, où sont les rapports intimes, où est le travail sérieux pour former les âmes, où sont les prières ensemble, où sont les tendresses et où sont les respects? La camaraderie des pères et des fils est devenue un fait presque général chez nous. On ne se gêne pas avec son père ou avec sa mère. Et, ce qu'il y a de pis, le père et la mère semblent avoir perdu eux-mêmes le sentiment de ce qui leur est dû.

Les choses se passent tout autrement en Allemagne.

Comme il a disparu de la famille, le respect disparaît de l'État. A cet égard encore nous sommes différents de l'Allemagne. Tandis que chez elle règne le respect de la loi, le respect des autorités établies; tandis qu'elle a la discipline, et mieux que cela, l'obéissance basée sur le devoir, nous ne nous soumettons plus à rien ni à personne.

Qu'est-ce que la loi? Qu'est-ce que l'autorité?

Qu'est-ce qu'un supérieur quelconque? Du chef de l'État jusqu'au dernier fonctionnaire, nous n'accordons à qui que ce soit cette soumission qui procède de la conscience.

Nous respectons la force, nous ne la respectons que trop, et c'est pour cela peut-être que nous ne respectons pas le droit.

L'absence de caractère s'allie mieux qu'on ne croit à l'absence de respect.

Nous périssons par la mollesse. Chez nous on combat mollement le mal, on aime mollement le bien, on est mollement convaincu, on est mollement libéral, on défend mollement la paix, on attaque mollement l'insurrection, on sévit mollement contre les férocités. Les violents tiennent le haut bout; la masse laisse faire et se laisse aller. On ne résiste à rien parce qu'on ne tient à rien; on se résigne à tout pourvu qu'on puisse vivre et jouir.

Ce défaut de virilité tient au défaut de conscience. Quand les consciences fléchissent tout fléchit. Le devoir ne s'affaiblit pas sur un point sans s'affaiblir

sur tous. Le devoir est un; la conscience est une; l'homme moral est un. Dès que ma conscience s'efface vis-à-vis d'un devoir, elle s'efface vis-à-vis des autres. En effet, c'est l'idée même d'obligation qui disparaît, c'est l'autorité de la conscience qui abdique. Qu'il s'agisse des devoirs de la famille, ou des devoirs de la charité, ou des devoirs de la justice, l'affaiblissement fondamental du devoir se fait toujours sentir. Tout en souffre, jusqu'à l'intelligence, jusqu'à l'élégance, jusqu'à la grâce. Cherchez ce que deviennent l'art, les œuvres de l'esprit, les costumes même dans un Bas-Empire[1]!

En fait de grâce, de goût, de charme — qu'on me permette d'y revenir — la femme française était universellement citée; j'ose à peine dire où nous en sommes. Par leur genre hardi, par leur ton de voix

1. On s'est beaucoup moqué des gens du Bas-Empire et des subtilités dont ils s'occupaient au lieu de défendre le pays. Savons-nous si l'ensemble des pensées qui nous préoccupent, si les idées et les mœurs qui ont prévalu chez nous, ne sont pas au-dessous des controverses sur la lumière du mont Thabor?

élevé, par leur rudesse masculine, par leur façon extravagante de se vêtir, nos femmes — je ne parle pas des exceptions — se font partout reconnaître et juger.

Nous avons certes des hommes d'esprit, des savants et des penseurs, mais cela n'empêche pas le niveau général de baisser, les nuances délicates de s'effacer, une certaine grossièreté de nous envahir[1].

Connaissez-vous rien de plus sot qu'un Parisien pur sang, avec ses mots à effet et son esprit court! Au milieu de nos misères, des souffrances de l'heure

1. Ce qui avait contribué à élever le niveau pendant la Restauration et dans les premieres années de Louis-Philippe, c'est un beau mouvement littéraire, c'est la poursuite de l'idéal. La politique, toujours un peu sèche, n'avait pas tout absorbé.

Plus tard, nos écrivains et nos poëtes ont pris soin de se transformer tous en hommes d'État. L'Académie française s'est versée dans les chambres, et les chambres à leur tour se sont chargées du recrutement de l'Académie, où les élections vraiment littéraires sont devenues l'exception.

Ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni l'Allemagne ne tombent dans le même travers. Poëtes, historiens, philosophes poursuivent leur œuvre, et ne se mêlent pas du parlement.

présente et des menaces de l'avenir, nous voyons apparaître de temps en temps un M. Prudhomme.

M. Prudhomme complète le tableau; sans lui quelque chose manquerait à notre abaissement.

M. Prudhomme profère des sentences magistrales. Il rappelle à sa manière les grandeurs françaises. Il pronostique le rétablissement de l'ordre. Il découvre dans les malheurs de la France la main perfide de l'étranger!

On n'en fait pas accroire à M. Prudhomme! M. Prudhomme est trop fin pour se laisser tromper. Les véritables auteurs de nos revers seront anéantis, et l'*astre* de la France resplendira de nouveau!

Il n'est pas jusqu'à notre langue, notre belle et noble langue française qui ne participe à l'abaissement général. Ne lui a-t-on point infligé ces mots ignobles : *agissement, racontar, lignard, communard, moblot?* [1]

Pour couronner l'œuvre, ces deux signes odieux de

1. La chanson des *Lampions* a donné naissance à toute une littérature stupide et brutale.

toute décadence, le goût du sang et le goût du vice, semblent se rencontrer chez nous; les atrocités sanguinaires s'exercent dans la rue sous prétexte de patriotisme, le vice épicé remplit nos théâtres et nos livres qui sans lui n'auraient ni spectateurs ni lecteurs.

Autrefois la probité de notre administration nous faisait honneur. Il y a aujourd'hui bien des administrations honnêtes, j'en suis convaincu; pourtant nos oreilles s'habituent à entendre parler de malversation.

Les fonctions publiques qui naguère n'enrichissaient personne ont créé de grandes et subites fortunes. On a spéculé dans les régions élevées, on a joué à la bourse, on a mis à profit la connaissance qu'on avait de certains faits; la passion de l'enrichissement rapide a fait d'incroyables ravages.

La France possédait une classe moyenne au sein de laquelle la simplicité s'était conservée. Notre bourgeoisie citadine et rurale devait à cette simplicité plus d'une mâle vertu. Tout cela se trouve bien

compromis à l'heure qu'il est. Gros budget, gros traitements, gros bénéfices! la direction générale des idées s'est portée vers les gains instantanés. Il s'est jeté tant d'argent par les fenêtres! On a pensé qu'il était plus facile de le ramasser que de le gagner lentement à la façon de nos pères!

Au milieu de tout cela, que devient le sens moral? Qu'est-il devenu lorsque nous avons accepté l'empire moins sa défaite, la guerre moins ses désastres, le mensonge systématique moins les démentis que lui donnaient nos revers! Que devient le sens moral lorsque refusant de rentrer en nous-mêmes, nous prétendons nous venger plutôt que de nous réformer?

Si vous voulez connaître la grandeur de notre déchéance, mesurez la distance qui sépare les révolutionnaires d'aujourd'hui des révolutionnaires du siècle passé.

A côté des fureurs et des horreurs de la révolution qui a terminé ce siècle, vous trouverez la naïveté des espérances et des illusions, une passion de

la justice idéale, l'instinct de la fraternité, une aspiration sincère au progrès. Prenez ou le grand parti constitutionnel et cette noblesse généreuse du 4 août, ou La Fayette, ou les Girondins, ou Mme Roland ; prenez même, je vais jusque-là, bien des âmes honnêtes et ardentes, engagées dans le parti de la Montagne, des fanatiques comme Saint-Just, des patriotes aux prises avec l'invasion étrangère ; ces caractères de conviction, de vigueur et d'élan vous sauteront aux yeux.

Aujourd'hui on est révolutionnaire sans croire à la révolution. On pousse au nivellement sans croire à la fraternité. Il y a des lâchetés et des appétits, il n'y a plus d'enthousiasme.

Le commencement de cet affaissement des consciences avait lieu lorsque Henri IV s'écriait : Paris vaut bien une messe !

En d'autres termes, le succès vaut bien la conscience.

Le plus triste n'est pas qu'un roi perverti ait

tenu ce langage, mais qu'une foule de gens, la nation en masse, les historiens venus depuis, y aient applaudi.

Paris vaut bien la violation d'un serment! — Napoléon III redit le mot d'Henri IV.

Paris vaut l'abandon de la justice! — L'assemblée nationale n'est pas loin de le redire en face de l'insurrection de Montmartre et de ses assassinats.

Et chaque citoyen dans la France entière profite de ces leçons : Mon repos, mes intérêts, valent bien l'abandon de quelques devoirs!

IV

NOTRE AFFAISSEMENT DEPUIS L'EMPIRE

L'empire, je l'ai déjà indiqué, nous a sauvés d'un despotisme pire que le sien, plus écrasant, plus dégradant, et qui aurait plus vite encore précipité notre décadence morale. Je suis loin d'approuver les moyens employés pour nous délivrer ainsi du parti niveleur, je me borne à constater le fait.

Comme d'ailleurs on ne surmonte le mal que par le bien, l'empire n'a pas surmonté le mal de l'anarchie ; l'empire tombé, celle-ci a reparu plus forte que jamais.

Quoi qu'il en soit, et comme il fallait nous justifier à tout prix, nous avons fait de l'empire un bouc expiatoire, le chargeant lui seul des péchés de la nation. Non-seulement il est responsable de nos désastres, mais on voudrait nous donner à croire que notre déchéance morale vient tout entière de lui, et qu'avant lui le mal n'avait pas commencé.

Le mal date de plus loin ; l'empire en est le résultat, il n'en est pas la cause. L'empire est un symptôme du mal, ce n'est pas l'empire qui a créé le mal. L'empire n'a gouverné la France que parce que la France voulait ce gouvernement-là. Que l'empire ait aggravé notre état, c'est certain. La servitude que nous avons acceptée a tout désarticulé, tout affaibli, jusqu'à nos commandements militaires. L'empire retranchant la vie publique et la liberté a dû nous offrir d'autres genres de satisfaction. Ne

voulant et ne pouvant être libéral il s'est fait dépensier; il a développé chez nous la passion de l'argent; il a largement salarié tout le monde, sénateurs, députés, et accru tous les traitements. Il a poussé aux spéculations, aux coups de bourse : spéculations sur les expropriations de Paris, coups de bourse sur les points noirs ou sur les points lumineux. Il a payé les dettes de celui-ci, donné à celui-là un hôtel, un domaine à l'autre. Il a créé des places de cent mille francs au conseil privé. Grands et petits, il a invité chacun à la curée[1].

Et que dire de la corruption de nos magistrats révélée par les papiers secrets de l'empereur; que dire de cette déchéance morale sans précédents chez nous; que penser de ces instructions contenues dans la circulaire de M. de Persigny, listes de proscriptions, coup de filet prodigieux, vaste arrestation qui devait mettre sous les verrous quiconque se per-

1. Le bruit public raconte que la campagne de Villafranca a été brusquement arrêtée parce qu'autour de l'empereur on se sentait trop loin de la bourse.

mettait encore de penser et de vouloir en France! Et ces instructions ont pu être envoyées à tous les préfets, sans qu'aucun d'eux ait donné sa démission dans les vingt-quatre heures!

On prétend, et notre amour-propre s'accommode assez bien de cette théorie, qu'au bout du compte la France est toujours la même, avec ses vieilles qualités et ses vieux défauts.

Je crains que les défauts n'aient grandi et que les qualités n'aient diminué.

Nous sommes vantards, dit-on, mais nous l'avons toujours été, les Gaulois l'étaient. Nous continuons de ressembler à notre portrait tel que le génie de César l'a buriné pour les siècles. Comme alors, nous enflons notre voix, nous parlons beaucoup, nous faisons de grandes phrases, nous amplifions nos succès, nous sommes généreux, légers et vaillants! Si nous n'avons pas gagné grand'chose, nous n'avons rien perdu!

On pouvait parler ainsi autrefois. La France était

disposée à se vanter, elle n'était pas disposée à mentir. Lisez Joinville, Commines, nos satiriques, nos sermonnaires du moyen âge, vous y trouverez le ton de la vérité. Le XVIe siècle a le même caractère; on est passionné, mais on demeure vrai. Au XVIIe siècle on célèbre outre mesure les victoires du grand roi, nul toutefois ne songe à nier les défaites. Le XVIIIe siècle, bien éloigné de faire le panégyrique de la France, fait plus volontiers sa critique. Il loue l'Angleterre, l'Amérique et Frédéric II.

S'agit-il du domaine religieux et de la vie de la conscience, nous sommes loin, très-loin d'être demeurés les Français de jadis.

Les questions de vérité nous remuaient tous, c'était le temps des Huguenots; plus tard c'était le temps de Bossuet, de Port-Royal, de Fénelon[1]. Quand la philosophie antichrétienne lève son étendard au XVIIIe siècle, c'est encore une recherche de la vérité.

1. Les lettres de Mme de Sévigné témoignent des préoccupations générales.

On se passionne, on croit à quelque chose, on regrette quelque chose. Aujourd'hui, qui se soucie d'ultramontanisme ou de gallicanisme? Parmi les Français catholiques, qui s'échauffe pour ces questions dont le parlement et la nation s'inquiétaient tant jadis? On admet, on ferme les yeux; croyant ou sceptique, on écarte également ces sujets-là. Tandis que d'autres races cherchent la vérité religieuse à la sueur de leur front, nous trouvons qu'une telle poursuite est incommode. En cela comme en autre chose il nous faut des opinions toutes faites. Une religion toute faite ou une incrédulité toute faite, nous ne sortons guère de ces deux états qui nous dispensent de rechercher personnellement le vrai. Il est si désagréable de poser des problèmes, de traverser les doutes vaillants, d'arriver à la foi individuelle qui a ses exigences, qui s'empare du cœur et qui gouverne la vie!

Voulez-vous un des signes les plus effrayants de notre défaillance nouvelle? Le concile du Vatican s'est tenu; il a proclamé l'infaillibilité papale et

sanctionné le Syllabus. J'ai vu des gens assez naïfs pour s'inquiéter de ces énormités. Ils s'imaginaient que cela nuirait au catholicisme, que parmi ses adeptes quelques-uns se demanderaient si une pareille doctrine pouvait venir de Dieu. Ils pensaient que le contraste entre le pape infaillible et le pape infailliblement déclaré hérétique par d'autres papes — sans compter les conciles généraux — alarmerait quelques consciences. Ils se sont trompés; chose horrible à dire, personne ne s'est ému. Tous nos évêques, sans exception, se sont ralliés à l'infaillibilité. Ceux qui l'avaient combattue comme abominable, l'ont acceptée comme divine.

C'est un dogme; la négation des libertés par le Syllabus est un dogme; il faut croire cela sous peine d'anathème; et l'on y croit; les uns acceptent tout, culte de la Vierge, immaculée conception; les autres pratiquent comme s'ils acceptaient; d'autres tournent le dos à toute religion; aucun ne s'en inquiète.

Non, nous ne sommes plus les Gaulois de César ou les croisés du moyen âge, et il ne suffit plus de nous frapper la poitrine en confessant nos vieux défauts : légèreté, présomption, mépris de la mort! Nous ne sommes plus les ligueurs et les batailleurs du XVIe siècle, les philosophes et les révolutionnaires du XVIIIe, souvent fous, toujours grands, sympathiques et généreux, absurdes comme don Quichotte, mais chevaliers errants comme lui au service des dames et des opprimés!

Non, le mal actuel n'est plus le mal ancien. Si un Jules César dictait ses commentaires aujourd'hui, il peindrait tout autrement les descendants des Gaulois. Ne nous y trompons point, le catholicisme et l'incrédulité philosophique n'ont pas vainement pesé sur nous; nous n'avons rien gardé de ces sectateurs du druidisme et du paganisme le plus élevé, de ces croisés du moyen âge, de ces hommes de la réforme oppressés par les questions de vérité, nos ancêtres. Nous sommes les Français du XIXe siècle, indifférents au vrai, dépourvus à un point qui fait peur de tout ce

qui ressemble à l'indépendance personnelle. L'individu est mort; le latinisme et l'État l'ont tué. La lourde machine latine a passé sur nous. L'unité s'est faite en toutes choses. Le nivellement royal a commencé, le nivellement révolutionnaire a continué, le nivellement impérial a suivi, le nivellement par la démocratie est à l'œuvre, et si le socialisme lui vient en aide, nous serons bien près de l'idéal en matière d'unité, d'écrasement et d'esclavage moral.

V

MENSONGES ET VANTERIES

La plus forte preuve de l'affaissement de nos consciences, il y faut revenir, c'est le divorce que nous avons achevé de faire, en 1870, avec la vérité.

Le respect de la vérité est la mesure presque infaillible de la valeur morale, qu'il s'agisse d'un individu ou d'une nation.

Du commencement à la fin de la guerre on nous a menti, et nous l'avons supporté; du comte de Palikao

à M. Gambetta nous avons remporté une suite ininterrompue de victoires et reculé toujours. Ce sont les sorties de Metz[1], ce sont les triomphes successifs des armées de secours, c'est Berlin incendié par les prisonniers français, c'est le grand-duché de Bade envahi par nos soldats, c'est le roi de Prusse devenu fou, c'est la levée en masse de la nation — trois millions d'hommes, pas un de moins; — ce sont les Allemands écrasés ici, exterminés là, pleurant partout; autour de Paris on crosse chaque matin ces pauvres gens; on réserve à l'armée de Bourbaki le facile honneur d'en finir une fois pour toutes; sur quelques points du territoire on va si loin qu'on repousse même l'idée d'une contribution de guerre et qu'il s'en faut de peu qu'on n'en impose une à l'ennemi; dès le début les illusions nous enveloppaient de telle façon que M. Thiers, commençant par Londres sa grande tournée diplomatique, demandait tout uniment l'intervention armée de l'Europe, dans l'intérêt de l'équilibre européen!

1. Tout y allait bien, jusqu'au moment où tout y a été si mal qu'on s'est rendu.

Nous avions eu le grand ministre Palikao, nous avons eu le grand organisateur Gambetta; or c'est à qui de ces deux grands hommes d'État entretient le mieux notre aveuglement. Nous et nos journaux, nous sommes la fable du monde entier, et nul ne s'en aperçoit. Pour qu'on s'en doute moins encore, le gouvernement interdit l'introduction des feuilles étrangères : aucun moyen de savoir la vérité [1]; mais cela ne nous indigne pas le moins du monde. Nous nous fâchons très-fort contre ceux qui nous apportent la lumière; il nous plaît d'être trompés. Nous avons horreur de ce rude métier qui consiste à se mesurer avec le vrai. Les peuples de la Bible sont tous en quête de vérité; nous, la vérité nous fait peur. C'est par là que la réforme a échoué chez nous; c'est par là aussi que les mœurs de la liberté nous manquent. Sans les contradictions de la vérité courageusement ac-

1. C'est une vraie souffrance pour un Français de lire chaque matin dans les journaux anglais, américains, belges, suisses, russes, qu'on ne peut pas croire un mot de ce qui se publie en France, tandis que les dépêches prussiennes ont toujours été scrupuleusement exactes.

ceptées, jamais un peuple ne devient maître de lui.

Pour nous achever, nous faisons de l'hypocrisie politique quand nous débaptisons la conquête, quand nous l'appelons annexion, quand nous introduisons la cérémonie dérisoire du vote des populations sacrifiées; nous faisons de l'hypocrisie humanitaire quand nous brûlons l'échafaud sur les boulevards en même temps que nous fusillons les généraux et que nous noyons les suspects.

Ne comprendrons-nous jamais ce qu'il y a de virilité dans l'acceptation ferme et sensée de la réalité! ce qu'il y a de dignité dans le simple aveu de la défaite!

L'Europe entière a rendu hommage à Benedeck écrivant à l'empereur d'Autriche après Sadowa : Nous sommes battus, hâtez-vous de conclure la paix.

L'école déclamatoire de la république et de l'empire avait déjà commencé de nous enfler[1]. Sous

1. Et que ne guidais-tu sur le lieu du supplice,
A défaut du tonnerre, un chevalier français!

notre gouvernement d'avocats, l'abus des grandes phrases et des mots de dix pieds à l'adresse de notre propre mérite est devenu insupportable. Nous ne pouvons plus dire une parole sans rappeler que nous sommes l'objet des sympathies de l'Europe et de l'admiration de l'univers[1].

Phraseurs et contents de nous-mêmes[2], passe en-

1. L'invasion des avocats dans la politique ne nous a pas fait de bien. Rien de semblable en Angleterre, où la composition de la chambre des communes a un caractère fort différent. Les avocats ne dominent ni dans le reichstag allemand ni dans les chambres suisses. Mais on assure qu'aux États-Unis un affaissement considérable s'opère par la prédominance d'une classe d'hommes d'affaires, les *politicians*. Les avocats, dont je ne veux pas dire de mal, contractent dans l'exercice de leur vocation l'habitude de soutenir le noir et le blanc. Alphonse Karr l'a dit, s'ils sont défenseurs de la veuve et de l'orphelin, il y a toujours dans chaque affaire un avocat qui attaque la veuve et l'orphelin pour un avocat qui les défend. Paroles faciles et peu sérieuses, convictions sans profondeur, indignations factices, colères qui ne survivent pas à l'audience, je veux dire à la séance, tel est l'élément qu'apportent le plus souvent ces messieurs dans la discussion de nos affaires politiques.

2. Je prends deux hommes illustres aussi différents que possible : M. Victor Hugo et M. Thiers. Chez l'un et chez l'autre, je

core, mais nous, si courtois jadis, nous nous donnons aux yeux du monde des airs de gens mal élevés. Tandis que les Allemands ne cessent de rendre justice à l'héroïsme de nos soldats, tandis qu'ils parlent de notre armée avec une estime de bon goût, nous n'avons pour nos ennemis que des mots dédaigneux ou amers; il nous semble presque que nous manquerions de patriotisme si nous reconnaissions leur courage, leur discipline et leur élan.

Ils ont eu la victoire et nous la gloire! — Voilà, selon Victor Hugo, le résumé de la guerre de 1870, et beaucoup pensent comme lui.

trouve ce candide contentement de nous-mêmes qui est la base de toutes nos sottises. M. Victor Hugo écrit une grande adresse aux Allemands où il signale comme un crime toute pensée de conquête et ne se rappelle pas son volume intitulé *le Rhin,* dans lequel la conquête de cette frontière est réclamée à chaque page. M. Thiers va dans toutes les capitales protester contre l'esprit de conquête, et il oublie ce qu'il a écrit pour vanter les agrandissements de la France et les guerres odieuses de l'empire; il oublie que personne comme lui n'a poussé à la revanche de Sadowa.

Quelqu'un nous appelait l'autre jour : les rois de la blague !

L'expression est peu noble, mais la chose exprimée ne l'est guère plus. Se déclarer toujours sublime; transformer tous les revers en succès ; lorsqu'on ne peut plus nier les défaites, les attribuer à la trahison; se replier sans cesse sur des positions qu'on avait choisies d'avance ; se décharger de la responsabilité des fautes sur ceux qu'on a suivis et appuyés dans les fautes ; quand le passé échappe, se rejeter sur l'avenir et célébrer de futures revanches ; se proclamer invariablement le plus grand peuple du monde ; c'est, vous en conviendrez, perdre le respect de soi et l'ôter aux autres.

VI

LA GLOIRE

Guerroyants et duellistes, tels étaient les Gaulois, tels nous sommes.

C'est ce sentiment qu'on a exploité en juillet 1870.

On a dit à la France : Tu as été insultée, il s'agit d'une affaire d'honneur!

Notre disposition guerroyante ne s'est jamais mieux montrée qu'à l'époque où nous avions un gouvernement de paix.

Quelle accusation lançait-on contre lui? Par quel fait a-t-il perdu sa popularité? Sous quels griefs a-t-il succombé?

La paix à tout prix!

Légitimistes et républicains attaquaient à qui mieux mieux le roi pacifique, et nos libéraux aveugles de les aider, oubliant que lorsque la paix s'en va la liberté disparaît!

Gloire et victoire! nous en sommes encore là.

Si cette vieille définition qui ne fait rimer gloire qu'avec victoire est vraie, s'il n'y a de gloire que pour les victorieux, voici les noms qu'il faut inscrire au *temple de mémoire*: Gengis-Kan, Tamerlan, Omar et ses successeurs, pour ne rien dire d'Attila, de Genséric, d'Alaric et de tant d'autres!

S'il n'y a de gloire que pour les peuples qui battent les autres, ne cherchons plus ni progrès, ni culture intellectuelle, ni indépendance, ni relèvement moral; cherchons les deux ou trois genres de supériorité dont je ne saisis guère le rapport avec la gloire : le nombre des soldats, l'invention d'armes mieux conçues et mieux fabriquées, des généraux plus habiles.

Que la gloire s'attache à la vaillance, je le comprends, mais à la victoire!

Athènes se croyait-elle déshonorée lorsqu'elle était vaincue par Sparte?

François Ier se croyait-il déshonoré lorsqu'il écrivait après Pavie : Tout est perdu fors l'honneur?

L'Allemagne était-elle déshonorée lorsqu'elle succombait sous Napoléon Ier?

L'antiquité païenne nous a légué l'idolâtrie des succès militaires. Notre monde moderne a accepté l'héritage; Alexandre et César sont toujours nos héros. Voyez quelle place nos historiens et nos poëtes donnent aux fastes guerriers!

Et ce vieux préjugé auquel, je l'espère, nos enfants ne comprendront plus rien, ne se rattache pas seulement aux traditions antiques; il se rattache à tout un ensemble d'habitudes et de mœurs qui a régné en Europe jusqu'à l'époque de 89.

La carrière des armes était la seule noble. La guerre était par conséquent l'état normal et chaque pays en avait une pour son usage particulier[1].

Perdre notre prestige ! voilà ce que nous craignons par-dessus tout.

Notre prestige, c'est-à-dire notre prédominance militaire.

Notre prestige ne consiste ni dans la justice, ni dans la protection accordée aux faibles, ni dans les grands exemples donnés à l'Europe, ni dans l'estime des autres peuples, ni dans l'esprit de paix; il consiste à être la première puissance militaire du monde!

1. Ces guerres, du reste, se bornaient à une courte campagne d'été, après laquelle on prenait ses quartiers d'hiver.

Ne venez pas nous dire qu'être le peuple le plus libre, c'est être le peuple le plus influent et le plus puissant[1]. La guerre, le succès des armes, cela seul importe ; nos plus grands souvenirs sont ceux de nos invasions partout; notre grande popularité est celle de Napoléon !

D'autres mettent au premier rang un Washington.

Quiconque s'élève en Europe, quiconque se permet de remporter une victoire devient notre ennemi naturel.

Que nos armées soient battues, notre honneur national est compromis. La vaillance et l'héroïsme n'y changent rien.

Une parole de M. Thiers n'exprime que trop bien ce culte de la renommée qui chez nous a remplacé de plus généreuses passions.

Selon M. Thiers, la récompense suprême pour un homme possédé de nobles ambitions, ce n'est pas

1. Voyez l'influenee qu'exercent les États-Unis par le seul fait de leurs institutions libérales, par la séparation de l'Église et de l'État.

d'obtenir la bénédiction de Dieu, ce n'est pas de faire du bien aux autres hommes; c'est d'avoir *une ligne dans l'histoire universelle !*

Mot exécrable que nous n'avons que trop compris et applaudi. Mot absurde autant qu'exécrable.

Érostrate a sa ligne dans l'histoire universelle. Tibère et Néron ont plus d'une ligne dans l'histoire universelle. Robespierre y aura presque autant de lignes que Washington; il en aura plus que Lincoln.

Ce serait chose tristement curieuse que de compter la distribution des lignes dans l'histoire universelle. Que de lignes pour les conquérants et les guerriers! Quel silence sur les travailleurs modestes, sur ceux qui ont ensemencé pour l'avenir!

Comparez la part des apôtres et celle d'Alexandre ou de Napoléon!

On se sent surpris et humilié en voyant que dans le pays qui a produit tant de grands esprits, tant de savants illustres, tant de victorieux dans l'ordre des idées, l'honneur et la gloire nationale se sont rabaissés au niveau d'un champ de bataille!

Et que ferez-vous d'un Wilberforce? Que ferez-vous des martyrs qui ont remporté d'autres victoires et n'ont versé d'autre sang que le leur? Que ferez-vous du courage civil?

La gloire militaire est la dernière de toutes, comme le courage militaire est le plus commun de tous.

L'Angleterre, les États-Unis, les pays libres ne pensent pas qu'il manque rien à leur honneur national quand même leurs armées n'ont pas fait preuve, depuis peu, de supériorité militaire. Il est vrai que ces nations-là mettent leur honneur plus haut.

L'affaiblissement graduel du chauvinisme marquait chez nous un progrès dont étaient joyeux tous les amis de la France. Son réveil a donné le signal de nos désastres et nous a fait plus de mal qu'eux.

Espérons qu'au milieu de tant de morts, le chauvinisme aura été tué.

VII

LA VANITÉ

La vanité, qui n'est ni la fierté ni l'orgueil, endurcit le cœur ; elle le rend puéril et cruel. Voyez les femmes que la vanité domine, chez elles tous les sentiments naturels sont étouffés. La fierté a quelque chose d'humain, elle s'associe aux plus nobles élans. La vanité est mesquine, elle appauvrit et dessèche.

Vous trouverez chez tous les peuples un certain orgueil national. Anglais, Américains, Allemands et Suisses pensent et disent beaucoup de bien de leur pays. Il y a dans l'estime, fût-elle exagérée, de la patrie un caractère touchant, comme dans le respect que nous portons à notre famille. Mais cet amour garde un cachet viril ; les nations fortes conviennent franchement de leurs côtés faibles, elles avouent leurs torts, elles reconnaissent le mérite et même la supériorité des autres peuples ; elles sont fières, elles ne sont pas vaniteuses.

Depuis notre déchéance morale nos vanités ont grandi ; c'est un signe de débilité.

Nos revers n'y changent rien, la défaite ne nous a pas rendus plus humbles. Nous trouvons pour nous flatter nous-mêmes des comparaisons qui ressemblent à des sacriléges. On nous parle de notre Golgotha. La France est sur son calvaire. Sainte victime, elle a deux brigands à sa droite et à sa gauche : Napoléon III et M. de Bismark.

Paris, tant qu'a duré le siége, a fait comme la France, il nous a chaque matin raconté son héroïsme et ses vertus. A peine le traité de paix conclu, un journal sérieux nous a invités à reprendre en Europe *notre rang, qui est le premier !*

Quelque temps auparavant, l'évêque d'Orléans recommandait aux Français une *humilité magnanime.*

Après cela il faut tirer l'échelle. L'*humilité magnanime* escortée de toutes les vertus françaises, de toutes les gloires françaises dont M. Dupanloup a pris soin de l'envelopper convient parfaitement à notre vanité nationale et nous aurons cette humilité là tant qu'on voudra.

Le monde vous regarde ! — criait Paris à ses défenseurs. Être regardés! voilà ce qu'il nous faut avant tout.

« Du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent ! »

Le devoir pur et simple ne nous suffit pas ; il est bien des actes héroïques dont nous nous passerions s'il n'y avait plus de journaux pour les raconter à l'univers. Dans notre effondrement le plus complet nous poserons toujours, nous serons toujours en spectacle, nous soignerons toujours la mise en scène, notre consolation suprême sera toujours d'être contemplés.

En 1870 comme en 1840 nous faisons chanter la *Marseillaise* à l'Opéra, par une actrice vêtue d'une robe traînante, enveloppée des plis du drapeau national; et, l'avez-vous remarqué, une sorte d'ironie des événements promène notre assemblée de théâtre en théâtre, du théâtre de Bordeaux au théâtre de Versailles !

Nous avons eu les déclamations incroyables de

toute une littérature guerrière qui prodiguait l'insulte aux vainqueurs, qui entonnait des hymnes aux grandeurs de la France et à la divinité de Paris. Comparez ces boursouflures avec les chants solennels de l'Allemagne qui célébrait gravement la guerre sainte et qui pleurait ses morts. Mettez en regard l'entrée des Allemands à Paris, cette simplicité, ce sérieux, cet oubli de l'apparence, ce dédain de la gloriole, ce mépris de la parade, et l'entrée des Français à Berlin, telle que nous l'a décrite M. Thiers!

L'entrée à Paris! qu'est-ce que je dis là? Paris n'a pas été pris! — Cette étrange affirmation forme le dernier trait de notre vanité.

Paris pouvait percer le long et mince ruban de troupes qui l'entourait; Paris a eu cinq mois pour battre les ennemis, pour les traverser, pour opérer sa jonction avec les armées de secours; Paris ne l'a pas fait, Paris s'est rendu; c'est égal : Paris n'a pas été pris.

VIII

NI COUPABLES NI VAINCUS

Ni coupables, ni vaincus !

Différents en cela de tous les autres peuples, nous n'admettons pas que nous puissions être battus purement et simplement. Tantôt nos défaites sont des victoires, tantôt nos revers, ces événements impossibles, s'expliquent par l'inégalité du nombre, par l'incapacité des généraux ou par la trahison [1].

Avant les désastres, nos armées sont splendides, nos forces sont écrasantes, notre armement est supérieur, nos chefs militaires sont invincibles, nos forteresses sont imprenables, le succès est assuré.

Après les désastres, nos armées étaient insuffisantes, nos soldats indisciplinés et mous, nos préparatifs nuls, nos villes mal approvisionnées, nos arme-

1. La trahison est notre explication préférée, à commencer par ce malheureux Grouchy qui devait paraître à Waterloo au lieu de Blücher.

ments inférieurs, nos généraux ineptes ou traîtres!

L'honneur des uns, le courage des autres, tout cela est jeté aux chiens. Nous seuls nous restons parfaits.

Le croyons-nous, vraiment! Y a-t-il encore quelqu'un de raisonnable en France qui parvienne à se persuader que nos défaites sont le résultat de torts personnels ou d'accidents? que c'est la faute de l'empereur ou du maréchal Lebœuf, que c'est la faute de Bazaine, que c'est la faute de Trochu, que c'est la faute de Bourbaki, que c'est la faute du mouvement national?

Pour moi, je tiens à relever ce qu'on abaisse ainsi. Je ne vois pas ce que gagnerait la France à avoir tant de lâches pour soldats, tant de traîtres pour généraux. Plus que vous je suis jaloux de l'honneur de notre armée qui a bravement combattu, dont les soldats, engagés dans les périls d'une guerre sans cause, se sont vaillamment conduits sur les champs de bataille, ont courageusement supporté la campagne d'hiver, ont subi patiemment un emprisonnement rigoureux.

Je pense que le mouvement national a eu sa grandeur et ses dévouements.

Je pense qu'il est odieux, quand on est tranquille chez soi et qu'on a les deux pieds sur les chenets d'oublier ce que tous ceux-là ont souffert, combien sont morts, combien sont mutilés et quels hommages l'ennemi a rendu à leur valeur.

Le tableau a des ombres, je ne l'ignore point.

De tous les souvenirs de cette triste guerre celui qui me pèse le plus peut-être, c'est le souvenir des paroles données et violées.

Croyez-moi, la France a reçu moins de dommage des officiers incapables ou ignorants que de ceux qui ont manqué à leur parole. Et cela s'est fait en Allemagne, et cela s'est fait en Suisse, et le gouvernement n'a jamais hésité à employer ces officiers-là[1].

Cette vieillerie, le point d'honneur — disons mieux,

1. On a été révolté en Suisse, lorsqu'on a vu des officiers prisonniers sur parole, déposer leur uniforme, prendre des habits bourgeois et rentrer chez eux.

l'honneur — semblait devoir être respectée dans le pays qui se vante le plus volontiers de chevalerie.

Nos manquements à cet égard ont consterné et navré l'Europe. Loin d'être un fait individuel, ils ont reçu une sorte de consécration nationale, n'ayant été réprouvés ni par l'autorité, ni par l'opinion!

Cette défaite-là, je n'en prends pas mon parti.

IX

NOTRE IGNORANCE

Parmi les causes de nos échecs, parmi les symptômes de notre maladie, il importe de mentionner l'ignorance.

On l'avoue, les campagnes sont ignorantes; mais les villes sont éclairées; Paris surtout! — Ceci passe pour un axiome. Je me permets de le mettre en doute.

Il y a une ignorance plus ignorante que toutes les autres; c'est l'ignorance qui croit savoir. Or on ima-

ginerait difficilement une masse plus réellement ignorante que celle de nos grandes villes et particulièrement de Paris.

Aller au café ou au cabaret, fréquenter les clubs, parcourir quelques journaux, attraper au passage quelques généralités d'opposition, répéter des mots d'ordre dont on ne comprend pas même le sens, ce n'est faire preuve ni de beaucoup de lumière, ni de beaucoup d'indépendance, ni de beaucoup d'esprit.

Prenez dans notre armée et dans l'armée allemande les classes correspondantes et comparez-les au point de vue de l'instruction, de l'initiative individuelle, des habitudes que donne la liberté et qu'aucune discipline ne remplacera jamais; comparez les soldats, comparez les sous-officiers, comparez les officiers, comparez les officiers supérieurs, ce qu'ils savent, leurs goûts, les livres qu'ils lisent, les cartes qu'ils ont avec eux et prononcez.

On embarrasserait bon nombre de nos officiers si on les interrogeait sur la géographie des pays voisins;

les sous-officiers allemands en savent plus long que nous.

L'enseignement de nos colléges est très-inférieur à celui des Allemands et des Anglais[1]. L'Allemagne nous dépasse plus encore par ses écoles primaires, par ses universités et par sa liberté d'enseignement.

L'infériorité en matière d'instruction n'est plus permise au XIXe siècle. Tout se tient en fait d'ignorance. Tous les développements sont solidaires. De même que tous les membres d'un enfant croissent à la fois quand il se porte bien, de même l'homme intellectuel et moral grandit en tous sens quand la santé est en lui.

Otez ce principe, et vous aurez moins encore que des populations ignorantes, vous aurez des existences rabougries où rien d'élevé ne pénètre, où la lumière n'arrive pas, où la séve ne jaillit plus.

1. Notre système de casernes et de pensionnats ne peut nous fournir des hommes, comme le fait celui de la vie libre et de la vie de famille.

Il n'est plus permis, à l'heure qu'il est, d'ignorer les langues étrangères. Notre vanité, sur ce point comme sur tant d'autres, a trouvé moyen de transformer notre infériorité en une preuve éclatante de supériorité : nous n'avons pas besoin de parler la langue des autres peuples, c'est aux autres peuples à parler la nôtre!

Notez qu'en même temps que nous ignorons les langues modernes, nous apprenons parfaitement mal les langues anciennes et classiques. Les Allemands et les Anglais savent tout autrement que nous le latin et le grec.

Nous ne connaissons pas l'histoire ou nous la connaissons peu. Si l'on interrogeait nos avocats, nos médecins, nos députés sur l'histoire d'Angleterre, d'Allemagne ou des États-Unis, beaucoup resteraient court.

Nous ne connaissons pas les institutions, la littérature, les mœurs, les ressources, la vie intérieure des autres pays. Nous ne connaissons pas même leur géographie; quand nous avons nommé quelques capitales, c'est tout.

Rien n'est borné comme l'horizon d'un journal français; le journal français ne sort pas de chez lui; on pourrait le lire tous les jours sans se douter de ce qui se passe dans le reste du monde. Dès que vous avez un journal étranger, l'horizon s'élargit, la vie universelle s'épanouit, le monde entier entre en scène et prend sa place.

Un peuple ne périt pas parce qu'il ne sait ni lire ni écrire, ou parce que l'instruction secondaire est médiocre, ou parce que l'instruction supérieure est routinière; mais chacun de ces symptômes signale un état morbide. Il y a eu des populations ignorantes qui ont été des populations vigoureuses lorsque l'ignorance était le fait général; mais quand la lumière luit pour tous, quand les peuples vraiment en vie grandissent, rester étranger à ce progrès, c'est se montrer atteint d'un mal dont on ne saurait exagérer la gravité. Le mal, en pareil cas, ne consiste pas en ce que certaines classes ne savent pas lire, en ce que d'autres ignorent les langues modernes ou

apprennent d'une manière insuffisante les langues classiques ; le mal consiste en ce qu'il y a affaissement, engourdissement dans la nation, en ce que la séve ne circule pas comme ailleurs.

Notre défaillance militaire, notre défaillance administrative, notre défaillance politique ont eu pour corollaires, il faut le répéter, une défaillance littéraire, une défaillance artistitique, une défaillance scientifique au moins égales.

Demandez aux vrais savants, ils vous diront que les travaux de l'Académie des sciences étaient descendus au niveau de ceux de nos diplomates, de nos préfets, de nos députés, de nos sénateurs et de nos ministres,

Toutes ces défaillances partent d'un mal central.

Quand un homme est malade, tout est malade en lui, la tête et les membres. Le vrai médecin ne s'occupe pas de guérir séparément les membres et la tête, il s'occupe de guérir l'homme.

X

L'UNITÉ, MALADIE LATINE

La maladie latine, l'unité, nous a fortement atteints.

Je suis loin de nier la grandeur de cette unité française dont la formation fait le fond de notre histoire.

Au latinisme appartient presque tout le passé brillant de l'Europe. La race latine a marché la première dans la civilisation latine; elle a tenu la tête, elle a donné l'exemple. Éclat du moyen âge, splendeur littéraire, mœurs polies, philosophie humanitaire, révolutions cosmopolites, guerres et conquêtes, tout cela se rattache au monde latin et à son représentant central, la France. C'est en France surtout que le principe latin s'est appliqué avec vigueur et qu'il a porté tous ses fruits, les plus savoureux comme les plus amers. Là, l'élan des chevaliers. Là, la monar-

chie administrative et l'unité. Là, cette autre unité, l'unité religieuse, maintenue par tous les moyens, par la Croisade albigeoise, par la Ligue et la Saint-Barthélemy, par les dragonades. Là, l'unité littéraire maintenue par les Académies, et le XVIIe siècle achetant la perfection au prix de l'individualité. Là, l'unité révolutionnaire faisant à son tour son œuvre et la France subissant les violences de la Terreur, comme personnification du monde latin.

Tout le passé éclatant, vous le voyez, appartient au latinisme.

Ajoutons que le passé odieux et atroce lui appartient aussi.

Et ce passé atroce tient plus de place que ce passé brillant. L'histoire est à refaire. Elle a été écrite par le latinisme, dans l'esprit du latinisme, en vue de la glorification du latinisme. Son indulgence pour les infamies du passé n'a d'égale que son enthousiasme vraiment absurde pour les gloires de ce passé.

Quelque jour, la véritable histoire remettra à leur place les François Ier et les Louis XIV. Quelque jour

elle nous dira de quel prix se sont payées certaines splendeurs, ce qu'elles ont coûté à l'indépendance et à l'âme, ce qu'elles ont coûté à notre propre avenir.

A côté de la chevalerie et des croisades on verra toutes les horreurs qui constituent le bon vieux temps, l'écrasement des consciences, la suppression de l'Évangile, les ténèbres envahissant l'Europe, l'islamisme plus éclairé et même plus courtois que nous. A côté des hauts faits de la noblesse, on verra les misères inénarrables des peuples. A côté de la littérature du grand siècle, on verra l'ignorance absolue des masses.

Tout, le bien comme le mal, procède directement de cette unité à laquelle le monde latin n'a refusé aucun sacrifice : Unité religieuse, avec sa centralisation qui est la base de toutes les autres, avec ses guerres saintes, ses bûchers sans cesse allumés, ses persécutions contre toute croyance individuelle; unité de pensée, avec sa scolastique, sa littérature classique et ses universités; unité politique, avec

l'abolition des provinces et des corps indépendants; absolutisme royal, absolutisme révolutionnaire, absolutisme impérial! Et la France se hâte de renverser en 1848 l'essai de liberté qui interrompait ce despotisme et menaçait la centralisation!

S'il est une idée que je prenne chaque jour plus en horreur, c'est celle d'unité nationale. Cette unité peut devenir à un moment donné un élément de grandeur et de force; pour l'administration et pour la guerre l'instrument est incomparable, mais il tue la liberté. Point de nation centralisée comme la nôtre, point de sol nivelé comme notre sol. L'unité est telle chez nous, qu'elle a tout effacé. La manifestation d'une pensée individuelle ressemblerait à une rébellion, elle choquerait cet esprit d'ordre, cet amour d'ensemble auxquels on reconnaît les troupeaux bien dressés. La peur d'avoir une conviction à soi qui accepte, tête haute, l'impopularité ou l'isolement, saisit tout Français dès le berceau. Le latinisme enfante ce résultat terrible, l'incapacité d'être libre. Les âmes libres nous manquent, et nous sommes dans

un temps où il faut se constituer en nation libre ou périr[1].

Chez nous le courage militaire court les rues. De caractères, de convictions fortes et individuelles, de travail opiniâtre pour trouver le vrai, de dévouement énergique au juste, de consistance morale, il y en a peu ou point. Aussi comme on se courbe, comme on se conforme, comme on se tait !

Nos révolutions sans nombre et toujours unanimes nous avaient montré bien des lâchetés ; nos derniers et soudains changements nous en ont fait voir davantage. Les majorités étaient réactionnaires, elles deviennent libérales du jour au lendemain, sur un signal donné d'en haut. Les majorités voulaient la paix, quelques mots de M. de Gramont, les majorités votent la guerre. Sept millions de suffrages avaient acclamé la dynastie, quelques revers, la déchéance est prononcée sans qu'une voix s'élève en sa faveur.

1. A part les autres raisons de décadence, la civilisation latine est atteinte d'un mal dont on ne guérit pas : étant née la première, elle meurt la première, parce qu'elle est la plus vieille.

Et nous appelons les Allemands *des machines !*

Rien ne résiste, rien ne persiste.

Il faudrait désespérer de la liberté chez nous, si nous ne parvenions pas à conquérir cette qualité suprême qui se nomme la possession de soi.

Centralisés à outrance, administrés à outrance, qu'un événement se passe au centre et chacun se soumet. On en est venu à penser dans l'unité comme on agit dans l'unité. Une fois l'impulsion centrale donnée, tout le monde se tourne comme un régiment sur le champ de manœuvre : à droite, à gauche, à la république, à l'empire, au despotisme, à la liberté, à la paix, à la guerre, et nous ne sommes pas au bout !

On met ces révolutions perpétuelles sur le compte de notre versatilité. Il serait plus juste de les porter au compte de notre unité. Avec le patriotisme qui supprime les dissidences, par conséquent les oppositions tenaces, rien n'arrête quoi que ce soit. Il suffit qu'une passion quelconque produise un entraînement quelconque, tout le monde suit. Or il en résulte

le phénomène étrange que voici : ce que nous appelons dans nos pays latins un mouvement national, est tout bonnement l'action hardie d'une minorité qui s'empare de la direction centralisée et se fait obéir par le pays.

Combien y avait-il d'hommes en France qui en 1848 voulussent la chute de Louis-Philippe? Combien y avait-il d'hommes en France qui voulussent la guerre en 1870? Et la France a renversé son roi constitutionnel, et la France a fait la guerre désastreuse que nous savons.

Ne nous le dissimulons pas, notre maladie latine nous place sur le chemin du socialisme.

Rousseau, en proclamant la souveraineté du peuple et en lui livrant le domaine des libertés individuelles, a créé la théorie du despotisme de l'État. C'est un retour au génie antique, au génie latin qui n'a jamais connu la liberté et qui a toujours sacrifié l'individu à la nation.

Ces doctrines ne s'accordaient que trop avec notre

tradition française qui, rejetant la réforme, lui avait préféré la Renaissance et le catholicisme.

Notre révolution s'inspira de Rousseau. L'empire continua l'œuvre. La démocratie actuelle risque de l'achever. Mably, Morelly, Babeuf n'ont fait que tirer les conséquences logiques de la théorie de l'État selon Rousseau et selon notre esprit païen [1].

Deux écoles de passivité, le catholicisme et l'armée ont contribué à perfectionner l'œuvre du latinisme chez nous.

Le bonheur du moine consiste à avoir une vie

1. Jamais le principe latin de l'unité n'a été poussé à une exagération aussi extrême que sous Robespierre. On a pu soutenir que le socialisme communiste lui était étranger; mais il ne faudrait pas y regarder de trop près. Les notes laissées par son intime ami Saint-Just montrent vers quel idéal ils marchaient ensemble. L'organisation sociale qui se projetait là procède de Mably et aboutit à Babeuf. Les enfants enlevés à la famille et élevés en commun; l'État réalisant l'égalité des citoyens; les règlements de l'État fixant les plaisirs, le régime, la coutume; c'est exactement le système établi par les jésuites pour les Indiens du Paraguay.



réglée, à se gouverner soi-même aussi peu que possible, à s'inquiéter aussi peu que possible de la famille, des soucis et des difficultés de l'existence ordinaire. Par le catholicisme, nous renonçons à la direction de notre âme, à l'examen des questions, à la lutte énergique pour saisir la vérité ; nous désapprenons l'indépendance. Par l'armée, nous nous enrégimentons, nous entrons dans l'existence commode où les besoins sont satisfaits, les devoirs prévus, d'où la famille est absente, où tout est fixé, arrêté, décidé ; nous désapprenons la vie elle-même.

Ce n'est pas impunément qu'on parvient à se débarrasser de soi. Les ordres arrivent, on fera telle chose à telle heure, telle autre chose à telle autre heure, tel jour on changera de garnison, tel autre jour on se battra ! Cela peut avoir du charme : avec cela on fait des régiments, on ne fait pas un peuple libre.

Un peuple libre a d'autres allures, il examine, il discute, il respecte les divergences consciencieuses,

il n'accepte que ce qu'il croit bon, il s'oppose à ce qu'il juge mauvais.

Je le sais, l'indépendance individuelle est devenue bien plus difficile à la fois et bien plus nécessaire depuis que la tyrannie s'est déplacée et qu'elle s'appelle tout le monde au lieu de s'appeler empereur ou roi.

Rester maître de soi vis-à-vis d'un despote, cela est relativement aisé; un certain nombre d'hommes ont toujours ce courage.

Mais depuis que nous sommes en démocratie, depuis que la souveraineté du peuple est reconnue, il faut une liberté morale, il faut une force d'âme puisées aux sources profondes du devoir, de la conscience et de la foi, pour tenir tête à la multitude, à la majorité, à l'entraînement de l'opinion.

Demeurer ferme et seul, voilà le crime impardonnable. Le despote à mille têtes ne souffre pas qu'on lui résiste. Lui résister c'est le blâmer, et le blâmer est un sacrilége, car le peuple c'est

le droit, et ce qu'il décrète est toujours la justice[1].

La doctrine du monde latin, qui est l'exact opposé de la doctrine libérale se compose au reste d'un certain nombre d'axiomes parfaitement liés ensemble et parfaitement concluants :

Unité excluant les diversités et les divergences.

Centralisation excluant les libertés locales et personnelles.

État absorbant l'individu.

Masse étouffant les convictions indépendantes.

1. Justice d'autant plus injuste que la conscience collective supprime la conscience individuelle. La collectivité supprime la conscience. Prenez une collection d'honnêtes gens, ils accompliront ou approuveront des actes de bandits. Ceci s'applique surtout à ce qu'on nomme l'honneur national, en pervertissant le vrai sens du patriotisme. Il semble que notre conscience s'émousse quand nous sommes en nombre et quand chacun ne porte plus qu'une faible part de responsabilité. Considérez la guerre : Voici des hommes qui, individuellement, seraient incapables de provoquer ou de souhaiter des massacres, de troubler la paix du monde sous le premier prétexte venu, de donner des raisons mensongères ; que ces mêmes hommes soient réunis en nation, et leur collectivité sanctionne tous ces actes au nom du patriotisme.

Mouvements nationaux annihilant les résistances et les consciences.

Patriotisme ordonnant le silence et prescrivant l'approbation.

Morale politique supprimant le sens moral.

N'accusez pas la race de fautes qui ne viennent que de nous.

La race a son influence, qui songe à le nier? N'en tirons pas des conséquences qui nous ramèneraient tout droit au fatalisme.

Les mêmes races ont librement choisi leur foi. Vous avez dans le midi de la France des races très-latines et très-protestantes; vous avez de l'autre côté du Rhin des races allemandes et catholiques.

Au XVI[e] siècle la chrétienté s'est partagée en deux, et depuis ce jour, la distinction fondamentale a été celle des peuples catholiques et des peuples protestants.

Voulez-vous une preuve de ce que j'avance : Mettez vis-à-vis les uns des autres les Gaulois nivelés

par le latinisme et leurs anciens compatriotes de la Suisse romande, de l'Écosse ou du pays de Galles; mettez en regard nos huguenots et les autres Français de la même époque, et dites-moi s'ils se ressemblent beaucoup [1]?

Le rôle des nations latines, de la France en particulier, a été grand, il peut redevenir grand. Quiconque a étudié le passé des races latines comprendra ce que pourraient être leurs destinées futures.

Mais pour que ce rôle des races latines soit rempli, il faut que la maladie latine soit guérie. Le monde latin se meurt de son mal; que la guérison s'opère, que les énergies chrétiennes viennent se placer à côté des qualités brillantes du monde latin, et vous aurez un des éléments les plus admirables de la civilisation de l'avenir.

1. Ajoutez à cela que chez les peuples catholiques, par le fait même du nivellement que le catholicisme opère au fond des âmes, la tendance centralisatrice et unitaire n'a cessé d'agir, broyant l'individu avec une persistance implacable.

XI

LE CERCLE FATAL DES RÉVOLUTIONS

J'engage ceux qui mettent en doute la gravité de notre mal à compter sur leurs doigts les révolutions par lesquelles nous avons passé depuis 1789.

Sans parler des changements partiels tels que le directoire ou le consulat à vie, j'en trouve au moins neuf, ce qui fait pour quatre-vingts années au plus, une durée moyenne de dix ans. Je disais naguère que deux choses étaient impossibles en France : être libre et ne l'être pas. Il faudra bientôt ajouter que deux autres choses sont devenues impossibles : être en république et ne pas y être! Nous aboutirons alors à l'impossibilité de tout, ce qui est la formule la plus parfaite de l'impuissance finale

Que voulez-vous que nous fassions avec cette épouvantable instabilité qui ruine tout! Comment voulez-vous que nous guérissions tant que nous gar-

derons cette débilité morale qui nous rend incapables de faire durer un gouvernement, parce que nous sommes incapables de le contrôler et de le réformer, parce qu'il est plus facile de renverser brusquement que de corriger fermement et patiemment.

Ceci suffit pour nous tuer. Il n'y a nul besoin pour cela des armées allemandes. Notre esprit révolutionnaire a tué l'esprit libéral en 1848. Il tue nos chances de gouvernement régulier en 1871. C'est lui qui nous enferme dans le cercle fatal. Les circonstances exceptionnelles n'y sont pour rien. Ne nous en prenons pas plus à Robespierre qu'à Napoléon Ier, pas plus aux émeutiers de 1848 qu'aux impérialistes de 1851. Aucun des peuples qui se portent bien ne connaît ces revirements perpétuels. Nos défaillances font nos révolutions, et par un juste retour, nos révolutions font nos défaillances. Il n'y a que la conscience pour tenir tête aux événements.

La conscience, c'est le sentiment du devoir. Le sentiment du devoir ne survit pas longtemps à la

notion du droit, et la notion du droit ne saurait rester debout quand les révolutions succédant aux révolutions, on ne voit plus que le fait, le succès, disons mieux, la force. Toutes les idées ont été bouleversées, tous les serments ont été violés, toutes les institutions ont succombé l'une après l'autre. Il en résulte qu'on ne croit à rien, qu'on ne compte sur la durée de rien, qu'on ne se sent obligé à rien envers rien. Nous regardons passer les catastrophes et les crimes comme si cela ne nous concernait pas ; qu'on s'en tire comme on voudra, mais qu'on nous laisse tranquilles!

Notre indifférence, remarquez-le, nous prépare admirablement aux enthousiasmes réguliers que demande chaque revirement nouveau.

L'opération, qui se renouvelle souvent, nous trouve toujours ravis, toujours unanimes ou peu s'en faut. C'est très-bien; cependant ce serait trop demander aux autres peuples que de les inviter à s'extasier comme nous sur notre dernière révolution qui ne sera bientôt que l'avant-dernière. L'Europe a le

droit de craindre que notre prochain enthousiasme ne fasse tort au précédent, et que la dernière révolution ne nuise à la pénultième.

Le cercle que nous parcourons en vertu d'une loi fatale va se rétrécissant de plus en plus. C'était d'abord la branche aînée des Bourbons, la branche cadette, la république, l'empire. Il ne nous reste maintenant que la succession alternative d'une république aboutissant à l'anarchie et d'une dictature aboutissant ou non à l'empire.

Révolution et réaction, anarchie et despotisme, entre ces deux termes menace de se fixer définitivement l'avenir de la France.

Nous nous sommes vantés quelquefois d'être la nation la plus gouvernable de l'univers.

C'est nous flatter peut-être, et l'on trouverait en Asie des peuples tout aussi dociles.

Nous le sommes pourtant à un degré rare. Notre administration marche toute seule et nous obéissons d'instinct à l'autorité. Mais précisément parce que nous sommes trop gouvernables, il est impos-

sible de faire durer un gouvernement chez nous.

Il faut des matériaux consistants pour bâtir un édifice solide. Il n'y a que ce qui gêne qui maintienne. Il n'y a que ce qui résiste qui appuie. Les pays peu gouvernables font des réformes; ils ne font ni émeutes ni révolutions.

Nous, la révolution est devenue notre état normal.

A ce signe, on reconnaît que la maladie latine entre dans sa période aiguë. Le nivellement révolutionnaire termine presque toujours l'œuvre du latinisme. C'est le plus impitoyable de tous; il achève de pulvériser la nation.

Ne parlez plus de justice, le salut public a pris sa place. Le salut public domine tout. Le salut public exige que les lois soient violées! Le salut public exige une dictature! Le salut public exige la mort de certains innocents, ou que certains assassinats restent impunis! Avec le salut public on ment à ses serments, on manque à ses devoirs, on adhère aux violences couronnées de succès.

Je connais quelqu'un qui a proclamé bien plus

haut que M. de Bismark l'odieuse maxime : la force prime le droit. Ce quelqu'un-là, c'est la révolution.

XII

LE CULTE DU SUCCÈS

Le succès décide de nous et nous ne décidons pas du succès. Telle est la triste formule qui semble résumer notre histoire et définir notre abaissement.

Vous ne rencontrez aujourd'hui que gens qui détestent l'empire, qui méprisent l'empire ; à les entendre, ils ont pensé de tout temps que Napoléon III était une incapacité méconnue. Hélas ! ils n'ont découvert cela que le jour de la défaite, pas une heure avant.

Ces gens-là, tant qu'a duré l'empire, préconisaient l'empereur. Non-seulement ils admiraient le génie politique de Napoléon III et le regardaient comme ayant résolu le problème du gouvernement de la France, mais ils le regardaient aussi comme ayant

reconstitué nos forces vis-à-vis de l'étranger. Le roi Louis-Philippe nous avait affaiblis; il avait trop aimé la paix; il avait diminué notre prestige; nous avions besoin d'une forte autorité s'appuyant sur l'armée et ne craignant pas de s'en servir! Voilà ce que pensaient et ce que disaient ces gens-là. Voilà, ajoutons-le, ce que pensaient aussi beaucoup de gouvernements en Europe. Napoléon III était un peu leur Agamemnon. Ils croyaient à sa puissance, à sa capacité, à sa supériorité. L'empire à bas, chacun lui donne son coup de pied; l'empereur vaincu, chacun lui jette son caillou. Si Napoléon III était revenu vainqueur, les mêmes hommes l'auraient porté en triomphe; ils auraient déclaré le régime impérial le plus excellent des régimes, le plus noble, le plus libéral, le plus conforme au génie et à l'honneur français!

La philosophie du sujet, c'est que nous blâmons fort les armées qui se laissent battre et que nous détestons fort les gouvernements qui se laissent tomber.

C'est possible! nous ne sommes pas des don Quichotte!

En effet, nous pouvons nous rassurer sur ce point. Jamais la chevalerie ne nous fut plus étrangère. Crimes, violences, injustices, il y en a tant eu, il y en a tant encore, que le mieux est de laisser faire et de se mettre à l'abri.

On n'agit pas, l'âme même ne s'émeut point, la conscience n'est pas plus chevaleresque que la vie.

Nos désastres militaires m'ont moins affligé que les trois faits suivants :

L'assassinat du jeune de Moneys, près de Bordeaux, en juillet 1870. On le traîne, on le déchire, on le brûle vivant, et personne ne s'y oppose.

L'assassinat du commandant Arnaud, à Lyon, pendant la guerre. On le saisit, la populace le juge, l'exécute, et personne ne s'y oppose, en plein jour, dans ce quartier populeux de la Croix-Rousse, quoique la foule et la victime aient passé devant plusieurs postes.

L'assassinat d'un sergent de ville à Paris, pendant l'armistice et à la veille de la paix. On s'empare de lui,

on le crible de blessures, cela dure plus d'une heure, on le pousse à la Seine, on lui attache les membres avant de le jeter à l'eau, on frappe le malheureux corps lorsque le courant le rapproche de la rive, vingt mille personnes assistent à cette scène et nul ne s'y oppose, pas un cri, pas une réprobation[1] !

L'héroïque Paris, l'admirable Paris, après cette noyade, se met à fusiller. Du premier coup, Paris dépasse Lyon, ainsi qu'il convient, et assassine lâchement deux généraux, au lieu d'un simple colonel de garde nationale[2].

A cette nouvelle, à la nouvelle du régime de terreur qui s'établit dans Paris, vous voyez des gens

1. Des assassinats aussi horribles ont pu avoir lieu dans d'autres grandes villes; il y a des bêtes féroces partout. L'Allemagne a vu l'assassinat du prince Lichnowsky, tué avec une rare barbarie dans les rues de Francfort; mais je doute qu'il y ait eu nulle part ce long supplice, ces longs apprêts, ces longs arrangements pour assurer la noyade, cette intervention de la force armée qui livre le malheureux, ce consentement des spectateurs!

2. Ceci a été écrit avant les crimes de la Commune.

(*Note de l'éditeur.*)

qui s'épouvantent, vous en voyez très-peu qui se révoltent. Peu s'en faut qu'on ne croie justifier les crimes quand on les a expliqués.

Nobles indignations, saintes colères, qu'êtes-vous devenues!

Tout comme nous avons laissé assassiner nos concitoyens, nous avons laissé tuer l'honneur de nos capitaines. Trahison! ce mot a retenti partout.

Trahis à Sedan, trahis à Metz! Et si l'on n'a pas dit trahis à Strasbourg, il s'en est manqué de peu[1].

1. Le général Uhrich qu'on a tant loué pour sa défense a été non moins blâmé pour sa capitulation. Quand donc comprendra-t-on que le courage n'exclut pas le bon sens et que le devoir de lutter avec énergie n'exclut pas le devoir de signer la capitulation ou la paix lorsqu'une résistance sans espoir ne pourrait qu'amener la ruine entière d'une ville ou la destruction définitive d'un pays? La brèche était ouverte, cinquante mille hommes étaient prêts à donner l'assaut, le résultat ne pouvait être douteux. Fallait-il décréter la mort inutile et certaine de nos soldats? Le général Uhrich ne l'a pas pensé, et ce dernier trait l'honore plus que tout le reste.

Quand on n'a pas les bons courroux, on a les mauvais soupçons.

Nous avons vu des espions en tous lieux, à Paris, en province, déguisés, occultes, audacieux! Que pouvaient apprendre des espions à l'Allemagne sur nos fortifications de Paris? le plan détaillé de ces fortifications est possédé par tous les états-majors de l'Europe, comme nous-mêmes nous possédons le plan des fortifications allemandes; toutes les mesures militaires étaient signalées par nos journaux; il n'y avait pas le moindre secret à éventer. Que pouvaient apprendre les espions des provinces aux armées ennemies en campagne? leurs uhlans les éclairaient à toutes les distances et dans toutes les directions. Parlez-vous de nos projets? avouons qu'on n'aurait pas découvert grand'chose en découvrant des desseins mystérieux qui n'existaient pas.

C'est ainsi, avec des accusations de ce genre, en remuant les lies du cœur que des misérables ont fait les massacres de septembre, malgré la Convention qui ne les voulait point. C'est ainsi, en chauffant au

rouge la vanité nationale, qu'on prépare les fureurs de la déception. Comment en serait-il autrement? Comment un peuple qui se croit constamment vainqueur, dont les affaires marchent si bien, qu'on n'a entretenu que de ses succès, auquel on a chaque matin annoncé l'anéantissement prochain de l'ennemi, comment un tel peuple tombant tout à coup du faîte de ses illusions, placé sans transition en présence de la réalité des catastrophes, les expliquerait-il autrement que par l'infamie de ses chefs, que par les crimes de ses adversaires! Et l'on crie à la trahison, et l'on crie à l'espion, et Bismark est un scélérat, le roi Guillaume un scélérat, l'armée allemande une armée de bêtes féroces qui fait la guerre avec une cruauté, avec un débordement de vices dont on n'avait pas vu d'exemple jusqu'ici!

Une nation grave, forte, taciturne et faisant plus de besogne que de bruit manifesterait autrement sa virilité.

XIII

PARIS

Paris, le Paris de Victor Hugo, la capitale universelle, la ville, *Urbs!* Paris est le foyer de nos corruptions. Paris est la capitale du monde païen.

Le charme principal de Paris, pour ceux qui l'adorent, consiste précisément en ce qu'on y trouve cette insouciante sérénité que professaient les Grecs païens et où ils excellaient.

C'est même par ce qu'il y a de païen dans chacun de nous que nous reconnaissons la suprématie de Paris. Quand on cherche à se rendre compte de l'attrait qu'exerce Paris et des passions qu'il inspire, on rencontre sans doute des qualités réelles auxquelles je suis heureux de rendre hommage, mais on découvre autre chose, la chose essentielle et décisive, le paganisme.

Prenez la mondanité dans ce qu'elle a de plus fri-

vole, sa capitale est Paris. Prenez la dégradation dans ce qu'elle a de plus éhonté, sa capitale est Paris. Prenez l'oubli, prenez l'ivresse, prenez l'existence dans ce qu'elle a de plus éphémère et de moins idéal, sa capitale est Paris. Prenez enfin, il faut répéter le mot, prenez le paganisme dans son opposition fondamentale au sérieux, à la conversion, au besoin du vrai, à l'esclavage de la justice, à l'austérité des habitudes, sa capitale est Paris.

Jouir, laisser là les problèmes inquiétants, se débarrasser de tout ce qui est grave et de tout ce qui trouble, réduire à de simples pratiques, à des rites nationaux les rapports avec la divinité, faire la vie actuelle si douce et si dissipée qu'il n'y ait plus de place pour la pensée d'une vie future, voilà le secret.

Vous ne vous heurterez point à Paris contre la roideur du dimanche anglais ou américain. La société n'y traite aucune de ces lourdes questions religieuses ou philosophiques qu'on a le mauvais goût de discuter chez les Allemands. Badiner sur des mots, passer

le temps à courir les rues, distrait par le bruit, amusé par les étalages; apprendre et dire des nouvelles, telle est l'occupation, comme chez les Athéniens du temps de l'apôtre Paul[1].

Le charme existe, je n'en disconviens pas : le contraire absolu de ce bonheur viril, de cette paix par la guerre, de ce travail de la sanctification, de cette liberté et de cette responsabilité pleines de sérieux, de ces douleurs fécondantes que l'Évangile a apportées aux hommes pour les régénérer.

De Paris païen partent les modes qui font le tour du monde et la révolution qui fait son tour de France, quand elle peut son tour d'Europe.

Paris, entre le roman vicieux de la veille et le journal moqueur du matin, Paris, ville de la Ligue, de la Terreur, du trois Septembre, de nos émeutes perpétuelles, de la déclaration de guerre, de tous nos entraînements et de toutes nos complicités, Paris frais

1. Je ne parle pas des vices qu'affiche Paris et qui n'oseraient se montrer librement ailleurs. Peut-être trouverait-on quelque chose d'analogue à Saint-Pétersbourg.

et dispos se barricade, Paris fusille et Paris massacre[1]. N'importe, Paris garde sa royauté, Paris garde son attrait : « Grande est la Diane des Ephésiens[2]. »

Quand on considère l'insurrection de Paris et les mollesses de la répression, une idée s'impose à l'esprit, l'idée de décomposition et de pourriture.

Quoi, nous parlementons avec ces gens-là ; quoi, nous continuons à payer leurs trente sous par jour aux bandits de Montmartre ; quoi, l'on se promène, les théâtres sont ouverts, on répète que tout s'arrangera tout seul ! il a fallu deux généraux assassinés et l'Hôtel de Ville occupé pour nous faire comprendre la nécessité de montrer quelque énergie et d'exiger quelque respect de la loi !

Qu'avons-nous fait de l'élan prime-sautier ? Où

1. Il faut lire dans Henri Martin le récit du massacre des prisons, au commencement du XVe siècle. On disait notre 2 ou 3 septembre. Le Paris d'alors vaut exactement le Paris de 93, et les princes et seigneurs ne se montrent pas moins complaisants que Danton pour les massacreurs.

2. *Actes des Apôtres*, chap. XIX, verset 28.

trouverons-nous l'indignation qui ne calcule pas, qui se jette au milieu du péril et qui saute à la gorge de l'ennemi?

On a craint, dit-on, de donner le signal de la guerre civile! — Mais ce signal était donné, et donné avec une effronterie sans pareille.

L'événement ne le prouvera que trop, ce n'est pas éviter la guerre civile qu'éviter de réprimer la révolte et les assassinats; c'est l'aggraver au contraire, c'est la perpétuer, c'est ensemencer de guerres civiles le champ de l'avenir.

On dit encore : Ni l'armée ni la garde nationale n'étaient sûres! — Votre vigueur les aurait raffermies. La fermeté engendre la fermeté comme la faiblesse engendre la faiblesse. Soyez-en certains, la seule habileté vraiment habile est celle qui s'en tient au devoir. Dès qu'on s'écarte de la ligne droite, les sinuosités du chemin deviennent infinies : on ne sait ni quand on arrivera, ni si l'on arrivera.

S'il s'agit d'être habile, j'ai perdu ma boussole, et je navigue sur une mer obscure, au gré des vents et

des flots. Jusqu'à quel point faudra-t-il négocier? Jusqu'à quel point faudra-t-il concéder? Jusqu'à quel point faudra-t-il sacrifier le respect des lois et pactiser avec le mal?

Quelle force n'aurait pas eue l'Assemblée, si, au lieu de faire de l'habileté, elle avait déclaré ne connaître que son devoir, si elle avait dit que vis-à-vis du crime un gouvernement ne délibère jamais; qu'il tombe peut-être, mais qu'il agit[1]!

J'y périrai, c'est possible; une chose du moins n'aura pas péri entre mes mains, cette chose s'appelle la notion de moralité, le respect de l'ordre, le devoir[2].

1. M. Noël Parfait, membre de l'Assemblée, avait proposé cela : marcher sur Paris résolûment. L'Assemblée a préféré temporiser.

2. Prenez les questions religieuses au lieu des questions politiques. Que devient une religion qui se fait habile, qui se préoccupe moins de la vérité que du succès? Nous le sentons tous, la seule religion qui mérite le respect, la seule aussi qui l'obtienne, c'est celle qui sacrifie le succès à la vérité: On me repoussera, on me persécutera, les habiles hausseront les épaules; n'importe, les serviteurs de la vérité ne peuvent servir qu'elle, Dieu donnera le succès à la vérité, quand et comme il le jugera bon.

XIV

1848 EST LA DATE FUNESTE

Depuis 1848, depuis ce suicide imbécile, depuis que les légitimistes, depuis que les révolutionnaires qui sont chez nous les introducteurs et en quelque sorte les chambellans du despotisme ont égorgé la liberté, depuis ce jour-là j'ai tremblé pour la France. En apprenant la catastrophe, au Caire, je me suis écrié : Notre pays est perdu!

Qui pouvait en douter? A part quelques bonnes âmes qui parvenaient à se persuader qu'on ferait durer la république, une république sensée et modérée, chacun prévoyait dès la première heure que l'orage socialiste et anarchiste ne tarderait pas à gronder, que le péril deviendrait imminent, que la propriété et l'ordre public s'inquiéteraient à juste titre, et qu'on achèverait, selon l'usage, de nous précipiter dans la servitude, après nous avoir jetés hors

des voies de la liberté. 1851 était contenu dans 1848. On pouvait ignorer le nom du dictateur, on était certain de la dictature.

1848, voilà notre date funeste.

Le mal vient de bien plus loin; c'est évident. Pour qu'une nation se montre capable d'une telle aberration, pour qu'un peuple brise de gaieté de cœur ses chances d'indépendance et de progrès, pour qu'il renverse ce qu'il était si facile de réformer, pour qu'il se lance tête baissée dans les aventures, il faut qu'il soit gravement atteint.

On trouverait les symptômes de son mal dans la corruption parlementaire. En remontant plus haut, on en trouverait la cause profonde dans le choix que fit la France au XVIe siècle, lorsqu'elle se détourna de la Réforme pour se donner à la Ligue. Mais enfin, quelle que fût l'influence morbide par laquelle nous étions travaillés, on avait pu concevoir, entre 1815 et 1848, l'espérance d'une ère libérale et d'un avenir lumineux.

Je n'ai pas d'illusions sur le gouvernement de

Louis-Philippe; je ne le considère pas comme un gouvernement parfait. Il l'était si peu pour moi que je l'ai plus d'une fois combattu.

Nous étions quelques conservateurs à la Chambre qui pensions que pour conserver il faut marcher, qu'il ne suffit pas de résister au mal, qu'il faut réaliser le bien.

Les ministres nous disaient : Vos idées sont bonnes, mais vos montres avancent !

Nous trouvions que la leur retardait et que quelques réformes auraient prévenu les révolutions.

Préoccupés de la corruption parlementaire, nous avions préparé contre elle une proposition qui fut rejetée, bien entendu.

Quant à moi, en mon nom personnel, j'avais averti mes électeurs que je ne solliciterais plus, ni pour leurs affaires ni pour eux.

Nos ministres constitutionnels faisaient des fautes, ils marchandaient les progrès et les libertés, c'est certain. Mais se figure-t-on que le gouvernement

représentatif ait eu ailleurs, en Angleterre par exemple, des débuts plus brillants? Les Anglais de Guillaume III ont été plus patients et moins fous que les Français de Louis-Philippe. L'Angleterre a su traverser les tristes règnes des quatre Georges, et Walpole et le reste. Elle a su attendre et développer, elle n'a pas détruit.

Les États-Unis ont suivi un chemin pareil. Croyez-vous que tout allât à souhait sous Washington? Chaque jour surgissaient des obstacles; on marchait lentement et mal, mais on ne jetait pas à bas un gouvernement libre parce qu'il ne contentait pas tout le monde; on avançait, on est arrivé.

Nous aurions pu en faire autant. Cet essai de liberté, le premier dans notre histoire, paraissait sérieux; le gouvernement représentatif fonctionnait chez nous; la paix, chose inouïe, régnait depuis trente ans; les lois étaient respectées, le développement des libertés était certain, les plus ardents pouvaient attendre avec une sécurité parfaite; aucune menace, même lointaine, ne planait dans les régions

du pouvoir à l'encontre de la constitution. C'est alors que sans raison et sans prétexte, nous avons tout mis par terre. C'est dès lors que sans rien perdre de notre jactance, toujours prêts à morigéner quiconque s'avise de grandir en Europe, nous avons baissé comme vie morale, comme génie intellectuel, comme élan généreux et comme vigueur. La guerre de 1870 nous a trouvés dans cet état; vous savez ce qu'elle a fait de nous.

Le mal qui compromet notre existence nationale n'est ni la défaite ni la diminution du territoire, c'est la décadence.

Il est des pays qui sombrent; ils ont jeté un vif éclat, puis la vie s'est retirée d'eux, la décadence est venue, ils sont tombés en poussière.

Personne n'a oublié la lente et funèbre agonie du monde romain. Après la république l'empire; après l'empire le bas-empire, et aucun mot de la langue des hommes ne saurait exprimer un état social plus dégoûtant.

Trouverez-vous un historien assez superficiel pour admettre que ce monde-là ait péri sous les coups des barbares? Ce monde-là était vermoulu; une chiquenaude a suffi pour le pulvériser.

Prenons l'Espagne. L'Espagne a eu son moment de grandeur, elle a découvert un continent nouveau, elle a dominé sur l'ancien. Qui l'a précipitée de tant de splendeurs dans tant d'obscurités? Est-ce la défaite de l'Armada, sont-ce des rois stupides ou des ministres corrompus? Non; l'Espagne s'est livrée aux principes de mort; elle est devenue le pays de l'inquisition et de Philippe II; sa puissance l'a quittée, elle est descendue au rang où nous la voyons et d'où l'Évangile seul peut la tirer [1].

Chaque fois que dans l'histoire un grand peuple s'est effondré ou qu'une grande civilisation s'est

1. A l'heure qu'il est, une tentative de relèvement se poursuit en Espagne. Qu'on tienne ceci pour certain, l'Espagne ne se relèvera qu'en entrant dans la route absolument contraire à celle qui l'avait conduite à sa chute. Le rejet de l'Évangile au XVI[e] siècle l'a tuée, l'adoption de l'Évangile au XIX[e] siècle peut

écroulée, on a vu en même temps naître quelque chose de nouveau et de meilleur. Ainsi la mort recélait la vie, et les germes d'avenir se développaient parmi les ruines du passé. Quand la civilisation romaine succombe, le christianisme paraît. Quand le moyen âge succombe, l'esprit moderne et la Réforme paraissent. Quand l'ancien régime succombe, l'avénement des notions libérales s'opère.

Aujourd'hui, rien de pareil. Le monde latin s'affaisse avec la France, et que voit-on poindre à l'horizon?

Peut-être les prophéties bibliques contre le monde latin sont-elles sur le point de s'accomplir! Faut-il se courber et mettre la main sur sa bouche? Faut-il renoncer à sauver ceux qui périssent?

Plus que jamais, à cette heure suprême, avertis-

seule la faire revivre. On s'en apercevra bientôt. Si l'évangélisation commencée venait à échouer, on tenterait vainement de relever l'Espagne par la république militaire ou fédérative. Les institutions politiques sont impuissantes à guérir les maladies morales.

sons les peuples. Montrons-leur le chemin de la vérité et de la vie.

« Où seront les corps morts, là s'assembleront les aigles[1] ! »

Une première fois cette prédiction s'est réalisée. La Judée était morte : orgueilleuse, divisée, livrée à la guerre civile. Les aigles romaines vinrent, et le siége de Jérusalem dévora plus d'un million d'hommes, sans compter les prisonniers mis en croix plus tard ou livrés aux cirques par Titus.

Tout peuple qui possède les oracles de Dieu verra les aigles accourir s'il ne renaît à la foi.

Si la France ne veut ni reconnaître son mal ni en guérir, si elle repousse la pensée du relèvement par la régénération, alors je le dis d'un cœur navré, c'est la fin.

Les nations meurent, tout comme les individus.

Finis Franciæ.

1. *Évangile* selon saint Luc, chap. XVII, verset 37.

IV

LE REMÈDE EXTÉRIEUR

I

NOUS CHERCHONS LE REMÈDE EN DEHORS

Elle est ancienne chez nous, la méthode qui consiste à expliquer le peuple par le roi, et les fautes de la nation par son gouvernement.

On dirait vraiment que nos gouvernements nous tombent de la lune, que nous les subissons et que nous ne les faisons pas.

Un peuple, surtout aujourd'hui, a le gouvernement qu'il doit avoir, il a le gouvernement qu'il veut.

La France se gêne peu pour faire des révolutions; or, quand elle garde un gouvernement, c'est que ce gouvernement lui plaît. La puissance des mœurs publiques, lorsqu'elles sont vigoureuses, rend certains gouvernements impossibles; dès qu'une nation accepte ces gouvernements-là, elle mérite de les subir.

Avec des *si,* on croit échapper aux responsabilités. Si Napoléon Ier avait su s'arrêter à temps, si Charles X n'avait pas fait les ordonnances, si Louis-Philippe avait suivi les conseils du maréchal Bugeaud, si la république de 1848 n'avait pas voté une loi qui semblait fixer l'échéance du socialisme, si Napoléon III n'avait pas déclaré la guerre à l'Allemagne, si!... Rien de plus puéril. Les effets ne sont pas les causes, et l'on reste en dehors du vrai tant qu'au lieu de remonter à celles-ci, on s'obstine à ne regarder que ceux-là.

Après les circonstances viennent les hommes; après l'incapacité méconnue de Napoléon III voici qu'on nous parle de l'incapacité expérimentée et spi-

rituelle de M. Thiers! Je crains que nous n'ayons autant d'incapables que de gouvernants. Les uns tôt, les autres tard, tous courent risque de montrer la corde. Reste à savoir si le mal est dans les gouvernants ou dans les gouvernés; si la nation la plus gouvernable de l'univers, ne serait point par hasard celle où il est le plus impossible de faire durer un gouvernement?

D'autres s'en prennent aux émeutiers, aux journaux, aux mauvais livres : n'en ayons plus, tout ira de soi!

Alors, pourquoi en avons-nous? Dans une nation bien portante il se trouve des faiseurs d'émeutes, des écriveurs de mauvais journaux et de mauvais livres; mais il se trouve des réprimeurs d'émeutes, il y a de bons journaux, on n'achète ni on ne lit les livres vicieux.

Bah, bah! Nous referons tout cela! nous raccommoderons nos finances, nous réorganiserons notre armée. D'ailleurs nous possédons un spécifique admirable — pour les uns c'est la république, pour

les autres la légitimité, pour d'autres un bon despotisme absolu, — le pays s'en tirera!

Vous savez ce que signifie cette expression : *se ranger!* Un fils de famille s'est livré à tous les excès, ses affaires vont de mal en pis. Le jour vient où de bons amis lui conseillent de *se ranger* : de renvoyer son intendant, ou son cuisinier, d'opérer de certaines ruptures, de changer de quartier, de voyager, de passer quelque temps à la campagne; cela fait, le fils de famille devient présentable, convenable, mariable, et ne vaut guère mieux qu'avant.

On traite la France comme ce garçon-là. Elle-même n'aspire qu'à une chose, *se ranger*. Quand elle aura mis un peu d'ordre chez elle, quand sa vie extérieure aura pris une certaine régularité, son ambition sera satisfaite; elle ne demande rien au delà.

Si j'étais moins triste, je rirais lorsque j'entends dire gravement : Tant que nous n'en aurons pas fini avec l'émeute, ou avec l'Internationale, nous ne fonderons ni la sécurité ni la liberté chez nous!



Vraiment ! Et vous ne voyez rien par delà, et vous croyez qu'en réprimant les troubles, vous pensez qu'en mettant la main sur quelques milliers d'émeutiers vous guérirez le pays ; vous vous imaginez fermer la plaie en nettoyant les impuretés qui en sortent ! Allez, exportez trois mille révolutionnaires, deux ans après vous en aurez dix mille !

Voici un homme que dévore un mal intérieur, ce mal se manifeste par de nombreux symptômes. Il tousse, on le traite pour la toux. Il ne dort pas, on le traite pour l'insomnie. Il a des maux de tête, on le traite pour la migraine. Il manque d'appétit, le système nerveux s'agite, la fièvre apparaît ; on combat ces diverses affections. Puis, quand on a mis les choses à peu près en ordre, quand la situation devient à peu près tolérable, on se félicite, on se tient pour content, on ne demande rien de plus, et le malade meurt.

II

LA FORME DES INSTITUTIONS N'EST PAS L'ESSENTIEL

Nous nous occupons beaucoup des institutions, il faudrait s'occuper des caractères.

C'est pitié de voir qu'on refait le dialogue de Cinna sur la monarchie et la république. Il s'agit bien de cela! Que nous font les formes? Va pour la république, mais ayons des individus [1].

Longtemps on nous a répété que la monarchie seule est légitime [2]. Il ne manque pas de gens pour le redire aujourd'hui. Ayez un roi, proclamez le comte de Chambord, la France reprendra son rang, elle répudiera tous les principes pernicieux, elle secouera toutes

1. Nous qui parlons tant des principes de 89, n'oublions pas qu'alors la forme passait après le fond. On pensait bien moins à fonder une république ou une monarchie constitutionnelle qu'à fonder la liberté. On proclamait avant tout les droits de l'homme.

2. Lisez Bossuet.

les habitudes fâcheuses qu'elle avait contractées en fréquentant la mauvaise compagnie de 1789 !

Non pas ! s'écrient les autres : Effacez les inégalités, organisez le suffrage universel, donnez à toutes nos institutions le caractère démocratique, faites mieux, résolvez les questions sociales, diminuez l'homme au profit de l'État, établissez l'impôt progressif, adoptez les théories de l'Internationale, vous aurez un peuple régénéré !

Les hommes les plus sages, ceux-mêmes qui ne croient pas qu'on puisse guérir un peuple par la forme des institutions politiques, nous indiquent comme panacée : l'instruction obligatoire !

Personne assurément plus que moi ne tient à l'instruction générale; et pourtant, je nie absolument qu'un peuple devienne bon, capable d'indépendance, par cela seul qu'il sait lire. Quels livres lira-t-il? de quel esprit seront animées ses écoles? Tout nous ramène toujours au grand problème, au problème du dedans.

Les plus éclairés parmi les éclairés, les plus libé-

raux parmi les libéraux, les plus chrétiens parmi les chrétiens proposent un remède infaillible : la séparation de l'Église et de l'État !

J'adopte le principe, bien plus, je le pratique depuis longtemps, car je crois à sa réelle efficacité. Et pourtant, n'allons pas attribuer à une mesure extérieure l'importance que possède seul le relèvement intérieur. La séparation de l'Église et de l'État ne transformerait pas les âmes. Elle renverserait certains oreillers de paresse, elle détruirait certaines illusions religieuses et c'est bien quelque chose; elle ne ferait pas autant de chrétiens qu'on l'imagine, et pour renaître, la vie morale du pays exige d'autres changements.

Nous-mêmes, les patriotes de 1830, ne nous figurons-nous pas que la France serait sauvée si on la ramenait à la monarchie constitutionnelle, que la France serait sauvée si on lui donnait la liberté! — La liberté sans hommes libres n'affranchira jamais une nation. S'il est une chose que nos innombrables révolutions ont dû nous apprendre, c'est à réduire à

leur valeur les noms, les formes, les étiquettes de gouvernement.

Il faudrait aimer bien peu la patrie pour s'attacher aux dynasties ou aux formes jusqu'à refuser la première place à l'indépendance et à la prospérité du pays.

Il y aurait des impérialistes, des orléanistes, des légitimistes, des républicains, et chacun d'eux, tenant avant tout au régime qu'il préfère, s'écrierait : Périsse la France plutôt que mon principe!

Pour moi, je ne mêle aux questions qui nous préoccupent ni république, ni monarchie, ni branche cadette, ni branche aînée. Les noms m'importent peu, et les formes pas davantage.

Ce n'est pas que je ne garde mes préférences et que je ne les croie très-fondées, ayant remarqué que chez nous, chaque forme de gouvernement, chaque famille, qu'elle le veuille ou non, amène la politique qui lui appartient. Mais le problème dont il s'agit est si grave, il s'agit tellement d'être ou de n'être pas, que je considère comme un devoir d'écarter

tout fait secondaire pour ne penser qu'à l'essentiel.

Or l'essentiel c'est le fond, et le fond m'inquiète vivement.

Sous toutes les formes — y compris la république — on peut être esclave et voir l'individu dévoré par l'État. Sous toutes les formes on peut être indépendant et voir les libertés se développer à l'envi.

Donnez-moi cela, donnez-moi un gouvernement honnête, pacifique, libéral, et je ne lui demanderai pas son nom, soyez-en sûrs !

III

CONDITIONS AUSTÈRES DE LA RÉPUBLIQUE

Nos républicains exigent que la grande majorité monarchique qui existe en France, se courbe devant leur minorité.

Le droit divin ne l'avait jamais pris de si haut. Nous voici en pleine légitimité. Mais alors, qu'on ne nous parle plus du peuple souverain !

La république ne m'inspire aucune répugnance. J'ai même un goût naturel pour cette forme de gouvernement[1]. Les deux pays qui se placent à côté du mien dans mes affections, sont deux républiques, la Suisse et les États-Unis.

Rien dans l'histoire n'éveille plus mes sympathies que la république des Pays-Bas.

Il y a dans les mœurs républicaines — les vraies — quelque chose qui m'attire fortement; j'en aime la simplicité; j'aime qu'il y ait très-peu de gouvernement, très-peu de tutelle administrative, très-peu de fonctionnaires, de décorations, de soldats, de clinquant.

Reste à savoir si nous sommes capables de la république, c'est-à-dire si l'on trouve chez nous les qualités qui font les républicains. Je souhaite qu'il en soit ainsi, mais en vérité j'en doute.

1. C'est celle que Dieu avait donnée au peuple d'Israël. Chose curieuse, elle présente en Israël ce trait particulier que la république y est fédérative, et que les douze tribus y sont confédérées comme les cantons en Suisse et les États-Unis en Amérique.

La récente expérience de nos faiblesses en face de la politique de guerre, l'attitude du parti républicain qui n'a résisté à rien, ni à la Chambre ni ailleurs, expliquent mon scepticisme.

Il est tel genre de république, prenons-y garde, qui pourrait discréditer la république pour longtemps.

Le malheur des malheurs, pour les républicains sincères, ce serait l'établissement dans un grand pays tel que le nôtre d'une république dépourvue de mœurs républicaines, d'une république tyrannique, centralisatrice et niveleuse.

Ceux qui s'arrêtent aux mots sans s'inquiéter des choses me font l'effet de gens qui jugeraient un livre sur son titre et négligeraient de savoir ce qu'il y a dedans.

Pour mon compte, je tiens à ouvrir le livre, et s'il ne se compose que de pages blanches, j'attendrai pour savoir ce qu'on y écrira.

République! on dirait vraiment que ce nom a en lui une vertu qui agit sans que nous nous en mêlions.

Nous sommes en république; donc nous serons intègres, vaillants et résistants! Nous sommes en république; donc nos vices vont se corriger tout seuls! Nous sommes en république; donc nous n'aimerons plus l'argent! Nous sommes en république; donc nous n'aurons plus ni manie de fonctions officielles, ni vanités puériles! Nous sommes en république; donc nous respecterons les droits d'autrui qui nous blessent et qui nous gênent! Nous sommes en république, donc nous serons indépendants!

Le mot empire produit la corruption. Le mot république produit la vertu.

Sur ce point comme sur bien d'autres, nous vivons de souvenirs classiques. Rome, Athènes et Sparte restent nos modèles.

Nous oublions que Rome a cessé d'être une république du jour où elle a cessé d'être une aristocratie. Nous oublions que Sparte avait la même base. Nous oublions qu'Athènes et les autres républiques grecques n'étaient guère que des villes libres, des gouvernements municipaux. Nous oublions par-dessus le

marché, qu'aucune des républiques antiques n'a professé la vraie liberté. Religion d'État, absorption de l'individu dans le citoyen, esclavage servant de fondation à tout l'édifice, tel était leur libéralisme, et en fait de tyrannie, je ne vois rien à mettre au-dessus de la république idéale de Platon.

La nôtre, à nous, notre république française, était le plus despotique des gouvernements.

La république de Venise était une tyrannie abominable[1].

La plupart des républiques italiennes ne valaient guère mieux.

Au surplus, l'important n'est pas de savoir si nous aurons la république, mais quelle république nous aurons.

Il y en a deux.

Il y a la république libérale, simple, économe, sage, pleine de respect pour les droits des individus et des nations.

1. N'importe, c'était une république, et le régime du conseil des Dix ne nous déplaît pas trop.

Il y a la république turbulente, guerroyante, niveleuse et despotique.

Laquelle des deux s'établira chez nous, en plein pays catholique et latin?

Être réellement en république, c'est vouloir une transformation plus grande qu'on ne le croit.

On veut la république, on s'échauffe pour la république, je n'y contredis pas. Seulement j'engage ceux qui parlent tant de république à ne pas oublier qu'indépendamment des conditions morales et des mœurs de la liberté, la république exige une complète refonte de notre organisation.

IV

UNE RESTAURATION DE L'EMPIRE

Le bruit a couru d'une restauration de l'empire.

Tout est possible en France. Si cette hypothèse venait à se réaliser, nous aurions le despotisme le plus complet qui ait paru ici-bas.

L'empire, qui préparait avant Sedan ses listes de proscriptions, ne pourrait se maintenir qu'à force de mesures absolues, exceptionnelles et violentes.

Essayez de concevoir, sous un tel régime, la place du bon droit et de la liberté !

V

LE REPENTIR

I

NOUS NE VOULONS PAS DU REPENTIR

Au milieu de nos désastres, pas un cri de repentir n'est sorti de notre cœur. Il n'y a pas eu chez nous un seul mouvement de la conscience, un seul sentiment de nos torts, un seul retour vers Dieu! Vanter nos prétendus succès, nous irriter de nos revers, pousser à la haine, voilà ce que nous avons fait.

Un autre peuple, aux prises avec une guerre non moins redoutable, ne cessait de reconnaître par la

bouche de Lincoln qu'il était justement éprouvé, qu'il avait à souffrir comme complice de l'esclavage. Ce peuple courbait son front dans la poudre. Nous relevons le nôtre.

Être humilié, ce n'est pas s'humilier. Subir un châtiment, ce n'est pas accepter le châtiment.

L'épreuve ne profite qu'autant qu'elle produit l'humiliation. On peut perdre des provinces après avoir perdu des batailles, et rester aussi orgueilleux, aussi vain, aussi vantard, aussi incorrigible qu'avant.

Nos dispenses de repentir sont ingénieuses.

L'empire a bon dos, et porte la moitié de nos péchés.

L'Allemagne a bon dos, et porte l'autre moitié.

On disait autrefois : C'est la faute de Voltaire! c'est la faute de Rousseau! — On dit aujourd'hui : Il y a des traîtres, des lâches, des imbéciles, des barbares, des pillards et des bandits! C'est la faute de tout le monde, mais ce n'est pas la nôtre.

Nous déplorons notre défaite, nous ne nous repen-

tons pas de notre conduite. Nous blâmons l'empereur, nous ne nous condamnons pas nous-mêmes. Nous crions sous la verge, nous ne comprenons pas le châtiment. Irritée sans être touchée, la France reste sublime, invincible, immaculée!

Comment se réformer si l'on ne se repent pas? Comment se repentir si l'on est sublime? Comment croire à ses défaillances quand on ne se découvre aucun tort? Comment accepter les revers et profiter de la leçon si les revers sont injustes et si la leçon est imméritée?

Nous retombons toujours sur nos pieds. *Tout va bien!* jamais ce mot qui semble être devenu le fond de la langue, n'a reçu d'aussi persévérantes applications. Tout allait bien pendant la guerre, tout allait bien pendant le siége de Paris imprenable, tout allait bien pendant cette insurrection de Montmartre dont on se moquait si agréablement, tout va bien à l'heure qu'il est, malgré les assassinats, malgré tout.

D'ailleurs, rien ne saurait retarder *les destinées providentielles de la France!* Tels sont les termes habi-

tuellement employés pour maintenir notre vanité à son niveau.

Les bras m'en tombent, et quand j'entends proférer de semblables paroles en de pareilles circonstances, je me sens près, Dieu le pardonne, de désespérer de mon pays.

Vous le verrez; lorsque nous aurons tant bien que mal pansé nos blessures, nous crierons au miracle et le monde avec nous : Regardez cette France, sa plaie mortelle a été guérie ! — Et nous célébrerons sur la lyre à dix cordes notre éternelle jeunesse, nos inépuisables ressources !

On l'a dit, essentiellement vaniteux, notre amour-propre a été atteint et non pas notre conscience.

Jamais, à aucune époque, le repentir ne s'est montré chez nous.

Nous sommes sortis de l'ancien régime en le maudissant mais sans repentir, sans prendre notre part de ses corruptions.

Nous sommes sortis de la Terreur en la maudissant mais sans repentir, sans comprendre que chacun y

avait contribué, ne fût-ce que par sa lâcheté et son silence.

Nous sommes sortis du premier empire en le maudissant mais sans nous repentir, sans comprendre que notre complicité avait seule rendu possible un tel despotisme, une telle série d'iniquités militaires.

C'est que se repentir, c'est se réformer; et voilà ce qui nous fait peur.

Nous trouvons plus agréable de nous considérer comme victime de l'ineptie des uns, de la cruauté des autres, de la fatalité des événements, et qui sait? de l'injustice de Dieu!

Dieu n'est pas juste! — Que de fois nous avons entendu prononcer ce blasphème.

Dieu n'est pas juste, et nous sommes justes! — Tel est le résumé de notre opinion.

Rappelons-nous le mot de l'apocalypse.

Ce qui met le comble au péché, dans les derniers temps, c'est l'endurcissement du cœur.

Les châtiments s'exercent, les fléaux se déchaînent, les hommes hurlent de douleur :

« Mais ils ne se repentirent pas des œuvres de leurs mains[1] ! »

II

SANS REPENTIR POINT DE RELÈVEMENT

Le repentir devrait accompagner la chute de tout gouvernement mauvais, car aucun mauvais gouvernement ne subsiste sans une mauvaise nation.

Je ne vois que gens qui gémissent sur les malheurs de la France ; cela est triste sans doute, mais le vrai moment de gémir était celui des prospérités apparentes, du matérialisme croissant, de la frivolité grandissant à vue d'œil, de l'orgueil insensé. Alors notre décadence s'opérait; aujourd'hui, sous la main de Dieu, main sévère mais paternelle, l'épreuve peut porter ses fruits, et c'est peut-être l'heure de se réjouir.

Faisons virilement notre examen de conscience. Les pays, quand ils traversent de grands désastres,

1. Apocalypse, chap. IX, verset 20.

sont appelés, tout comme les individus, à s'examiner, à se repentir, à se réformer.

Pour se relever, la première condition c'est de savoir qu'on est tombé. Il faut qu'on dise à l'homme déchu, il faut qu'on dise au peuple défaillant : Tu es tombé bien bas ! Sans cela, ni l'homme ni la nation né feront l'effort douloureux que demande le relèvement.

Tout relèvement part d'un repentir.

On prétend que les nations ne se repentent pas. L'histoire des résurrections nationales est là pour répondre.

Un peuple qui s'humilie, qui reconnaît ses torts, qui voit dans ses souffrances la main de Dieu, ce peuple est un peuple qui se relève, qui grandit, qui remporte la plus belle des victoires.

Le relèvement des États-Unis est un repentir.

L'Amérique a commencé par confesser son péché; — tout part de là, pour la conversion des nations et pour celle des hommes, — l'Amérique a détesté son vice national, l'Amérique forte et riche a consenti à se faire pauvre, l'Amérique une et puissante a consenti à se

diviser, à s'affaiblir afin d'extirper l'esclavage, l'Amérique a réparé son crime, largement, complétement, jusqu'à transformer les anciens esclaves en citoyens ; or, quand l'Amérique était au comble des prospérités par l'esclavage, les vrais amis de l'Amérique disaient : Ce peuple devient petit! — Quand l'Amérique a compromis ses prospérités pour abolir l'esclavage, les vrais amis de l'Amérique ont dit : Ce peuple devient grand! — Et l'Amérique, aujourd'hui, marche à la tête de la civilisation.

Le relèvement de la Prusse après Iéna est un repentir [1]. La Prusse se réveille, elle sonde ses plaies. Le roi supporte dignement son malheur, la reine est admirable de fermeté, le pays, réduit de moitié par le traité de Tilsitt, occupé en outre par nos soldats, ne désespère pas de lui-même; un ministre, le baron de Stein, honnête et libéral, jette les bases des institutions qui doivent assurer le relèvement de sa

1. Tout au moins une ardente aspiration vers le bien. La grande association patriotique des jeunes gens s'appelait le Tugend-Bund.

patrie; destitué par Napoléon, son œuvre n'en continue pas moins; lors du soulèvement de 1813 il est là, animant tout de son ardeur et de son génie administratif. Dès lors, voyez cette résurrection. C'est l'élan scientifique, et la science allemande prend la première place. C'est l'élan de l'instruction populaire à tous les degrés, depuis l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. C'est l'élan libéral qu'écartent les princes allemands au mépris de leurs promesses, mais qui revient avec obstination[1]. C'est l'élan patriotique si vigoureusement organisé par Stein. C'est l'élan chrétien qui a remué tant de cœurs en Allemagne, depuis tant d'années, qui a pro-

1. Les princes allemands violèrent avec impudeur les promesses de liberté faites à leurs peuples à l'heure du mouvement contre la France. Le congrès de Vienne fut un dissolvant. Sous l'influence fatale de l'Autriche et de Metternich, on vit s'éteindre tout ce qu'il y avait eu de généreux dans le soulèvement germanique. L'impuissance allemande fut organisée à Francfort sous la même action; mais le réveil de l'Allemagne, son mouvement irrésistible vers l'unité, la guerre de 1866 qui en était la condition, ont achevé l'œuvre du relèvement.

duit une transformation si profonde. Et l'Allemagne écrasée par nous jadis, nous dépasse de partout aujourd'hui.

Le relèvement de la Russie est un repentir.

La Russie affranchit les serfs, et Alexandre II en détruisant le servage donne le signal d'une transformation sociale et politique dont personne ne peut fixer les limites[1].

Prenez l'Autriche! L'Autriche n'est devenue libé-

1. Qui dira ce que va produire cette fermentation prodigieuse à laquelle la Russie est maintenant en proie? L'émancipation des serfs entraîne un remaniement général de la société. Voilà une classe nouvelle de propriétaires, voilà la nécessité prochaine des libertés politiques et parlementaires. — Par le fait même de l'union étroite du temporel et du spirituel, de l'autocratie et de l'orthodoxie, les questions religieuses se réveillent en même temps que les questions politiques et sociales. Les dissidences grandissent et réclament leur liberté! La liberté religieuse se lève partout, dans les provinces protestantes et dans la Pologne catholique. Au même moment, ces deux faits considérables, la dissémination des Écritures et l'instruction du peuple, vont introduire un ferment de réforme dans l'église essentiellement réformable de Russie. — D'un autre côté, le militarisme apparaît donnant la main au socialisme; c'est le danger.

rale, elle n'a rompu ses langes d'autocratie militaire et d'obscurantisme clérical, qu'à partir de son humiliation de Sadowa. Bien des patriotes autrichiens ont remarqué que trois morts étaient restés sur ce champ de bataille : le militarisme, l'absolutisme, l'ultramontanisme! De cette poussière une Autriche nouvelle est née.

Les mêmes morts, en 1814 et 1815, étaient restés sur les champs de bataille de la Champagne et de la Belgique, et une France nouvelle était sortie de Waterloo : celle qui a été libre, heureuse, intelligente, de 1815 à 1848.

« On ne sait pas les choses que Dieu fait à celui qu'il repousse! » — Cette parole se trouve dans un manuscrit égyptien, le plus ancien qui existe, récemment découvert à Thèbes [1].

Je me plais à penser que ce mot des vieux âges trouvera son application en France, que Dieu n'a

1. On croit qu'il est de l'époque où les grandes pyramides furent construites.

repoussé ma patrie que pour l'attirer à Lui, qu'il lui montre son amour en la faisant passer par le feu.

Non que de la chute doive nécessairement sortir le progrès; le prétendre, ce serait glorifier les chutes, et je n'ai jamais aimé cette exclamation : Bienheureux péché!

Par lui-même, le péché n'enfante que du mal; les défaites morales ne sont que du péché; bien plus, les revers d'une autre nature, les insuccès qui nous contristent peuvent produire tout autre chose que des résurrections; si la douleur nous relève parfois, elle peut nous abattre; nous pouvons nous décourager, renoncer à la lutte, renoncer à l'effort, nous sentir tomber, et rester par terre, établis dans notre dévastation.

« Écoute la verge et Celui qui l'a assignée[1] ! »

La verge sans Celui qui l'a assignée n'est plus qu'une douleur; ce n'est plus un châtiment, et un châtiment divin.

1. Michée, chap. VI, verset 9.

Mais Dieu est notre Père. Il nous émonde pour que nous portions du fruit.

On peut le dire, le relèvement par la défaite, ce terrible moyen de guérison ne convient à personne aussi bien qu'à nous Français. Quand on a un génie facile, un caractère léger, une position acquise, quand on est content de soi, lorsque dans la certitude de réussir on se dispense du travail et de l'effort, lorsque dans la certitude de plaire on se dispense de combattre ses défauts, qu'on les transforme presque en vertus, alors la défaite est un avertissement d'en-haut.

C'est le remède des enfants gâtés. La France est semblable à ces enfants-là. On les a toujours chéris, on ne les a jamais élevés. Ils sont beaux, gracieux, comblés de dons naturels; la faveur publique les a accueillis dès le premier jour, tout leur a souri, tout leur a été facile, aussi ne doutent-ils jamais d'eux-mêmes, et ne songent-ils pas un instant à veiller sur leur caractère ou à se corriger de quoi que ce soit.

Nous Français, nos succès de tout genre, hauts

faits militaires, série de victoires dont nous avons rempli la fin du XVIIIe siècle et le commencement du XIXe; l'éclat de notre littérature, la popularité de notre langue, la bienveillance qui nous prévient, la complaisance avec laquelle on nous passe nos fantaisies sont venus compléter nos défauts.

Pour les enfants gâtés, une seule chance de salut existe, le châtiment sévère mais paternel par lequel Dieu les secoue, les réveille, les remet sur leurs pieds et leur fait prendre le bon chemin.

Il nous fallait nos désastres, il les fallait dépouillés du prestige qui a entouré l'échec de Waterloo. Succomber sous une coalition, devant l'effort de l'Europe entière, après être entrés dans toutes les capitales, c'eût été succomber de manière à garder notre orgueil intact. Ici, en 1870, rien n'aura manqué. La paix voulue, la guerre déchaînée, l'empire accepté, l'empire renié, la république acclamée, le socialisme lâché, une succession de défaites et pas un succès pour en rompre le cours, l'Allemagne seule vis-à-vis de nous! en vérité, il n'y a pas moyen de conserver des illusions.

N'avez-vous pas connu des hommes politiques, des hommes de lettres, des orateurs dont on a pu dire avec raison : Ce qui leur manque, c'est un grand échec! — Sans cet avertissement que rien ne remplace, ils sont perdus. Confiants dans leur facilité et dans leur popularité, ils se négligent, ils n'étudient plus, ils abondent dans leurs faiblesses, ils se dissolvent! Vienne une chute, les voilà relevés.

Et chacun de nous, quand il regarde en arrière, dans sa propre histoire, ne rencontre-t-il point de ces défaites, de ces humiliations profondes, de ces constatations de sa corruption et de son impuissance qui ont été, par la grâce de Dieu, des moyens de relèvement?

Le relèvement par la défaite! Tout l'Évangile est basé sur ce grand fait que peuvent seuls méconnaître des observateurs inintelligents.

Qu'est-ce que la nouvelle naissance, sinon, avant tout, le sentiment du péché, du péché maître de nous, du péché corrompant notre nature entière? C'est la suprême défaite

Qu'est-ce que la sanctification, sinon une série de défaites humiliantes qui amènent chaque fois une prière et un effort?

Cette œuvre du relèvement progressif, cette lente éducation de l'âme, cette préparation à la vie éternelle est toute semée de défaites; on peut presque mesurer au nombre de ces défaites, c'est-à-dire de ces humiliations, le degré auquel est parvenue la régénération de chaque chrétien. Encore quelques combats, encore quelques déchirements, encore quelques revers bravement surmontés, et la grande victoire, l'absolu relèvement vont couronner le rude travail.

Le Saint-Esprit accomplit une mission sur la terre. « Il convainc le monde de justice, de péché et de jugement[1]. »

N'espérez point de réforme tant que la conviction du péché fera défaut.

Quand je verrai poindre en France la conviction

1. Évangile selon Jean, chap. XVI, verset 8.

du péché national, je ne douterai plus du relèvement; le repentir et la réforme seront à la porte. Alors aussi pourront se produire cette foi à la justice, cette certitude du jugement que repousse le monde et que donne le Saint-Esprit.

Il y a un jugement devant lequel nous comparaîtrons. Il y a une justice dont nous avons besoin d'être revêtus.

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR

I

LE PARTI DE LA PAIX

I

ORGANISATION DU PARTI DE LA PAIX

L'Europe serait bien malade si une immense réaction d'humanité et de bon sens ne s'opérait pas après la guerre de 1870.

Surprises de l'opinion, folie militaire, crime et malheurs, la guerre de 1870 aura réuni en elle tout ce qui peut donner l'éveil à l'esprit de paix.

Je ne fais pas le rêve de l'abbé de Saint-Pierre, et

je ne crois pas, hélas! à la paix perpétuelle; je crois simplement, et c'est déjà beaucoup, à la possibilité de rendre les guerres plus difficiles et plus rares.

Que d'illusions n'avait-on point nourries à leur sujet! que de raisons n'avait-on point données pour démontrer que les guerres étaient devenues impossibles! La liberté commerciale unissait tous les peuples. Quatre ou cinq grandes expositions universelles avaient réalisé les relations pacifiques des nations.

L'expérience s'est chargée de démontrer ce que valaient ces garanties. Il appartient au parti de la paix de nous fournir un appui plus sûr.

Chaque jour passé sans le préparer, sans organiser une vigoureuse réaction contre la politique de guerre, sans poser les bases sur lesquelles s'appuiera une politique absolument opposée, est un jour perdu pour la conscience et pour le devoir.

La paix écrasante ne facilite pas notre travail, elle ne nous découragera point. Le parti de la paix accepte sans réticences les conditions de la paix. Qu'il déplore certaines exigences, qu'il les juge

excessives, qu'il les regrette comme contraires au maintien même de la paix future, rien de plus naturel. Mais ces désastres de la paix sont les conséquences de la guerre. La responsabilité tout entière en retombe sur ceux qui ont déclaré la guerre sans motif. Au fond, ce sont ceux qui déclarent la guerre qui écrivent les conditions de la paix; le fruit est renfermé dans l'arbre et la conséquence dans le principe. Napoléon, partant pour Austerlitz ou pour Iéna ou pour Madrid, écrivait les conditions des traités de 1814 et de 1815; il appelait les armées de l'Europe à Paris.

Nous aurons contre nous, aujourd'hui comme hier, les faux patriotes, les silencieux, les révolutionnaires, l'esprit guerrier, et qui sait, peut-être les amis de la paix eux-mêmes, qui remettront la paix au lendemain de la revanche!

Entendons-nous bien. Il n'est pas question ici de battre l'air. Rien de plus aisé et de plus vain que de créer des sociétés pour la paix, de convoquer des congrès pour la paix, de voter des adresses en faveur de

la paix[1]. Le moment venu nous aurons une avalanche de beaux sentiments et de beaux discours, beaucoup de paroles perdues et de papier mal employé. Je ne dédaigne certes ni les associations ni les efforts collectifs, à une condition cependant, c'est que l'esprit de paix animera le parti de la paix, c'est que travaillant chacun devant soi, priant, surveillant son propre cœur, tous pardonneront et tous aimeront.

Soigner les blessés c'est très-bien. Empêcher qu'on ne fasse des blessés, c'est mieux[2].

Haïssons la guerre. Nous ne la haïssons pas, et les

1. Certains congrès de la paix ont contribué plus que quoi que soit au monde à discréditer la cause de la paix. On se souviendra longtemps en Suisse des congrès qui se sont réunis à Genève, à Berne et à Lausanne; véritables assises du parti révolutionnaire et socialiste. On y a parlé d'une fraternité des peuples qui semblait être la négation menaçante de la fraternité des hommes.

2. Je suis assez peu touché, je l'avoue, lorsque je vois les mêmes hommes qui n'ont pas su résister à la guerre, qui ont même applaudi au signal des massacres, donner maintenant les meilleurs conseils sur l'administration des ambulances!



femmes, quoi qu'elles en disent, la haïssent encore moins que nous.

On a prétendu que si les femmes avaient voté, nous n'aurions pas eu la guerre. Je n'en crois pas le premier mot. Les femmes se dévouent avec une pitié touchante au soin des blessés, mais quant à faire qu'il n'y ait pas de blessés, elles s'en inquiètent fort peu. Les démarches en faveur de la paix n'ont rencontré chez elles qu'un faible accueil; la guerre les amuse et les émeut; le drame sous cette forme ne leur déplaît pas. Peut-être trouverait-on que les femmes parlent de la guerre à outrance et de la prolongation des tueries avec plus de passion païenne, avec plus de violence que les hommes. Pourquoi ne point l'avouer, les journaux deviennent palpitants; il y a un intérêt dans la vie; ceux que n'entraînent pas le goût des plumets cèdent au désir d'apprendre chaque jour quelque événement nouveau.

Il s'agit de renverser tout cela. Il s'agit de détester la guerre, la guerre elle-même, non pas les défaites qu'elle amène mais les tristes lauriers qu'elle cueille,

la guerre et ses émotions, la guerre et ses sanglantes péripéties.

Il s'agit de remettre à sa place la gloire militaire.

Il s'agit de se dégoûter des épaulettes et des tragédies épicées dont on savoure les épouvantes, même en allant soigner les blessés.

Il s'agit de trouver odieux l'assassinat en grand, je veux dire la guerre d'agression.

Il s'agit de trouver infâme le vol en grand, je veux dire la guerre de conquête.

Pour cela, combattons résolûment les goûts militaires; cessons en France de jouer au soldat. Tant que nous subirons la séduction des uniformes [1], tant que nous donnerons à nos enfants de petits tambours et de petits sabres, tant que nous les mettrons à l'école des héros antiques et des vanités guerrières nous ne romprons pas avec la guerre et nous n'accomplirons pas l'œuvre de paix.

1. Sous ce rapport je suis bien aise qu'on fasse des uniformes laids.

Ne perdons pas de temps. On ne peut servir sa cause au moment opportun que si l'on est organisé, que si l'on est uni, que si l'on se sent fort.

Le moyen d'être fort, pour le parti de la paix, c'est d'être le parti de la liberté. Le libéralisme seul fera de nous un pays pacifique. C'est une vie nouvelle à créer, c'est un nouveau champ à ouvrir devant l'esprit français, c'est une direction nouvelle à donner aux idées. Les idées du monde moderne et du libéralisme chrétien, les idées de la vraie grandeur demandent à remplacer les idées rétrogrades du vieil antagonisme, du vieil équilibre, du vieil agrandissement par la conquête, de la vieille gloire par les batailles. Il vaut la peine de tenter un tel changement.

Le parti de la guerre a montré ce qu'on peut quand on sait bien ce qu'on veut. Que cet exemple serve au parti de la paix. Sachons où nous voulons aller, à quoi nous voulons arriver. Rendons-nous compte du passé et préparons l'avenir.

Pour fonder la paix, le parti de la paix aura besoin du secours de l'opinion pacifique en France, du

secours de l'opinion pacifique en Europe et en Amérique. Dans un temps où toutes les parties du monde civilisé sont solidaires, cette force n'est pas à dédaigner. Journaux, brochures, conférences, relations établies entre les peuples, rien ne sera de trop. Il faut que l'opinion européenne se constitue et se fonde pour l'énergique défense de la paix. Il faut que les arbitrages deviennent obligatoires et sérieux; tout attaquant ayant l'Europe entière contre lui. Il faut surtout que l'opinion pacifique acquière le sentiment de sa puissance, qu'elle soutienne ceux qui la défendent, qu'elle place des résistances devant les entraînements nationaux.

Ne criez pas au chimérique! Le chimérique est souvent l'idéal réalisé.

Ne criez pas à l'impossible!

Impossible! Il était impossible que quelques apôtres et quelques chrétiens méprisés changeassent la face du monde.

Il était impossible au XVIe siècle que quelques voix s'élevant en faveur du pur Évangile parvinssent à

prévaloir contre la tradition accumulée et contre la papauté.

Il était impossible que Wilberforce et ses amis triomphassent de l'indifférence et des cupidités de l'Angleterre.

Il était impossible que les Églises indépendantes fissent leur chemin dans les deux continents.

Il était impossible que l'esclavage fût aboli aux États-Unis sans ruiner l'Amérique, sans amener la destruction de la race nègre.

Grâce à Dieu, l'impossible a partout vaincu[1].

Nous qui doutons, nous ne savons pas ce qu'est la puissance des idées et quels sentiers elle prennent pour arriver au but.

Jetez la semence en terre, la semence semble per-

1. *A cœur vaillant, rien d'impossible.* — N'oublions jamais cette devise de Jacques Cœur, de ce grand homme, le premier bourgeois qui ait gouverné la France, l'homme qui a le plus contribué, après Jeanne d'Arc, à la délivrer des Anglais, l'homme dont une royauté corrompue et une noblesse pillarde se sont partagé les dépouilles.

due, les boues la recouvrent, puis les neiges, mais rien ne l'empêchera de germer au printemps.

Jetez les idées et les sentiments au fond des âmes, idées et sentiments seront mal reçus, tout semblera disparaître sous les ironies et sous les colères; il n'importe, le travail intérieur, la mystérieuse élaboration s'accomplit; au premier rayon du printemps, vous verrez que les idées ont germé.

Que le peuple de la paix se montre, que l'armée de la paix se compte, que la croisade pour la paix commence! Nous aurons, nous aussi, notre *Marseillaise* de la paix, chant héroïque dont les strophes nous brûlent le cœur.

Oui, pour la paix nous avons des enthousiasmes à la Rouget de l'Isle. Et ces enthousiasmes sont patriotiques; et ces enthousiasmes portent les couleurs de la liberté, et nous ferons descendre plus de tyrans au cercueil, par le seul fait d'une paix féconde, qu'en inondant nos sillons d'un sang impur!

II

LA PAIX ET LA LIBERTÉ VONT ENSEMBLE

L'esprit de paix est né au XIXe siècle avec l'esprit de liberté ; tous deux ont la même date.

Il s'agit seulement de savoir qui l'emportera chez les peuples latins, de l'esprit de liberté ou de l'esprit de révolution.

Si c'est l'esprit niveleur, adieu la paix. Pour marcher au pas il faut le son du tambour ; le tambour battrait alors, et le XIXe siècle dépasserait les siècles antérieurs par ses égorgements.

Que les amis de la paix se le rappellent, leur cause est celle de la liberté ; sans liberté point de paix.

Notre période de liberté, de 1815 à 1848 a été notre période de paix. Liberté et paix vont toujours ensemble, et quand la France révolutionnaire faisait la guerre, elle n'avait plus un atome de liberté.

Le maintien de la paix était chose facile pour la

première monarchie constitutionnelle. Avec l'épuisement causé par les guerres de la république et de l'empire, les Bourbons de la branche aînée n'ont eu aucun mérite à ne pas tirer l'épée. Le véritable héros de la politique de paix, c'est le roi Louis-Philippe. Il a eu à soutenir une violente et constante lutte contre l'esprit guerrier. Sur ce terrain-là se rencontraient au fond les deux partis qui ont renversé la monarchie de juillet. Ni les légitimistes ni les révolutionnaires ne pardonnaient au roi — et c'est ici l'histoire ordinaire de la France — de suivre une politique de paix qui avait en outre le tort de nous conduire forcément à la liberté.

Au sortir de nos deux époques de liberté nous avons possédé un si fort sentiment de paix que les perturbateurs n'ont pu en triompher.

En 1830 on a essayé vainement de nous entraîner à la guerre.

En 1848 le même fait s'est reproduit.

Ainsi se manifeste l'étroit lien qui unit la liberté et la paix.

Si nous devenons vraiment libéraux on nous verra fermement, systématiquement opposés à la guerre comme le sont les Américains et les Anglais. L'Amérique pas plus que l'Angleterre n'entretient l'esprit guerrier et les armées permanentes ; dans l'un et dans l'autre pays la liberté a gagné la cause de la paix[1].

Avec l'amour de la liberté, avec les mœurs de la liberté on tient la guerre pour un ennemi. On sait que la guerre suspend les libertés, qu'elle amène des dictatures, qu'elle ne marche pas sans un cortége de conquêtes et d'atteintes portées à l'indépendance des nations. De telles gloires font horreur à tout esprit libéral.

La guerre recommencera[2] ! Chacun le dit. Il reste

1. Les États-Unis licencient leurs armées et leur flotte dès que le besoin ne s'en fait plus sentir. L'Angleterre n'a qu'une armée insignifiante et recrutée par des engagements volontaires, la Suisse n'a que des milices. On peut remarquer même que, des trois grandes puissances continentales, deux seulement, la France et la Russie s'adressent au recrutement. L'Allemagne a le service universel et les landwehr.

2. M. Jules Favre, dans une dépêche (répondant à celle du

en France trop de rage accumulée, en Allemagne un trop amer souvenir de l'attaque gratuite, des montagnes de cadavres entassés sur les champs de bataille pour que les deux nations ne cherchent point à se venger!

Eh bien, que la liberté accomplisse son œuvre. Qu'elle donne du travail aux deux pays et aux deux gouvernements; que la France libre poursuive de meilleures victoires, que l'Allemagne libre occupe autrement la Prusse et M. de Bismark, que la liberté nous fasse entrer dans la civilisation nouvelle, dans le patriotisme nouveau : celui qui veut la paix et qui sait pourquoi.

Il sait pourquoi. Il sait que le libéralisme et la politique militaire vivent mal ensemble. Au bout de peu de semaines, il a vu la moitié de la France en état de siége, il a vu la suppression du jury et de toutes les garanties légales, il a vu les visites domiciliaires de jour et de nuit, les arrestations arbitraires, l'auto-

gouvernement suisse qui avait reconnu la république), a parlé de l'avenir de la France : *Libre et guerrière!*

rité militaire réglant à son gré l'indépendance des librairies et des journaux, les mesures d'urgence appliquées partout, expliquant tout, écrasant tout; il en a assez[1].

La guerre, ne l'oublions pas, a été la dernière ressource pour échapper à la liberté. Si le parti libéral eût existé en France, la France n'aurait pas voté la loi militaire, la France aurait hardiment désarmé, la France n'aurait pas cherché de compensations, ce n'est pas à la France qu'on aurait offert une Belgique, la France aurait laissé l'Allemagne s'organiser à son gré, les troupes de la France auraient cessé depuis longtemps une intervention illégitime à Rome, la France enfin aurait respecté l'indépendance du peuple espagnol en quête d'un roi.

Les amis de la paix ne doivent pas se le dissimuler, autant la paix se lie au libéralisme, autant elle exige une lutte à mort contre l'esprit révolutionnaire et

1. Domandez-vous si des Anglais ou des Américains accepteraient un tel régime

niveleur. Le socialisme, qui est la négation de la liberté, est la négation de la paix. Il aura beau mettre en avant le grand mot de fraternité des peuples, nul ne le croira sur parole; on sait quel épouvantable conflit, quels bouleversements et quelles ruines sous-entend cette liberté-là. Le socialisme aura beau parler de liberté, on n'oubliera point qu'il immole l'individu, qu'il étend à outrance les compétences de l'État, qu'il broie, qu'il centralise, qu'il unifie, achevant ainsi notre histoire et l'œuvre du despotisme tel qu'il s'est exercé de Louis XI à Richelieu, de Richelieu à la Convention, de la Convention à l'empire et de l'empire à nous.

Je n'ai point d'objections contre la république; j'en ai d'absolues contre la démocratie autoritaire, contre le socialisme quel qu'il soit.

La paix peut s'accommoder de la république, car la république peut être libérale. La paix ne s'accommodera jamais d'une démocratie autoritaire, car celle-ci est le renversement de la liberté.

III

L'ESPRIT DE PAIX

Vous en êtes-vous rendu compte? l'esprit de paix tient à une influence nouvelle et déjà considérable, grâce à Dieu : l'influence du pur Évangile. Les idées écloses dans les pays de la Bible se sont mises à rayonner sur notre vieille Europe. Émancipation des consciences et des cultes, séparation de l'Église et de l'État, œuvres d'évangélisation, diffusion des Écritures, charité pratique et individuelle, ces mots à eux seuls indiquent tout un courant presque inconnu jusqu'ici, et dont la puissance doit nous frapper.

Il y aurait une étude à faire sur ce libéralisme chrétien qui prend de plus en plus position vis-à-vis du libéralisme païen. L'idée d'humanité, le sentiment de l'unité humaine se sont revêtus, grâce au libéralisme évangélique, d'une réalité qu'ils

n'avaient jamais eue. Les siècles précédents entrevoyaient à peine cette solidarité des peuples.

On pourrait écrire tout un chapitre sur les maximes arriérées, sur ce qui se faisait autrefois et que nous ne supporterions plus à l'heure qu'il est. On verrait comme le temps a marché.

Les Grecs étaient en guerre perpétuelle de ville à ville. Les Romains multipliaient tellement les guerres que la clôture du temple de Janus en devenait un événement. Au moyen âge on se battait toujours et partout; c'était la profession des gens bien nés. L'ancien régime, qui portait l'épée au côté, faisait campagne chaque année; la guerre était alors l'état normal, les hostilités arrivaient aussi régulièrement que les moissons. Parcourez l'histoire de France et cherchez un intervalle de paix. Personne au reste n'y regardait de très-près, et l'on ne passait pas pour un grand criminel parce qu'on avait saisi le premier prétexte venu pour tomber à bras raccourci sur les voisins.

Aujourd'hui nous voulons un motif sérieux et nous demandons un compte sévère à ceux qui pouvant

faire autrement, décrètent les massacres. Voilà le progrès.

Sous le premier empire on obéissait à la consigne, on acceptait la guerre sans relâche. Aujourd'hui on ne s'accommoderait pas d'un perpétuel train de guerre où s'absorberaient toutes les ressources du pays, et le plaisir de faire rimer gloire et victoire ne nous consolerait point de fournir la chair à canon.

Dans les siècles antérieurs on n'aurait jamais vu les non-belligérants localiser la guerre, on n'aurait pas vu les témoins assister à notre duel avec l'Allemagne sans dégaîner aussi. Aujourd'hui un sentiment de terreur a écarté tout le monde; ne vous y trompez pas, ce sentiment est l'horreur de la guerre, c'est le triomphe de l'esprit de paix.

Jadis une violation de la paix ne scandalisait personne, et pas beaucoup plus l'attaqué que l'attaquant. Aujourd'hui la supériorité est acquise à l'attaqué; il faut justifier l'agression; c'est une vraie campagne à faire dans l'ordre des idées avant la campagne matérielle; la bataille morale importe

autant que l'autre et les gouvernements ne négligent rien pour la gagner.

Au bon vieux temps le prisonnier de guerre était tué ou vendu comme esclave. Plus tard on le met à rançon pour peu qu'il en vaille la peine. Une ville prise est une ville pillée où les soldats se livrent de plein droit à tous les excès. Un pays conquis est un pays détruit. Les blessés ne préoccupent personne; prisonniers et blessés ennemis sont enfermés dans des forteresses ou dans des pontons. Essayez aujourd'hui des procédés pareils.

La guerre avait son côté chevaleresque, elle ne l'a plus; des machines sont chargées de la besogne; on arrive à la chose impossible, à celle qu'on ne supportera pas, à l'abattoir.

Les soldats qui étaient déjà très-sérieux en marchant aux champs de bataille de 1870 l'ont été bien plus en revenant. Aller à la rencontre de pareils engins, cela fait réfléchir. Les gouvernements eux-mêmes, victorieux ou vaincus, sentent que le poids des responsabilités de guerre, que celui des

malédictions s'est accru jusqu'à devenir écrasant.

Le prince royal de Prusse s'écriait après Woerth : « La guerre est trop horrible! je déteste la guerre! »

Pensez-vous que les vainqueurs d'autrefois eussent pensé, eussent parlé ainsi?

On est triste. Ce sentiment marque la puissance de l'esprit de paix.

Certains hommes qui remuent beaucoup pourront crier, illuminer, provoquer des manifestations enthousiastes; cela n'y change rien, on est triste. Triste à l'armée, triste au pays, triste au milieu du succès.

Oh! des habits de deuil! — Voilà le cri qui désormais retentira partout sur vos pas lorsque vous reviendrez de vos victoires, lorsque vous passerez sous vos arcs de triomphe.

Et ce cri, long cri de réprobation et d'épouvante, s'élèvera dans tous les pays; passions militaires, orgueil national, tout cédera au torrent des indignations. Écoutez, on entend déjà la supplication des femmes. Elles n'entrent pas dans les conseils poli-

tiques, elles ne font aucune diplomatie, elles n'adoptent ni la nationalité française ni la nationalité allemande; leur prière que profèrent plus de vingt mille voix donne une expression à l'élan de la pitié. Elles disent ce que ressent la conscience humaine; elles opposent les compassions aux haines, aux vengeances, à la soif du sang, au dur orgueil, au patriotisme sans entrailles, aux rages infernales! On peut ne les pas écouter; elles sèment toujours; elles sèment des idées, tôt ou tard elles recueilleront des fruits; elles sèment des vérités, un soleil ou l'autre fera mûrir le progrès [1].

Ah! si cette guerre pouvait tuer la guerre!

N'en désespérons pas. Ce n'est pas pour rien que l'Europe a goûté trente années de paix. Ce n'est pas pour rien que le réveil de la sympathie fraternelle,

1. Les Allemands, en général, se sont mis en garde contre le cri des femmes réclamant la paix. Ils ont eu l'air de croire que ce cri était dirigé contre eux, et qu'on leur imposait l'abandon du résultat légitime de leur victoire, la cessation prématurée de la guerre. L'Angleterre, à part deux localités, est restée inerte. A quoi cela sert-il? — a-t-elle demandé. Cent mille signatures, un

que des communications promptes et générales ont fondé la solidarité des peuples. Ce n'est pas pour rien que l'industrie a créé une masse d'intérêts pacifiques. Ce n'est pas pour rien que la liberté du commerce a effacé les frontières. Ce n'est pas pour rien que le chauvinisme est publiquement attaqué. Ce n'est pas pour rien que les armes perfectionnées viennent changer les batailles en boucheries. Nos paysans, croyez-le, finiront par faire leur compte. Nous aurions beau leur présenter en perspective une victoire par mois, l'entrée de nos armées dans les capitales, des provinces ajoutées à nos provinces, ils savent ce qu'il en coûte : contingents accrus, dépenses folles, dette exorbitante, banqueroute possible, industrie arrêtée, champs abandonnés,

million de signatures, un mouvement pour la paix venant de ce grand peuple anglais, à quoi cela sert-il?

Il y a un scepticisme égoïste qui m'épouvante dans ce dédain des idées et des sentiments. Les idées, ce n'est rien! Les sentiments, ce n'est rien! On nous dit cela dans le pays de Wilberforce, dans celui où des pétitions de femmes ont si puissamment agi.

désolations et dévastations, sans compter leurs fils !

Mais, si vous voulez la paix, obtenez la réconciliation.

La guerre mise à part, il n'y a jamais eu, entre les Allemands et les Français, ces antipathies vivaces qui nous ont longtemps éloignés de l'Angleterre. Aucune rivalité naturelle ne sépare les deux peuples ; ils sont unis par des relations intellectuelles ; la cordialité germanique n'a rien de ce qui nous étonne et nous blesse parfois dans la nature anguleuse de l'Anglais. La France et l'Allemagne se complètent et ne se contredisent pas. Les blessés des deux nations, quand ils se sont rencontrés, se sont tendu la main. Les relations des avant-postes devant les villes assiégées ne manquaient pas de cordialité ; à peine avait-on cessé de se battre, on découvrait qu'on était sans haine, même qu'on n'avait point de colère [1].

1. On raconte que les soldats français devant Metz s'approchaient sans armes des Allemands, indiquant par geste que leur estomac était vide. On leur laissait ramasser des pommes de terre, on leur tendait même des gourdes d'eau-de-vie.

Avec de la sagesse des deux côtés on s'estimerait, avec des sentiments généreux on oublierait, avec l'obéissance à l'Évangile on arriverait à s'aimer [1]. Des deux côtés n'a-t-on pas entouré des mêmes soins les blessés ennemis? N'était-ce pas l'esprit de paix en face de l'esprit de guerre, continuant l'œuvre d'amour en face de l'œuvre de destruction?

Je ne désespère pas de voir renaître après, la bienveillance réciproque qu'on avait avant. Laissez faire le temps, laissez arriver certaines transformations qui rendront les relations plus faciles, la situation se détendra [2].

1. Pour y parvenir, il ne faut pas renouveler, sous une autre forme, l'acte odieux qui nous a couverts de honte au commencement de la guerre, l'expulsion des Allemands. On parle maintenant, non de les expulser, mais de les exclure. Point d'Allemands dans les bureaux des maisons de commerce; point d'ouvriers allemands; point de fournisseurs allemands; point d'Allemands tolérés à la Bourse. Je ne puis dire à quel point me paraît ignoble et mesquine cette vengeance de nos revers. Si elle se réalise, elle appellera tôt ou tard des représailles. C'est l'esprit de haine qui se donne carrière et qui s'arrange pour durer.

2. La France et l'Allemagne ont besoin l'une de l'autre. Comment contenir la Russie, si nous ne sommes d'accord?

Mais il faut y travailler. Il faut contre les projets sanglants de l'avenir, il faut contre cette horrible consécration des générations futures aux œuvres d'extermination, il faut contre toutes ces lies du cœur qui bouillonnent et qui montent, il faut la vigoureuse réaction de l'esprit chrétien. Désarmer les âmes, c'est opérer le seul désarmement sérieux. Faire la paix ce n'est rien, amener la réconciliation c'est tout. Si nous ne l'obtenons pas le premier jour, nous l'obtiendrons le second; si les hommes politiques nous refusent leur aide, les hommes de charité ne nous refuseront pas leur secours, les hommes de bon sens non plus. Chacun, en France, en Allemagne, dans le monde entier, sentira le besoin absolu de la paix; chacun le comprendra, la paix n'est solide qu'à la condition de l'apaisement.

Cette œuvre magnifique, la seule qui vaille la peine d'être poursuivie, ne s'accomplira que sous l'action de l'Évangile. Surmonter le mal par le bien, nous sommes chargés de cela.

Surmonter le mal par le bien! l'ordre reste-t-il

sans application dans les affaires politiques, dans les relations internationales, dans les négociations de paix et jusque dans la guerre? Je ne le pense pas, et je proteste une fois de plus contre la pharisaïque distinction qui, réservant l'Évangile pour la vie privée, nous permettrait d'agir en païens dans la vie publique, coulant ainsi le moucheron et avalant le chameau.

Ou l'Évangile ne nous oblige nulle part, ou il nous oblige partout. Ces intermittences de christianisme et de paganisme qu'on voudrait nous faire adopter sont la pire invention de l'hypocrisie moderne.

Surmonter le mal par le bien! c'est la grande méthode chrétienne, c'est celle que Dieu emploie vis-à-vis de nous.

Si Dieu ne voulait que réprimer le mal, Dieu se bornerait à nous châtier. Mais Dieu veut surmonter le mal, Dieu veut remporter sur le mal une victoire définitive, et l'amour divin se lève devant la révolte haineuse, le fils de Dieu meurt pour les ennemis de Dieu, la grande transformation

s'opère, des charbons de feu s'accumulent sur notre tête, notre tête s'abaisse, nous sommes vaincus, le mal est surmonté par le bien[1].

Laissez-moi contempler cet idéal, la réconciliation ! Qui sait s'il ne deviendra pas une réalité. Les hommes de la nation ennemie sont des frères, enfants du même Père céleste et pour lesquels Christ est mort. Vainqueurs et vaincus ont été égaux en

1. Surmonter le mal par le bien! Il en est de ce précepte comme de tous ceux de l'Évangile; on le rend chimérique et absurde lorsqu'on le rend illimité. Sa limite est marquée par la justice et par d'autres devoirs. Les devoirs se limitent entre eux, ils se limitent et ne se contredisent pas. Dans la vie privée, les chrétiens surmontent le mal par le bien sans renoncer à la répression du mal. Le jour où on cesserait de lui résister, on tomberait dans une vraie défaillance, on ne surmonterait plus le mal, et le bien lui-même s'affaiblirait étrangement. J'en dis autant de la vie publique; l'Évangile y trouve exactement les mêmes applications, et les devoirs y rencontrent les mêmes limites qui sont d'autres devoirs. Si, pour surmonter le mal par le bien, un chef de nation renonçait à résister au mal, à repousser une attaque ennemie, à poursuivre une guerre défensive jusqu'au moment où de sûres garanties de paix auront été obtenues, il manquerait à tous ses devoirs

courage. N'est-ce point là un lien entre Germains et Gaulois? Des deux côtés la liberté n'a-t-elle point son œuvre à faire? Des deux côtés n'éprouve-t-on pas le besoin de la paix?

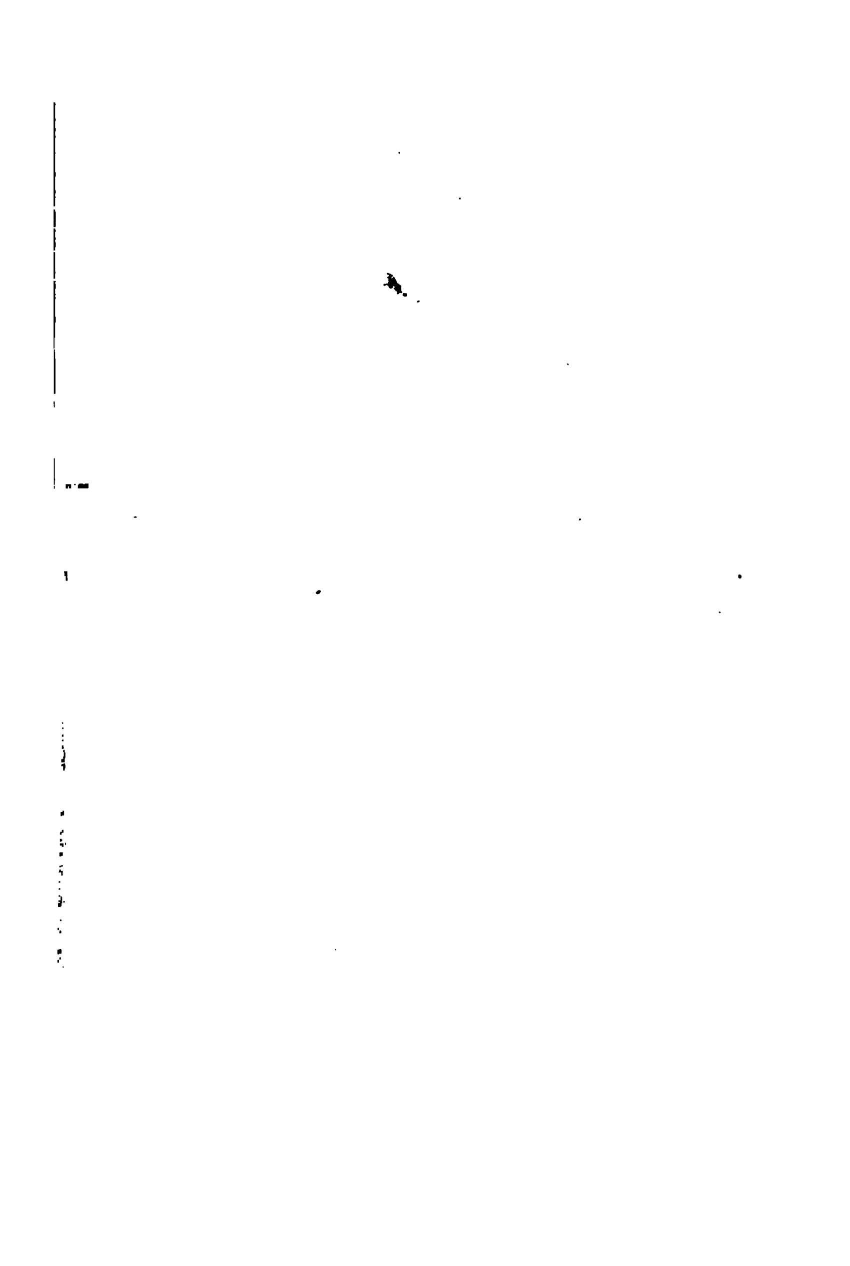
Malheur à nous si nous n'avons que la paix, si nous n'arrivons pas à l'esprit de paix.

Esprit de paix, apaisement des cœurs, naissance des sentiments d'amitié, mort des sentiments de haine, voilà ce qui seul peut rassurer pour l'avenir.

Si nous n'obtenons pas cela, si le mal n'est pas surmonté par le bien, les guerres reviendront, les revanches se chercheront, nous continuerons à vivre l'épée au poing.

Laissez faire l'esprit de paix. Avec les deux armées d'amis de la paix qu'il aura levées sur les deux rives du Rhin, il saura prendre entre deux feux on mortel ennemi, la guerre.

Que l'esprit de paix se réveille, et le fait de la paix trouvera son chemin.



II

LE RELÈVEMENT

I

IL NOUS FAUT DES HOMMES

Nous demandons *un homme!* Tout serait sauvé si nous trouvions un homme!

Il y a là une nation puissante, *la reine des nations!* mais que voulez-vous, un homme lui manque!

Eh bien, non, un homme ne nous sauverait pas. Ce n'est pas un homme qu'il nous faut; il nous faut *des hommes.*

Qu'un homme vienne — il viendra peut-être —

qu'un administrateur, qu'un politique, qu'un financier, qu'un général mette fin à notre état de désordre, nous ne serons ni guéris ni relevés pour cela. Qui sait même si ce répit momentané ne rendra point toutes ses forces à notre vanité, en fermant la blessure que nos revers lui ont faite?

Ayons des hommes, ayons des caractères, ayons un changement profond, alors tout ira bien, même quand un homme ne se présenterait pas.

Lorsque le moment sera venu de fonder enfin quelque chose et de s'organiser, les sauveurs abonderont, et les faiseurs de projets, et les découvreurs de ressources, et les inventeurs d'impôts! Que Dieu nous préserve de toute cette engeance. Il n'y a rien à découvrir ni à inventer en politique, il y a à marcher simplement dans les voies simples de la régénération.

Tâchons de ne pas prendre pour la régénération l'accomplissement du programme de M. Thiers.

Je dis M. Thiers, et je pourrais dire la presque totalité de nos concitoyens.

Pourvu que nous parvenions à payer l'indemnité de guerre, à raccommoder nos finances, à réorganiser notre administration, à réprimer les émeutes, à libérer le territoire, à reformer une armée, à retrouver des alliances, nous croirons avoir tout fait. Or rien ne sera fait tant que le mal intérieur subsistera, tant qu'on aura évité de le combattre et même de le constater.

Nous aurons toujours en France un grand nombre de gens attachés à leur propriété et à leur tête. Cela ne suffira jamais pour faire vivre un peuple. Otez la vie morale, ce qui reste est impuissant. Les intérêts n'ont jamais fait vivre qui que ce soit. Sans quelques hommes de devoir, cette masse des hommes qui tiennent à leurs têtes et à leurs propriétés ne garderont ni les unes ni les autres.

Dans le cas même où nous parviendrions à nous relever matériellement sans nous relever moralement, ce serait le coup de grâce; toute idée de réforme disparaîtrait, nous irions droit à la dernière catastrophe.

C'est, dit-on, une tâche bien ingrate et bien effrayante que celle de gouverner la France après ce qui s'est passé!

La tâche sera rude, mais elle est faite pour tenter de nobles esprits. Le gouvernement qui viendra l'entreprendre aura pour lui cette force immense que donne la nécessité. Tous les citoyens sensés l'appuieront, tous les vrais patriotes l'aideront à réaliser le progrès.

Encore une fois, ne nous y trompons pas; notre relèvement demande plus que l'économie, plus que le désarmement, plus que la décentralisation, plus que les institutions libérales. Les institutions ne font pas les peuples; les peuples font les institutions. Nous nous sommes trop habitués à mettre la charrue avant les bœufs, à croire que les institutions libres créent les nations libres et que l'on peut décréter la liberté comme nos révolutionnaires décrétaient la victoire. Si vous voulez changer le peuple, commencez par changer le cœur individuel; quand les cœurs seront transformés la nation sera régénérée. Si nous

voulons nous remettre debout, faisons le contraire de ce que nous faisions lorsque nous sommes tombés; que l'amour du vrai s'empare de nos esprits, que nos vanités soient répudiées, que la conscience de notre péché nous saisisse, que le besoin de Dieu se fasse puissamment sentir à nous, nos jointures se raffermiront alors et nous sortirons de l'abîme.

En tout cas, il faut se relever ou mourir.

Les événements sont si grands aujourd'hui qu'ils briseront ceux qu'ils ne pousseront pas en avant.

II

LE CATHOLICISME ET LA FRANCE

Le grand malheur de la France, c'est de s'appeler la fille aînée de l'Église catholique[1].

Il n'entre pas dans mon plan d'introduire ici une discussion quelconque sur le catholicisme et le pro-

1. Si j'attaque le catholicisme, je suis loin de nier la piété catholique. Nous en voyons tous les jours de touchants exemples!

testantisme. Mais toute question de vérité religieuse mise à part, je ne crois pas possible de ne point mentionner l'action décisive qu'exercent l'une et l'autre croyance pour créer deux civilisations profondément distinctes. L'une, complétant l'ensemble des tendances latines, fait des peuples à mœurs polies, très-centralisés, très-administrés, remarquables par leur unité nationale, absolument dépourvus de cette indépendance locale et personnelle qui est la condition même de la liberté. L'autre fait des peuples moins policés, plus rudes, plus bruyants, où l'unité semble toujours menacée par des discussions et des divergences, mais où naissent de fortes libertés.

. . . .

Le catholicisme, cet impitoyable niveleur, a poursuivi en France avec une logique et une ténacité effrayantes son œuvre d'écrasement moral.

Au moyen âge, il broie toute dissidence et brûle toute bible.

Au XVIe siècle, il étouffe la Réforme, il fait la Ligue et la Saint-Barthélemy, il préfère Guise à Coligny.

Au XVIIe siècle, il révoque l'édit de Nantes et achève d'expulser cette population vaillante, laborieuse, capable de liberté, qui aurait aidé au salut de la France et que rien n'a pu remplacer.

A la même époque, il rase Port-Royal et détruit dans le jansénisme l'élément de rajeunissement spirituel.

Aujourd'hui enfin, il tue ce qui pouvait maintenir encore le côté chrétien en France, la tradition gallicane, la religion de Bossuet.

Il a fait plus, ses principes mêmes ont faussé la conscience, et c'est par là que le catholicisme nous a perdus.

Depuis des siècles, sa grande maxime : La fin justifie les moyens ! répudiée par le sens moral, a triomphé de la conscience dans l'ordre des faits.

S'agit-il de la parole donnée ? voyez le concile de Constance, concile général, le plus gallican qu'il y ait eu, celui que dirige Gerson, celui qui dépose les papes et se place nettement au-dessus de la papauté ! Non-seulement ce concile a violé le sauf-conduit

remis à Jean Huss, mais il a proclamé cet axiome : qu'on ne doit pas tenir la parole aux hérétiques!

Et cette maxime établie et pratiquée par le concile de Constance en pleine réaction contre l'ultramontanisme, sous l'inspiration de ces gallicans honnêtes Jean Gerson et Pierre Dailly, cette théorie a reçu des applications nouvelles toutes les fois que l'intérêt de l'Église catholique l'a exigé : la fin, qui est sainte, a toujours justifié les moyens, qui étaient fâcheux.

Quand Ferdinand et Isabelle se décidèrent à chasser les Maures restés en Espagne, la question se posa de savoir si l'on pouvait violer la récente capitulation de Grenade et beaucoup d'autres capitulations antérieures. Les casuistes n'hésitèrent point ; le clergé, Ximénès en tête, déclara qu'on ne devait pas tenir la foi aux infidèles, et les engagements pris furent trahis vis-à-vis des Maures comme ils l'avaient été vis-à-vis de Jean Huss[1].

1. *Histoire de France,* par Henri Martin, tome VII, page 315. Il est triste et douloureux de constater, en face des duplicités et

Gonsalve de Cordoue, dans la guerre de Naples, viole sa parole envers le prince Ferdinand. Son confesseur l'y autorise, et voilà ce grand capitaine et ce chevalier dévot parfaitement rassuré[1].

François Ier, j'y reviens, le persécuteur des protestants, l'homme qui a jeté la France loin de la Réforme, signe le traité de Madrid après s'être la veille, par-devant l'autel, réservé le droit de parjure, et sa conduite ne scandalise ni ne surprend personne dans le monde catholique. Au même moment on voit un électeur de Saxe subir tous les maux plutôt que de faillir à sa conscience.

Est-il question de divorce? La papauté, qui de notre temps a si aisément accordé celui de Napoléon Ier, ne s'était pas montrée plus difficile envers Louis XII, à la fin du xve siècle. Le monstre Alexandre VI et le

des violations de la promesse donnée qui souillent l'histoire de notre chrétienté, la droiture habituelle des musulmans. Ils sont plus chevaliers que nous.

1. *Histoire de France*, par H. Martin, tome VII, pages 231, 232.

pape honnête ont également sacrifié l'indissolubilité du mariage[1].

Voulez-vous une nouvelle torsion infligée au sens moral? voici la promulgation des nouveaux dogmes: l'immaculée conception, le syllabus, l'infaillibilité. Si nous ne prenons que ce dernier, tout catholique doit croire, sous peine d'anathème, que l'infaillibilité a toujours résidé dans les papes. Or il y a des papes dont les décisions doctrinales ont été déclarées hérétiques par d'autres papes. Il y en a qui ont été proclamés hérétiques par des conciles généraux et par des papes. Il y a eu de longs schimes, pendant lesquels deux et parfois trois papes s'anathématisaient l'un l'autre. Voilà bien des infaillibilités aux prises.

1. Rien n'égale la faiblesse des motifs mis en avant pour le divorce de Louis XII. Il voulait épouser Anne de Bretagne, la veuve de son prédécesseur, Charles VIII, la souveraine du grand duché breton si malaisé à rattacher à la France; voilà le vrai motif. Le pape le savait à merveille, et Pie VII n'était pas moins bien instruit. Aussi l'opinion reste-t-elle fidèle aux deux victimes, à l'impératrice Joséphine, à cette douce et pieuse Jeanne de France que la vénération publique ne cessa d'entourer.

Un grand nombre d'âmes parmi nous, après avoir reconnu l'impossibilité de ce dogme, font un effort des plus funestes pour s'imaginer qu'elles y croient; d'autres acceptent tout, syllabus, infaillibilité, immaculée conception, en bloc, sans rien examiner, pour rester catholiques et ne pas risquer l'anathème. Que deviennent les consciences après de semblables abdications? Que devient le sens moral quand on le fausse et qu'on se ment ainsi à soi-même? Je ne parle pas de ceux qui indignés, rejettent toute religion et déclarent la guerre à Dieu!

Le concordat de Léon X et de François Ier nous fait toucher du doigt un fait historique trop peu compris jusqu'ici : C'est par la confusion des deux domaines que l'autocratie papale a toujours marché et a fini par aboutir à l'infaillibilité.

Depuis Constantin et par l'alliance avec l'État, le clergé devient une puissance et l'évêque de Rome devient peu à peu le pape.

Pendant le moyen âge, l'alliance ou la confusion

des deux domaines prend la forme d'une papauté qui domine les puissances temporelles et dispose des couronnes.

A l'entrée des temps modernes, la veille même de la Réforme, une situation nouvelle était née. Le gallicanisme avait proclamé ses libertés. La tendance au catholicisme national menaçait le principe ultramontain. C'est alors qu'un nouveau contrat d'alliance entre les deux domaines vient briser ces résistances gallicanes et préparer l'autocratie papale que nous voyons. J'ai nommé le concordat.

Que sera toujours un concordat? Ce sera un arrangement entre le roi et le pape, chacun cédant quelque chose.

Et que pourront-ils céder? une portion des choses qui sont de leur domaine. Le roi cède les libertés de son peuple faisant obstacle au despotisme papal. Le pape cède les libertés de l'Église faisant obstacle au despotisme royal.

C'est la définition exacte du concordat conclu entre François Ier et Léon X.

Quand on l'étudie, on n'a pas de peine à découvrir que deux courants ont contribué à amener cet événement, qui lui-même a amené l'infaillibilité.

Il y a le courant de l'autocratie papale qui tient à être affranchi des conciles et des libertés gallicanes. Il y a le courant de l'autocratie royale qui tient à faire un progrès énorme en s'emparant de toutes les nominations d'évêques et d'abbés, en se donnant un clergé fonctionnaire[1].

On le voit, la confusion des deux domaines favorise les deux autocraties. Autant la séparation de l'Église et de l'État est un élément de liberté, autant l'union de l'Église et de l'État — dont les concordats sont l'expression la plus complète — est un élément de servitude. Il vient toujours un moment où les pouvoirs ainsi unis concluent entre eux des arrangements, et c'est toujours la liberté qui en fait les frais.

Sans le concordat de Léon X et de François I[er]

1. Il avait fallu acheter le consentement de François I[er] en lui livrant ces nominations-là : les vieilles élections avaient fait place au roi.

nous n'aurions pas eu, aujourd'hui, l'infaillibilité promulguée par le concile du Vatican.

Jamais ce dernier pas n'aurait été possible si la vieille France gallicane et universitaire, passionnément attachée aux décrets de Bâle et de Constance, n'avait été immolée par François Ier. Les libertés gallicanes étant abandonnées, les décrets de Constance et de Bâle furent abandonnés aussi, et le concile de Rome, au XVIe siècle comme au XIXe, mit le pape au-dessus des conciles. On sait ce que fut la résistance du parlement, la résistance du pays entier, ardemment attaché aux libertés gallicanes. La France se défendit longtemps; mais peu à peu, et sous les despotismes successifs, l'action du concordat acheva de s'accomplir; le nivellement s'opéra; les ténacités s'assouplirent. Le clergé, n'ayant plus de force en France par les traditions nationales, alla chercher naturellement sa force à Rome.

Jamais la France ne s'est relevée du coup porté par François Ier au catholicisme indépendant. Une fois les vieilles passions gallicanes des parlements,

de l'Université, de la nation brisées, une fois cette œuvre de destruction accomplie, plus rien ne s'est opposé. Il y a bien eu quelques résurrections du vieil esprit gallican. Nous avons eu Bossuet et les quatre articles. Nous avons eu Napoléon Ier et tout un gallicanisme officiel. Nous avons eu M. Dupin rééditant les maximes des parlements. Mais tout cela est demeuré impuissant. Le concordat de François Ier avait répudié le catholicisme national, — peu regrettable d'ailleurs, — il n'est plus resté que le catholicisme ultramontain. En face des prétentions ultramontaines du XIXe siècle, aucune des résistances gallicanes du XVIe siècle n'existent plus.

Grâce au dogme de l'infaillibilité, le catholicisme achève rapidement son œuvre finale, le renversement de toute religion dans les pays où catholicisme et religion sont devenus synonymes. En présence de l'infaillibilité, la conscience se souvient de l'infect bourbier papal du Xe siècle, elle se souvient des deux Théodora, elle se souvient de Marosie, de ces trois

femmes qui n'ont pas fait nommer moins de huit papes, série de pontifes infaillibles qui est une série d'infâmes coquins. Elle se souvient d'Alexandre VI!

Certains de nos évêques ôtent au pays ce qui lui restait de sens moral : Ceux, qui pièces en main, ont démontré que les papes ont failli, qu'il y a eu maints papes hérétiques déclarés tels par d'autres papes et par des conciles généraux, et qui affirment maintenant que tout pape est, a été, et sera infaillible!

Que voulez-vous que le pays pense de la religion? Ses conducteurs viennent de lui enseigner l'indifférence absolue au vrai. Ils viennent de supprimer les rapports entre la foi et la conscience, entre la religion et la droiture, et bien des hommes s'écrient : Nous aimons mieux ne pas croire, afin de rester honnêtes gens.

Ainsi s'accomplit dans la France catholique ce fait énorme, effrayant : beaucoup d'âmes généreuses repoussent la religion pour garder la conscience!

On a vu la religion catholique contre la liberté. On

l'a vue contre l'humanité. Il ne manquait plus que de la voir contre la conscience.

Aujourd'hui chacun s'incline au sein du clergé, et ce sont les mondains qui s'indignent.

Le catholicisme fait autre chose, il a propagé chez nous ce qu'il y a de plus détestable au monde, la religion machinale.

Au nom de la religion, il nous dispense de religion. C'est le grand mérite du catholicisme et c'est son grand crime, c'est son éternelle popularité et c'est son éternelle condamnation. Par là il séduit les sociétés latines, il supprime le souffle de vie, il nous rend incapables de convictions personnelles, de vigueur, de résistance, et enfin de liberté.

Il y a un clergé, il y a un culte, il y a des pratiques et des habitudes. Que les populations soient convaincues ou non, cela ne change pas grand'chose. Croyants ou incrédules, tout revient à peu près au même. Pratiquer est l'essentiel, et pratiquer en quelques rares occasions est si aisé, cela débar-

rasse si bien du rude labeur de la foi individuelle, qu'on ne se refuse guère à une conformité extérieure qui est de bon goût et consacrée par l'usage.

Les religions machinales ont toutes cet avantage qu'on se sent libre de les pratiquer sans les croire. Ne donnant rien, elles n'engagent à rien.

Pour ceux qui croient, elles ne sont pas moins funestes. La foi se paralyse, les dévotions extérieures prennent toute la place, l'âme meurt et tout va bien.

Enfin chez la grande masse qui n'est ni incrédule, ni croyante, la religion machinale délivre des recherches, délivre de l'effort, même de l'effort qui consiste à douter. On ne doute ni on ne croit, la machine fonctionne et va son train. Que de gens qui ne savent pas qu'ils ont une âme, qui connaissent à peine le Sauveur, et qui seraient au désespoir si l'extrême-onction venait à leur manquer! On se pend au cou une médaille bénite, et l'on se soucie fort peu de l'Évangile.

Le catholique *pratiquant*, d'ailleurs, est bien recommandé. *Monseigneur* le protége. *Monseigneur* règle tout. Monseigneur a tous les intérêts en main.

Il dispose des mariages avantageux. D'un bout de l'univers à l'autre il établit des relations entre les familles bien pensantes. Se déplace-t-on? on passe d'un évêque à un autre évêque; Monseigneur vous recommande à Monseigneur; le nouveau Monseigneur prend soin de vous; il facilite votre établissement, prépare votre carrière, vous ouvre l'avenir.

Ce vaste patronage, cette confrérie universelle exerce à la fois beaucoup de puissance et beaucoup d'attrait. Il suffit de lui appartenir pour être bien posé, pour se sentir d'un certain monde.

Quelle abdication de soi! quel niveau d'uniformité! quelle acceptation du directeur dans le sens le plus absolu! et si le christianisme était cela, comme on le prendrait en horreur!

Ajoutez les pompes du culte. Nous y tenons; il nous faut des effets. Le jour coloré des vitraux, les vêtements sacerdotaux du prêtre, l'encens, la procession, les litanies, toute cette mise en scène nous charme et nous émeut doucement; elle nous donne des pensées de religion, tout comme la *sœur* sous les

ailes blanches de sa coiffe nous fournit des généralités charitables [1].

N'y a-t-il point aussi la distinction entre le suffisant et le surérogatoire, entre la morale des chrétiens ordinaires et celle des grands saints? N'y a-t-il point les devoirs de conseil, qui ne sont pas de commandement; la sainteté du gros monceau, qui vit de la vie vulgaire, qui se marie, qui travaille; la sainteté des prêtres et des moines qui se vouent au célibat, qui accomplissent des austérités exceptionnelles? N'y a-t-il point les gens qui font trop et ceux

1. Une sœur de charité passe dans la rue, son costume inspire aussitôt le respect, on se dit : C'est la femme de la charité! Une femme vêtue comme toutes les autres passe à côté d'elle, elle sort aussi de la maison d'un malade, elle consacre à faire du bien le temps, les forces, les humbles ressources que lui laissent les devoirs de famille; personne ne la remarque, et elle en est bien aise. Elle se souvient de la parole de Jésus sur la main droite et la main gauche. La diaconesse Phœbé, lorsqu'elle traversait les rues de Cenchrées, n'avait, grâce à Dieu, rien qui la signalât à l'admiration.

qui ne font pas tout à fait assez, heureux de bénéficier du superflu des premiers?

Que l'Évangile paraît rigoureux à côté, avec son unique et sévère distinction : les convertis et les inconvertis, la conversion et la sanctification, rien au delà, rien en deçà; tous inégaux en sainteté sans doute, mais les exigences de la sainteté égales pour tous!

En attendant, l'archevêque de Paris renouvelle le vœu de Louis XIII et met le pays sous la protection de la Vierge. Le général Trochu invoque sainte Geneviève et reconnaît son intervention en faveur de Paris dans le bombardement qui vient de commencer et qu'elle a inspiré au roi Guillaume [1].

On nous fait observer que des populations catholiques, celles de la Bretagne notamment, forment chez nous le dernier élément doué de vie et capable de résistance!

1. Proclamation déjà imprimée, que la prudence des collègues du général a fait retenir au dernier moment.

Je le reconnais avec bonheur. Mais dans le catholicisme il importe de distinguer deux choses : ce qu'il conserve encore de christianisme; par là, par cette action bienfaisante, par le fait même d'une croyance religieuse, d'un rapport établi avec Dieu, d'un regard jeté vers les horizons éternels, il s'élève au-dessus des doctrines négatives; par là s'expliquent les hommes vraiment pieux qu'on rencontre dans son sein; par là s'expliquent les influences bienfaisantes qu'il exerce encore parmi certaines populations[1]. Il faut constater en second lieu ce que le catholicisme conserve de spécialement catholique, ou, pour parler plus simplement, de romain. Par cet élément, qui n'a cessé de grandir, le catholicisme s'est fait l'allié de toutes les tyrannies, il a exercé toutes les cruautés, il a déclaré la guerre à l'intelligence et à la conscience, il achève de

1. Je connais des catholiques vraiment chrétiens, et loin de les repousser, je sens qu'ils me sont supérieurs sous tous les rapports. — L'année du Concile, j'ai visité Rome et l'Italie, j'ai vu là deux catholiques, un évêque et un simple curé de village, qui m'ont inspiré une profonde vénération.

tordre le sens moral et de révolter les honnêtes gens.

Ne l'oublions pas d'ailleurs, le procédé ordinaire du catholicisme, c'est de tout tuer autour de lui, pour constater ensuite qu'il est seul vivant.

Au moyen âge le clergé et les couvents gardaient seuls l'héritage des lumières au milieu de l'ignorance universelle. Mais d'où venait cette ignorance universelle?

Aujourd'hui les zouaves pontificaux et les Bretons gardent seuls, nous dit-on, le sentiment de l'ordre et la volonté de le défendre au milieu de notre affaissement général. Mais d'où vient notre affaissement général?

Si le catholicisme, dit-on encore, est la grande cause de notre mal, pourquoi certains pays catholiques semblent-ils moins malades que nous?

D'abord la France n'a pas toujours été aussi malade qu'elle l'est à cette heure. La maladie latine a ses phases, elle peut être moins avancée chez d'autres que chez nous.

Et puis la gloire se paye. La France a tenu le haut bout du monde catholique.

En religion, en administration, en révolution, la France a pratiqué l'unité niveleuse d'une façon plus radicale qu'aucun autre pays latin; il est naturel que l'action du catholicisme et de toutes les tendances unitaires qui l'accompagnent se soit fait sentir avec plus de puissance chez son principal représentant.

Enfin et surtout, ces autres pays, en vertu de leurs circonstances historiques, ont échappé à la destruction absolue des diversités provinciales et des indépendances locales.

L'Italie, morcelée au moyen âge et depuis, n'est une que depuis deux jours. Voyez son attitude pendant le concile, elle vous édifiera peu. Toutes les autres nations s'émeuvent, l'Italie, non. Ni le concile ni l'infaillibilité ne la scandalisent. Le besoin du vrai, la recherche personnelle du vrai ont tellement disparu chez elle que l'idée de se préoccuper d'un dogme quelconque, si monstrueux soit-il,

n'entre pas dans une cervelle italienne. L'Évangile aura de la peine à mordre sur de telles âmes qui n'ont pas plus de haine contre l'erreur que d'amour pour la vérité. Des pratiques, à la bonne heure. Tous les Italiens y tiennent plus ou moins. Ils conserveront soigneusement leur pape et s'arrangeront avec lui. Victor-Emmanuel mourra entre quatre capucins.

La Belgique est le pays des villes indépendantes. Lorsqu'on se demande comment la liberté subsiste dans la Belgique catholique, il convient de se rappeler l'histoire de la Flandre. Là se trouvait au moyen âge le premier déploiement de l'industrie. Là se trouvaient de grandes cités ayant de grandes libertés municipales et sachant les conserver. Gand s'était vaillamment défendu contre les comtes de Flandre, contre les ducs de Bourgogne, contre les rois de France.

On n'a pas oublié les deux Artevelde, les chaperons blancs, et les communiers. Les foulons de Bruges venaient en aide aux tisserands de Gand, et les autres

puissantes communes ne subissaient pas davantage le joug féodal.

Parlez-vous de l'Espagne? L'Espagne est une confédération d'États plutôt qu'un pays centralisé. Laissez faire l'unité, et la maladie latine aura vite raison de l'Espagne.

Parlez-vous de l'Autriche? Autre agglomération d'États. C'est sa faiblesse, et c'est peut-être son salut. On ferait un beau chef-d'œuvre si l'on parvenait à fonder l'Autriche une, selon le modèle français! L'Autriche d'ailleurs a ses protestants de Hongrie et ses populations de race germanique.

Parlez-vous de la Suisse? La Suisse catholique est unie à la Suisse protestante, elle trouve là son contre-poids.

Quant à l'Allemagne, son catholicisme, qui doit beaucoup à Luther, ne ressemble guère au catholicisme des races latines. Les catholiques allemands ont du sérieux, ils conservent l'usage des saintes Écritures, ils n'ont pas remplacé le Sauveur par la Vierge, leur piété conserve quelque chose d'intime,

leurs rapports avec Dieu sont plus directs; le cœur est plus tendre et la piété plus vraie, l'Évangile a plus d'action parce qu'il est moins voilé[1].

Mais, dit-on, chaque pays doit se développer dans le sens de son génie propre. La France échouerait si elle voulait se faire anglaise ou américaine. Elle périra ou du moins s'abaissera dès qu'elle renoncera à cette marche vers l'unité qui est le mot même de son histoire !

Autant vaudrait dire à un homme : Développez-vous dans le sens de vos défauts !

L'éducation entière repose sur un travail de réaction contre l'excès des tendances naturelles. Donner à l'homme ce qui lui manque, combattre sa nature dans ce qu'elle a de mauvais, l'éducation n'a pas d'autre fin.

1. Les rationalistes allemands subissent eux-mêmes, dans bien des cas, cette influence. Il y a, dans la race germanique, un côté mystique qui fait que le cœur conserve une sorte de piété, tandis que l'esprit admet les systèmes les plus incrédules; souvenez-vous de Hegel !

Nous ne proposons pas à la France de singer l'Amérique ou l'Angleterre ; qu'elle reste française, rien de mieux. Mais pourquoi ne pas corriger ce qui est excessif et funeste ? Pourquoi ne pas emprunter aux autres ce qui est excellent ?

La question consiste au fond à savoir si la tendance latine est bonne ou mauvaise, compatible ou incompatible avec la liberté, si dans le mouvement du monde moderne, elle place à l'avant-garde ou à l'arrière-garde les nations qui acceptent sa loi.

Or l'histoire nous le montre et la réflexion nous le prouve, le catholicisme ne fait point de peuples libres. La direction cléricale au lieu du gouvernement de soi ; la casuistique au lieu du devoir ; la Bible, ce livre que Dieu a donné à tous, inconnu de tous ; les grandes doctrines, la grâce, la conversion, la sanctification, la vie de l'âme en un mot supplantées par des pratiques dévotieuses et des recettes de salut ; la prière directe et personnelle étouffée par les cérémonies du culte ; le clergé profondément dis-

tinct du troupeau des laïques ; dites si avec ce régime on arrive à la liberté !

Au surplus, il se passe au sein du catholicisme des événements immenses, dont les résultats se feront sentir soit pour consommer la ruine, soit pour amener le relèvement des nations latines et en particulier de la France.

Comment ne pas être frappé de cette coïncidence : le concordat de François Ier précède de quelques années la Réforme, comme l'infaillibilité précède le mouvement de Dœllinger en Allemagne[1] !

Il y a de plus un rapport frappant entre la décadence latine dont nous sommes témoins, et la marche du catholicisme.

1. Quand on habite dans le voisinage de l'Évangile et qu'on vous appelle à aller vers l'immaculée conception, vers le Syllabus et vers l'infaillibilité papale, le voyage est si long qu'on n'a pas le courage de l'entreprendre. Représentez-vous les apôtres appelés à franchir une telle distance, à se transporter des fortes et saines doctrines qui remplissent l'Évangile à ces énormités dont ils n'avaient pas la moindre notion.

Voyez comme cette marche s'accélère depuis quelque temps : le Syllabus qui nie toutes les libertés modernes, l'infaillibilité qui fait du pape un Dieu et qui congédie définitivement les conciles ! — La centralisation catholique s'est achevée ainsi, présentant en quelque sorte l'idéal de ce génie latin qui est lui-même centralisation et unité.

En même temps les deux sociétés, précisément parce qu'elles sont semblables et que chacune d'elles s'est centralisée à part, opèrent leur divorce. Entre la société catholique et l'État latin, il ne reste plus de terrain vague où l'on puisse se rencontrer; chacun s'est renfermé et concentré chez soi; de là vient la chute du pouvoir temporel. Le despotisme spirituel à son apogée reçoit pour réponse immédiate la destruction du pouvoir temporel !

Un phénomène identique se produit dans l'ordre moral.

A mesure que le catholicisme se formule absolument dans les derniers dogmes imposés à la foi, il arrive ceci : la place manque pour un catholicisme

catholique à côté de l'ultramontanisme et des jésuites. Aujourd'hui, il faut être catholique à la manière des jésuites ou ne plus être catholique du tout. La masse des non-catholiques et des non-chrétiens s'accroît rapidement à côté de la masse des ultramontains.

Ultramontains ou impies, telle est la situation de nos populations catholiques, exception faite des bonnes âmes — il en existe, grâce à Dieu — qui demeurent chrétiennes en restant catholiques, à force d'inconséquence et de simplicité.

Un dernier trait complète le tableau.

L'effondrement national s'est accompli, heure pour heure, au moment même où s'achevait l'œuvre du catholicisme.

C'est au moment même où le couronnement de cette œuvre se fait à Rome et où l'adhésion de nos évêques suivis de leur clergé sanctionne l'événement chez-nous, c'est à l'heure précise où le catholicisme porte le dernier coup au christianisme que la nation latine par excellence, la fille aînée de l'Église catholique succombe.

Le travail du catholicisme contre le christianisme a consisté chez nous en ces deux actes :

Supprimer le christianisme dans le catholicisme, en introduisant les doctrines monstrueuses du dernier concile.

Supprimer le christianisme en dehors du catholicisme, par une immense réaction d'incrédulité.

Ce dernier succès n'est pas moins complet que le premier.

III

LE CATHOLICISME ORIGINE DE L'INCRÉDULITÉ

Le catholicisme origine de l'incrédulité, voilà une des grandes leçons de l'histoire. Il est temps de la recueillir.

Le catholicisme de Constantin a produit le nationalisme, le multitudinisme, l'altération considérable de l'Église et des dogmes.

Le catholicisme du moyen âge a produit l'intolérance, l'asservissement des classes inférieures, leur



abrutissement, la suprématie temporelle des papes et d'inouïs scandales.

Le catholicisme du XVIe siècle, en vertu de cette réaction qui se renouvelle maintenant, a produit le scepticisme à demi païen de la Renaissance. Il ne fallut rien moins alors que la Réforme pour arrêter ce torrent d'incrédulité et pour rajeunir l'élément chrétien au sein de l'Église romaine.

Le catholicisme de l'ancien régime a produit l'étroite alliance du trône et de l'autel. C'est la consécration de toutes les servitudes. On sait que Voltaire est sorti de là.

Quant au catholicisme du dernier concile, il doit produire plus que Voltaire, s'étant débarrassé de l'Évangile plus que ne l'avait fait l'ancien régime.

L'ignorance seule retarde ce résultat. Les siècles ignorants, les provinces ignorantes, les classes ignorantes de la population, le sexe maintenu dans l'ignorance, peuvent conserver des convictions religieuses qui, malgré de grossières erreurs, exercent leur influence et ont leur prix. Mais partout où l'ignorance

cesse, partout où on lit, partout où l'on garde quelque souvenir de l'histoire, l'effondrement du catholicisme s'opère, entraînant avec lui l'effondrement de la religion[1].

Cette conséquence devient de jour en jour plus inévitable, grâce au soin qu'a pris le catholicisme de se compléter, de s'exagérer, de se définir, d'enlever leurs derniers prétextes à ceux qui voudraient rester catholiques et chrétiens.

Remarquez-le, c'est au sein du monde latin que se rencontrent ces deux faits, le socialisme et l'athéisme.

Ailleurs, si le socialisme est à l'œuvre, l'athéisme est vigoureusement combattu. Les propagandes athées de l'Internationale n'auront pas en Angleterre, en Allemagne et en Suisse le succès effrayant qu'elles ob-

1. Il faut faire la part des répugnances légitimes que le catholicisme a excitées dans l'intelligence et la conscience humaine, pour être juste envers certaines manifestations; envers celles de Voltaire et du XVIIIe siècle; envers celles de la Commune de Paris. Vous rencontrez là bien des hommes sincères qui vous disent : Que voulez-vous? On nous a si souvent trompés! — C'est aux *calotins* qu'ils font la guerre.

tiennent chez nous. Les pays de la Bible verront assurément de rudes assauts livrés au christianisme, ils assisteront peut-être au triomphe momentané de la mission impie tentée parmi les classes ouvrières, mais l'Évangile chez eux est une force vive qui saura faire face à l'ennemi, qui a l'habitude de combattre, et qui vaincra.

Chez nous, l'impiété, fille légitime du catholicisme qui s'est donné pour le christianisme, qui l'a compromis, qui l'a perdu, l'impiété est maîtresse du terrain[1]. Elle a des appuis en haut et en bas. Journaux, agents, prosélytisme passionné, rien ne lui manque; des savants la propagent, l'Internationale travaille à en faire le symbole de tout son parti. Trait saillant, trait nouveau dans l'histoire, les classes mécontentes,

1. Il ne serait que juste d'ajouter au catholicisme le protestantisme national. Le protestantisme national a contribué pour sa part à l'œuvre commune, il a été intolérant, il a servi l'absolutisme, il a compromis l'Évangile en propageant lui aussi le formalisme religieux, l'hérédité religieuse, en affaiblissant plusieurs des doctrines vitales de l'Évangile, notamment la grande doctrine *de l'Évangile.*

les classes assaillantes, les classes travailleuses sont soulevées au nom de l'irréligion. Ne pas croire en Dieu devient leur principal article de foi.

Mesurez la profondeur de l'abîme ouvert en France, dans le pays essentiellement catholique, latin, et concluez.

IV

LES PAYS DE LA BIBLE

L'Évangile a créé le libéralisme. Les pays de la Bible nous ont montré depuis longtemps où se trouve la source profonde de la liberté et de la grandeur.

Protestants ou catholiques il n'importe ; nous ne pouvons pas ne pas voir tous la même chose, à moins de fermer volontairement les yeux.

Quand on cherche les vraies origines de la liberté moderne, on arrive aux Puritains. Et bien avant les Puritains, en plein moyen âge, au xiv[e] siècle apparaît Wicleff. Son action est immense, elle remue tout le peuple d'Angleterre ; après lui une longue suite de



Lollards et de martyrs continuera son œuvre. Wicleff se rattache à Valdo, et Jean Huss se rattache à lui. Il pose nettement le grand principe, l'autorité de l'Écriture seule ; il attaque la suprématie du pape et le despotisme des évêques, il proclame la doctrine de la grâce, il dégage le sens moral, il émancipe l'homme, il prépare la voie aux puritains[1], et les puritains ont créé les États-Unis, et tous nos principes de liberté nous sont venus d'Angleterre et d'Amérique[2].

Il faudrait n'avoir lu ni les écrits du XVIIIe siècle, ni les discours de la Constituante, il faudrait ne connaître ni Montesquieu, ni Voltaire, ni Rousseau, ni Mirabeau, ni Necker, ni Monnier, ni La Fayette pour

1. Ce fait seul explique la facilité avec laquelle la Réforme prit possession de l'Angleterre comme de son domaine propre.

2. L'Angleterre n'a pas attendu la Réforme proprement dite pour conquérir certaines libertés. Non-seulement elle avait la grande charte et le parlement, mais elle avait à peu près aboli le servage. Les serfs étaient devenus chez elle une heureuse classe de campagnards possédant quelque chose, tandis qu'en France et en Allemagne les servitudes féodales subsistaient,

ignorer le fond où ils ont puisé tout : la partie vraiment libérale de leurs principes.

Ce fond, ce sont les pays protestants, l'Angleterre, l'Amérique, la Hollande, Genève[1].

Ceux qui n'admettent pas que les libertés anglaises viennent de la Réforme n'ont qu'à comparer la marche suivie par la France et celle adoptée par l'Angleterre au XVIe et au XVIIe siècle.

Au XVe siècle, les institutions des deux pays différaient assez peu. D'où vient que les unes vont au despotisme et les autres à la liberté? La Réforme a été rejetée en France et reçue en Angleterre.

Le Parlement gênait fort peu les Tudor. Henri VIII l'a bien montré. On était sur la pente au bout de laquelle se trouve le pouvoir absolu.

Mais voici le long Parlement. A travers le despotisme de Cromwell, un énorme déploiement d'indé-

1. Notez qu'en même temps, l'œuvre de nivellement et de centralisation, l'œuvre révolutionnaire proprement dite es sortie de la source française. La révolution, sous ce rapport, n'a fait que continuer l'ancien régime, comme l'a démontré Tocqueville.

pendance s'opère. Les Stuarts s'en aperçurent à leur retour.

1688 et Guillaume sortent de là[1].

Le protestantisme a fait l'Anglais. Le véritable Anglais est essentiellement protestant. Les classes qui font la force de l'Angleterre sont toutes imprégnées de cet esprit. C'est en dehors d'elles que s'agitent les éléments non anglais, la masse irlandaise, les fantaisies puseyistes et catholiques du grand monde. Or l'Anglais est un des plus fidèles représentants de l'énergie individuelle et de la liberté.

On l'a dit avec raison, Luther n'apercevait pas toute la portée de son action lorsqu'il rassurait les princes allemands et qu'il se rassurait lui-même par cette parole : Je n'affranchis pas l'homme, mais seulement le chrétien !

Dans chaque chrétien il y a un homme ; les hommes font les peuples ; l'affranchissement des

1. Le Parlement triennal, l'abolition de la Chambre étoilée, le bill des droits, *l'habeas corpus*, la liberté réelle et sérieuse en un mot n'ont pas d'autre origine.

âmes a produit l'affranchissement des nations, la liberté spirituelle a produit les libertés politiques ; c'est une des gloires de la Réforme, personne ne la lui ravira.

Les peuples de la Bible ne plaisent pas à tout le monde.

Assemblez dans votre esprit toutes les idées qui se rapportent à ces mots : Chevalerie, mœurs aristocratiques, point d'honneur ; représentez-vous le côté chatoyant de l'histoire de la Pologne : une vaillance mal dépensée mais héroïque, une noblesse folle mais incapable de lâcheté, une préoccupation constante de l'honneur, un roman de coups d'épée, vous serez juste à l'extrême opposé des peuples dont je parle.

Modernes et positifs, ils mettent les choses sérieuses avant les choses brillantes. Religion, politique, instruction, prospérité publique et personnelle, affaires de l'âme, de l'esprit, de la nation, de la famille, tout cela n'est pas sacrifié à de hasardeuses aventures.

Je ne nie pas qu'il n'y ait ici un côté faible, et que la chevalerie ne doive trouver sa place dans toute vie nationale ou individuelle. Mais la chevalerie fait-elle vraiment défaut aux peuples de la Bible? Ne se développe-t-elle point chez eux sous des formes nouvelles et non moins nobles que par le passé? Pour soulager certaines misères, pour relever certaines classes déshéritées, pour guérir certaines plaies sociales, pour combattre certaines iniquités, pour répandre certaines vérités, pour détruire certaines infamies, pour résister aux tyrannies démocratiques ou autres, il faut de la chevalerie, il faut de l'héroïsme. Je ne pense pas que les pays de la Bible en aient manqué; je pense au contraire qu'il y a plus de chevalerie dans ces pays-là que chez nous, qui en parlons beaucoup et qui en conservons fort peu[1].

J'en conviens du reste avec vous, la liberté a ses inconvénients. Elle n'est pas toujours délicate et bien

1. Ce sont les Anglais et les Américains qui ont accompli cette œuvre immense, l'abolition de l'esclavage. Ce sont les Espagnols et les Brésiliens qui demeurent en arrière.

dressée. Elle remue toutes sortes de questions et met toutes sortes d'absurdités en avant.

Il est des moments où l'Angleterre et l'Amérique, au grand chagrin de leurs amis, semblent marcher vers l'émancipation de la femme, vers sa transformation en homme. La liberté des demoiselles américaines ira jusqu'à relâcher les liens de famille, elle remplacera trop souvent la grâce par la hardiesse. Dans les deux pays on parlera du suffrage des femmes et de leur rôle politique.

La liberté corrige la liberté, n'oublions pas cela. Ces folies, soyez-en sûrs, nées de la discussion, seront tuées par la discussion. Elles auront le sort des sectes extravagantes qu'on voit naître aussi dans les pays libres, qui font grande figure dans les récits des voyageurs, et très-petite figure dans la réalité.

J'en conviens avec vous, l'individu a ses inconvénients; l'indépendance personnelle a des allures moins douces que la conformité aux opinions, aux usages, aux croyances reçues. Ce qui nivelle polit.

Les pays mal nivelés nous font l'effet, à nous du monde latin, de pays mal élevés.

Qu'est-ce que cela signifie de soumettre à la critique les pratiques et les croyances que confirme l'usage et que les gens comme il faut acceptent les yeux fermés?

En vertu de l'individualisme on examine, ce qui est de bien mauvais goût. Cet examen, parfois bruyant, parfois même violent, vient se joindre aux débats politiques. En vertu de l'individualisme on se sépare, ce qui est de bien plus mauvais goût encore. Rien ne choque plus notre vieux monde latin qui aime à vivre à petit bruit, qui méprise la vérité, qui ne comprend pas qu'on soit assez manant ou assez sot pour s'échauffer au sujet de pareilles misères[1]!

1. Les sectes ne sont pas un bien. Or il est incontestable que certains fractionnements se multiplient sous l'influence combinée de l'esprit de recherche, de l'indépendance individuelle, de la liberté religieuse, de la séparation de l'Église et de l'État. Pour être juste toutefois il ne faut pas s'arrêter aux apparences. Le mal, qui est réel, est loin d'être aussi considérable qu'on le

Parlez-moi d'un clergé fonctionnaire, d'une Église nationale, d'un catéchisme qu'on apprend à douze ans, en même temps que les quatre règles! Parlez-moi de croyances auxquelles on ne change rien, et de pratiques que savent toujours respecter les gens bien nés!

Oui, j'en conviens encore, ces nations de marchands n'ont pas le charme des nations de gentilshommes. Les habitudes militaires, les mœurs de cour, les belles façons des oisifs qui vivent tranquillement de leurs rentes, ne touchant à rien de vulgaire, manquent un peu à ces rudes travailleurs.

Oui, l'Angleterre est parfois grossière. Son égoïsme

dit, et de larges compensations l'accompagnent. En premier lieu, il convient de ne pas confondre les dénominations et les sectes. *L'Alliance évangélique* et plusieurs autres indices montrent qu'il peut y avoir diversité de dénominations sans qu'il y ait le moindre esprit de secte; on est d'accord, on marche d'accord, et plus d'une fusion effective se prépare ou s'accomplit. En second lieu, les diversités de dénominations manifestent et entretiennent la vie. La religion convenue, traditionnelle, héréditaire devient rare.

politique s'étalait encore l'autre jour, et son parti de la paix est avant tout le parti de l'intérêt. L'Amérique est livrée aux *politicians*. Sa démocratie écarte et rebute trop souvent les esprits honnêtes, les hommes vraiment capables et distingués. L'Allemagne, moins éloignée que l'Angleterre et l'Amérique des mœurs polies du latinisme, très-supérieure à nous d'ailleurs par les relations de famille et par la cordialité, est exposée à d'autres périls. Ses philosophes ne s'arrêtent devant rien, et leurs systèmes subversifs sont loin de s'enfermer dans les cabinets. La Suisse, qui jouit en ce moment d'une grande popularité, est travaillée par des maux trop réels, ivrognerie, coutumes immorales, et le socialisme par-dessus le marché. Dans la plupart de ces pays, le bruit des querelles politiques et le langage des journaux semblent annoncer chaque jour une révolution pour le lendemain; il semble toujours qu'on va périr; mais la Bible est là, on ne périt pas.

Chez ces peuples, l'instruction pénètre vigoureusement les masses, l'Évangile se trouve dans toutes

les mains. On n'y rencontrerait pas ce que nous ont montré nos armées, des soldats qui ne savent pas lire, des âmes absolument destituées de toute foi positive et personnelle en la révélation, en Jésus, en l'œuvre du salut; des âmes chez lesquelles il faut tout créer, à commencer par l'idée qu'il y a une âme[1].

Vous dites que ces pays-là sont les pays de l'argent!

Il me semble que nous avons subi la tyrannie de

1. Ceux qui ont vu nos soldats en Suisse ont été frappés de l'ignorance religieuse, vraiment incroyable, dans laquelle le clergé catholique laisse ou plonge nos populations. Cela dépasse toute idée. Dans les pays de la Bible, on ne parvient pas à comprendre cette suppression presque absolue des notions chrétiennes les plus élémentaires. A part la vierge Marie, à part l'idée de clergé et de messe, il n'y avait rien chez nos hommes. Quand, au sortir de là, on allait au village, on trouvait cette différence qui sépare, en dépit de tout, les pays possédant la Bible de ceux qui ne la possèdent pas. Dans les pays qui possèdent la Bible, chacun sait ce que vous voulez dire lorsque vous parlez de Dieu, de l'âme, du Sauveur; chacun est habitué aux pensées sérieuses!

l'argent à un tel degré que nous ne conservons le droit de jeter la pierre à personne.

L'Angleterre et l'Amérique gagnent de l'argent, leurs citoyens se consacrent à l'industrie et au négoce; je ne vois pas que ce soit un crime. Quant à l'emploi généreux de cet argent, il serait instructif de comparer nos habitudes avec celles des Américains et des Anglais.

Mettez l'un près de l'autre le budget des œuvres de charité, le budget des sociétés religieuses, le prodigieux budget des Églises indépendantes, et additionnez! Et ce n'est encore là qu'un des côtés de cette libéralité dont font preuve les pays voués au culte de l'argent. Vous y verrez les grandes misères sociales courageusement attaquées par la charité qui tantôt va soigner de ses mains les blessés de la guerre civile, tantôt pénètre dans les bouges les plus infects des plus mauvais quartiers pour y porter l'Évangile et l'argent!

Les délicats détestent cordialement les pays de la Bible.

les mains. On n'y rencontrerait pas ce que nous ont montré nos armées, des soldats qui ne savent pas lire, des âmes absolument destituées de toute foi positive et personnelle en la révélation, en Jésus, en l'œuvre du salut; des âmes chez lesquelles il faut tout créer, à commencer par l'idée qu'il y a une âme[1].

Vous dites que ces pays-là sont les pays de l'argent!

Il me semble que nous avons subi la tyrannie de

1. Ceux qui ont vu nos soldats en Suisse ont été frappés de l'ignorance religieuse, vraiment incroyable, dans laquelle le clergé catholique laisse ou plonge nos populations. Cela dépasse toute idée. Dans les pays de la Bible, on ne parvient pas à comprendre cette suppression presque absolue des notions chrétiennes les plus élémentaires. A part la vierge Marie, à part l'idée de clergé et de messe, il n'y avait rien chez nos hommes. Quand, au sortir de là, on allait au village, on trouvait cette différence qui sépare, en dépit de tout, les pays possédant la Bible de ceux qui ne la possèdent pas. Dans les pays qui possèdent la Bible, chacun sait ce que vous voulez dire lorsque vous parlez de Dieu, de l'âme, du Sauveur; chacun est habitué aux pensées sérieuses!

l'argent à un tel degré que nous ne conservons le droit de jeter la pierre à personne.

L'Angleterre et l'Amérique gagnent de l'argent, leurs citoyens se consacrent à l'industrie et au négoce; je ne vois pas que ce soit un crime. Quant à l'emploi généreux de cet argent, il serait instructif de comparer nos habitudes avec celles des Américains et des Anglais.

Mettez l'un près de l'autre le budget des œuvres de charité, le budget des sociétés religieuses, le prodigieux budget des Églises indépendantes, et additionnez! Et ce n'est encore là qu'un des côtés de cette libéralité dont font preuve les pays voués au culte de l'argent. Vous y verrez les grandes misères sociales courageusement attaquées par la charité qui tantôt va soigner de ses mains les blessés de la guerre civile, tantôt pénètre dans les bouges les plus infects des plus mauvais quartiers pour y porter l'Évangile et l'argent!

Les délicats détestent cordialement les pays de la Bible.

des papes et des conciles, les décrétales, Aristote et Thomas d'Aquin, la prodigieuse accumulation d'autorités humaines qui s'étaient élevées entre l'âme et la Parole de Dieu furent renversées du même coup.

M. de Carné et beaucoup d'autres ont célébré notre unité latine et son œuvre. De tous les écrasements opérés par elle, aucun n'a été aussi funeste que l'écrasement de la Réforme et des libertés qu'elle apportait [1].

Savez-vous à quelle époque la France s'est perdue? à quelle époque elle a préparé les déroutes de 1870, les révoltes de Paris et notre décomposition?

C'est au XVI[e] siècle, sous les Valois, plus particulièrement sous ce triste roi qu'on appelle François I[er].

1. Il ne faut pas oublier le courant de la Renaissance qui traverse toute notre histoire et qui se fit puissamment sentir dans le XVIII[e] siècle. Ce courant est très-distinct de celui de la Réforme. Mais qu'auraient produit les velléités de la Renaissance, si elles n'avaient rencontré les grandes réalités de la Réforme? Isolez de l'Angleterre et de l'Amérique nos philosophes, et cherchez quelles libertés ils inventeront. Sans le point d'appui religieux, tout l'édifice croûle.

Dieu a mis alors devant la France le choix entre deux avenirs, la France a choisi.

Deux réformes se présentaient à François I[er]. Une réforme partielle, incomplète : le gallicanisme dont les racines plongeaient fortement dans le pays, système faux, mais qui pouvait empêcher le système encore plus faux dont l'infaillibilité est le couronnement. Avec les parlements, avec les universités, avec des conciles nationaux, avec un concile général de temps en temps, le gallicanisme aurait peut-être opéré la transformation du catholicisme d'Innocent III en une sorte de fédération faiblement centralisée[1].

A côté du gallicanisme, la vraie réforme s'offrait au roi. Celle-là ne s'arrêtait pas à moitié chemin, elle

1. L'histoire ne nous dira jamais dans quelle mesure le mouvement de vraie réforme aurait été entravé, si la demi-réforme gallicane n'avait été étouffée à ce moment même.

Cette demi-réforme gallicane aurait pu faire l'effet d'une dispense de l'autre. Il eût suffi à beaucoup d'esprits de repousser certaines prétentions romaines et de maintenir certaines libertés locales.

rompait hardiment avec le moyen âge et la papauté pour retourner aux apôtres.

François Ier les rejeta toutes deux; la première en faisant le concordat, la seconde en persécutant les réformés.

Laissons le protestantisme, ne parlons que du christianisme.

Trois fois la France a volontairement repoussé la croyance vive et personnelle à l'Évangile. Elle l'a repoussée, je viens de le dire, sous François Ier.

Elle l'a repoussée sous la Ligue et Catherine de Médicis, noyant dans le sang la Réforme établie en maints endroits du royaume.

Elle l'a repoussée sous Louis XIV, Mme de Maintenon et Louvois, en expulsant et dragonnant les réformés.

Elle l'a expulsée au même moment en démolissant Port-Royal et en dispersant les jansénistes.

Le culte de la déesse Raison et les saturnales impies de 1793 ne sont que le quatrième acte de ce drame. L'élite du peuple français, sacrifiée par l'unité

latine, nous a fait défaut alors comme aujourd'hui. Qui sait si cet élément chrétien et libéral n'aurait pas victorieusement lutté chez nous contre l'élément révolutionnaire? Qui sait si après avoir eu 1793, nous aurions eu l'empire?

La France, croyez-moi, regrettera éternellement ses huguenots.

En tout cas, la révocation de l'édit de Nantes a doté la Prusse de cette population énergique et croyante dont nous nous sommes violemment séparés. Ceux qui ont étudié les qualités en vertu desquelles les Prussiens unissent la vivacité française à la ténacité allemande n'ont pu s'empêcher de reconnaître que Louis XIV a préparé les succès de Guillaume Ier.

La ligue et Louis XIV ont déclaré qu'il n'y aurait en France ni indépendance personnelle, ni convictions propres, ni habitude de se gouverner soi-même. Ils ont décrété l'anéantissement de tout ce qui résistait, des corps, des parlements, des provinces, des villes, des individus.

Le grand roi a tué la grande France.

La France ne peut se relever que par l'Évangile; mais il est à peu près certain que la France ne deviendra pas protestante. Où donc est la chance de relèvement chrétien?

Pensez à ces trois noms qui expriment une tendance commune, bien que diverse : chez les catholiques de races latines, le père Hyacinthe; chez les catholiques de races germaniques, le chanoine Dœllinger; chez les catholiques de races slaves, l'évêque Strossmayer.

Pensez à la crise profonde qu'amènent ces deux faits immenses : la proclamation de l'infaillibilité par le concile, la suppression du pouvoir temporel par l'Italie! Il faut absolument que des transformations considérables s'opèrent au sein du catholicisme en vue d'une situation si nouvelle et d'un dogme si nouveau.

L'Allemagne, qui vient d'achever une œuvre militaire énorme, est peut-être appelée à accomplir une œuvre plus grande encore dans un tout autre

domaine. En regardant à son avenir, on comprendra mieux le partage des antipathies et des sympathies. Nos ultramontains savaient ce qu'ils faisaient quand ils poussaient si passionnément à la guerre contre la Prusse. Ce n'était pas seulement le protestantisme allemand, c'était aussi le catholicisme allemand, beaucoup plus biblique, beaucoup plus chrétien que le nôtre, qu'il s'agissait de combattre et d'écraser.

Verrons-nous renaître ce vieux conflit de l'Allemagne et de la papauté qui s'est tant de fois reproduit dans l'histoire : querelles des investitures, de Grégoire VII et de l'empereur, des guelfes et des gibelins? verrons-nous se lever un Luther?

En tout cas, le mouvement de l'Allemagne contre l'infaillibilité dépasse de très-loin nos vieilles protestations gallicanes, et l'on refait bien un peu là ce que fit Luther : un appel à la conscience et à l'Écriture.

Pour mesurer l'importance de ce mouvement, il faut se rappeler de quel caractère est revêtu le dogme que l'on attaque. Il a été proclamé par un concile général, incontestablement général, plus

général qu'aucun de ceux qui portent ce nom. Il y a été voté à une majorité telle, qu'elle ressemble à l'unanimité. Les contraintes morales qui ont pu y être exercées ne sauraient se comparer à celles qui signalèrent le concile de Trente et la plupart des conciles. Les évêques qui avaient formé minorité, revenus chez eux et réflexion faite, ont presque tous envoyé leur adhésion. Enfin le pape a sanctionné et promulgué officiellement le dogme. Jamais les gallicans, jamais l'école de Bossuet, jamais les jansénistes eux-mêmes n'ont songé à repousser un dogme appuyé de telle sorte.

Ceux qui auront écarté ainsi l'autorité des conciles, l'autorité des papes, l'autorité des Églises, pourront bien essayer de se raccrocher à la tradition; tout appui réel leur manquera. Qu'ils s'en rendent compte ou non, après avoir brisé toutes les autorités, ils resteront comme nous en face de la seule autorité qui subsiste alors, la Parole de Dieu[1].

1. En Suisse aussi le mouvement contre l'infaillibilité semble commencer. La résistance s'est déjà produite à Lucerne. La

Remarquez-le, ce réveil de la conscience catholique ne ressemble en rien aux protestations qui ont précédé.

Ce n'est pas l'Église de l'abbé Châtel avec la messe en langue vulgaire et le rationalisme sous ses formes diverses. Ce n'est pas davantage le rationalisme des amis des lumières. Ce n'est pas, nous l'avons vu, le gallicanisme qui résistait à la suprématie romaine, maintenant avec ténacité le dogme catholique dans toute son intolérance et se gardant bien de rejeter les conciles généraux. Ce n'est pas non plus le jansénisme, qui haïssait fort les protestants, qui repoussait le mariage des prêtres, et se montrait très-éloigné d'en appeler purement et simplement aux Écritures.

Le père Hyacinthe indique d'une manière sérieuse et sincère ce que peut être la réforme intérieure du catholicisme. On peut, sans se faire protestant, repousser les grosses superstitions romaines, con-

Réforme du XIXe siècle aurait-elle pour théâtre, comme celle du XVIe, l'Allemagne et la Suisse ?

server la hiérarchie, — même le pape, à titre de simple primat, — abolir le célibat des prêtres, revenir à la Bible, rendre au Sauveur la place qui lui appartient, ressaisir le salut par grâce, pénétrer le sens profond de la nouvelle naissance et de la sanctification.

Cela dépasse de beaucoup, surtout en ce qui concerne le célibat des prêtres, l'*Exposition* de Bossuet.

Et cela mènera plus loin. La confession tombera avec le célibat; la messe ne survivra pas longtemps à la notion catholique du clergé; le chef du clergé, je veux dire le pape, finira par disparaître avec l'étrange corps qui se personnifie en lui.

Peut-être nous représenterions-nous assez exactement ce que serait un catholicisme réformé rompant résolûment avec les conciles et avec les papes, si nous nous reportions à cette vie chrétienne qui a laissé ses traces dans les catacombes de Rome. Elle ne nous parle pas d'une société protestante, encore moins d'une société catholique dans le sens actuel du mot; elle nous parle d'une société des rachetés de Jésus.

Faisons de même, laissons les mots qui enve-

niment tout, laissons les protestants et les catholiques; ayons des chrétiens.

Ce n'est pas certes que je considère comme indifférente notre protestation contre les erreurs romaines. Le catholicisme n'est pas à mes yeux une des formes légitimes du christianisme. Il n'a pas rempli un rôle providentiel. Il ne représente pas un des côtés de la vérité chrétienne, tandis que le protestantisme en représente un autre. Les rôles ne sont pas répartis entre eux. Nous n'avons aucun compliment à adresser, pour les services providentiels qu'elle aurait rendus, à la doctrine qui a supprimé la grâce, fermé l'Écriture, mis à sa place la tradition, voilé l'œuvre du Christ, inventé le clergé, décrété et pratiqué la persécution, institué les directeurs, les confesseurs et les moines!

Jamais au contraire notre protestation ne fut si nécessaire qu'aujourd'hui. Jamais les égarements du catholicisme ne furent si énormes. Mais on peut se préoccuper des choses et laisser les dénominations de côté.

Catholicisme historique, protestantisme historique, il y aura une campagne à faire contre tout cela, au nom de l'Écriture et de Jésus-Christ. Luthériens, calvinistes, wesleyens, anglicans tendent à disparaître pour ne laisser debout que le croyant à l'Évangile.

Ce qui me fait craindre pour le réveil catholique, c'est qu'on ne voit plus guère aujourd'hui cette puissante passion de la vérité qui animait le XVIe siècle. Au sortir des misères inénarrables du moyen âge, au sein de ce mouvement de la Renaissance qui, s'il était païen et incrédule, ne s'en montrait pas moins plein de vie et de grandeur, animé du besoin de la lumière et de la vérité, une *Renaissance* en un mot, les âmes étaient préparées pour un énergique élan. Aujourd'hui nous avons passé par des siècles de critique, nous sommes très-érudits et très-desséchés, les forces morales sont atteintes, les grandes passions intellectuelles et religieuses n'existent plus; loin d'être arrivés à une Renaissance, nous approchons, semble-t-il, d'une mort.

Ce qui me donne espoir, c'est que notre temps est un temps de sincérité; il a ce beau côté qui me réconcilie avec lui. La philosophie ne fait plus de saluts à la religion. Elle se déclare franchement athée, matérialiste, positiviste. Le catholicisme, en dépit des habiles, proclame brutalement l'infaillibilité et le reste. Le protestantisme voit ses rationalistes arriver peu à peu à des négations telles qu'ils ne pourront plus conserver le titre de chrétiens et de protestants.

Il semble impossible dès lors que le cœur humain, qui est le même dans tous les siècles, ne se rattache pas à la même vérité répondant aux mêmes besoins.

L'alliance de tous les chrétiens contre tous les impies se présente naturellement à l'esprit. Elle ressort pour ainsi dire du réveil qui remue les deux communions.

Je comprends cette pensée qui est grande et juste; mais ne l'oublions pas, l'alliance dont il s'agit a pour condition première la sincérité : sincérit des

catholiques envers les protestants, sincérité des protestants envers les catholiques. Un accord pareil ne peut et ne doit se faire que sur le terrain de la vérité.

Tout rapprochement entre les chrétiens protestants et catholiques serait un mensonge et un malheur s'il partait de cette idée que la vérité est indifférente, que le protestantisme et le catholicisme sont également vrais, qu'en face de l'impiété, notre ennemi commun, il faut accepter de part et d'autre la vérité relative des doctrines dont on est le plus révolté.

Ce n'est pas en blessant la conscience qu'on relèvera la conscience. Ce n'est pas en rendant la religion odieuse par un accommodement infâme qu'on recommandera la religion. Ce n'est pas en trahissant l'Évangile qu'on sauvera l'Évangile. Lui-même nous en a prévenus : « Aucun mensonge n'est de la vérité[1]. » Sur le chemin du mensonge n'espérons ni l'appui des hommes droits ni la bénédiction de Dieu. Il ne manquerait plus que de donner au monde ce

1. Jean, chap. II, verset 21.

spectacle ignoble : le protestant trouvant très-bon qu'on dise la messe, et le catholique trouvant très-simple qu'on ne la dise pas!

Nous pouvons tendre la main aux chrétiens catholiques, tout en rejetant les énormités catholiques.

Les catholiques peuvent tendre la main aux chrétiens protestants, tout en rejetant les énormités protestantes.

Il y a des énormités protestantes : le *serf arbitre* de Luther et de Calvin; l'autorisation du second mariage après divorce donnée au Landgrave; la mort de Servet; les églises nationales ayant des rois et des reines pour chefs; les persécutions des catholiques; la persécution des dissidents; les canons de Dordrecht; le rationalisme protestant, régnant d'une manière générale et officielle dans la plupart des églises, pendant longtemps; à cette heure encore, des églises nationales protestantes dont on peut être membre communiant, pasteur, professeur de théologie, tout en niant ce qui fait l'essence du christia-

nisme : la divinité de Christ, l'expiation par Christ, l'autorité des Écritures[1].

Il y a des énormités catholiques : la messe, l'emploi d'une langue inconnue, le sacerdoce, le célibat des prêtres, la hiérarchie, la direction, la confession, la papauté, le culte de Marie et des saints, la tradition, l'exclusion des Écritures, l'intolérance, les persécutions, les derniers dogmes, et tout ce qu'ont accumulé depuis des siècles les papes et les conciles.

1. Dans la morale du protestantisme historique il est des opinions que nous ne nous croyons pas tenus d'accepter. Les notions au nom desquelles il a trop souvent justifié le divorce ne sauraient subsister en face des déclarations de Jésus-Christ. La juste guerre qu'il a faite à l'ascétisme, l'a quelquefois mené trop loin. On dirait par moments qu'il s'agit de rétablir le christianisme commode et d'oublier des paroles comme celles-ci : « Je m'assujettis mon corps ! » — « Si quelqu'un veut être mon disciple, qu'il renonce à soi-même et qu'il porte sa croix ! » — Sur d'autres points encore nous avons à apprendre quelque chose des catholiques. Si l'extrême-onction telle que la pratique l'Église romaine n'est pas scripturaire, il demeure certain que nous trouvons dans le catholicisme un avertissement sérieux pour le mourant. Sans le rassurer par l'accomplissement d'un rite, nous pourrions le préparer mieux que nous ne le faisons parfois.

Supposez des catholiques qui repoussent les énormités que je viens de signaler, supposez des protestants qui reconnaissent les fautes de la Réformation et des réformateurs; supposez le salut par le sang de Christ, la nécessité de la nouvelle naissance et de la sanctification, le secours du Saint-Esprit, la puissance de la prière, l'inspiration et l'autorité de la Bible également admis des deux côtés, les chrétiens des deux communions auront-ils beaucoup de peine à s'entendre pour lutter contre l'athéisme, pour exercer une action bénie, pour servir fraternellement Jésus[1]?

1. L'union fraternelle entre tous ceux qui appartiennent à Jésus-Christ n'est pas une invention à faire, c'est un fait. Je défie les catholiques, je défie les protestants, quelles que soient les différences qui les séparent, de ne pas considérer comme des chrétiens les hommes qui mettent leur confiance au même Sauveur. Cette unité nécessaire, indestructible, prendra peut-être une réalité plus évidente dans les temps difficiles que nous allons traverser. Pour moi, plus j'avance dans la vie, plus j'apprends à aimer les âmes sincères. Décidément, en présence de tout ce qui se fait contre la conscience au nom de la religion, on éprouve le besoin de mettre au-dessus de tout la droiture. Il nous faut des cœurs droits et vaillants. L'Évangile seul en fait de tels.

On a dit : la France est perdue si elle ne devient protestante !

Je n'ai garde de tenir un pareil langage. Mais je sais une chose, c'est que la France sera perdue si elle n'accepte pas l'Évangile.

Dans notre petite ambulance de Valleyres, je ne cherchais pas à faire des protestants. Je cherchais à faire des chrétiens, ou du moins des hommes en train de le devenir, sachant prier spontanément, connaissant et lisant la Parole de Dieu, comprenant le salut par l'expiation de Christ.

Eh bien, la France est la grande ambulance.

Nous ne pensons pas à la faire protestante, non. Qu'elle se donne à Christ, qu'elle reçoive sa parole, tout sera sauvé[1].

1. Pourquoi ne pas s'accorder pour placer le Nouveau Testament dans toutes les écoles? Le Nouveau Testament n'est pas plus protestant que catholique, et nous voyons qu'aux États-Unis les indifférents eux-mêmes trouvent bon que leurs enfants soient élevés en présence du livre dont ils ne peuvent s'empêcher d'admirer la morale. Retranchez tout commentaire; c'est trop juste au sein des écoles mixtes. Mais la lecture religieusement

VI

L'ÉVANGILE

Pour apprécier ce que donne l'Évangile, il faut en avoir fait l'expérience personnelle.

L'Évangile est le livre auquel on revient sans cesse, le livre que rien ne remplace, le livre du bonheur, le livre de la douleur, celui qui a un mot à nous dire dans toutes les situations, celui qui est toujours simple, toujours profond, celui qui nous dépasse toujours et qui pourtant est toujours à notre portée; c'est le livre que les ignorants comprennent et que les savants n'épuiseront pas.

Dans les pays de la Bible, le livre par excellence se trouve dans les moindres chaumières. A cause de ce livre on apprend à lire. A cause de ce livre on a

faite par le maître lui-meme porterait plus de fruits qu'on ne l'imagine. Ce serait beaucoup que la population entière, les filles comme les garçons, se familiarisât avec la Parole de Dieu.

des écoles qui donnent autre chose que l'instruction. A cause de ce livre on a des âmes libres, à cause de ce livre on a des peuples libres, à cause de ce livre on a la liberté.

Nous sommes *aimés*, c'est tout le dogme. Nous devons *aimer*, c'est toute la morale.

Ce résumé du christianisme en fait saisir la portée. Nous voyons là quel rôle appartient au sacrifice de Christ, manifestation suprême de l'amour divin. Nous voyons là quel changement radical nécessite la foi au sacrifice de Christ, puisque l'égoïsme est vaincu, puisque l'amour pour Dieu et pour les hommes fait irruption de partout dans le cœur.

Le pardon de Dieu, ce n'est pas encore l'Évangile. Le déisme nous offre un Dieu qui pardonne, un Dieu inerte dans sa bonté, un Dieu impassible et qui n'aime pas.

Le pardon par l'immolation, voilà l'Évangile. Dieu ne pardonne pas seulement, il donne, il se donne. C'est-à-dire qu'au lieu du simple pardon nous avons ici l'amour. Distinguons soigneusement entre les

idées vagues et molles du Dieu bon, du Dieu providence, du Dieu recommandant la morale, telles que les fournit le déisme, et les révélations du christianisme sur le même sujet.

Le pardon divin du déisme ne touche personne; on n'aime pas celui qui n'a pas aimé. On ne prie guère, que je sache, ce Dieu impersonnel, cette cause première, ce je ne sais quoi d'indifférent, de glacé, qui n'a ni haine pour le mal ni tendresse active envers les créatures.

Vis-à-vis du Dieu qui s'immole, qui aime jusqu'à donner son Fils, qui maintient les droits de la justice, qui paye lui-même la rançon des pécheurs, qui fait grâce mais qui veut que la foi produise la sainteté, nous nous sentons transportés dans une région austère, dans une région chaude, en pleine justice et en plein amour. Là naît la prière. Là naît le travail de la régénération. Là naît la transformation absolue. Là naît l'amour de Dieu et des hommes. Là naît la grande morale. Tout change dès que nous avons trouvé dans Jésus un Sauveur qui est en même temps

un ami et un Dieu. Au lieu de croire que l'homme est bon mais imparfait, nous sentons que l'homme mauvais est perdu; au lieu de l'oubli des peccadilles, il nous faut une grâce plénière; au lieu du perfectionnement de notre nature, il s'agit d'opérer un changement absolu. Nous avions le pardon indifférent, nous avons le pardon par les souffrances de Christ; ce n'est plus le pardon, c'est l'expiation, c'est l'amour. La correction partielle fait place à la conversion et à la sanctification. Les droits et les niveaux de la justice ont été maintenus, car la peine du péché est tombée sur le Fils de Dieu. L'égoïsme des cœurs croyants a été brisé, car lorsqu'on se sent aimé de la sorte, il faut que l'on aime à son tour. Et dès lors voilà la grande morale en jeu, celle qui n'est ni la casuistique ni l'ascétisme, celle qui transforme la vie sans la mutiler, celle qui fait toutes choses vraiment nouvelles.

Ne sentez-vous pas que le salut par Christ allume en nous la soif de la justice? En vain nous parlerait-on du pardon dispensant de la guérison et de la grâce dispensant de la sainteté! Nous avons besoin

de sainteté; le mal qui est en nous nous oppresse; il nous faut la délivrance; nous ne comprenons pas un ciel où l'on entrerait avec toutes ses souillures. Tel est l'effet de la grâce gratuite; pour y croire nous avons besoin de sentir profondément notre péché, de sortir de nous-mêmes et de notre égoïsme. Quand nous en sommes là, l'œuvre de la régénération est commencée, et commencée par le bon bout.

L'Évangile repousse bien loin cette lâcheté qui saisirait le pardon de Dieu sans aspirer à la sanctification.

Faire son salut! le mot n'est pas chrétien. Tel quel, dans son pieux égoïsme, il exprime la religion de beaucoup de gens. S'approprier la grâce, s'installer dans la paix, croire et faire tout ce qui assure le salut, voilà leur christianisme. Mais ce christianisme-là n'est pas celui des apôtres[1]: « Sans la sanctification nul ne verra le Seigneur! »

Loin d'être un procédé de salut favorable aux paresses morales, la foi qui nous justifie gratuite-

1. Hébreux, chap. XII, verset 14.

ment est celle qui nous transforme complétement. Entre le renouvellement de notre cœur et sa purification, elle ne laisse pas de place aux mous calculs d'un salut qui dispense du travail et des combats.

Trouvez-moi quelque part une doctrine en dehors de l'Évangile, qui pose la question morale à une telle hauteur et avec une telle fermeté!

Il suffirait du dogme de la chute pour établir la divinité de la révélation biblique.

Les fausses religions et les philosophies nous ont donné, tantôt l'homme imparfait, tantôt l'homme émanant du Grand Tout, tantôt l'homme portion de la divinité, tantôt la division du genre humain en deux classes, celle des âmes vouées aux ténèbres et celle des âmes vouées à la lumière. Le plus souvent le problème n'est ni formulé ni résolu; l'homme est un être quelconque en qui il y a du bien et du mal, ou plutôt chez qui le bien n'est pas complet, encore moins absolu.

Seule la révélation dissipe ces obscurités; seule elle explique les mystères profonds de notre nature.

L'homme a été créé à l'image de Dieu, l'homme est déchu.

> Borné dans sa nature, infini dans ses vœux,
> L'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux.

L'Évangile ne connaît ni le salut par l'accomplissement de tel ou tel rite, ni le salut par la déclaration d'un prêtre ou d'une église, ni le salut par la science des dogmes divins, ni le salut par la simple croyance à ces dogmes révélés, ni le salut basé sur la force et la sûreté du jugement, sur des pratiques héréditaires, sur des actes n'impliquant pas un profond changement du cœur. Il ne connaît pas davantage le salut par l'aumône, ou par la régularité de vie, ou par de vagues améliorations. Pour l'Évangile seul la conversion est le fait fondamental, le fait moral par excellence, le brisement de l'égoïsme et de l'orgueil. Les chrétiens seuls sont les lutteurs de la sainteté.

Et ce ne sont pas des ascètes. Rien de plus étranger à la grande morale de l'Évangile que la distinction du profane et du sacré.

Le service de Dieu et des hommes se mêle à tout, à tout sans exception ; à ce que nous appelons sacré comme à ce que nous appelons profane ; aux relations et aux occupations de la vie ordinaire comme au culte et à la charité.

A vrai dire, le sacré est partout et le profane n'est nulle part. Ni le devoir envers Dieu ni le devoir envers les hommes ne se laissent localiser dans un coin à part; la grande morale prend tout le cœur, toute la vie, toutes les occupations, tous les plaisirs, toutes les ambitions, toutes les pensées.

Où est le profane? je n'en sais rien. Nos maisons sont des églises; nos corps sont des temples du Saint-Esprit. La grande morale ne connaît pas plus la distinction du sacré et du profane que celle de la haute sainteté et de la sainteté ordinaire, que celle de la piété des chrétiens vulgaires et de la piété des prêtres et des moines.

S'agit-il des preuves du christianisme, vous les trouverez encore et surtout dans l'ordre moral.

Une religion qui s'appuierait essentiellement sur

des miracles; sur une démonstration logique, sur des preuves, en un mot, relevant de l'intelligence, ne serait pas la religion des humbles, la religion accessible à tous.

L'Évangile a cela de particulier qu'on n'y entre que par une porte, également ouverte chez tous les hommes, la porte de la conscience.

Il n'est jamais arrivé et il n'arrivera jamais qu'une âme soit devenue réellement chrétienne sans débuter par le sentiment du péché. Il n'est jamais arrivé et il n'arrivera jamais qu'une âme sentant ses péchés ne soit pas devenue chrétienne. Là, dans la région où nous sommes tous égaux, sur le terrain accessible aux plus humbles, inaccessible aux orgueilleux, la démonstration s'opère.

Mais l'Évangile en fournit d'autres. Indépendamment des prophéties accomplies et surtout de cette prophétie vivante, l'impérissable peuple juif, le miracle de la résurrection de Christ a pour moi la valeur d'une preuve capitale.

Remarquez que, par la volonté de Dieu, l'énumé-

ration des témoins contemporains, nombreux, encore vivants en grande partie, se trouve précisément dans les épitres de Paul, dont la science incrédule elle-même n'ose pas contredire l'authenticité.

Remarquez aussi que tous les apôtres, que tous les évangélistes de la primitive Église ont été essentiellement les spectateurs de ce fait auquel ils revenaient partout et toujours : la résurrection de Christ.

Ce grand miracle, confirmation et sanction du sacrifice expiatoire, a donc pour lui un témoignage universel, un témoignage direct, et non de seconde main. Ces hommes parlent de ce qu'ils ont vu; ils souffrent et meurent pour ce qu'ils ont vu. L'Église est un fait qui a eu une cause. Otez la résurrection, le christianisme est un fait sans cause, un fait sans explication.

Comme il nous a donné la vie de l'âme, l'Évangile nous donne le culte en esprit et en vérité; un culte public dépourvu de formalisme, où les consciences sont en jeu, où les fortes doctrines bibliques sont

mises en plein jour, où la prière et le chant des cantiques sont les actes de tous, un culte qui est un incomparable apprentissage moral. Nulle part, avant l'Évangile, ces nobles écoles ouvertes à tous et où les plus hautes vérités descendent à la portée de tous n'avaient été fondées ici-bas.

L'Évangile nous donne le culte domestique où les affections de famille se réchauffent, où se forme le lien vivant de toute une maison, où l'on se rencontre chaque jour sous l'impression de la même pensée, autour de la même Bible, aux pieds du même Père céleste.

L'Évangile nous donne la prière. J'entends la prière qui n'est pas une récitation, une vaine redite, un mécanisme.

Qui dira jamais ce que l'âme puise, non-seulement de consolation et de paix, mais de force, mais d'énergie pour la lutte, mais de délicatesse de conscience, mais d'horreur du mal, mais d'aspiration au bien, mais d'ardeur pour la lumière, mais de respect pour la vérité, mais d'indépendance et de dignité, dans ces entretiens personnels avec Dieu !

La prière quand elle est réelle, ce qui signifie personnelle, ce qui signifie perpétuelle, apportant à Dieu tous nos sentiments et toutes nos tentations, cette prière-là est l'enseignement le plus puissant qu'il y ait sur la terre. C'est la lutte de Jacob, c'est l'éducation morale dans sa plénitude.

L'Évangile nous donne la liberté. C'est lui, c'est la Réforme qui ont constitué le principe essentiel, la grande découverte du libéralisme moderne ; je veux parler de l'individu, des droits de l'individu, de cette forteresse des libertés individuelles, aux portes de laquelle s'arrêtent les actions de l'État. Salut individuel, conversions individuelles, examen individuel, responsabilités individuelles, en dehors de toute direction et de tout matérialisme sacramentel, voilà ce que l'Évangile nous a apporté, voilà ce que la Réforme nous a rendu.

« Si le Fils vous affranchit, vous serez véritablement libres[1]. »

1. Jean, chap. VIII, verset 36.

Cet affranchissement là est la base de tous les autres. Libres à l'égard du péché, nous devenons libres à l'égard du monde, à l'égard des tyrannies quelles qu'elles soient qui blesseraient notre conscience.

Mesurez l'indépendance d'un vrai chrétien. C'est un esclave de la justice, et par conséquent l'homme libre par excellence. Quelle prise auriez-vous sur lui? de quoi lui feriez-vous peur?

Et notez que la liberté des autres lui est devenue aussi chère que la sienne propre. Dans chaque homme il voit une âme, il voit une conscience. Faire violence aux âmes, c'est pour lui le crime des crimes. Il respecte les hommes; il veut la liberté des autres hommes autant que sa liberté.

N'appartient-il pas d'ailleurs à un maître qui n'a fait appel qu'aux influences morales, qui a fait de l'exclusion de tout autre moyen la base même de la propagation de l'Évangile?

Le christianisme, je le sais, a servi de prétexte et de moyen pour fonder de dures servitudes : despo-

tisme clérical, despotisme monarchique, persécutions religieuses. Mais qu'était ce christianisme? C'était, sans parler de la profonde altération des dogmes, c'était le nationalisme religieux, c'était la religion d'État.

Dès qu'apparaît le pur Évangile, dès que l'Église selon le modèle apostolique se montre quelque part, distincte du monde et faisant appel à la libre adhésion, aussitôt le christianisme reprend son rôle; il ne fonde plus aucun despotisme, il fonde la liberté. Voyez l'Angleterre, sitôt qu'elle a des non-conformistes. Voyez l'Amérique, sitôt qu'elle a des églises indépendantes!

L'Évangile nous donne l'égalité. Pour l'Évangile, l'égalité n'est pas un fait brutal; c'est une vérité de fond, c'est l'égalité par le respect.

Tout homme est une âme immortelle, une âme en faveur de laquelle Christ a souffert; une âme appelée à le connaître et à le servir; une âme destinée à régner dans l'éternité.

Point de castes privilégiées. Point de clergé, dans le sens sacerdotal du mot. Point d'initiés, rien qui ressemble à l'ésothérisme : un livre, le plus populaire

qu'il y ait au monde, qui contient des mystères insondables aux plus savants, qui a des vérités aussi grandes que simples pour les ignorants!

Point de direction : chacun en rapport personnel avec Dieu, chacun recevant les secours du Saint-Esprit, chacun gouvernant son propre cœur!

Ajoutez un culte parfaitement abordable à tous, en langue vulgaire, sans cérémonies mystiques : l'explication de la Parole de Dieu, le chant et la prière en commun, la commémoration en commun du sacrifice de Christ dont le corps est une véritable nourriture, dont le sang est un véritable breuvage pour nos âmes, et dites si vous connaissez une religion d'égalité comparable à celle-là?

Notez-le bien, c'est l'égalité par en haut, et non par en bas. Il ne s'agit pas de diminuer ceux qui sont en haut, il s'agit de grandir ceux qui sont en bas. C'est le contraire du nivellement.

Le premier article de foi que proclame l'Internationale, c'est le rejet de l'Évangile. La propagande

antichrétienne donne la main, d'un bout à l'autre de l'Europe, à la propagande socialiste.

Or l'Évangile a réhabilité le travail que l'antiquité païenne méprisait et qu'elle réservait aux mains des esclaves[1].

Or l'Évangile, qui est la religion des petits, met à leur

1. Travailler était autrefois une dégradation. Sauf à l'époque de Cincinnatus, le monde païen réserve le travail aux esclaves. Le paganisme avait avili le travailleur autant que la femme. L'un et l'autre ont été relevés par l'Évangile. Ces deux progrès de l'égalité méritent d'être rappelés dans notre siècle démocratique. Il y en a d'autres à effectuer. Je prends l'exemple des chemins de fer. Les waggons de troisième classe ne devraient être ni moins solides, ni moins bien chauffés en hiver, ni placés de manière à courir plus de risques en cas d'accident. Au point de vue de la salubrité et de la sécurité, que tout soit égal. Je prends les tribunaux, l'égalité subsiste-t-elle réellement devant eux ? Sans doute on ne saurait empêcher les meilleurs avocats de défendre les accusés qui les payent le mieux ; mais que le ministère public et que les juges tiennent grand compte de ce fait. Un homme mal défendu a droit à être moins attaqué, jugé moins sévèrement. J'ajouterai volontiers que la pauvreté, la mauvaise éducation, la mauvaise famille, les mauvais exemples, doivent figurer au nombre des circonstances atténuantes. C'est là la grande égalité selon l'Évangile et selon la justice véritable.

portée des lumières intellectuelles et morales dépassant de bien loin ce que les savants peuvent découvrir.

Or l'Évangile, qui a les promesses de la vie présente comme celles de la vie à venir, tient en réserve pour les travailleurs qui le reçoivent des joies de famille, une indépendance, même une aisance matérielle que le bon ordre atteint presque toujours sous la bénédiction de Dieu.

Or l'Évangile, qui est la religion de la charité, prépare des cœurs ouverts et des mains ouvertes pour les souffrances de l'ouvrier.

Et je ne parle pas des trésors purement spirituels, des relations intimes avec Dieu, des compassions de Jésus, des promesses de l'éternité.

Soyez tranquilles, l'Évangile ne se laissera pas renverser. Ne craignez pas que l'Angleterre ou l'Amérique, ces peuples de la Bible, se laissent dominer par la tyrannie socialiste. Les peuples de la Bible sont des peuples libres et ils ne subiront pas plus ce despotisme-là que tout autre.

En dépit des grands mots : démocratie, réforme

sociale! la vraie liberté sait se défendre contre ce qui la menace.

C'est qu'il y a dans l'Évangile une telle force d'indépendance morale, que l'individu ne peut plus courber la tête devant aucun absolutisme, monarchique, clérical ou international.

J'ai mon âme, j'ai ma conscience, j'ai ma foi, j'ai ma famille; toute tentative pour porter la main sur ce domaine réservé de l'individu rencontre chez moi une invincible résistance.

Le socialisme n'est pas autre chose que cette invasion du sanctuaire individuel.

Les amis des lumières qui se défient du christianisme voudront bien ne pas oublier ceci.

Lorsque l'imprimerie eut été inventée, le premier livre qui sortit de l'imprimerie de Mayence et que présentèrent au monde les trois inventeurs, Guttenberg, Fust et Schœffer, ce fut la Bible.

Le livre que l'imprimerie a le plus multiplié, c'est la Bible.

Le livre qui a été traduit dans toutes les langues, dans tous les dialectes, le livre à l'occasion duquel on a étudié les langues et les dialectes, c'est la Bible.

Le livre qu'on a porté dans toutes les contrées, le livre qui est allé avec les Moraves au Groenland, qui est allé avec Livingston au cœur de l'Afrique, c'est la Bible.

Les peuples de la Bible ont fait leurs preuves. En matière de connaissances, de progrès et de libertés, ils tiennent la tête de la civilisation.

VII

L'ŒUVRE RÉSERVÉE AUX CHRÉTIENS

Une œuvre immense est réservée aux chrétiens.

Mais prenons garde à nous.

Sous prétexte de charité et d'esprit de paix, on en vient aisément à ne prendre parti pour rien et pour

qui que ce soit. On subtilise, on se propose une impartialité qui ressemble à l'indifférence; cela dispense d'agir nettement, d'attaquer vertement ce qui est mauvais, de servir vraiment ce qui est bon : la justice et la paix. On trouve admirable, on trouve évangélique de ne donner tort à personne ou de donner tort à tout le monde. Rien ne nous affaiblit comme ces subtilités alambiquées. L'Écriture nous invite à être « simples à l'égard du mal[1] ! » Oui, simples et primesautiers. Le mal n'est pas le bien, le faux n'est pas le vrai, ce qui est injuste n'est pas juste. Appelons les choses par leur nom, notre christianisme ne s'en portera que mieux.

Et que Dieu nous préserve du quiétisme!

Dieu agira, ne nous mêlons de rien! Attendons les événements, les bras croisés et les yeux fixés au ciel!

Que diriez-vous d'un agriculteur quiétiste, qui ne cultiverait pas son champ? d'un capitaine de vaisseau quiétiste, qui ne commanderait pas sa manœuvre?

1. Romains, chap. XVI, verset 19.

d'un avocat quiétiste, qui devant le tribunal ne produirait pas les preuves en faveur de son client? d'un pasteur quiétiste, qui ne prêcherait ni ne visiterait, laissant agir Dieu?

Croyez-moi, ne soyons pas trop spirituels, pas trop bourgeois des cieux.

Bourgeois des cieux! Nous ne le sommes jamais assez, nous n'avons jamais le cœur assez en haut, nous ne goûtons jamais assez la paix et la force de ceux qui s'assoient dans les lieux célestes en Jésus-Christ.

Mais rappelons-nous d'autre part que les bourgeois des cieux sont citoyens de la terre et qu'ils ont ici-bas des devoirs à remplir. Il s'agit seulement de les remplir en bourgeois des cieux.

Le citoyen chrétien est autrement citoyen, il est meilleur citoyen, voilà tout.

A force de spiritualité quintessenciée, on en vient à cette chose horrible qui s'appelle l'égoïsme dévot. L'égoïsme dévot, en vertu de notre bourgeoisie céleste, nous débarrasse de la vie commune et de ses

obligations, il nous dispense des sympathies, des douleurs, des sacrifices, il nous dégage des solidarités !

Que les autres se perdent, je fais mon salut ! Que les nations périssent, le peuple de Dieu est à l'abri ! Que les mondains soient déchirés par des inquiétudes et par des douleurs, nous avons mis les affections terrestres sous nos pieds ! Que les choses politiques empirent, tant mieux; c'est l'accomplissement des prophéties qui se prépare ! Que la justice et la vérité soient compromises, ce n'est pas mon affaire de les défendre, le péché de l'homme porte ses fruits ! Tendresses, famille, développement de l'esprit, poursuite des sciences, culture des lettres et des arts, nous nous abstenons de tout, car il y a des tourments attachés à tout. Nous sommes bourgeois des cieux ! — Autant dire ascètes, autant dire moines.

Retrancher au lieu de transformer, n'est-ce point la méthode facile? Sans compter que nous justifions ainsi le reproche adressé de tout temps aux chrétiens : Vous n'êtes plus ni citoyens, ni patriotes, ni hommes !

Il faut que l'Évangile porte ses fruits et qu'on voie les chrétiens au milieu de la mêlée.

Il ne s'agit pas de gémir chacun dans son coin sur les maux du pays ; il s'agit de livrer un rude combat.

Les manifestations des chrétiens portent en elles une puissance que le passé a souvent démontrée.

Qu'est-ce qui a fait vaincre Wilberforce et après lui Buxton, malgré des résistances qui semblaient insurmontables ?

Qu'est-ce qui a donné à Lincoln l'énergie décidément irrésistible ?

Qu'est-ce qui a fait les libertés modernes ?

Qu'est-ce qui a renouvelé le monde politique sans toucher à la politique ?

Ne sont-ce point les disciples de l'Évangile ?

Et qui donc donnerait une voix à la charité, à la paix, sinon les disciples de la paix ?

Ils disposent d'une force incomparable pour le bien des âmes, pour le bien des États, pour la réconciliation des peuples. Avant tout par la prière et par l'autorité de Dieu.

Prions beaucoup, aimons beaucoup.

« Bénissez et ne maudissez pas[1]! » — Nous sommes appelés à bénir; n'appelons la malédiction sur qui que ce soit; que nos mains s'élèvent vers Dieu en faveur de ceux-mêmes dont nous condamnons les actes. Bénir et prier, cela n'empêche pas de blâmer le mal et de le combattre vaillamment. Les premiers chrétiens bénissaient leurs persécuteurs et en même temps ils opposaient à la tyrannie païenne la plus vigoureuse des résistances.

Nous Français, notre devoir est de calmer la France. Écartons avec soin toute parole propre à entretenir les haines; ne flattons pas les passions du pays, ne nous associons ni à ses colères injustes ni à ses plaintes mal fondées. Quant à l'esprit de revanche, si l'Évangile a la moindre action sur nous, nous ne supporterons pas même l'idée qu'on puisse décréter de nouveau une lutte acharnée entre deux races, pour un morceau de territoire ou pour une satisfaction d'orgueil.

Comme chrétiens, il nous faut la réconciliation;

1. Évangile selon saint Matthieu, chapitre v, verset 44.

nous ne pouvons nous contenter à moins. La paix écrite dans un traité ne saurait nous suffire; il faut qu'elle s'écrive ailleurs.

Chrétiens de France, chrétiens d'Allemagne, chrétiens du monde entier, nous avons à montrer de part et d'autre, non ce qui fait qu'on se déteste, mais ce qui fait qu'on peut s'aimer. Nous avons à rappeler le but commun, l'œuvre commune sous le regard du même Père : l'apaisement des cœurs. Au milieu de la crise terrible qui s'avoisine, nous avons à prononcer les paroles de salut, non-seulement individuelles, mais sociales. Au milieu des ténèbres croissantes, nous avons à faire briller la lumière. Au milieu des servitudes et des servilités croissantes aussi, nous avons à montrer la liberté. Au milieu des infortunes et des ruines, nous avons à montrer le bonheur. Au milieu des haines nationales, nous avons à montrer la fraternité. Au milieu des cris de guerre, nous avons à procurer la paix.

Les chrétiens sont appelés *le sel de la terre*[1]. S'ils

1. Évangile selon saint Marc, chapitre IX, verset 50.

sont le sel de la terre, c'est qu'ils doivent réagir contre la corruption, contre tout ce qui altère la conscience, contre tout ce qui décompose les notions du bien et du mal. Des chrétiens qui ne montreraient en face du mal aucune des virilités de la foi se condamneraient au rôle misérable de déclamateurs évangéliques.

« Ils sont meilleurs chrétiens que nous! » — Cette parole de Louis XII au sujet des Vaudois de Provence nous indique notre chemin.

De tous les modes d'action, celui-ci sera toujours le plus efficace, et jamais personne ne pourra nous l'enlever.

Qu'on nous voie soumis à la Parole de Dieu, en lutte contre nous-mêmes, plein d'amour pour les autres hommes, étrangers à l'égoïsme, étrangers à la mondanité, au demi-christianisme, les vrais disciples du Christ en un mot, et nos compatriotes ne pourront s'empêcher de se poser certaines questions, si nous les forçons à dire : Ils sont meilleurs que nous!

VIII

LES CHRÉTIENS ONT MÉCONNU LEUR ROLE

Les chrétiens avaient en 1870 un grand rôle à remplir. Ils ne l'ont pas rempli.

Ils ont soigné les blessés et les malades ; ils ont déployé à la suite des armées et dans les ambulances une touchante et courageuse charité ; mais il y avait autre chose à faire. Il y avait de part et d'autre, sans rien ôter au sentiment patriotique, à procurer la paix.

Nous, chrétiens Français, un cri de protestation indignée aurait dû sortir de nos bouches au moment de la déclaration de guerre. Je parle ici des catholiques tout comme des protestants.

Vous, chrétiens Allemands, loin de vous roidir et de nous condamner durement, des sentiments d'humble et tendre générosité auraient dû pénétrer votre cœur.

Vous, chrétiens des autres pays, vous pouviez agir au lieu de déplorer.

Qu'il eût été beau de nous voir tous unis, fermes dans notre amour au milieu du déchaînement des haines, adoucir les questions au lieu de les envenimer, croire au bien plutôt qu'au mal, nous efforcer chacun de comprendre nos adversaires, développer chez les deux peuples des sentiments de douceur et de fraternité !

On se souviendra de ce qu'a été, en Allemagne comme en France, ce qu'on peut appeler *la politique des pasteurs !* Quelques-uns se montrant ennemis de la guerre, jusqu'à nier la légitimité des guerres défensives; ceux-ci rêvant une intervention de l'Alliance évangélique pour prendre parti et faire la leçon aux Allemands; ceux-là déclarant qu'il s'agissait de châtier le méchant, c'est-à-dire nous; presque tous s'abandonnant aux passions haineuses, et oubliant le devoir d'amener la paix! En France, nul n'a été plus violent contre l'Allemagne et contre le roi Guillaume. En Allemagne, nul n'a été plus opposé aux

idées de modération envers la France. Qu'ils eussent des deux côtés encouragé leurs compatriotes, rien de mieux. La foi chrétienne n'empêche pas d'accomplir les devoirs de citoyen. Mais les chrétiens doivent être de ceux qui croient à l'idéal, qui visent à l'idéal et qui le réalisent ici-bas.

Soyons-y attentifs. Voici deux grandes circonstances où la voix des chrétiens n'a pas su se faire entendre avec force et unanimité.

Quand la crise américaine a éclaté, les chrétiens ne se sont pas prononcés unanimement contre le Sud esclavagiste. La grande armée anglaise manquait en bonne partie au rendez-vous.

Quand la guerre de 1870 a éclaté, la voix des chrétiens est restée de nouveau silencieuse.

Pourquoi? parce que le point de vue chrétien ne se dégage pas assez au milieu des affaires politiques; parce que les chrétiens ne sont pas assez et quoi qu'il advienne les serviteurs, et pour employer l'expression apostolique, les esclaves de la justice.

Soutenir la justice, toujours, quels que soient les résultats, voilà le grand rôle public auquel les chrétiens sont appelés. Il n'y a pour eux que ce moyen d'être unanimes; les questions d'habileté et d'utilité nous divisent, les questions de justice nous unissent indissolublement.

Et quelle influence n'exercerait pas cette voix unanime des chrétiens, proclamant dans toutes les circonstances décisives les arrêts de la conscience humaine! Ne serait-ce rien que cette voix de la conscience humaine qui dénoncerait l'injustice? Ne serait-ce rien que cette voix de la pitié qui protesterait contre la guerre? Ne serait-ce rien que cette voix de la conciliation qui demanderait au vainqueur d'être modéré?

S'il y avait eu en juillet 1870 une voix unanime des chrétiens en faveur de la justice, il aurait pu y avoir en février 1871 une voix efficace des chrétiens en faveur de la modération.

Notre faiblesse au début a fait notre faiblesse à la fin.

« La justice produira la paix [1]. » — Les chrétiens l'ont trop oublié.

1. Ésaïe xxxii, 17.

III

PROGRAMME DE RELÈVEMENT

I

LA LIBERTÉ

Avant tout, la liberté.

Je ne me fais pas d'illusion : la cause de la liberté a de médiocres chances chez nous. Ni l'esprit de liberté ni l'esprit de paix ne sont en faveur.

La liberté, à la bonne heure; la pratique de la liberté, non! — Telle est la formule généralement admise.

De la liberté en théorie et en phrases, tant que

vous voudrez ; mais le jour où la liberté descend dans les faits, le jour où de sa rude et fidèle main elle sonde les plaies de notre politique, le jour où elle parle, où elle gêne, où elle scandalise, où elle force nos actes à donner leurs vrais motifs, de ce jour, la liberté est jugée.

Peu importe. Ce qui est bon doit toujours être soutenu, en dépit des chances.

Les questions de succès ne changent rien aux questions de devoir.

Et qui sait d'ailleurs si l'esprit libéral ne finira pas par se réveiller ? Les amis de la liberté et de la paix n'ont pas le droit de perdre courage.

Les principes de liberté sont conformes aux principes de 89, à cet esprit premier de la Révolution française auquel nous devons être dévoués. Ceux qui ont considéré de près l'histoire de la Révolution française ont remarqué qu'au début deux principes et non un seul présidaient à sa naissance.

Le libéralisme était là, à côté de la démocratie. La

liberté à côté de l'égalité. Les droits de l'individu à côté de l'organisation de l'État[1].

Ceci n'a pas été assez signalé, et l'on s'en tient à cette idée fausse : La Révolution s'est faite au nom de l'égalité, et non de la liberté !

Le contraire est vrai. Tous les grands esprits de la Constituante, la plupart des Cahiers, la Déclaration des droits de l'homme, la Constitution presque entière de 91, sont empreints de libéralisme et dérobent à l'État le domaine réservé de l'individu.

Dans notre Déclaration des droits de l'homme, rien n'est plus frappant peut-être que l'essai tenté pour mettre à l'abri les libertés individuelles et pour ne pas autoriser leur violation au nom des libertés générales.

En cela notre XVIII[e] siècle s'écartait du modèle an-

1. La plus funeste erreur que notre Révolution nous ait léguée, c'est la confusion de l'égalité et de la liberté.

Vous êtes libres, car vous êtes en démocratie ! Vous êtes libres, car vous avez le suffrage universel !

Napoléon III nous l'a dit comme on le disait en 93.

tique et de ce qu'on est convenu d'appeler les libertés grecques et romaines.

La Déclaration des droits de l'homme a eu en outre ce noble caractère de remonter jusqu'au principe absolu, de penser à l'homme, et non pas seulement au Français.

En Angleterre les droits seuls des Anglais avaient été fixés et proclamés. On ne s'était pas élevé à ce point de vue général, qui est aussi le point de vue généreux, et le point de vue vrai, ce qui n'y gâte rien.

Un autre peuple devançait la France sous ce rapport. Les États-Unis avaient voté, plusieurs années auparavant, une Déclaration des droits de l'homme, non moins générale que la nôtre.

Il y avait donc chez nous un grand effort pour entrer dans la voie de l'Angleterre et de l'Amérique; et c'est ici qu'on trouve la trace du contact de nos philosophes avec les pays protestants.

Malheureusement, l'effort ne fut pas suivi. La tradition latine et l'école de Rousseau étouffèrent la tra-

dition protestante et l'école libérale[1]. L'individu s'effaça devant l'État, à mesure que la liberté elle-même s'effaçait devant la Révolution et que le despotisme s'organisait.

Dans la Constitution de 91, les libertés individuelles sont mises en sûreté.

Dans le projet de Condorcet, les Girondins donnent également place à cette garantie des libertés individuelles; cependant la toute-puissance de l'État est déjà organisée de façon à menacer ce domaine réservé.

En 93, les Montagnards ne laissent plus apparaître dans leur Constitution ces libertés individuelles[2]. L'État a tout dévoré.

Les Montagnards n'ont qu'une doctrine : L'infaillibilité du peuple !

1. La Convention et l'Empire ont marché dans ce sens. Il n'en est pas moins remarquable que les deux esprits se soient trouvés en présence au début.

2. On ne sait même plus comment se donner l'air de reconnaître une sorte de liberté religieuse.

L'infaillibilité du peuple était proclamée par eux, comme l'a été depuis l'infaillibilité du pape. Deux façons également sûres de supprimer la liberté, de renier la morale, de faire taire la conscience, de courber tous les fronts devant le fait, devant le nombre, devant la force :

> **La multitude parle, il faut bien se soumettre!**
> **La multitude est reine, allons tous, chapeau bas!**

Danton, pressé de résister aux massacres de septembre, répond : la voix du peuple est la voix de Dieu!

Lorsqu'arriva le 31 mai, Hérault de Séchelle s'écrie à son tour : que le peuple a toujours raison!

Le peuple est bon! la volonté du peuple, c'est la vérité, c'est la justice! telle est la doctrine que professe incessamment Robespierre. Le Contrat social et sa souveraineté nationale l'avaient mené là.

De la liberté, de la vraie, il n'en est plus question.

La liberté a des rudesses. Il faut la voir sous son aspect viril, il faut la prendre avec ses devoirs malaisés, avec ses inconvénients, avec ses douleurs.

La vraie liberté nous expose à des luttes pénibles; nous ne pouvons la servir sans consentir d'avance aux blessures, sans accepter tous les risques du combat. Il ne s'agit pas de cette idée efféminée qu'on se fait d'elle en France. Je ne puis dire à quel point me révoltent l'aplatissement, la moutonnerie, le silence obéissant, la discipline des opinions enrégimentées, l'absence de courage civil, la prosternation devant les passions populaires, la soumission aux injonctions d'un gouvernement quel qu'il soit, les mollesses et les lâchetés que nous ont montrées les événements de 1870!

La liberté veut autre chose. Elle veut, il faut toujours en revenir là, des hommes et des consciences.

Je m'inclinerai avec respect lorsque je rencontrerai chez nous quelques convictions personnelles, quelques résistances aux entraînements, quelques blocs de granit tenant tête au torrent qui nous pousse

tantôt à droite et tantôt à gauche, nous menant et nous roulant à son gré!

Être homme, avoir une conscience; être seul, être contre le sentiment national; protester, rester ferme, agir en vertu du devoir : tout notre avenir repose sur des individus trempés de la sorte.

Croyez-moi, ces hommes-là seront bien plus que les faiseurs de Constitutions, si libérales qu'on les imagine, les fondateurs de la liberté chez nous[1].

1. Au premier rang des libertés, mettons la liberté religieuse. Légalement elle a été supprimée par le décret de 1852. Les articles 281 et 294 du code pénal sont encore debout; une autorisation toujours révocable est encore nécessaire pour ouvrir un lieu de culte et pour prier Dieu.

Nos luttes sous Louis-Philippe avaient frappé ce système de mort, et la République de 1848, rendons-lui cette justice, avait proclamé les vrais principes : simple déclaration, surveillance, répression des délits communs.

II

LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

Ayons dès que nous le pourrons la séparation de l'Église et de l'État.

La confusion de l'Église et de l'État n'est que la suite forcée d'un autre fait bien plus grave, la confusion de l'Église et du monde.

Prise en elle-même et isolée de ce qui seul lui donne de l'importance et de la valeur, l'union de l'Église et de l'État ne supporte pas l'examen.

Sur quoi s'appuierait-elle ? Sur un principe? Mais le mélange des deux domaines peut être un fait, il ne ressemblera jamais à un principe. Sur une unité? Mais le mélange des deux domaines fait à la fois beaucoup de mal à l'Église et beaucoup de mal à l'État.

Quant à l'Église, on me dispensera de présenter une démonstration détaillée. C'est le fondateur de l'Église qui a séparé de sa main divine le temporel et le spirituel : « Rendez à César ce qui est à César et

à Dieu ce qui est à Dieu [1]. » L'histoire, la triste histoire du christianisme national, se charge de nous prouver l'importance de cette parole.

L'histoire nous montre sous ses trois formes l'union de l'Église et de l'État. Quelle est celle qui n'a pas nui à l'Évangile ? L'Église sur l'État nous a donné le règne du clergé, la société cléricale, et pour tout exprimer d'un seul mot, le moyen âge. L'État sur l'Eglise nous a donné le byzantinisme et le czarisme. La simple union nous a donné les religions administratives, les clergés fonctionnaires, l'institution chrétienne surveillée par une société laïque qui tient à l'institution et qui ne veut pas qu'elle soit autre chose.

Telles sont les trois formes de l'union. Leur effet commun est d'identifier le monde et l'Église [2].

1 Evangile selon saint Matthieu, XXII, 21.

2. C'est cet effet commun qu'il faut détruire. L'autonomie n'y suffirait certes pas ; séparée de l'État, mais demeurée identique au monde, l'Église ne serait ni plus libre ni plus vivante que par le passé. Nul ne peut prévoir ce que produirait à un moment donné l'application du suffrage universel au sein d'une

Plus heureux que l'Église, qui gagnerait peu à s'affranchir du gouvernement, si avant tout elle ne s'affranchissait du monde, l'État trouve dans la séparation des deux domaines un soulagement immédiat.

Comment s'y prennent les gens qui nous parlent sans cesse des services que le régime de l'union rend à l'État? En vérité, je l'ignore. Il y a une vieille routine qui, comme toutes les routines, continue à se faire obéir, quoiqu'elle ne corresponde plus à rien de réel, à rien d'actuel. Nous vivons encore sur la théorie des concordats, dans un siècle où le suprême bonheur d'un gouvernement serait de n'avoir plus de concordat. Nous conservons la superstition des libertés gallicanes, quand il n'y a heureusement plus de Parlement nulle part pour faire donner la communion en vertu d'un arrêt, et quand l'ultra-

église autonome et mondaine. Elle se gouvernerait elle-même; c'est-à-dire que les majorités incrédules la gouverneraient. Or, sous l'action de cette impiété systématique qui lève maintenant 'a tête, les majorités incrédules gouvernant le christianisme enfanteraient un état de choses dont le scandale pourrait dépasser toute imagination.

montanisme règne ouvertement et partout. Nous aimons à nous figurer que les appels comme d'abus, que les arrêts du Conseil d'État en matière religieuse ont une grande importance, tandis que la pensée religieuse circule, et c'est son droit, en dehors de toute approbation administrative. Nous aurions été désolés si l'on ne nous avait pas admis au concile, et qui sait? nous sommes prêts à user de notre *veto* lors de l'élection d'un nouveau pape, oubliant que ces questions ont cessé, Dieu merci, de relever d'un gouvernement quel qu'il soit.

Qu'en revient-il à l'État, catholique ou protestant, qui se mêle encore de religion? Ayant un clergé fonctionnaire et une Église mondaine, il possède l'*avantage* — c'est le seul, mais il y tient — d'affaiblir autant que possible l'influence de la religion. Du reste « il administre les cultes; » il fait asseoir des évêques ou des cardinaux sur les bancs d'une Chambre des lords ou d'un Sénat. Et pourtant le côté sérieux de son rôle lui échappe tellement, que nous n'en revenons pas de stupéfaction lorsque la cour des Arches

rend une décision doctrinale au nom de la reine Victoria, ou lorsque la publication de la correspondance de Napoléon Ier nous le montre tout occupé de diriger la religion de son empire.

Que les attributions de l'État lui aient été utiles au temps où elles étaient effectives, cela peut se soutenir à la rigueur; mais qu'elles lui soient utiles aujourd'hui qu'elles sont devenues absurdes, je ne sais trop comment on s'y prendrait pour le soutenir.

Le fait est que, le jour où il en serait enfin délivré, l'État éprouverait un immense soulagement. Qui nous dira ce qu'il y a de forces perdues dans ces essais de gouvernement impossible du spirituel? Ce qu'on dépense d'énergie pour rouler cette pierre de Sisyphe n'est pas croyable.

Voyez ce qui se passe chez nous depuis cinquante ans. Quelle est la question où se sont usés tous les gouvernements de la France? Quelle est celle qui leur a demandé des prodiges incessants d'habileté? Quelle est celle qui leur a coûté peu à peu leur popularité et leur force? La question religieuse. Relations avec

le clergé, relations de la politique et de la religion, politique religieuse du dedans et du dehors, pouvoir temporel, expéditions romaines, guerres, que sais-je? on n'est jamais au bout.

Ah! quel soulagement, je répète le mot, si d'un trait de plume — il n'en faudrait pas davantage — on renvoyait les questions religieuses à la religion et les questions politiques à la politique.

Avez-vous lu les messages du général Grant? Il ne se préoccupe, l'heureux homme! ni de l'influence d'un clergé quelconque, ni de soutenir au dedans ou au dehors une religion quelconque. S'il parle de religion, c'est un sentiment personnel qu'il exprime, et il l'exprime en termes dont nos gouvernements européens n'oseraient pas imiter la précision et la vigueur. Il est à la fois pieux comme homme et incompétent comme président des États-Unis.

La séparation seule peut donner à notre Europe cette liberté de mouvements, cette simplicité d'allures. Par la séparation seule nous échapperons aux querelles confessionnelles, à la politique catholique

ou protestante, et peut-être, car nous n'en sommes pas bien loin, aux guerres de religion.

Au fond qu'est-elle, cette séparation si nécessaire à l'Église, si utile à l'État? le droit commun, la liberté.

Ceux qui la réclament ne demandent pas qu'on remplace les anciens priviléges par des priviléges nouveaux. Ils ne demandent pas que quelqu'un soit gêné ou opprimé. Liberté des protestants, liberté des catholiques, liberté des croyants, liberté des incrédules, liberté de l'État par-dessus le marché, liberté de ses lois civiles, liberté de sa politique intérieure et extérieure, voilà ce qui est contenu dans l'incompétence religieuse des gouvernements.

Qu'est-ce qui fait les âmes libres? Qu'est-ce qui fait les Églises libres? Qu'est-ce qui fait les peuples libres? Qu'est-ce qui a mis ici bas le *self government*, le gouvernement de soi-même, appliqué à la croyance, à la vie, aux affaires privées et publiques? Il n'y a pas deux manières de répondre; à la base de nos libertés modernes on trouve Jésus-Christ. Les peuples

de la Bible ont seuls restreint avec fermeté le rôle des gouvernements, ont seuls environné de remparts le domaine sacré de l'individu, ont seuls pratiqué ou préparé sérieusement la séparation de l'Église et de l'État.

Ailleurs l'État omnipotent a conservé bien plus de partisans qu'on ne l'imagine. Si nous renversons la foi à l'Évangile, ne nous figurons pas que nous aurons la liberté, et ne nous trompons pas nous-mêmes en ayant l'air de souhaiter la séparation.

Il existe une fausse séparation, dont s'accommoderaient sans peine ceux qui redoutent instinctivement la vraie. Pour que l'Église séparée de l'État soit aussi multitudiniste, aussi inerte, aussi étrangère à la conversion et au dogme que le sont trop souvent les Églises unies à l'État, il n'y a qu'à recourir à ce procédé très-simple, emporter le budget!

Avec le budget — qu'il ait la forme d'une allocation fournie annuellement par l'État, ou de propriétés ecclésiastiques — l'Église mondaine reste debout. On

peut ainsi avoir la séparation, ce qui a bon air, et éviter le système volontaire, lequel est gênant. Le budget supprime ce droit fondamental, le droit de mourir. Grâce au budget, ce qui n'est pas viable vit; les indifférences, les négations, les doctrines contraires luttant en pleine église, tout cela subsiste, tout cela dure. Le culte continue à se pratiquer; les masses passives continuent à le suivre; les illusions religieuses continuent à mener doucement les hommes de leur berceau à leur tombe.

Cette séparation-là, la séparation dotée et en bloc, n'est bonne qu'à assurer la domination d'un clergé et à créer un État dans l'État. La vraie séparation porte d'autres fruits : mettant en action les simples fidèles, elle place l'influence dans le peuple même de l'Église.

Et quelles bénédictions elle apporte avec elle, cette pauvreté évangélique! Qu'il fait bon servir Dieu en ne comptant que sur Dieu! Qu'il est fortifiant, le pain quotidien! Heureuse l'Église à la besace, l'Église vivant au jour le jour comme celles du premier temps,

du beau temps, l'Église qui n'est que par ses membres, par les sacrifices de ses membres, par la foi de ses membres, l'Église qui cesse d'exister le jour où ses membres cessent de vivre et d'aimer. La séparation, la bonne, ne donnera sans doute pas par miracle à toutes les Églises le caractère évangélique; mais elle leur dira nettement à toutes que c'est fini, bien fini, qu'elles n'ont quoi que ce soit à espérer de l'État, qu'en se mêlant d'élections et de politique elles perdraient désormais leur temps.

Avec la fausse séparation, au contraire, l'Église mondaine munie de ressources assurées et plus à l'aise que jamais, sentant d'ailleurs que la rupture n'a rien de définitif, conserve toutes ses prétentions d'influence politique. Elle est si mal séparée, qu'elle persiste à jouer le rôle d'un parti. Elle est si peu absorbée par la pensée religieuse, qu'elle ne cesse de poursuivre des pensées de domination. Elle ressemble tellement au monde, qu'elle garde ses vieilles ambitions mondaines. Elle aspire comme par le passé à se faire servir, à se faire protéger, à se faire obéir.

Elle n'entend pas que l'État cesse de la soutenir par sa diplomatie, et au besoin par ses soldats. La fausse séparation ne crée qu'une indépendance, celle du clergé; elle n'affranchit pas l'État, tant s'en faut.

Soyons sincères, et sachons vouloir ce que nous demandons. Nous demandons la séparation! Eh bien, que ce soit la véritable. Plus de priviléges, plus d'impôts payés par les uns au profit des autres. Que ceux qui veulent un culte le payent.

L'Église dotée n'est pas l'Église séparée. Or il importe si fort que l'Église soit apostoliquement pauvre, qu'elle devrait s'imposer à elle-même — plusieurs l'ont fait — l'obligation de ne jamais rien posséder, à l'exception des édifices nécessaires au culte.

Les hommes politiques qui ont réfléchi au problème dont je m'occupe et qui tiennent compte de la différence énorme que le catholicisme établit entre notre situation et celle des États-Unis, sont unanimes à penser qu'une des grandes difficultés de la sépara-

tion en Europe sera la formation possible d'une vaste propriété ecclésiastique, d'une nouvelle mainmorte. Je l'ai entendu dire à plusieurs d'entre eux; ils se représentaient la passion d'accumuler pour l'Église s'exerçant sans scrupule aucun; ils prévoyaient les captations d'héritages.

J'indique, je n'insiste pas. Je n'ai point à rédiger les articles d'un acte de séparation. Si, en vue des circonstances spéciales de notre monde latin, on juge à propos, lorsque cet acte sera formulé, d'y mettre l'interdiction de la propriété ecclésiastique, je crois qu'on fera sagement[1].

1. Il serait nécessaire, en tout cas, de ménager la transition. On pourrait décider que, pendant une période de dix années, les édifices religieux appartenant aux communes et à l'État ne seraient vendus ou loués que sous la condition d'être affectés, les édifices protestants à un culte protestant, les édifices catholiques à un culte catholique, les édifices israélites à un culte israélite. On pourrait exiger des représentants de chaque Église la déclaration solennelle des propriétés dont elle jouirait directement ou indirectement, sous forme nominative, ou sous forme de valeurs au porteur. La même période de dix ans serait accordée aux Églises pour dépenser leur fortune en œuvres reli-

Les idées vont vite aujourd'hui. Il y a vingt ans, quand on parlait de la séparation de l'Église et de l'État, on passait pour visionnaire. Hommes sérieux, journaux sérieux, tout ce qui se respectait traitait du haut en bas cette rêverie. Aujourd'hui, ceci est énorme, hommes sérieux et journaux sérieux se sont compromis. Dans les livres, dans les discours, dans la chaire des professeurs, à la tribune des assemblées législatives, la séparation apparait sans cesse.

Déjà les Églises libres sont partout à l'œuvre, et les pays où la foi biblique a conservé sa vigueur

gieuses et charitables. Au terme de la dixième année, les représentants de chaque Église seraient appelés à déclarer avec une égale solennité qu'elle ne possède plus rien sous une forme quelconque, à l'exception des édifices du culte. La loi d'ailleurs donnerait à la sincérité de ces déclarations ou au refus de les faire telle sanction qu'elle jugerait convenable.

Mais je n'écris point une loi. Je ne cherche qu'à montrer qu'il n'est pas impossible de résoudre certaines difficultés dont on s'alarme outre mesure. Quoi qu'il en soit, un fait demeure certain : dans notre Europe, telle qu'elle est, la propriété de mainmorte ne saurait être traitée sur le pied de la propriété ordinaire.

donnent l'exemple à tous les autres. Regardez l'Écosse, où les églises indépendantes occupent tant de place et où l'Église établie se prépare si visiblement à la séparation !

La séparation doit être une œuvre de foi. Il importe qu'il en soit ainsi et que l'impulsion soit donnée par des chrétiens.

Accomplie contre l'Évangile et non par l'Évangile, la séparation serait odieuse et n'aurait pas un caractère définitif; or il faut qu'elle soit définitive et qu'elle soit honorée. Elle ne serait ni l'un ni l'autre, si elle ressemblait le moins du monde à la suppression des cultes sous la Terreur, si l'on pouvait dire qu'il s'agit de fermer les églises et de retourner à la déesse Raison.

C'est toujours l'Évangile qui a réclamé et, ce qui vaut mieux, opéré la séparation. En fait, lui seul peut la vouloir réellement; le monde tient aux Églises nationales, et l'État est peu soucieux de s'en passer.

Mais si pour nous l'anti-christianisme n'a point de

place dans cette œuvre, nous sommes heureux d'y réserver celle qui revient de plein droit aux amis de la justice et de la liberté. La liberté n'est pas une négation, la liberté est une foi. La religion a l'habitude de l'avoir pour alliée. Il est bon, certes, qu'à côté des hommes qui soutiennent la séparation parce que l'Évangile la veut, on en voie d'autres qui la soutiennent parce que la liberté en a besoin. Pour mon compte, je suis heureux d'avoir ce double motif de la réclamer.

Opérée au nom de l'Évangile et de la liberté, la révolution qui s'avance ne sera pas seulement grande, elle sera magnifique. La vie a ses secrets, et elle fait ses miracles. On l'a bien vu en Amérique, où les dons volontaires suffisent à construire en moyenne deux ou trois églises par jour, où un budget supérieur à celui que fournissent les grands États est fourni chaque année par les dons volontaires, où les dons volontaires soutiennent des œuvres colossales, où la guerre civile et les ruines qu'elle a causées n'ont pas affaibli un seul jour ces prodiges. On l'a

bien vu dans cette Écosse, que j'ai besoin de nommer encore et où la création de l'Église libre a été un des plus beaux spectacles de notre temps[1]. On l'a bien vu en Angleterre, en Suisse et en France.

Et remarquez-le, ces dons volontaires dont je parle, ce ne sont pas les dons des riches, ce sont avant tout les dons des pauvres. Loin d'être des Églises aristocratiques, les Églises libres sont démocratiques dans le sens le plus élevé du mot. Là où chacun agit, là où chacun donne, là où chacun occupe sa place en vertu de la foi au même Sauveur, il y a

1. Voici en quels termes, cités par M. John Lemoinne, on s'exprimait au Parlement sur ces pasteurs qui ont fondé l'Église libre d'Écosse en 1843. « Ceux-là n'attendirent pas un acte du Parlement pour sortir de leurs bénéfices. Ils laissèrent de belles églises et de belles résidences; ils quittèrent les belles maisons où ils avaient passé les plus heureuses années de leur vie. Ils s'en allèrent pauvres et nus. Ils n'avaient ni un autre toit, ni une autre dîme, ni une autre indemnité. On ne leur dit pas même : Dieu vous bénisse! » — Cette Église *à la besace* a bâti neuf cents églises, six cent cinquante presbytères, cinquante écoles, trois séminaires, deux écoles normales. Chaque année les dons volontaires lui assurent un revenu de dix millions.

nécessairement une égalité réelle, mieux que cela, une fraternité.

Ceux qui rêvent des Églises libres aristocratiques ont-ils assez réfléchi à la portée de ce terme : fraternité? Cette portée est telle, qu'elle s'étend des membres aux auditeurs, des chrétiens déclarés aux chrétiens virtuels. Quoique le sot orgueil puisse se glisser partout, on peut affirmer qu'il n'est nulle part plus mal à l'aise qu'au sein d'une Église fidèle.

Il nous sera bon de vivre de cette vie-là. Ne plus compter sur l'État et compter sur Dieu, regarder en haut et non point en bas, se sentir actif, se sentir responsable, se sentir appelé, non à écouter mollement des sermons, mais à prendre une part énergique et virile au saint travail pour l'Évangile, quelle situation plus excellente que celle-là[1] ! La loi ne protége plus nos dimanches? Eh bien, nous les protégerons, nous. L'État

1. Nous avons besoin en France de décentraliser pour toutes choses l'initiative individuelle et l'initiative locale. Le temps des sociétés religieuses est passé et celui des Églises approche. On sait ce qu'a été l'activité missionnaire des Moraves par le moyen

ne garde plus le christianisme? Eh bien, nous le garderons, nous!

On a beau faire, la question chrétienne occupe toujours la première place. On a beau faire, elle est toujours là. Je sens, et j'en rends grâce à Dieu, que lorsque je parle de l'Évangile, quelque chose me répond. La foi ne reculera pas devant les attaques combinées qui nous viennent du dehors et du dedans. Nous livrerons des batailles, s'il le faut, la vérité ne craint pas la bataille; nous marcherons à enseignes déployées au nom de notre Dieu.

Rappelons-nous ces jours sombres, ces heures d'abandon où Christ était cloué sur le bois. L'ennemi triomphait, les pharisiens hochaient la tête, ils disaient : descends de la croix et nous croirons! Et de cette croix infâme, de cette croix raillée est partie la grande victoire.

de l'Église. La séparation de l'Église et de l'État, la fondation d'Églises véritables constitueront un des éléments principaux de ce changement. Dès à présent, quelle puissance n'aurait pas l'évangélisation poursuivie autour d'elle par chaque Église au moyen de ses propres membres!

Il en sera toujours ainsi. Les victoires de Christ partent toutes de la croix ; je dis de la croix infâme, de la croix raillée. Le monde rit, la science hoche la tête ; mais les chrétiens, dès qu'ils consentent à ne pas être sages aux yeux des hommes, sont revêtus d'une force qui vient de Dieu.

La grande affaire est de vivre. Que Lazare vive, et je suis tranquille, il faudra bien qu'on brise les bandelettes qui l'enserrent[1].

III

L'INSTRUCTION

La haute culture intellectuelle, voilà ce que nous avons à reconquérir.

Nous étions en tête autrefois, maintenant nous sommes en queue.

Non-seulement l'instruction supérieure, mais l'in-

1. Ces pages reproduisent, avec d'insignifiantes modifications, la dernière partie d'une conférence donnée à Genève sur la séparation de l'Église et de l'État.

struction secondaire et l'instruction primaire descendent chez nous au-dessous du niveau des peuples qui vivent et qui avancent. C'est cela justement, c'est l'instruction universelle des garçons et des filles qu'il importe d'établir en France.

L'instruction générale des deux sexes ne guérira certes pas notre maladie morale; elle aura toutefois son efficacité. C'est quelque chose de savoir, de ne pas rester en arrière de la civilisation européenne. Tout se tient, et les lumières marchent plus qu'on ne le croit avec la moralité [1].

Quand le baron de Stein et ses amis préparèrent le relèvement de la Prusse après Iéna, ils ne se contentèrent pas de donner pour base à ce relèvement l'organisation d'une armée nationale; ils lui donnèrent une autre base, encore plus solide, l'instruction.

N'oublions pas cette leçon-là.

1. En voyant l'effrayant usage qu'on a fait du mensonge chez nous, on est amené à se demander dans quelle école nous avons été élevés. Le catholicisme n'est pas une école de droiture.

Il y aurait une belle revanche à prendre sur l'Allemagne, et j'espère que nous la prendrons.

Il y aurait à lui emprunter sa grande liberté d'enseignement, ses fortes études, son instruction universelle.

Comparez, pour le développement de l'instruction et de la science, comparez l'Allemagne avec la France!

Au lieu d'une université centralisée, l'Allemagne en a dix ou douze; au lieu d'une école polytechnique, l'Allemagne en a une vingtaine, et chacune d'elles, selon le témoignage du général Morin, est au niveau de notre École polytechnique. Des centres divers se font concurrence et se disputent les élèves. Dans chaque université l'enseignement libre se trouve à côté de l'enseignement officiel, et les professeurs n'ont d'autres élèves que ceux qui les ont librement choisis.

C'est ainsi que la vie individuelle et locale se développe.

Chez nous, les choses se passent tout autrement. L'université officielle est là; l'enseignement officiel

est là. Si l'on a admis depuis quelques années la concurrence des établissements libres, chacun sait que ceux-ci sont des établissements cléricaux. Il y a deux unités aux prises, deux universités; mais au sein de l'une et de l'autre on chercherait vainement la diversité et la liberté.

Parmi les institutions qui ont le plus contribué à exagérer la centralisation chez nous, parmi celles qui ont le plus travaillé à empêcher tout essor spontané, toute originalité individuelle, parmi celles qui nous ont le mieux nivelés dans le médiocre, notez avec soin l'université. Les colléges ont achevé l'œuvre. Cette vie casernée, cette existence de soldats ou de séminaristes, cette suppression pour les enfants de la vie de famille, de la vie commune, tout cela, qui est étranger à l'Allemagne, détruit l'individu.

En Allemagne, il n'y a guère que des externats; si les parents se trouvent éloignés de l'établissement d'instruction, ils placent leurs enfants dans une famille de la localité. Nous, il nous faut, je le répète, des casernes ou des séminaires; il nous faut de mal-

heureux enfants déjà revêtus de l'uniforme, qu'on mène à la promenade en les alignant deux par deux! Balayons tout cela et ayons des hommes[1].

Quant à l'instruction primaire, la solution libérale du problème est celle dont les Anglais nous ont longtemps donné l'exemple : point d'enseignement par l'État, mais l'État subventionne indistinctement toutes les écoles, dans la proportion exacte du nombre de leurs élèves. Ainsi les pères de famille fondent eux-mêmes l'école qui leur convient, et chaque Église et chaque incrédulité peut donner à son école une couleur religieuse ou irréligieuse en harmonie avec ses convictions.

Joignez à cela le caractère obligatoire de l'instruc-

1. Dans l'éducation de nos enfants nous devrions introduire l'apprentissage d'un métier. Il importe qu'ils soient en état de gagner leur vie. Il importe aussi de les développer au point de vue des occupations matérielles. Le travail a sa place marquée dans toute société bien constituée, et l'on sait que chez les anciens Juifs cet usage était pratiqué. On m'affirme qu'en Lorraine il l'est pareillement, et que les jeunes gens revenant du collége mettent tous la main à la charrue.

tion pour les deux sexes. Il y a une pénalité pour les parents dont les enfants ne peuvent subir l'examen de leur âge. Il y a en outre suppression des droits politiques pour les ignorants.

Excepté dans les pays tels que l'Amérique, où le sentiment général autorise à placer la Bible dans les écoles publiques, comme le livre de tous, il ne reste que le système anglais[1].

Un immense privilége des pays de la Bible, un privilége dont il serait malaisé de mesurer la portée

1. Aux États-Unis l'instruction primaire n'est pas obligatoire, mais sa nécessité est universellement sentie. Les catholiques se sont mis à réclamer contre le système des écoles publiques mixtes, voulant qu'on leur allouât une partie des fonds d'école pour entretenir les leurs. Ils l'ont obtenu à New-York, grâce au nombre des Irlandais; il est peu probable qu'ils l'obtiennent ailleurs. En somme, on marche à la séparation de l'École et de l'État; ce sera la conséquence logique de la séparation de l'Église et de l'État. Ni l'État, ni le comité, ni la commune, ne fourniront un centime pour les écoles, seulement on pourra exiger l'instruction, punir les parents qui ne la font pas donner et priver de leurs droits politiques les citoyens qui ne savent pas lire.

morale, sociale et politique, c'est que la question d'école se résout toute seule dans ces pays-là, c'est qu'elle s'y résout de la manière la meilleure. La Bible fait l'école, ou, si vous aimez mieux, la Bible fait que l'école est ce qu'elle est. Avec la Bible, la question scolaire devient très-simple. La Bible est le livre de toutes les Églises, donc il peut devenir le livre de toutes les écoles. Quoi de plus aisé que d'enseigner aux enfants ces doctrines fondamentales, sans jamais mettre le pied sur le terrain de la controverse! La base est posée. Écoles de l'État, instruction obligatoire, ayez ce que vous voudrez; tout sera bon, pourvu que cette base commune soit généralement acceptée, que maîtres et élèves vivent dans le respect de la Bible! Otez cela, et tout devient difficile. Voici des écoles où l'instruction se sépare de l'éducation. Voici des enfants livrés aux rivalités confessionnelles. Tantôt vous aurez l'école sans la religion, tantôt vous aurez l'école avec l'enseignement spécial d'une Église.

La Bible tout entière vous fait-elle peur? ne

prenez que le Nouveau-Testament. C'est un affaiblissement et une perte; l'Ancien Testament a ses enseignements particuliers qui contribuent à tremper les âmes; mais enfin, cette concession faite si elle est nécessaire, on peut de la sorte conserver l'école de tous, sans inventer l'école athée!

Soyez-en certains, le peuple qui sortira de ces écoles-là, les écoles de la Bible et de l'Évangile, sera un peuple tout autre que celui qu'on forme avec des instituteurs esprits forts ou avec des frères ignorantins.

IV

LA DÉCENTRALISATION

Centralisation, liberté, ces deux termes s'excluent. Il faut choisir.

La république centralisée a toujours été impossible dans le monde moderne; la monarchie constitutionnelle n'a duré que dans les pays décentralisés.

Il serait curieux que la décentralisation débutât par l'insurrection de Paris!

C'est avec peu de sincérité sans doute que les révolutionnaires ont mis en avant l'autonomie de la cité. Mais qui sait si cette revendication du droit municipal ne gagnera pas de proche en proche? Pendant le siége déjà, la France a appris à se passer de Paris ; elle s'en passe maintenant encore, et, trois ou quatre grandes villes exceptées, n'imite aucune des convulsions parisiennes. Lorsque la crise aura pris fin, l'œuvre de décentralisation se trouvera commencée.

On l'a dit, si la parole de Victor Hugo est vraie, si Paris est le cerveau du monde, le monde est à plaindre. Ne nous affligeons pas trop de la déchéance de notre capitale. Elle brisera notre centralisation au grand profit du pays entier. Nous nous mettrons peut-être alors à penser par nous-mêmes. Nous ne recevrons plus de Paris les guerres toutes faites et les révolutions toutes faites. Peut-être aussi ne recevrons-nous plus de Paris la morale toute faite, celle de Thérésa et des petits crevés, celle des cafés-concerts et des romans-feuilletons.

Prenons garde à ceci : pendant que l'Allemagne

avançait, nous sommes restés enfoncés dans notre centralisation et dans notre tutelle administrative. Par là, par notre absence de liberté, un recul prodigieux s'est opéré chez nous.

Quand je remplissais les modestes fonctions de chef de cabinet au ministère de l'Intérieur, j'ai pu voir à quel point l'administration nous étouffe.

Comme Maître des requêtes au Conseil d'État, j'ai assez fait de rapports et assisté à assez de discussions pour considérer sous un nouvel aspect cette centralisation paralysante[1].

Membre de la Chambre enfin, j'ai achevé mon éducation et le cours de mes expériences; on demande tant de services étranges à un député qu'il aperçoit à nu la dépendance sous laquelle vivent tous les citoyens français.

1. Parmi les modifications à introduire afin de diminuer notre centralisation administrative sans briser la machine elle-même, il en est deux à ne pas oublier : L'article 75 de la Constitution de l'an VIII; la suppression du Contentieux administratif et de toute cette juridiction exceptionnelle.

Si l'on veut décentraliser sérieusement, qu'on commence par ôter le gouvernement de Paris.

Non-seulement il y est exposé à des pressions violentes, à des révolutions qui s'imposent au pays parce qu'elles s'emparent du gouvernement et des assemblées, mais Paris capitale appauvrit tout le reste.

Il faut s'adresser à Paris pour toutes les affaires grandes ou petites; hors de Paris point de salut!

Les centres provinciaux deviennent impossibles. Dès qu'il y a un homme distingué, il court à Paris. Dès qu'il y a une grande fortune, on va la dépenser à Paris. Il en résulte que nos chefs-lieux de province ne possèdent pas les ressources qu'on rencontre dans les moindres cités de Suisse et d'Allemagne.

Paris, cessant d'être capitale, restera la ville importante et brillante; mais sa souveraineté absolue ayant pris fin, la centralisation absolue aura reçu un coup décisif.

Ne le regrettons pas. Il y a eu un temps pour les jardins de Le Nôtre; ce temps est passé.

La liberté américaine s'est bien trouvée du choix d'une capitale sans importance, Washington.

Quel changement dans la destinée des États-Unis si le gouvernement avait été fixé à New-York! Songez à la dernière guerre — je ne prends que cet exemple — et aux difficultés contre lesquelles se serait heurté Lincoln au sein de cette tumultueuse population de New-York, esclavagiste et sudiste!

Pour avoir la grande patrie, il faut avoir la petite.

Refaire les provinces paraît impossible, du moins les refaire du premier coup. Tendons à cela graduellement, et voyons si la résurrection réelle de ces importantes unités peut passer sans secousses du domaine des théories et des regrets dans celui des faits positifs[1].

1. On pourrait, dans ce but, autoriser les unions syndicales entre départements voisins, soit pour entreprendre en commun un travail sérieux, soit pour fonder en commun une académie, quelque grande institution artistique ou littéraire, soit pour soutenir en commun une œuvre de charité.

Le problème à résoudre consiste, en bonne partie, à supprimer cette servitude de la glèbe qui pèse sur la province et qui lui fait accepter ou subir tout ce qu'ont décrété nos seigneurs de Paris.

En décentralisant, en ranimant la vie locale, on réveillera enfin cet intérêt agricole qui devrait être le premier chez nous.

L'agriculture en France passe avant l'industrie et avant le commerce. Notre grande classe, trop peu éclairée sans doute, — mais c'est notre faute, et dans le fait, elle en sait autant que la classe ouvrière, — notre grande classe sera toujours la classe des paysans. Les libertés fermes et durables n'ont jamais prospéré sans cette classe-là. L'Angleterre vous dira que là se trouve l'élément solide, celui qui est resté invariablement libéral et biblique malgré les variations d'en haut et d'en bas. L'Amérique subsiste par ses États agricoles, trop heureuse de ne pas avoir plusieurs New-York. La Suisse libre subsiste par ses populations agricoles, et les dangers pour elle, quand ils naissent, naissent à Genève.

En décentralisant chez nous, en créant la vie locale, en rendant à la province le moyen d'être indépendante de Paris, aux campagnes le moyen de ne pas subir le joug de trois ou quatre villes, aux paysans le moyen de ne pas être les esclaves des ouvriers ; en assurant aux campagnes et aux paysans la place qui leur est légitimement due, on mettra la France dans de bonnes conditions de liberté et de paix.

Je dis de liberté.

A première vue, les habitants des grandes villes et les ouvriers des fabriques semblent bien plus libéraux que nos paysans. Regardez-y de près. Ce prétendu libéralisme pousse moins aux réformes qu'aux révolutions; ces ouvriers s'affilient à l'Internationale ; toutes les tyrannies nous viennent de ces foyers d'agitation ; 1848 en est sorti ; 1870 en est sorti; le socialisme en sortirait; c'est tantôt la guerre, tantôt c'est l'anarchie.

La campagne plus calme, trop calme, se ralliera plus aisément aux solides libertés. Les effervescences

subites, les entraînements insensés qui se produisent à Paris et dans quelques centres industriels, au sein des populations qui ne respirent pas l'air salubre des champs, deviendront plus difficiles. Les paysans n'aiment pas la guerre; ils n'aiment pas les révolutions; ils n'aiment pas les impôts. Avec eux nous ferons moins d'insurrections; avec eux nous préparerons moins de revanches; avec eux nous rêverons moins de conquêtes. Mais ils nous fourniront les bases d'un état stable, pacifique et libéral.

V

PAS DE FÉDÉRALISME

On nous fait entrevoir l'idéal d'une république fédérative!

Il n'y a pas à plaisanter avec le fédéralisme. Ceux qui en auraient douté ont dû être convaincus en voyant la désagrégation qui s'est opérée pendant le siége de Paris.

Lyon, Marseille deviennent des centres, les départements se groupent par régions, et tel ou tel déclare d'avance qu'il refuse au gouvernement national, quel qu'il soit, le droit de le comprendre dans une capitulation !

C'est précisément parce que la France est très-centralisée, qu'elle n'a pas appris à concilier la vie locale avec la réalité du lien central. La France est tout un ou tout autre. Avec le pouvoir central, plus de vie locale. Privée du pouvoir central qui disparaît momentanément, la vie locale subsiste seule et l'unité menace de périr dès qu'elle cesse d'être excessive.

Le fédéralisme est excellent lorsqu'il naît naturellement des faits, lorsque de petits États existant par eux-mêmes et antérieurs à la fédération s'unissent en cédant quelque portion de leur indépendance particulière.

Les choses se sont passées ainsi aux États-Unis et en Suisse. Notez-le bien, dans ces confédérations, les seules viables, le mouvement de concentration où

elles ont pris naissance se continue, et une tendance inévitable accroît les attributions du pouvoir central en diminuant peu à peu celles des États particuliers.

Chez nous, ce serait l'inverse. Il s'agirait de couper une unité pour en faire une confédération, opération périlleuse qu'on ne saurait se permettre dans l'état de faiblesse où se trouve la France; mais enfin, si elle avait lieu, tout comme les États-Unis et la Suisse, nous marcherions dans le sens de notre mouvement : or la dislocation et le démembrement sont au bout. On déploierait ici le drapeau tricolore et là le drapeau rouge. Lyon, Marseille, Toulouse deviendraient des gouvernements locaux, gouvernements débiles, facilement dominés par les violents, et d'autant plus disposés à traduire leurs exigences en séparations.

Il est toujours dangereux de renier brusquement son principe. Nous ne pouvons abandonner l'unité du jour au lendemain. L'unité nous a fait du mal, son abandon précipité nous en ferait encore plus.

Je ne suis pas suspect quand je tiens ce langage, car j'aime les républiques fédératives, les seules qui aient vécu glorieusement, librement jusqu'ici, et je ne crois pas que notre centralisation, notre tutelle administrative, notre latinisme, en un mot, aient d'ennemis plus déclarés que moi. Mais il faut tenir compte des faits, et les esprits chimériques peuvent seuls rêver la subite transformation de la France en une Suisse ou en une Amérique. Il nous manque les cantons de la première et les États de la seconde. Il nous manque les mœurs de toutes deux, mœurs des peuples libres et bibliques.

Jouons avec nos cartes. Nous n'avons pas à organiser un pays imaginaire, une ville de Salente, une île d'Utopie. Nous avons à organiser la France avec son histoire et ses traditions, la France avec ses mœurs.

Nous ne possédons ni petits États ayant leur vie à eux, propres à être unis par un lien fédéral, ni une virile habitude de pratiquer la liberté, de respecter l'ordre et d'obéir à la loi. Nous avons le département, le seul fait qui présente de la réalité.

L'arrondissement n'est rien, sa suppression diminuerait fort heureusement notre armée de fonctionnaires.

La province n'est rien, on ne refait pas le passé. Nous userions le peu de force qui nous reste si nous nous mettions à reconstruire d'anciens édifices écroulés, soit les provinces, soit l'aristocratie au vieux sens du mot.

Le département existe, il a pris conscience de lui-même; le Conseil général est devenu une institution vivante; voilà un solide point de départ. Accroissez les attributions des Conseils généraux, donnez-leur, ainsi qu'aux communes, la pleine indépendance de la gestion des affaires locales — sauf les emprunts et les impôts additionnels — confiez-leur[1] le droit de présentation pour les fonctionnaires de tout genre à nommer dans les départements[2], et le système des fonctionnaires nomades cédera la place aux hommes du pays, le département prendra son importance, la

1. Selon la pensée du duc de Broglie.
2. Dans l'ordre administratif et financier.

vie locale naîtra, nous arriverons à la décentralisation progressive et modérée.

VI

LE RÉGIME PARLEMENTAIRE

On n'invente rien en politique. Encore une fois écartons les faiseurs de projets et tenons-nous-en aux procédés simples.

Voyez, pour le dire en passant, ce qu'avait d'absurde cette chimère de Napoléon III, décorée du nom de Constitution!

Napoléon III avait cru inventer quelque chose en mettant d'un côté le parlement et de l'autre la négation du régime parlementaire.

Cet essai est jugé.

Avoir des corps délibérants et ne pas avoir de gouvernement parlementaire, laisser dans le vague désert une responsabilité impériale et supprimer la responsabilité ministérielle, c'est-à-dire la responsa-

bilité des cabinets et des chefs de cabinet, voilà ce qui s'est trouvé radicalement faux; l'insignifiance de la Chambre et du Sénat est venue de là. Tant que le pouvoir personnel a pu subsister, tout a marché, cela va sans dire; mais le jour où l'on a été contraint de faire une place quelconque à la liberté, la fameuse invention s'est évanouie, on s'est senti entraîné vers le gouffre parlementaire, plutôt que d'y tomber on s'est accroché au plébiscite, puis à la guerre, et l'on s'est effondré dans un autre abîme.

Il s'agit de remonter.

Pour cela, revenons tout uniment au régime parlementaire, aux ministères responsables, aux chefs de cabinet choisis dans la majorité, à la nation faisant ses affaires et gouvernant sa politique. Aucune garantie de liberté et de paix ne vaudra celle-là.

L'histoire de nos États-Généraux nous le montre; de siècle en siècle la tendance à organiser une vraie représentation nationale s'est reproduite chez nous. Il y manquait ce qui crée le sérieux d'un tel change-

ment; mais si le protestantisme avait prévalu en France, la réalisation de ces tendances n'aurait pas fait un moment question. Ajoutons que si le protestantisme n'avait pas prévalu en Angleterre, le gouvernement représentatif, bien que réalisé dès le moyen âge, aurait incontestablement péri. La monarchie absolue se serait fondée sous les Tudor. Le protestantisme a tout décidé; le privilége des pays de la Bible a été mis en évidence par les faits. Otez le protestantisme à l'Angleterre, les institutions libres s'écroulent; donnez l'Évangile à la France, les institutions libres naîtront.

Gardons-nous de l'assemblée unique.

En tout temps l'assemblée unique a été un instrument de tyrannie dans les grands États. Laissant de côté les assemblées qui ne comptent pas et qui n'ont eu qu'une existence nominale — je veux parler de celles du premier et du second empire — nous arrivons au résultat suivant : tous les régimes libres, la France constitutionnelle, l'Angleterre constitution-

nelle, la Belgique, la Hollande, les États-Unis, la Suisse ont eu deux assemblées. Rome même avait son Forum et son Sénat. Les républiques despotiques n'ont eu qu'une assemblée : voyez la République anglaise, voyez la République française[1].

L'Assemblée unique n'est admissible que dans deux cas : quand il s'agit d'une Assemblée constituante telle que la Convention des États-Unis — encore la chose est-elle dangereuse et faut-il se hâter de sortir d'un tel régime; — quand il s'agit de très-petits États où la délibération prend un caractère en quelque sorte municipal. Athènes et les autres républiques démocratiques de la Grèce étaient dans ce cas. Les cantons de la Suisse sont dans ce cas[2].

Une Chambre des députés et un Conseil des dépar-

1. Les communes agissent seules.

2. Il n'est pas bien prouvé que le système américain ne soit pas préférable pour les cantons considérés isolément. Quant aux moindres colonies de l'Angleterre, elles font comme les États de l'Union américaine, elle se gardent bien d'avoir une assemblée unique.

tements réaliseraient chez nous les conditions de la représentation nationale.

Le Conseil des départements correspondrait au Conseil des États en Suisse et au Sénat en Amérique, représentant comme eux les portions du territoire ayant un nombre égal de délégués, quelle que soit leur population, et figurant ainsi à titre personnel dans l'Assemblée.

Le Conseil des départements aurait un double avantage ; il nous fournirait notre seconde Assemblée, ferme, excellente, fort différente de la première par son origine appartenant aux grandes notabilités départementales ; il reconstituerait l'indépendance de la province vis-à-vis de Paris, lui créant enfin une garantie contre le despotisme central qui nous a si souvent compromis. Cette Assemblée émanant des Conseils généraux, représentant les départements d'une manière directe, posséderait une force et une autorité non moins grande assurément que celle de la Chambre des députés[1].

1. Pour lui donner plus de puissance, pour distinguer plus



VII

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

On attribue ce propos à M. de Bismark : Je laisse après moi en France un ennemi bien plus terrible que les Allemands : le suffrage universel !

Le suffrage universel est une force à la fois immense et aveugle, il n'y a pas à en douter. Sommes-nous bien certains cependant qu'on puisse mettre autre chose à la place? Le suffrage universel ne fournit-il pas, au fond, l'opinion réelle du pays? L'extension plus ou moins grande du suffrage change-t-elle beaucoup les résultats?

complétement encore le Conseil des départements de la Chambre des députés, on pourrait exiger que les conseils généraux prissent leurs deux délégués au Conseil des départements dans leur propre sein. On pourrait faire nommer les Conseils généraux eux-mêmes par le suffrage universel, mais avec vote local dans chaque commune, ou plutôt dans le chef-lieu de chaque canton, lequel nomme son conseiller. On pourrait imposer une limite d'âge plus élevée que pour les députés, trente ans par exemple.

Après avoir étudié ces questions, il resterait à examiner si le suffrage restreint, succédant au suffrage universel, n'aurait pas un inconvénient qui dépasse tous les autres : l'inconvénient d'être suspect et de conférer une force insuffisante aux pouvoirs issus de lui?

En attendant, voyez un peu ce qu'ils ont fait du suffrage universel, nos grands démocrates!

Ils l'ont, au moment décisif, fort bien mis en pénitence, trouvant très-inopportun de connaître son opinion.

A l'heure du péril, à l'heure des résolutions suprêmes, ils n'ont pas voulu savoir ce que pensait la France, craignant que la France *ne pensât mal!*

Que signifie, au nom du ciel, l'autorité d'un pays sur lui-même, si le pays n'a pas toujours le droit de faire prévaloir sa volonté, fût-il peureux ou enragé? Que faut-il penser d'un gouvernement qui prend sur lui de déclarer à la France qu'il veut ignorer ses intentions, qu'elle est poltrone ici, qu'elle est violente là, qu'elle est impérialiste, ou orléaniste, ou légiti-

miste ailleurs, qu'enfin elle est suspecte et qu'on la consultera le jour où l'on aura la certitude qu'elle est *de l'avis du gouvernement!*

C'est la souveraineté de l'idée dans toute sa perfection. La souveraineté du peuple en souffre un peu.

Pauvre peuple roi qui n'a rien à voir dans ses affaires, qui n'a plus rien à dire dès que les circonstances sont graves, qui n'a plus rien à décider quand il s'agit pour lui de vie ou de mort!

VIII

FONCTIONNAIRES, DÉCORATIONS ET TITRES

La réduction du nombre des fonctionnaires doit former un des articles essentiels du programme de notre relèvement libéral.

Le fonctionnarisme, un des symptômes les plus funestes de notre maladie latine, nous dévore et nous tue.

Ce serait déjà un progrès immense d'avoir moins de plumets, moins d'uniformes, de ne pas rencontrer partout des employés publics, de soustraire les ambitions paternelles aux énervantes tentations du fonctionnarisme. Quand je verrai mon pays se débarrasser des habits brodés et des rubans à la boutonnière, je dirai qu'échappant aux vanités qui le rapetissent, il s'est mis en marche vers la vraie grandeur[1].

Tandis que nous avons trouvé moyen de faire nos promotions de la légion d'honneur le 15 août 1870, au beau milieu de nos désastres, le roi de Prusse nous donnait une leçon en conférant à son fils, après la victoire de Wœrth, un ordre militaire de *seconde classe*[2].

Que le gouvernement de la République supprime

1. Seuls en Europe et dans le monde entier, nous portons toujours et partout des rubans à notre boutonnière. En voyage on nous reconnaît à cela, or nous sommes les seuls, absolument les seuls, je le répète.

2. On aurait bientôt fait la liste des récompenses honorifiques qui ont suivi Sadowa. En Amérique, après la prise de Richemond, la liste est encore plus courte.

les cordons et les titres, je n'y fais pas la moindre objection.

Les temps démocratiques où nous entrons amèneront peut-être ce changement. Je ne le regretterai pas; les noms illustres resteront illustres.

Mais que le gouvernement, tout en abandonnant des distinctions qui appartiennent au passé ne tolère aucune atteinte aux principes, aucune mesure dirigée contre la propriété, aucun impôt progressif, aucune tendance socialiste! Décidé à maintenir la liberté par l'ordre, il sera soutenu par tous les honnêtes gens; sinon, non.

IX

LIBERTÉ DU COMMERCE

Le programme de la politique de paix et de liberté comprend toutes les libertés, à commencer par la

liberté du commerce, la seule bonne chose qu'ait faite l'empereur [1].

Sur ce point comme sur plusieurs autres, Napoléon III a été plus libéral, plus avancé, plus homme du XIXe siècle, plus ami de la paix que ne l'a été l'historien de l'empire.

M. Thiers, représentant les préjugés d'un immense parti, a combattu le principe nouveau.

En cela il est resté fidèle aux traditions du chauvinisme, à l'instinct de l'esprit de guerre, aux vieux antagonismes, au patriotisme étroit, à tout cet ensemble d'idées qui court encore les rues chez nous et qui rend étrange, quand on l'applique à M. Thiers, la qualification de libéral.

Si l'on cherchait bien, on retrouverait ici la haine de l'étranger, la grandeur et la prospérité de la France basées sur l'appauvrissement et la division des autres pays!

1. Si l'esprit de paix prévaut et si la vie militaire se retire à l'arrière-plan, nous devrons veiller sur nous-mêmes pour ne pas tomber plus bas encore que nous ne sommes, à l'état d'un peuple exclusivement préoccupé de commerce et de profits.

X

ÉCONOMIES A OPÉRER

Il s'agira de faire des économies.

L'Allemagne ne souffre pas comme nous de la plaie d'argent.

Nous avons, nous, trouvé fort simple d'arriver à des budgets de deux milliards et au delà.

En dix-neuf ans d'empire nous avons presque doublé le capital de la dette; nos villes et nos départements se sont endettés à qui mieux mieux.

Partout, imitant l'exemple que donnait Paris, on a jeté l'argent par les fenêtres. Les hôtels de préfecture sont devenus des palais. On a démoli et bâti sans s'inquiéter des ressources, encore moins des contribuables. Le plus grave, c'est que l'impulsion partie de haut a été suivie par toutes les classes de la société. Le goût du luxe et du mauvais luxe s'est promptement répandu; il a chassé la saine élé-

gance et cette sobriété de goûts qui contribue plus qu'on ne le croit à notre dignité et à notre indépendance. On a eu besoin de beaucoup d'argent, et d'en trouver beaucoup plus vite. Il fallait de l'argent, et l'on se courbait. Il fallait de l'argent, et les mariages se tranformaient en affaires. Il fallait de l'argent, et les pères n'avaient rien à refuser à qui pouvait assurer la carrière de leurs enfants. On s'éloignait toujours plus de la dignité stoïque dont est revêtu l'homme simple, qui vit de peu, et qui ne ploie devant personne parce qu'il ne demande rien.

L'âme s'abaisse grand train à ce métier-là. Elle se corrompt et s'asservit.

Soyez-en certains, le matérialisme a gagné sur nous plus de batailles que les Allemands.

Une énorme contribution de guerre, sans compter la dépense non moins énorme de la guerre que nous avons faite, pèse sur nous à l'heure qu'il est[1].

1. On a calculé qu'un homme qui depuis Jésus-Christ jusqu'à aujourd'hui aurait donné une pièce de cinq francs par minute, n'aurait pas achevé le payement de notre indemnité de guerre.

Pour obtenir de la bonne volonté des citoyens que ces gros emprunts successifs soient couverts, la première condition c'est qu'aucune mesure violente et injuste ne vienne alarmer les capitaux.

Avec l'emprunt forcé, l'impôt progressif, l'enquête sur les fortunes ou des mesures semblables, l'argent se retire, le crédit disparaît, le travail cesse, l'industrie s'interrompt et les ressources indispensables manquent à l'État.

Il faut choisir entre les impôts et les économies.

L'invention de nouveaux impôts est toujours facile, mais elle mène vite les gouvernements à leur perte,

Le même calcul s'applique à nos propres dépenses de guerre, ce qui double pour le moins la fatigue du payeur. Je regrette qu'on n'ait pas songé à faire un calcul semblable pour notre budget ordinaire, tel qu'il est devenu à notre satisfaction. Deux milliards et demi, c'est un chiffre respectable, et comme il revient tous les ans, le payeur aura là un beau surcroît d'occupation. Parmi les dépenses, il faudra faire figurer les secours aux populations qui ont été envahies, les travaux de reconstruction des ponts, les indemnités dues aux compagnies de chemins de fer, aux propriétaires des environs de Paris, etc., etc.

et franchement il y a lieu de diminuer, non d'accroître les charges publiques.

En face de nos deux milliards et plus de budget normal, le mot d'ordre pour tous les hommes de bon sens doit être celui-ci : dégréver, dégréver et encore dégréver !

La nécessité des économies nous aidera peut-être à réaliser ces deux grands progrès : la séparation de l'Église et de l'État par la suppression du budget des cultes ; la diminution de l'armée par la réduction du budget de la guerre[1].

Une autre économie devra s'opérer sur les traitements attribués aux sénateurs et aux députés.

Tant que nous avons été libres, ces fonctions sont restées gratuites. On ne les a salariées que sous le régime dégradant de l'empire où l'argent tenait lieu de tout, à commencer par la liberté.

1. On ne comprend pas assez ce qu'il résulte de perturbation et d'affaiblissement par ce seul fait d'un grand nombre de célibataires enlevés ainsi à leurs occupations et à leurs familles !

J'entends dire que la gratuité est contraire aux principes démocratiques parce qu'elle réserve les fonctions législatives aux hommes assez riches pour vivre à Paris de leurs propres revenus.

A cela, je réponds par un fait. Jamais il n'y a eu plus de riches parmi les députés que depuis qu'on les paye. Fournissez des traitements doubles, vous aurez deux fois plus de riches. La raison en est simple : les fonctions considérables et productives ne s'obtiennent guère que lorsqu'on a du crédit et qu'on se trouve déjà dans une belle situation. Ce n'est pas tout. Si vous rétribuez largement les fonctions législatives, vous créerez une classe nouvelle de fonctionnaires. Or il me semble que nous en avons bien assez, et même un peu trop.

Au lieu de les favoriser, réduisons-les hardiment. Conservons au mandat législatif tout son sérieux ; n'y attachons pas des avantages qui en dénatureraient le caractère ; que la chose publique ait des serviteurs désintéressés.

Donnez aux députés une indemnité modérée,

comme en Suisse, juste assez pour mener une existence modeste pendant une courte session! Cela du moins n'excitera pas les convoitises; n'allons pas au delà.

En résumé, voici les économies qui se présentent d'elles-mêmes.

Suppression du budget des cultes.

Réduction de l'armée.

Réduction de la marine.

Suppression ou forte réduction de l'indemnité des députés, soit à la Chambre, soit au Conseil des départements.

Suppression de la liste civile.

Réduction des gros traitements augmentés sous Napoléon III.

Large réduction des fonctionnaires.

Quand on aura jeté ce lourd chargement par-dessus bord, nous pouvons espérer que le navire se relèvera et qu'il reprendra la mer.

XI

PLUS DE CONQUÊTES

Plus de conquêtes!.

Le droit de conquête appartient à l'état sauvage.

Que dirions-nous d'une société où chaque individu serait obligé de défendre lui-même son bien; où ne régnerait d'autre droit que le droit du plus fort?

Tant que le droit de conquête n'est pas aboli, tant que chaque nation est tenue de rester armée jusqu'aux dents sous peine de subir, soit le joug, soit la prépotence de ses voisins, l'état sauvage n'a pas cessé d'exister. Le seul état de civilisation digne de ce nom, est celui où l'Europe entière maintenant le droit de chacun, tous veillent pour tous.

L'esprit païen admettait et favorisait la conquête; rien de plus conforme à son principe. Pour lui l'âme étant peu de chose, la force était presque tout. De même qu'il foulait aux pieds l'individu, méconnais-

sant et supprimant les libertés de l'âme, de même il ne craignait pas de blesser les sentiments, très-élevés aussi, qui rattachent l'homme à son pays. Ne tenant aucun compte ni de la liberté des croyances, ni de la liberté de l'éducation, ni des droits les plus délicats de la famille, il était peu enclin à tenir compte des libertés du citoyen.

Le droit ancien trouvait de même fort simple d'exercer la conquête; les peuples étaient des pro priétés comme les autres; une princesse en se mariant apportait une province, tout comme une bourgeoise aurait apporté un troupeau de moutons.

On signait des traités en vertu desquels tel pays était échangé contre tel autre; le peuple, cela va de soi, n'était nullement consulté. On disposait de lui sans lui.

Un roi partageait le pays entre ses fils : rappelez-vous Clovis. Bien des siècles plus tard, un roi faisait son testament et donnait son peuple à un autre roi: rappelez-vous le testament du roi d'Espagne sous Louis XIV.

Le droit de conquête paraissait alors légitime et naturel. Pourquoi le peuple aurait-il eu plus à dire après une bataille qu'après un contrat de mariage ou un testament?

L'Évangile, Dieu merci, a changé tout cela.

Mais ne nous y trompons point; la guerre d'agression ne pouvant éclater, dans les temps modernes, lorsque la nation n'en veut pas, une responsabilité nationale existe, et la conquête peut devenir le châtiment mérité du peuple coupable d'avoir voulu la guerre ou de ne l'avoir pas empêchée[1].

La conquête défensive n'est donc pas la conquête.

Le droit a besoin de cette garantie contre la force, car sans cela la force se donnerait carrière et les pays puissants ne craindraient pas d'attaquer leurs voisins. La paix a besoin de cette garantie contre les convoitises ou les folies, car les pays ambitieux ou

1. Notez que l'opposition déclarée d'une seule province, le vote contraire de tous ses députés, les manifestations de tous ses journaux, rendraient impossible une déclaration de guerre; on n'oserait point passer outre.

remuants la troubleraient sous le moindre prétexte dès qu'ils seraient certains de demeurer inviolables.

C'est une très-grande question de savoir si le fait d'une attaque non justifiée peut rencontrer une sanction efficace indépendamment de cette chance : perdre une portion du territoire!

Ne céderait-on pas à toutes les fantaisies belliqueuses, quand on saurait que les conséquences les plus extrêmes d'un tel attentat se bornent au payement d'une contribution de guerre et à démolir quelques forteresses!

Notez que le pays attaqué et le pays attaquant sortent de la guerre également épuisés, ayant laissé un nombre à peu près égal de morts sur le champ de bataille.

Il n'importe, j'ai ceci contre la conquête défensive, qu'elle laisse la voie ouverte à la conquête offensive.

Tant qu'on ne détruira pas, d'une manière absolue, toute chance d'acquérir un territoire les armes à la main, on aura des peuples conquérants, on aura un

perpétuel encouragement à la guerre. Si vous préparez des forces militaires sur terre et sur mer, votre pays grandira aux dépens de ses voisins; si vous n'avez ni armées ni flottes égales aux leurs, vos voisins grandiront à vos dépens. Voilà l'état de guerre; et tant que le droit de conquête subsistera, nous n'en serons pas sortis.

Substituer au droit de conquête le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce sera la plus belle œuvre de l'esprit de paix.

Entendons-nous. Il ne s'agit ici ni d'annexions, ni de territoires revendiqués sous prétexte de nationalité, ni d'échanges. Les échanges sont aussi insolents pour les peuples que les conquêtes. Le vote n'y change rien. Est-ce qu'on peut dire à des populations: nous avons réglé vos destinées, nous avons régularisé les frontières, nous avons signé un traité! — Est-ce qu'en vertu du système des nationalités, on peut démembrer tel ou tel pays, prendre un morceau à droite, un autre à gauche, et dire aux populations: vous nous appartenez parce que vous êtes de notre

race ou que vous parlez la même langue que nous[1]? — Est-ce qu'on peut s'annexer telle ou telle province,

1. L'Allemagne est en train de donner, dans ses livres du moins, une extension effrayante au principe des nationalités. Il a été appliqué à l'Alsace et à la Lorraine. Il sera appliqué à l'Autriche et au Tyrol. Trieste même est un débouché allemand sur l'Adriatique. Les provinces allemandes de la Russie ne peuvent guère échapper à l'application de ce système. Mais voici qu'on découvre plusieurs choses curieuses. La Hollande est allemande, et le Hollandais n'est qu'un patois allemand. La Belgique est allemande aussi, pour la plus grande partie du moins, et sa population flamande appartient à la race germanique, comme la brabançonne à la race française. Serait-il bien difficile de rencontrer des traces de germanisme en Danemark, en Suède et en Norwége? L'ethnographie et la linguistique ne trouveraient-elles rien à glaner chez les Scandinaves? Après avoir réclamé comme germaniques l'Alsace et la Lorraine, l'Autriche et le Tyrol, la Courlande et la Livonie, la Hollande et la Belgique flamande, ne penserait-on point à la Suisse? Eh bien, la Suisse a précisément le mérite et la mission de contenir en elle-même la réfutation vivante de ce faux principe: Allemands, Français et Italiens vivent réunis sur son territoire et tous également Suisses. Que l'Allemagne y prenne garde, d'ailleurs, le système des nationalités la conduirait à l'abandon de Posen. Le duché de Posen est polonais, quoique l'émigration allemande commence à le germaniser.

contre son gré, contre sa volonté, lui faisant jouer après la comédie des votes?

Le vote! Pour comprendre ce qu'il vaut, revenons chez nous, au plébiscite impérial!

Devant le fait accompli, devant les réalités victorieuses avec lesquelles il faudra compter plus tard, la plupart des hommes accordent un assentiment dont le refus, selon eux, ne changerait rien au résultat et n'aurait d'autre effet que de les compromettre; les plus courageux s'abstiennent; quelques cerveaux brûlés votent *non* et on les laisse faire, car cela produit une bonne impression; mais soyez tranquille, on ne les laisserait pas faire s'ils étaient nombreux.

Et tout ceci n'est rien comparé à la pression morale qui s'exerce lorsqu'il s'agit d'une province dont l'accession forme les conditions fondamentales de la paix. Une terrible guerre vient de se terminer, le sang a coulé à flots, le sang des vainqueurs comme celui des vaincus. Sans l'accession du territoire, la paix n'aurait pas été conclue; sans l'accession, la guerre recommencera. Ceux qui s'opposent, perdront

leurs peines, ils resteront notés, et la nouvelle administration les traitera en ennemis. Comment s'y prendrait le peuple consulté pour voter non? Non! mais c'est le signal d'une collision plus effroyable, et le vaincu s'en indignerait autant que le vainqueur! La chose est réglée, le sort du territoire est fixé, et les votants le savent bien. Quand l'annexion d'un pays a été stipulée, y a-t-il quelqu'un, je le demande, qui s'imagine que cette cession pourrait être annulée par le résultat du scrutin?

Après une guerre, les populations votent toujours bien. Voyez Nice restée très-italienne. Voyez le Mexique, votant à l'unanimité pour Maximilien et votant à l'unanimité pour Juarès quelques mois plus tard. Voyez Rome, où les adversaires du roi d'Italie ne manquent pas, votant à l'unanimité pour Victor-Emmanuel!

Finissons-en avec ce mensonge qui ne trompe personne, avec cette hypocrisie de conquérants qui tiennent à se mettre en règle vis-à-vis du droit moderne. Que la conquête mise à nu soit forcée de rougir!

L'Évangile seul fera cela. Respectant l'homme, l'Évangile respecte le peuple. Le respect de l'homme n'a commencé qu'avec l'Évangile. Il fallait la religion qui proclame notre âme immortelle et rachetée à un prix infini pour reconnaître à chaque homme une valeur également infinie.

De là les libertés de l'individu si étrangères au monde antique. De là, par approche, les libertés locales se joignant aux libertés individuelles. De là, chez les peuples de la Bible, ce développement d'indépendance qu'on ne voit pas ailleurs. De là, pour les populations, cette inviolable liberté que réclame l'Évangile et qu'il obtiendra.

XII

LE DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET L'ARBITRAGE

Point de paix sans le désarmement général. Une fois l'Europe désarmée, les mœurs de la paix se propageront et s'établiront. Si l'on faiblit tant soit peu, si l'on ménage outre mesure les transitions, si l'on

favorise par des termes vagues les violations du traité de désarmement qu'il faut obtenir, si, en un mot, on ne tranche pas dans le vif, les idées de guerre subsisteront, attendant leur jour.

Les rangs, dit-on, se fixent en vertu de l'importance militaire. Je le nie.

Quand la France de la Restauration et de 1830 prenait une si belle place en Europe, elle n'effrayait personne par ses armées. La Russie avec des forces immenses et un territoire sans cesse accru, occupe-t-elle le premier rang? Ni la Suisse, ni l'Angleterre, ni les États-Unis ne sont à la tête d'une grande puissance militaire. L'Angleterre se contente d'une armée insignifiante; l'Amérique, à peine sortie de sa guerre civile, supprime ses armées et ses flottes; ni l'une ni l'autre ne connaissent la conscription; leur patriotisme se passe volontiers des victoires, et l'Angleterre abandonne volontiers ses colonies. Tel est le nouveau type de grandeur par la liberté et par la paix.

Avec les armements actuels, l'Europe marche à sa ruine. On cherche moins à se maintenir qu'à dépasser

les autres. Il faut faire sans cesse de nouveaux fusils, de nouveaux canons, de nouveaux vaisseaux. Impossible de s'arrêter, à moins que ne prévale enfin l'esprit de paix et que chacun ne consente à rester chez soi, respectant l'indépendance du voisin, qu'il s'appelle France, Italie ou Allemagne.

Aucun esprit réfléchi n'a pris au sérieux les projets de désarmement pompeusement offerts à la Prusse par l'empire, par cette politique qui armait, qui préparait la guerre, qui entretenait soigneusement les griefs, qui excitait les jalousies et les passions nationales, qui s'appuyait sur l'armée et n'entendait certes pas la mécontenter.

Chacun le sentait; il n'y avait là qu'une machine destinée à tirer sur un rival, un engin fantastique au moyen duquel on essayait d'affubler la Prusse du rôle d'ami de la guerre tandis qu'on s'attribuait celui d'ami de la paix[1]. Comparez le militarisme des deux

1. Il eût été plus habile à la Prusse, je l'avoue, de ne pas refuser la proposition, mais de subordonner l'acceptation d'une conférence au règlement préalable de ses bases. En exigeant un désar-

nations, le nombre des soldats proprement dits — des célibataires casernés — le chiffre des budgets militaires, les forces agressives en un mot!

Quoi qu'il en soit, à moins que le désarmement ne devienne une affaire européenne, concernant toutes les puissances sans exception, à commencer par l'Allemagne, il n'aura pas lieu.

Notre affaire est d'y arriver.

Il nous faut un congrès de désarmement. Il faut que la Prusse, il faut que l'Allemagne donne l'exemple du désarmement. L'Allemagne l'a déclaré sous toutes les formes, ce qu'elle poursuit, c'est la paix. Elle veut se sentir en paix. Eh bien, l'Allemagne remplira sa mission de peuple chrétien si, après avoir fait la guerre sérieusement, elle fait la paix sérieusement aussi. On jugera de son désir sincère de la paix par la façon dont elle poursuivra ce but. Si elle donne

mement réel, qui fût une *désorganisation* de l'état ancien et un coup porté aux armées permanentes, chez les Français comme chez les Allemands, la Prusse se serait donné une meilleure attitude, et la proposition aurait disparu, hélas! sans laisser de trace.

l'exemple, si elle convoque le congrès du désarmement, si elle y prend l'initiative de toutes les mesures destinées à protéger la paix future, on devra lui rendre hommage; si elle n'agit point de la sorte, elle donnera raison à ceux qui l'accusent de dureté, d'ambition, d'instincts plus militaires que libéraux. Sa conduite après la guerre déterminera ce qu'il faut penser de sa conduite pendant la guerre.

L'Allemagne n'est-elle point la puissance conservatrice par excellence! Elle n'a rien de ce qui fait les peuples guerriers et remuants, rien qui ressemble au goût des batailles, rien qui ressemble à la passion des conquêtes indéfinies, rien surtout qui ressemble à l'amour de la gloire se suffisant à lui-même, se battant pour se battre et pour faire parler de soi. Elle a lutté par force, tristement, afin d'empêcher les guerres à venir. Nous comptons sur elle pour la conquête de la paix.

C'est au roi Guillaume à prouver au monde que le temps des conflits sanglants est passé, que l'ère de

la paix est ouverte. C'est à lui de fermer les portes du temple de Janus.

On ne manquera pas de dire que l'Allemagne a de grandes ambitions et que, sentant sa force, elle va menacer ses voisins, l'Autriche et la Russie par exemple! Le congrès de désarmement répondra.

Il y aura sans doute quelques résistances à Berlin contre ces deux choses nécessaires : le désarmement et la liberté. Le désarmement forcera à modifier la loi militaire qui est l'œuvre personnelle du roi et qui s'est montrée si efficace. La liberté sera une bien plus grande affaire encore. Outre la caserne prussienne, la bureaucratie prussienne se trouvera entamée; il s'agira d'accepter le régime parlementaire avec ses orages et ses ennuis. Théories allemandes, passions démocratiques du Sud, droit du peuple se levant en face du droit divin, tout cela constitue un régime qui n'est pas commode et que compliquera encore l'organisation de l'Allemagne. Mais la liberté jointe à la paix lui donnera seule son vrai rôle, et à l'Europe une vraie sécurité.

Personne ne songe à disloquer un mécanisme qui vient de faire ses preuves avec tant d'éclat. Toutefois, diminuer le nombre des hommes en diminuant la durée du service, ce n'est pas disloquer la machine, c'est la mettre au repos et atténuer son action quand cette action n'est plus nécessaire.

Réduire à deux ans le service dans la ligne; réduire à six ans le service dans la landwehr; libérer les hommes à trente ans au lieu de trente-deux; rabattre le service total à dix ans au lieu de douze et diviser ce service ainsi : deux ans dans l'armée, deux ans dans la réserve, trois ans dans le premier ban de la landwehr, trois ans dans le second, telles pourraient être les bases de la modification.

Ce qui est un devoir pour l'Allemagne est un devoir pour la France et pour l'Europe entière.

A première vue, chaque puissance s'effrayera lorsqu'on lui parlera de restreindre son effectif. Mais tout est relatif en ces matières, et je reste aussi fort qu'avant, si les forces de mes voisins baissent dans les mêmes proportions que les miennes. Avoir deux cent

mille hommes vis-à-vis de deux cent mille, c'est exactement la même chose qu'avoir huit cent mille hommes vis-à-vis de huit cent mille.

Le caractère du réel et sincère désarmement doit être celui-ci : diminuer partout les forces offensives, c'est-à-dire les armées régulières et les soldats de profession; augmenter partout les forces défensives, c'est-à-dire les landwehrs.

Voici quelle convention pourrait proposer le congrès de désarmement[1] :

1° Sont en dehors de la convention les milices — Suisse — où personne ne sert de suite pendant une année entière; les volontaires — Angleterre — et les gardes nationaux — France — dont le service n'est pas celui de soldat et qui ne reçoivent pas de solde.

1. Dans le désarmement, il faut tenir compte de la nécessité d'avoir des forces militaires pour maintenir l'ordre intérieur. Cette nécessité se fait peu sentir dans les pays vraiment libres, en Suisse, en Angleterre, en Amérique. Mais ni l'Allemagne ni la France ne pourraient la méconnaître. La France en particulier a évidemment besoin de fortes garnisons à Paris, Lyon, Marseille, etc.



2° Chaque puissance aura le droit d'adopter l'un des deux systèmes : ou l'armée, ou les landwehrs :

A. Un soldat — armée et marine comprise — par deux cents âmes de population.

B. Dans l'armée active figureront tous les hommes de vingt et de vingt et un ans. Dans les landwehrs, dont le service ne doit durer que trente jours au plus par année, figureront tous les hommes de vingt-deux à vingt-sept ans;

3° L'armée active de l'un et de l'autre système pourra avoir un sous-officier — caporal, sergent — pour vingt-cinq soldats, et un officier — y compris les états-majors, généraux, maréchaux — par cent soldats.

4° Les landwehrs pourront avoir, en tout, un nombre d'officiers et de sous-officiers égal à la moitié de ceux de l'armée.

Les cadres devront être ramenés à leur chiffre normal par voie d'extinction, afin de ménager les droits acquis. Sans doute, en vertu de la convention, tous les officiers placés hors cadres cesseront d'ap-

partenir au service, mais leur traitement ne saurait leur être enlevé; en conséquence, on établira les règles suivantes[1] :

1° Dans chaque grade il ne sera nommé qu'un titulaire nouveau pour trois extinctions.

2° Sur la liste des pensions militaires et dans chaque grade, il ne sera nommé qu'un pensionnaire nouveau pour deux extinctions.

Le tout, jusqu'à ce que les chiffres de la convention se trouvent atteints.

L'inscription maritime en France, et les dispositions analogues qui peuvent exister en d'autres pays doivent être abolies. Il y aurait là un moyen indirect d'augmenter les effectifs. D'ailleurs l'inscription maritime

1. Afin de prévenir les fraudes qui tendront à porter sur une extension inavouée des cadres, il importe de fixer par la convention, non pas seulement le nombre des officiers en activité de service, mais le nombre des officiers en retraite et recevant une pension. On pourrait trop aisément transformer les pensions en traitements et tirer parti des officiers en retraite. Or nous voulons que la guerre soit décidément rendue difficile.

est contraire au principe de l'égalité des charges, base essentielle des libertés modernes.

Quant à la marine elle-même, la question se résout toute seule pour les pays qui n'adoptent pas les landwehrs. En effet, les troupes de marine et les matelots se trouvent compris dans l'effectif qui leur est accordé. Pour les pays à landwehr, il faut fixer un chiffre de matelots et de soldats de marine. On pourrait s'arrêter à un pour mille de la population, y compris les officiers.

Dans le chiffre des troupes que conservera chaque puissance sont comprises celles employées aux colonies. Il deviendrait trop facile sans cela d'éluder entièrement la convention.

La Russie qui, au fond, est avec nous la vraie puissance inquiète et fiévreuse en Europe répugnera sans doute au désarmement. Mais l'abandon du traité de Paris l'y fera consentir. Si on ne l'amène pas à désarmer, la guerre d'Orient ne tardera pas à remplacer la guerre d'Occident. La question d'Orient est

toujours pendante. La Russie ne la perd pas de vue; elle n'attend qu'une occasion favorable, en particulier la terminaison de ses chemins de fer et de ses préparatifs militaires.

Les Russes ne s'en cachent nullement. La Russie n'est pas du tout une puissance conservatrice comme l'Allemagne. Et pourtant quel service le désarmement rendrait à ses finances! Encore un de ces gouvernements ruinés par l'insécurité qui oppresse l'Europe. L'Autriche et l'Italie ne me démentiront pas.

Il faut absolument en finir. La progression des budgets et des emprunts est telle que nous marchons aux catastrophes.

Plus de paix armée! Nous savons ce qu'elle est, ce qu'elle coûte, et où elle mène. Nous n'acceptons plus cet état incertain, plein de menaces et de périls, ce feu latent qui nous consume. Nos armements seront dans l'avenir un sujet d'étonnement pour l'histoire. Elle supputera avec terreur le nombre d'hommes que l'Europe, durant ce long accès de folie que nous venons de traverser, est parvenue à jeter sur les

champs de bataille. Après les millions de soldats, elle additionnera les milliards des budgets et plaindra les nations écrasées sous un tel poids. Notez que les mêmes rivalités ont produit les mêmes résultats pour les flottes.

Et où cela s'arrêtera-t-il à moins qu'un désarmement radical, modifiant à fond les prétentions, compromettant à fond l'avancement, réduisant à fond les cadres, ne porte remède au mal?

Quand tous les pays ont des armées de huit cent mille hommes, on joue aux soldats, cela est inévitable. Si la paix armée se prolonge, nous n'aurons rien gagné. De désespoir on se précipitera de nouveau dans la guerre. La paix armée est tellement intolérable, qu'on aime presque mieux l'absence de paix.

En ce cas, attendons-nous à voir éclater les collisions à droite ou à gauche, à l'Orient ou à l'Occident.

Point de paix sans désarmement. Point de désar-

mement sans paix assurée. Point de paix assurée sans la formation d'un arbitrage européen, d'une sorte de confédération des États, d'une ligue des neutres, tous s'engageant à prendre parti contre la puissance qui attaque ou qui refuse l'arbitrage. Sous cette forme, l'idée des États-Unis d'Europe est digne de toute approbation. Il nous faut quelque chose comme la fédération des États grecs, avec leurs conseils des amphictyons.

Ce pouvoir modérateur serait supérieur aux diverses nationalités; véritable gendarmerie européenne qui traiterait toute guerre offensive en ennemi public!

Un congrès permanent composé des délégués des puissances siégerait avec le droit de s'interposer en cas de conflit. Il ferait une réalité de l'article du traité de Paris, en rendant l'arbitrage obligatoire.

Ce congrès, à condition que la politique de la paix parvienne à l'obtenir, marquera une grande date dans l'histoire. Un sentiment d'allégresse traversera notre pauvre monde attristé lorsque les résolutions suivantes lui auront été annoncées :

1° Le désarmement général comprenant le désarmement particulier de l'Allemagne et l'adoption des landwehrs par la France.

2° L'arbitrage obligatoire.

3° L'engagement pris de faire la guerre à qui la déclare.

4° Les garanties données aux États neutres.

5° La fixation des règles de la neutralité des non-belligérants.

6° La révison des droits de la guerre sur terre et sur mer.

7° La restriction du droit de conquête.

La guerre, c'est la force tenant lieu de la justice absente !

Cette formule, qui exprime le fait historique, renferme, je l'espère, les promesses d'un meilleur avenir.

A ne prendre que les annales des temps modernes depuis l'invasion des Barbares, nous voyons que le progrès a successivement introduit la justice à la place de la guerre : guerre entre les individus, entre

les seigneurs, entre les villages, la justice peu à peu organisée a remplacé tout cela. N'est-il pas permis de croire que les guerres entre les nations sont le dernier reste de l'état sauvage et qu'un tribunal international fera sur ce point ce que les autres tribunaux ont fait pour les autres guerres?

Si l'armée qui se lève au nom de l'humanité remporte la victoire, il y aura de la joie au ciel.

Rappelez-vous le cantique des anges : « Paix sur la terre, bienveillance parmi les hommes[1]. »

XIII

LES LANDWEHRS

L'armée permanente, on peut le dire, vient de donner sa démission. Militairement, elle a montré son insuffisance, son inaptitude à marcher dans la voie du progrès, à se renouveler et à se rajeunir sans cesse, comme les armées de landwehrs.

1. Évangile selon saint Luc. Chap. II. Vers. 14.

Politiquement, c'est encore pis. Le grand mérite de l'armée permanente consistait, disait-on, dans l'appui qu'elle assurait à l'ordre public en présence des insurrections. Mais nos soldats ont tant mis la crosse en l'air que désormais il est difficile de compter sur eux.

Notre armée est désorganisée, elle est démoralisée à fond[1]. Plus de respect pour les officiers, plus de discipline. Une innovation radicale peut seule nous tirer d'affaire; les succès de l'Allemagne la recommandent; chacun la voit venir; en outre, elle s'approprie d'une façon remarquable à notre régime démocratique et à notre époque de suffrage universel.

La garde nationale, invention aussi absurde que l'armée permanente dont elle forme le corollaire, a fait son temps.

1. La démoralisation, une des causes de nos défaites, paraît être venue des deux classes où figurent les soldats de profession, les rengagés et les officiers. Le général Trochu avait déjà signalé le mal que font les rengagés, les vieux soldats, les grognards.

Demandez à ceux qui l'ont vu quels services la garde nationale a rendus pendant le siége de Paris? Et depuis lors, que d'embarras, que de périls, nés de son intervention politique!

Au lieu de ces deux institutions qui appartiennent, l'une à l'ancien régime, l'autre au régime révolutionnaire, hâtons-nous de recourir à l'institution que réclament les temps nouveaux, je veux dire la landwehr.

La landwehr date de loin. Le service universel formait la règle antique non-seulement en Grèce, mais chez les peuples germaniques. On peut dire que c'est à la tête des landwehrs qu'Arminius vainquit Varus. Ce grand système si naturel ne disparut qu'au moyen âge, par le fait de la féodalité, qui fit du métier des armes un privilége de noblesse, et qui craignait d'avoir des serfs armés, exercés au combat. Les villes seules, certaines villes du moins, conservèrent alors l'armement de leurs bourgeois. L'armée permanente ne commence qu'avec Charles VII, qui créa les compagnies d'ordonnance. Plus tard les

milices se montrent en Suisse, en Hollande, en Suède sous Gustave-Adolphe, en Hongrie où tout homme est resté soldat.

Le système des landwehrs constitue par lui-même le plus efficace des désarmements. Il rend impossible les guerres agressives; il rend impossible les guerres prolongées; il crée contre les guerres de gloriole, de fantaisie ou de conquête, une énorme résistance nationale.

Les temps anciens, on nous le fait observer, offrent de perpétuels exemples de landwehrs offensives.

Mais d'abord il faut distinguer entre les guerres qui sont des invasions de barbares, menant avec elles des armées qui sont des nations, et les guerres de conquêtes proprement dites. Si les races anciennes ont fait des guerres longues et agressives avec les landwehrs, elles en ont fait de plus longues et de plus agressives en conduisant au combat les femmes et les enfants[1]. Conclurez-vous de là que des armées

1. Lorsque Marius combattit les Cimbres et les Teutons, leurs femmes prirent part à la bataille.

où figureraient des familles entières seraient plus propres à la guerre d'agression?

Ne l'oublions pas ensuite, si, chez les anciens, la guerre continuelle était poursuivie au moyen de véritables landwehrs, c'est que les deux grands obstacles qui retiennent aujourd'hui les hommes et qui font que les landwehrs actuelles ne sauraient se prêter à la guerre offensive n'existaient pas chez eux. Ces obstacles sont en premier lieu, la vie de famille; or la vie de citoyen supprimait la vie de famille chez les Romains et chez les Grecs. En second lieu, c'est la nécessité du travail pour soutenir la famille; or chez les anciens, l'esclave travaillait, tandis que le citoyen se battait à l'armée. Et remarquez-le, chez le peuple le plus belliqueux de tous, chez les Spartiates, on avait déraciné plus encore qu'ailleurs la famille, l'industrie et le travail; nulle part les esclaves ne suppléaient plus complétement les citoyens.

Qu'on ne nous objecte pas Rome conquérante avec son service universel et obligatoire. Ce service n'était pas du tout celui de la landwehr; les hommes choisis



pour les légions devenaient de véritables soldats, tandis que beaucoup d'autres ne servaient jamais.

Au surplus, il n'y a rien à conclure pour le temps actuel des institutions militaires de l'antiquité, du moyen âge et de l'ancien régime ; ces temps-là étaient voués à la guerre, et toutes les institutions tendaient au même but; on louait des mercenaires, on signait des capitulations, la guerre était le gagne-pain des uns, la carrière des autres; des classes entières de la société n'avaient d'autre métier que celui des armes; il fallait se battre, les nobles étaient faits pour cela, et l'on se battait incessamment. Aujourd'hui des circonstances nouvelles sont intervenues; l'industrie, les relations commerciales, un instinct de paix, une tendance très-moderne à la liberté se sont introduits dans le monde. Dès lors c'est sous la réserve de cette différence fondamentale qu'on doit apprécier et les institutions militaires de l'antiquité, et leur rapport soit avec les landwehrs, soit avec les armées permanentes.

On veut nous faire croire que les landwehrs servent

surtout à l'offensive! La raison qu'on en donne, c'est que les guerres défensives étant plus longues, elles épuisent la patience des pères de famille. Je répondrai que comme on est deux à se battre, les guerres offensives et les guerres défensives ont en général la même longueur. Les citoyens, je l'ai vu de mes yeux en Suisse, ont beaucoup de patience à dépenser quand il s'agit d'assurer l'indépendance de leur pays. Quand ces pères de famille sont chez eux, on ne les lasse pas aisément.

Parlez-vous des États-Unis, de leurs expéditions du Texas et du Mexique, de leurs armées de citoyens envoyées en conquête? Avant tout mettons hors de cause les flibustiers, toujours prêts à se lancer, au Texas, au Mexique, à Cuba, au Canada! Ajoutons que les expéditions du Texas et du Mexique ont eu un motif très-puissant et très-spécial, la passion esclavagiste, la politique du Sud qui voulait absolument former de nouveaux états possesseurs d'esclaves. Disons-le encore, certaines augmentations du territoire sont tellement dans la destinée des États-Unis,

qu'en ce qui les concerne, il s'agit moins de conquête que de prise de possession. Rien chez eux ne ressemble à notre situation européenne.

Parlez-vous des deux grandes guerres qu'a faites la Prusse? Mais la première était une guerre civile; c'était la crise suprême du conflit intérieur d'où l'Allemagne voulait sortir à tout prix. Mais la seconde est une guerre défensive, et le mérite des landwehrs consiste, nous l'avons bien vu, à rendre l'offensive très-périlleuse et la défensive très-redoutable en mettant en jeu la nation elle-même, la nation armée, la nation attaquée, la nation décidée à rendre impossible désormais le renouvellement de l'attaque.

Un fait demeure acquis en tout cas : la nation armée a prouvé sa supériorité sur les soldats de profession; le système de nos armées a montré son impuissance vis-à-vis du système des landwehrs.

La campagne de 1870, redisons-le, présente la contre-partie de Iéna.

A Iéna, sous le prince de Hohenlohe, c'est la vieille tactique qui a été vaincue en une heure; les Prus-

siens avaient religieusement conservé les anciennes méthodes, et les Français — ceux de l'empire et ceux de la république — faisaient la guerre d'une manière toute nouvelle.

Le même fait vient de se reproduire en sens inverse; l'armée française s'était peu modifiée depuis Iéna ; elle pensait que ses vieilles habitudes, que ses vieilles méthodes illustrées par tant de victoires resteraient suffisantes ; elle s'est trouvée en présence d'une armée nationale, de la grande armée si puissamment organisée par Moltke, et rien n'a tenu[1].

Dans l'intérêt européen aussi bien que dans l'intérêt de la France, le parti de la paix aura à faire triompher chez nous le système des landwehrs. Sans être une des conditions absolues de la paix, ceci en sera évidemment une des plus fortes garanties.

1. On ne sait pas assez que dans les guerres contre Napoléon le système des landwehrs s'est montré d'abord en Tyrol, puis dans toute l'Autriche, qui l'a laissé tomber ensuite. L'archiduc Charles, en dépit de beaucoup d'obstacles bureaucratiques, parvint à créer partout des landwehrs, qui fournirent trois cent mille hommes à l'armée lors de la campagne de France.

Tant qu'il y aura des armées proprement dites, des carrières militaires, des soldats de profession en nombre considérable, il est absolument impossible que la guerre ne revienne pas. On pourra former de beaux projets de pacification, toute armée voudra se battre ; soldats et officiers ne se sentent pas faits pour tenir garnison ; il faudra de temps en temps les occuper et les contenter. Une grande armée permanente, dans un pays peu libre, finit toujours par usurper un rôle qu'elle n'a jamais dans les pays libres. Même quand l'armée est animée de sentiments honorables, même lorsqu'elle demeure étrangère aux partis, que les soldats y font tout simplement leur devoir — comme il arrive dans la nôtre — elle est, par la force des choses, un grand pouvoir. On tient compte de ses mécontements, de ses désirs, de ses passions ; elle a beau ne les pas exprimer, elle les ressent ; quoi de plus naturel, chacun veut faire son métier ! Avec une armée permanente, il est inutile d'espérer la paix.

Le chauvinisme et la routine, sans parler de la

mollesse paresseuse de nos mœurs, batailleront en faveur de l'ancien système ; chez nous comme dans l'Europe entière, il devra céder[1].

L'adoption des landwehrs présente cet avantage actuel, qu'il nous procure une période de transition et d'impuissance générale durant laquelle nul ne songera à faire la guerre. Pendant ce temps la France, il faut l'espérer, sortira de l'état stationnaire auquel notre recrutement militaire et le célibat forcé des hommes voués a l'armée semblent condamner le chiffre de nos populations.

D'honnêtes gens qualifient *d'infernal* le système des landwehrs parce qu'il arme la nation entière, et qu'il développe, dans ce sens, l'esprit guerrier : Tout le monde est soldat ! — s'écrie-t-on avec horreur. Mais c'est justement le moyen que personne ne le soit ! Quand la nation s'arme, le soldat proprement dit, le soldat de profession disparaît. Lorsque tout le monde sert, quand il faut quitter sa famille, ses affaires, et

1. Le système des landwehrs est sur le point, dit-on, d'être adopté par l'Angleterre.

suspendre le mouvement du pays, on y regarde à deux fois, à vingt fois avant de déclarer la guerre.

Le pays a-t-il au contraire une armée permanente, il se lance dans la guerre pour un oui et pour un non, parce que la guerre ne lui coûte rien. Chaque citoyen reste chez soi ; nul ne se bat ni ne se trouble ; il y a les hommes de la chose ; la spécialité militaire fait son œuvre ; on a des soldats et on les envoie ; les citoyens ne gardent d'autre souci que de lire les bulletins dans les journaux. Pour comble de raffinement, on n'établit pas même d'impôt spécial, on négocie tranquillement un emprunt, et la guerre se fait tout à l'aise !

Voulez-vous rendre les guerres rares et difficiles, faites en sorte qu'elles ne soient plus si commodes ; faites en sorte qu'elles dérangent tout le monde, qu'elles gênent tout le monde, qu'elles imposent à tout le monde des sacrifices immédiats, des sacrifices personnels et vrais. Autant nous nous plaisons à faire la guerre au moyen de soldats, autant il nous déplaît, en France surtout, d'aller en guerre nous-mêmes !

Abandonner sa famille, quitter ses intérêts, se malmener en personne, cela ne convient à qui que ce soit chez nous.

On nous démontrera que le système des landwehrs est contraire à notre génie; les gens du métier s'y opposeront, l'instinct populaire répugnera à ce nouveau devoir! Il appartient aux patriotes, amis de la paix, de vaincre ces résistances. Sans les landwehrs, qu'ils se le disent bien, nous resterions éternellement inférieurs et nous abdiquerions en Europe, non-seulement au point de vue militaire, mais au point de vue de la vigueur patriotique, de la consistance nationale, des vertus viriles que développe le service universel.

On affirmera que ce système reste sans force contre les partis anarchistes! Mais ne le voyez-vous pas, c'est dans tous les grands périls du pays que les armées citoyennes déploient un incroyable élan, une invincible ténacité; aussi vaillantes pour réprimer l'insurrection que pour défendre le sol. La raison en est simple, il s'agit dans les deux cas de l'existence de la nation.

La guerre d'Allemagne, en 1866, n'a pu le montrer qu'en partie; la démonstration entière a été fournie par la longue et sanglante guerre civile des États-Unis. Elle a prouvé ce que valent, dans ces luttes suprêmes, des pères de famille, des fils de famille, des citoyens arrachés à leurs occupations et à leurs foyers!

Le système des landwehrs, on le prétend encore, ne peut marcher qu'avec une petite noblesse fournissant les officiers! La Suisse est là pour affirmer le contraire. Il suffit d'ailleurs de réfléchir pour comprendre que la landwehr marcherait très-bien avec la collation démocratique des grades.

La landwehr est une institution éminemment libérale; l'histoire des armées permanentes nous fait voir leur établissement et leur développement liés à la fondation du despotisme royal; les pays libres ont peu ou point d'armées permanentes. La landwehr nous présente la nation armée; or nul pouvoir ne demandera jamais à la nation armée ce qu'il demande à des soldats de profession.

La landwehr nous préservera de notre grand danger, le danger social, la lutte des classes. Avec notre ancienne routine et le remplacement sous toutes ses formes, on arrive à composer une armée de prolétaires où le soldat est toujours un citoyen pauvre; on met les classes éclairées en dehors des contingents, on se prive des hommes qui possèdent une éducation supérieure, on se prive surtout de ce grand fait, la fusion complète, l'armée véritablement nationale; les citoyens de la classe inférieure se battent pour ceux de la classe supérieure qui restent en paix chez eux, à moins qu'entrés dans l'armée afin de se procurer une carrière, ils n'occupent le rang d'officiers. Et cette séparation funeste devient cent fois plus choquante à présent que les périls de la guerre sont si fort accrus, soit par la nature des armes, soit par la puissance militaire de nos voisins!

Ayez au contraire des landwehrs, et toutes les classes s'y rencontreront; on apprendra à servir ensemble, à s'estimer, à s'aimer; bien des préjugés tomberont dans cette communauté de devoirs et

dans les communications d'idées qu'elle entraînera. Voilà ce que j'appelle de la bonne démocratie, de l'égalité de bon aloi. Ajoutez-y ce qui manque un peu en Allemagne, l'égalité dans l'avancement, qui a encore de l'autre côté du Rhin un caractère aristocratique, et vous aurez une institution admirable, militairement et politiquement.

Il y a plus, par ce temps de révolutions où le désordre pénètre si facilement dans les esprits, où l'on confond si aisément le nivellement et la liberté, c'est un grand fait d'avoir une institution qui réalise à la fois l'égalité et la discipline. Tous les hommes qui ont passé par le service militaire ont pris l'habitude d'obéir ou de commander, tous ont acquis le respect du mérite, le sentiment de la soumission qui est due à l'ordre régulier. Militaires ils n'ont pas cessé d'être citoyens, citoyens ils ne cesseront pas d'être soldats; le mauvais militarisme, celui des prétoriens, est devenu impossible chez eux; le mauvais patriotisme, celui de l'anarchie, le devient également.

Le principe de la nation armée, appelée tout entière sous le drapeau dans les grands périls, est un noble principe qui réveille et qui entretient la vigueur morale. D'où est venue notre faiblesse en 1870? d'un affaissement moral. On avait cru qu'il suffisait de bien exercer les soldats, de préparer beaucoup de chassepots et de mitrailleuses ; l'essentiel manquait, je veux dire cet esprit d'énergie, d'initiative, de liberté qui anime soldats et généraux allemands.

Avec la landwehr nous prendrons des habitudes vaillantes, aucune classe ne s'abandonnera plus à la mollesse. La landwehr nous rendra l'immense service de soumettre à des devoirs sérieux cette jeunesse désœuvrée et débauchée qui faisait tant de mal à Paris et abaissait le niveau moral de la France entière. Il y aura dans ce nouveau régime des chances de retour à la virilité. Il faut cela pour que le citoyen soit complet et pour que l'unité patriotique soit complète aussi.

Qu'on ne m'accuse pas d'avancer un paradoxe si je déclare qu'il est bon que la guerre soit devenue,

qu'elle tende à devenir de plus en plus triste et redoutable.

Ce résultat des landwehrs peut nous assurer la paix.

Il est bon que par le fait du service universel et de la souffrance universelle la guerre ne soit plus un jeu, qu'il n'y ait plus de guerre de passe-temps, de convenance politique, d'équilibre et de conquête; il est bon qu'il n'y ait plus de guerre pour amuser un peuple qui s'ennuie, pour le distraire de la liberté absente, pour affermir une dynastie, pour relever un parti; il est bon que le crime de la guerre reçoive un de ces châtiments qui ne s'oublient pas; il est bon que la recherche de la gloire aboutisse à de navrantes humiliations; il est bon qu'on ne puisse plus troubler la paix d'un cœur léger.

Les nations forcées de combattre en personne, d'exposer toutes les familles, de suspendre absolument la vie sociale, ne se passent guère la fantaisie d'une agression. Quand il y aura malheureusement conflit, tout sera profondément sérieux. Ce profond

sérieux, ce sérieux triste, le sérieux d'un peuple que la gloriole ou l'accroissement du territoire ne consolent pas d'avoir combattu; ce sérieux qui fait qu'on ne se bat pas pour rire, que la négociation de paix n'est pas une plaisanterie; ce sérieux qui ressemble à la dureté parce qu'il est la répression d'un attentat; ce sérieux en quelque sorte judiciaire ôtera à la guerre le charme aimable qu'elle peut conserver encore.

Avec les landwehrs, les Napoléon deviendront impossibles; mais qu'il s'agisse de la défensive — défensive intérieure qui est la guerre civile, défensive extérieure qui est la résistance à l'étranger — on aura sous la main un déploiement de force devant lequel rien ne pourra tenir. L'offensive se trouvera bien faible en comparaison, car elle n'aura pas le soulèvement du peuple armé.

La défensive en présence d'une attaque injuste devient terrible; elle proclame la guerre sainte; d'un signe elle met debout la nation, elle la précipite comme une avalanche irrésistible non-seulement à la

frontière, mais au cœur même du pays ennemi. Le peuple ainsi provoqué, qui combat lui-même, qui souffre lui-même, qui ne délègue pas à des soldats le soin d'affronter les blessures et la mort, le peuple qui supporte la guerre est aussi le peuple qui dicte la paix, c'est là que son inflexible fermeté attend et châtie l'agression; les paix qu'exigent les landwehrs ne peuvent pas être des trêves, il faut qu'elles soient d'absolues sécurités.

En résumé, voici les avantages qu'assurent les landwehrs :

L'égalité, par le service universel; plus d'exemptions, plus de remplacements.

La réunion sous les drapeaux de toutes les classes et de tous les citoyens.

La paix sociale ainsi préparée.

L'instruction générale ainsi complétée.

La virilité développée par l'exercice d'un devoir viril.

La discipline dans la société et la vie publique chez les soldats.

La liberté sauvegardée. — Un peuple forgé de la sorte ne peut être réduit en servitude. Le citoyen armé enfante le citoyen libre, le sang versé crée des droits, les mœurs énergiques se font respecter.

Enfin une puissance défensive incomparable, pouvant reporter l'attaque chez l'attaquant; une puissance offensive très-faible, ce qui n'est pas moins avantageux[1].

Et maintenant qui osera sourire, lorsque j'affirmerai que les grands principes du monde moderne, ceux qui procèdent de l'Évangile et dont les peuples de la Bible nous offrent le modèle, sont contenus en germe dans le système des landwehrs !

XIV

ORGANISATION DES LANDWEHRS PRUSSIENNES

La première organisation publique et officielle des landwehrs prussiennes date de 1813. En 1814 et

1. Ajoutez un système peu coûteux.

1815 les landwehrs fournirent un appui considérable à l'armée de ligne.

Le service est de douze ans.

Trois années dans la ligne : 21 ans, 22 et 23.

Deux années dans la réserve : 24 et 25[1].

De 25 ans à 32 dans la landwehr : d'abord premier ban, ensuite second ban.

Les trois ans de ligne sont réduits à un an pour les jeunes gens qui font des études; encore peuvent-ils, pendant cette année, suivre une partie de leurs cours. Il leur suffit d'accomplir le service et de passer leurs examens d'officiers.

Les landwehrs allemandes ne contiennent pas tous les hommes du pays. Un certain nombre d'exemptions sont accordées, il y aurait trop de soldats sans cela ; on fait largement la part des circonstances de famille ou de santé. Les hommes qui ne passent pas

1. Les deux années de réserve qui suivent en Allemagne les trois années de ligne signifient ceci : Les hommes de la réserve ne sont pas encore dans la landwehr ; en cas de besoin, ils forment les 3e et 4e bataillons qui complètent les régiments de ligne.

les anniversaires, les cadeaux des fiancées arrivent, tout ce que les familles envoient est fidèlement transmis.

Les deux éléments de la supériorité allemande, la landwehr et les écoles, ne doivent pas se séparer. L'instruction universelle et le service militaire universel se complètent réciproquement.

Rien ne montre mieux le déploiement de facultés amené chez les Allemands par leur système d'école et de landwehr que l'action vraiment magnifique des Hulans. Rien de plus brillant, de plus chevaleresque, de plus aventureux, de plus intelligent n'a signalé la guerre actuelle.

Ces hommes qui vont en petit nombre, à quinze ou vingt lieues en avant, qui entrent résolûment dans les villes ennemies, qui risquent leur vie dix fois par jour, ne sont pas seulement des modèles de bravoure lumineuse, ils sont aussi des modèles de bon sens pratique et d'instruction.

Pour faire un tel service, il faut parler le français,



et qui repousse tout élément social différent du sien. Il en résulte que les sous-officiers deviennent rarement officiers. Par compensation, le gouvernement leur assure des carrières, et leur temps fini, ils obtiennent tous quelques places civiles.

Les liens avec la patrie et avec la famille sont soigneusement maintenus dans cette armée de pères de famille et de citoyens[1].

Ce fait, qui avait été déjà si remarquable en Amérique, reparaît pleinement ici.

Dans l'admirable service du commissariat, le côté moral a sa large part. Un bureau de poste s'établit partout où campe la landwehr, l'échange des lettres entre l'armée et l'Allemagne est immense; on fête

1. Dans la réforme militaire que nous avons à opérer, n'oublions pas l'exemple que nous donnent l'Allemagne et la Suisse, c'est-à-dire les deux pays qui possèdent un armement national, une nation armée. Au lieu du système français de dépaysement, nous voyons en Suisse et en Allemagne le système territorial. Les hommes de la même province sont réunis dans le même bataillon. Il en résulte aussi un groupement facile et une prodigieuse rapidité de mobilisation.

périls. Et tout cela s'opère sans qu'on ait à supprimer les rangs ou à retrancher les distinctions sociales.

XV

NOUS ACCEPTONS L'UNITÉ ALLEMANDE

La politique de paix accepte sans arrière-pensée l'unité allemande, tout comme l'unité italienne. Elle répudie une fois pour toutes ces vieilles doctrines haineuses et jalouses qui fondaient la grandeur de la France sur la débilité de ses voisins.

On dit que l'Allemagne n'est pas un pays pacifique, et l'on argumente de son passé.

Les Germains, on le rappelle, opéraient de continuelles invasions; les Hohenstaufen au moyen âge n'ont cessé de lutter contre les Guelfes en Italie!

Je le rappelle à mon tour, autrefois tous les peuples, sans exception, faisaient constamment la guerre, ils ne faisaient même que cela. Les Gaulois se montraient bien plus remuants que les Germains, et la



France n'était certes pas en paix pendant les guerres des Hohenstaufen.

S'agit-il de la Prusse? oui, j'en conviens, la Prusse, considérée dans ses origines, est un pays essentiellement militaire. C'est le pays que gouvernaient les chevaliers de l'ordre Teutonique avec lequel s'étaient fondus les chevaliers Porte-glaives.

S'agit-il de la famille royale? j'en conviens encore, e même caractère militaire se révèle, et l'ambition s'y est plus plus d'une fois ajoutée.

Voyez quelle marche ascensionnelle!

Ce sont d'abord les comtes de Hohenzollern. Puis, un membre d'une de leurs branches devient Burgrave de Nuremberg. Plus tard, l'un de ces Burgraves reçoit de l'empereur le margraviat de Brandebourg auquel la dignité électorale est attachée. Plus tard, un de ces marquis électeurs, Albert, élu Grand maître par l'ordre Teutonique — qui possédait la Prusse — embrasse la Réforme, sécularise le pays, érige la Prusse en duché. Plus tard encore, un des électeurs de Brandebourg duc de Prusse obtient de

l'empereur le titre de roi. La Prusse n'est un royaume que depuis 1701. Elle n'est une puissance en Europe que depuis Frédérick II qui, au moment où il monta sur le trône, n'avait pas trois millions de sujets, et qui en tripla le chiffre. Quelle fortune, que celle de ces marquis de Brandebourg devenus empereurs d'Allemagne!

Il est vrai que les Habsbourg, eux aussi, étaient de simples gentilshommes suisses.

Les parvenus du XIXe siècle ont eu, quoi qu'on en pense, des précédents au moyen âge.

Je ne nie nullement la réalité du militarisme prussien. La Prusse de Frédérick II se transformerait volontiers en caserne. La Prusse de Guillaume Ier et de M. de Bismark n'inclinerait pas outre mesure vers les libertés parlementaires et vers la paix. M. de Bismark n'est pas un homme qui redoute l'emploi de la force. Le roi Guillaume n'est pas un prince qui ait du goût pour les libertés constitutionnelles. La Prusse n'est pas un pays tranquille et sans ambition. Il y a une Prusse militaire et féodale, il y a en Prusse une race

despotique, sèche et qui peut devenir parfois rude et violente; celle-là aime la guerre et n'aime pas la liberté; je suis loin de la croire innocente de l'état de trouble où se trouve l'Europe[1]. Mais la Prusse elle-même contient des éléments pacifiques et libéraux; les séances du parlement prussien l'ont bien montré. Mais la Prusse est en train de se perdre dans l'Allemagne; le pays remuant dans le pays pacifique; le pays autocratique dans le pays libéral. Mais l'unité allemande une fois faite, la paix solide une fois gagnée, soyez sûrs que le parti libéral dominera dans les assemblées représentatives de l'Allemagne, qu'il exigera le désarmement et la diminution des impôts, qu'il provoquera un grand déploiement de vie politique.

1. Les Prussiens manquent un peu des qualités aimables qui distinguent les autres Allemands. Ils sont intelligents, instruits, bien élevés, remarquables par leur distinction, ils possèdent en outre ce qui constitue l'animal politiqne. On rencontre chez quelques-uns d'entre eux de la morgue et de la roideur. De toute manière il sera bon que la Prusse se perde dans l'Allemagne, tout en y conservant la haute main.

La question se réduit donc à ces termes ; la Prusse sera-t-elle, oui ou non, absorbée par l'Allemagne?

L'Allemagne ne deviendra la grande puissance conservatrice dont nous avons besoin, qu'à la condition de montrer au monde que le militarisme prussien a fait son temps et qu'il n'y a plus de l'autre côté du Rhin qu'une Allemagne pacifique et libérale autant que savante.

De graves théoriciens nous apprennent qu'il fallait faire l'Allemagne par la liberté! — Cela la regarde; nous n'avons qu'à la laisser se faire comme elle l'entend.

Je voudrais bien savoir au surplus, comment la liberté s'y serait prise pour faire l'unité? comment sans luttes violentes, on aurait mis fin aux diètes de Francfort, écarté l'Autriche et supprimé l'impuissance bicéphale?

Qu'on se rassure d'ailleurs, dès que l'Allemagne se sentira constituée, dès que son indépendance d'organisation ne sera plus menacée par nous, dès



que les convoitises françaises auront disparu, dès que le rêve d'une confédération du Rhin se sera évanoui, le militarisme succombera vite devant l'esprit de liberté.

On se trompe toutefois si l'on croit que la prépondérence de la Prusse en Allemagne se rattache essentiellement à sa supériorité militaire. La vraie cause se trouve dans une autre supériorité. La Prusse est le grand foyer des idées et du mouvement scientifique; elle donne l'impulsion et marche en tête. Par ses universités et par ses écoles, elle a remporté depuis longtemps les victoires de Sadowa sur sa seule rivale possible, l'Autriche. Son influence remonte bien plus haut que 1866. Indépendamment du fort lien scientifique et scolaire, indépendamment du *Zollverein*[1], un souvenir toujours vivant unit les cœurs allemands à la Prusse. De 1813 à 1815, la Prusse a été à l'avant-garde du grand soulèvement d'indépen-

1. La marche de la Prusse vers l'unité de l'Allemagne sous son influence se trouvait depuis longtemps annoncée par la grande création du Zollverein.

La question se réduit donc à ces termes : la Prusse sera-t-elle, oui ou non, absorbée par l'Allemagne?

L'Allemagne ne deviendra la grande puissance conservatrice dont nous avons besoin, qu'à la condition de montrer au monde que le militarisme prussien a fait son temps et qu'il n'y a plus de l'autre côté du Rhin qu'une Allemagne pacifique et libérale autant que savante.

De graves théoriciens nous apprennent qu'il fallait faire l'Allemagne par la liberté! — Cela la regarde; nous n'avons qu'à la laisser se faire comme elle l'entend.

Je voudrais bien savoir au surplus, comment la liberté s'y serait prise pour faire l'unité? comment sans luttes violentes, on aurait mis fin aux diètes de Francfort, écarté l'Autriche et supprimé l'impuissance bicéphale?

Qu'on se rassure d'ailleurs, dès que l'Allemagne se sentira constituée, dès que son indépendance d'organisation ne sera plus menacée par nous, dès

particulières de la Prusse, dans les traditions de son militarisme et de sa monarchie encore à demi-absolue. Il y aura des difficultés venant des États du Sud et des froissements inévitables de leur indépendance. Sans compter les passions socialistes, les idées folles, et les remaniements de la loi militaire! Pour que l'Allemagne se détourne ainsi du dehors vers le dedans, il faut qu'elle n'ait plus d'attaque à redouter. Avec les complications et les menaces du dehors tombe la nécessité de M. de Bismark. J'ajouterais volontiers que l'importance spéciale de la Prusse tendra aussi à disparaître. Sans doute les Hohenzollern seront naturellement devenus les chefs de l'Allemagne; mais force leur sera par là même, de devenir beaucoup plus Allemands et beaucoup moins Prussiens.

L'Allemagne ayant atteint son but, l'Allemagne une fois en possession de ses destinées et de son unité, le libéralisme allemand l'emportera sur l'ambition prussienne. Le libéralisme est l'ennemi inné de la guerre. Les populations tiendront à la réduction du

dance. Avec ses landwehrs, avec son général Blücher, — le général *Vorwertz* — elle a montré partout le chemin, à Leipsik, à Paris, à Waterloo.

Ceci ne serait pas très-rassurant pour l'avenir de la paix, si l'on ne songeait qu'un nouveau règne se prépare selon toute apparence. Le roi Guillaume est un vieillard, vieillard énergique autant que bon, qui a payé de sa personne en 1870 comme en 1866; mais enfin les années marchent. Or le prince royal est connu pour ses sentiments de libéralisme; époux d'une princesse anglaise, il a les idées d'un prince constitutionnel au lieu d'avoir les préventions autocratiques ou féodales qui subsistent encore chez le roi. Et c'est le prince qui a dit : Je déteste la guerre !

Une Allemagne pacifique et libérale, voilà donc ce qu'il est permis de prévoir. Ceux qui en doutent ne se font pas une suffisante idée du travail d'organisation intérieure qui va bientôt l'absorber. Ce n'est pas peu de chose de réunir en un seul corps et sous un seul chef un grand nombre de pays indépendants. Il y aura des difficultés partout, dans les vues

particulières de la Prusse, dans les traditions de son militarisme et de sa monarchie encore à demi-absolue. Il y aura des difficultés venant des États du Sud et des froissements inévitables de leur indépendance. Sans compter les passions socialistes, les idées folles, et les remaniements de la loi militaire! Pour que l'Allemagne se détourne ainsi du dehors vers le dedans, il faut qu'elle n'ait plus d'attaque à redouter. Avec les complications et les menaces du dehors tombe la nécessité de M. de Bismark. J'ajouterais volontiers que l'importance spéciale de la Prusse tendra aussi à disparaître. Sans doute les Hohenzollern seront naturellement devenus les chefs de l'Allemagne; mais force leur sera par là même, de devenir beaucoup plus Allemands et beaucoup moins Prussiens.

L'Allemagne ayant atteint son but, l'Allemagne une fois en possession de ses destinées et de son unité, le libéralisme allemand l'emportera sur l'ambition prussienne. Le libéralisme est l'ennemi inné de la guerre. Les populations tiendront à la réduction du

service militaire et à la réduction des charges; les institutions mêmes du pays, la confédération, la landwehr, s'opposent d'une manière fondamentale à l'agression, et l'action de l'Évangile, en Allemagne comme partout, est une action de paix.

Que l'unité de l'Allemagne ait ses inconvénients, qui le niera? Je suis, quant à moi, peu partisan des grandes agglomérations et des pouvoirs centralisés; je crois que la vie locale, les capitales multipliées, les diversités maintenues, les traditions respectées ont leur prix. Toutefois si le travail de centralisation n'est pas bon, nous nous y sommes tellement livrés nous-mêmes que nous devons laisser faire autrui.

Que l'unité allemande suscite des embarras, on n'en saurait douter. Je m'attends à des prétentions injustes, à des désirs fâcheux. Empêchera-t-on un enfant de croître parce qu'il pourrait devenir gênant quand il aura la taille d'un homme! Le droit est clair, cela suffit; il faut accepter les inconvénients de la justice. Respecter l'indépendance des peuples est un devoir absolu dont la prévision d'aucun péril ne dispense.

D'ailleurs, nous n'y pouvons rien. Le mouvement de l'époque pousse partout aux agglomérations, aux centralisations, au nivellement, aux applications de la méthode française.

Les États-Unis, la Suisse, l'Italie le prouvent de reste. La carte de l'Europe deviendra très-simple.

Ici, en Allemagne, l'élan est irrésistible, car il s'agit d'une nationalité et de la plus persistante qui existe. Il s'agit aussi d'un grand peuple que ses divisions réduisaient à un petit rôle et qui ne veut plus s'y résigner.

J'en conclus que s'opposer à l'unité allemande ce serait lutter contre l'inévitable; ces luttes-là ne réussissent jamais.

Répétons en outre que l'unité allemande, si elle a ses inconvénients possibles, a ses avantages certains.

L'Allemagne unie et complète sera plus pacifique qu'une Allemagne partagée et mutilée. Les mutilations entretiennent la fièvre, et les grands pays s'agitent toujours jusqu'au moment où ils ont réalisé leur

organisation. L'Allemagne des guerres religieuses, l'Allemagne de Frédérick II, l'Allemagne impuissante et cherchant sa voie ne sera pas l'Allemagne une, laissée à elle-même, avec ce mouvement des idées qui exclut le despotisme militaire et conclut à la liberté.

L'unité allemande, un monstre dès que nous avons des ambitions, dès que nous rêvons la prépotence, devient au contraire une admirable garantie si nous voulons la paix. Puissance calme et réfléchie, elle s'interpose entre les deux puissances turbulentes, la France et la Russie, comme un corps pacifique et conservateur.

L'Allemagne est faite pour ce rôle. Rien de paisible comme le caractère allemand, rien de tranquille comme les nombreuses colonies allemandes que l'émigration a installées sur notre globe. Ce peuple est bon et cordial, il marche à la tête du progrès; le domaine des idées lui paraît préférable à tout autre; esprit de famille, mœurs honnêtes, simplicité, imagination, goûts poétiques et artistiques, on trouve chez

lui tout ce qu'on admire chez Luther, type accompli de l'Allemand. La conscience, le sérieux, la piété s'unissent d'autre part avec les qualités éminentes qui font le savant, qui répandent partout les lumières et qui développent au besoin une valeur militaire de premier ordre.

L'Allemagne, ne l'oublions pas, est la patrie de Guttemberg comme elle est celle de Luther. Elle nous a donné l'imprimerie au xv[e] siècle et la Réforme au xvi[e]. Que de choses contenues dans ces deux mots !

Je le demande, même à ceux qui maudissent la presse et qui détestent les réformateurs, que ne manquerait-il pas à l'Europe si les grands mouvements dont les presses de Mayence et les thèses de Wittemberg ont donné le signal avaient été supprimés ? Les catholiques intelligents sont les premiers à reconnaître que la Renaissance a été vaincue par la Réforme, que cette dernière nous a ramenés vers l'Évangile, et qu'avant d'être la négation de certaines doctrines elle a été l'affirmation des vé-

rités capitales, elle a créé un magnifique retour vers la foi.

Tel est le pays, tel est le peuple que tout nous appelait à aimer.

Aucune tradition de haine séculaire ne nous sépare, plus d'une affinité nous rapproche. Nous avons des souvenirs communs dans la guerre de trente ans. Iéna et Waterloo ont fait si bien compensation qu'on n'y pensait plus. Allons-nous créer une inimitié éternelle?

La grandeur de l'Allemagne, dit-on, changera son caractère; elle rendra les Allemands ambitieux, elle les rendra querelleurs !

A cela, je n'ai qu'un mot à répondre : Il y a de méchants nains et il y a de bons géants.

XVI

POINT DE DÉCOURAGEMENT

Je n'admets pas que le découragement soit possible tant qu'il reste des devoirs.

Je ne consens pas à dire avec beaucoup d'autres : tout est perdu. Je ne consens pas à prononcer l'arrêt de mort sur un peuple; Dieu seul a ce pouvoir, et il ne nous a pas mis dans sa confidence. J'y consens d'autant moins que la grandeur du châtiment semble annoncer un dessein d'amour : Dieu veut sauver ce peuple en le forçant à l'humiliation et au repentir.

Le découragement qui enfante l'inaction est toujours mauvais.

Nous décourager ! nous croiser les bras par résignation au mal! pourquoi? la prière ne peut-elle plus rien? n'y a-t-il plus de misérables à soulager, d'âmes à consoler, de vérités à répandre, de libertés à réaliser,

d'iniquités à combattre, de nobles causes à soutenir? Il faut ici les trois vertus théologales : la foi, l'espérance et l'amour.

Contrairement à l'opinion et à l'impression générale, je crois que la mission des serviteurs de Dieu, des témoins de la vérité, des soldats de la charité et de la justice, grandit en raison même des forces de l'ennemi. Plus le péril est grave, plus il importe d'agir avec vigueur. Les temps les plus mauvais sont ceux où il y a le plus à faire.

On parle d'une France égorgée ! — Oui si le sens moral ne renaît pas chez nous ; oui si le désordre et le socialisme prennent le dessus ; oui si nous nous montrons incapables de fonder un état régulier ; non s'il n'y a que des plaies d'argent et une diminution de territoire. Victorieux, envahisseurs, prenant et gardant les Provinces Rhénanes, nous aurions levé les épaules si l'on était venu nous parler d'une Allemagne égorgée.

Les revers n'ont jamais tué que les pays qui mourraient de leur belle mort. Athènes vaincue par

Sparte n'est pas morte, mais la Grèce corrompue est morte sous la conquête romaine.

Rome elle-même était morte avant d'être étouffée par les barbares. Alaric aurait-il tué Rome par hasard?

Et nous? Aux temps anciens la conquête anglaise nous a si peu tués — pourtant il y a eu des rois d'Angleterre à Paris — que la France est née de là! La France est si peu morte en 1815, après Waterloo, après deux invasions et deux prises de Paris, après la perte de son territoire non-seulement impérial mais républicain[1], après que sa population virile avait péri, après que son armée était réduite à rien, après l'occupation d'une partie du pays par l'étranger, que les trente-cinq ans qui séparent les deux empires, sont précisément une époque de séve, de jeunesse et de vie. C'est l'époque de nos libertés, c'est l'époque de notre élan littéraire et scientifique, c'est l'époque où nous avons repris notre rang dans le monde! Comparez cette pauvre France impériale, muette et

1. La Savoie, le Valais, les provinces Rhénanes, la Belgique.

courbée sous le joug, écrasant les autres et écrasée elle-même, donnant son dernier homme et n'ayant pas un homme, sans poëte, sans écrivain, absorbée par les épaulettes et les galons, comparez la France d'alors à cette France si vivante de nos droits constitutionnels, à cette France qui faisait un si noble apprentissage de l'indépendance, à cette France qui dans la pleine floraison de ses facultés saisissait toutes les choses élevées et grandes! Les grognards vous diront qu'elle était abaissée, les hommes intelligents vous diront qu'elle se relevait.

La France plus la Savoie n'a pas été plus forte; la France moins la Lorraine et l'Alsace ne sera pas moins forte.

Tu fais l'homme, ô douleur, oui l'homme tout entier!

On ne remonte que quand on a touché le fond. Ce qui nous a manqué jusqu'ici, ce que Dieu semble vouloir nous donner par l'excès même de nos souffrances, c'est le sentiment qui fait qu'on s'écrie : Au secours, nous périssons! — Avec ce sentiment-là

tout peut changer. Notre vanité peut s'évanouir, notre vanterie peut cesser, le sérieux peut naître, l'horreur de notre matérialisme, de notre mollesse, de nos fausses prospérités peut nous prendre, le désir de notre guérison peut nous venir, nous pouvons sortir vainqueurs de la défaite, vainqueurs et transformés. Rappelez-vous les jeunes gens dans la fournaise! le feu ne consuma que les liens[1].

Ceux même qui désespèrent le plus complétement de la France la déclarent sauvée si elle se repent et si elle se retourne vers Dieu. De quel droit décréterait-on un tel retour impossible!

Mettons-nous en garde contre la disposition pessimiste, chagrine et morose, contre la disposition des vieillards.

Porté par nature à l'optimisme, prompt à espérer, je n'ai pas trop de peine à éviter l'excès dont je parle. Hélas, je le sens, au premier signe de progrès, à la première tendance vraiment libérale, au premier symptôme de repentir, la confiance ne renaîtra que

1. Daniel, chap. III, vers. 24 et 25.

trop vite en moi. Est-ce un mal, je ne le crois pas.

On nous énerve, on énerve nos jeunes gens, on leur dit : C'est la fin de la France, c'est la fin de l'action ! — Je pense tout le contraire. Alors même que la fin de la France approcherait, alors même que nous assisterions à ce jugement de Dieu qui termine la vie d'un peuple, notre soumission envers Dieu consisterait, non à abandonner le peuple condamné, mais à lutter pour lui avec ce patriotisme chrétien de l'apôtre Paul qui savait l'arrêt prononcé sur sa nation, et qui toutefois aurait voulu être anathème pour elle, et qui du moins s'efforçait d'en sauver quelques-uns !

Ayons pitié de nos jeunes gens. Nos jeunes gens m'inspirent aujourd'hui beaucoup de compassion et beaucoup d'inquiétude. La vie se décolore devant eux ; ils risquent de perdre leur foi en la vérité et en la liberté ; ils risquent de se tourner du côté de la critique amère et de devenir de jeunes vieillards. J'en vois qui se désintéressent de l'existence, qui désertent les études entreprises, qui se disent que nous allons

avoir vingt ans d'anarchie et qu'il ne vaut plus la peine de travailler. N'attristons pas outre mesure ces avenirs. La nouvelle génération a droit comme la nôtre à sa part d'espérance, d'illusions peut-être. Eh quoi! seraient-ce des illusions? Le ciel de la France n'était-il pas dans notre temps plus sombre encore? Tout semblait perdu, tout n'a pas péri.

Je soutiens que jamais la mission des jeunes gens ne fut plus belle. La grandeur de leur rôle s'accroît par la grandeur même du péril. Si les vieux ont misérablement succombé, c'est aux jeunes gens de relever le pays. Si nous avons échoué, c'est à eux de réussir. Nos échecs doivent être pour eux un avertissement, non un découragement. Il s'agit de faire autrement, non de renoncer à rien faire. C'est parce que nous sommes vieux qu'il nous faut les jeunes; c'est parce que nous sommes faibles qu'il nous faut les forts. L'Écriture ne dit-elle point « Jeunes gens, vous êtes forts, et vous avez vaincu le malin[1]! »

1. Epître de Saint-Jean, chap. II, v. 14.

Loin de s'asseoir tristement au bord du chemin, de déplorer la fin d'un peuple, de proclamer les jugements de Dieu et d'en conclure un étrange devoir d'abstention, loin de chanter des lamentations sur les fleuves de Babylone, les croyants sont appelés à ceindre leurs reins et à lutter.

Privilége sans pareil, dont il faut sentir le prix, que celui d'annoncer la vérité quand l'erreur est partout, d'apporter la lumière quand les ténèbres règnent, de consoler quand tout gémit, de combattre pour la justice quand l'iniquité triomphe, de prononcer des paroles de vie quand la mort gagne, de montrer le ciel quand les yeux sont tristement tournés vers la terre !

Plus d'une fois nous avons traversé des heures terribles, plus d'une fois le glas funèbre de la France a été sonné. Pourtant la France n'est pas morte et de beaux jours ont brillé pour elle ; des jours de liberté et de paix !

Comment, nous disent les découragés, voulez-vous

entreprendre, à l'âge qu'elle a, l'éducation de la France? les plis sont pris, le génie national est formé, il est formé pour toujours. Croyez-vous sérieusement que vous pourrez transformer en un pays indépendant, décentralisé, habitué aux initiatives personnelles, pratiquant les mœurs austères de la liberté, ayant des individualités et des caractères, le pays le plus latin du monde latin! La France est unité, tutelle administrative, abdication de l'individu; elle est cela jusqu'à la moelle de ses os; quand elle ne sera plus cela, elle ne sera plus rien!

Personne, soyez tranquilles, ne songe à changer du tout au tout notre caractère national. Il n'y a pas de risque, rassurez-vous, que la France verse jamais du côté de l'individualisme. Mais il y aurait impiété envers Dieu qui est puissant pour nous relever, il y aurait impiété envers la France qui a droit jusqu'au bout au dévouement énergique de ses enfants, si nous l'abandonnions sous prétexte qu'elle ne saurait guérir, si nous ne cherchions à combattre son mal, si nous ne parvenions à le

diminuer. Pour cela, il faut l'espérance. Je vous défie de conserver l'énergie si vous retranchez l'espoir.

Pensez-vous, disent encore les découragés, pensez-vous faire en deux jours l'éducation de la France?

Et qui parle de la faire en deux jours? Nous y mettrons dix ans, vingt ans, cent ans s'il le faut. Il n'y a que le premier pas qui coûte; c'est que le premier pas décide de tout. Le premier pas c'est déjà le changement, c'est l'abandon de l'ancienne route, c'est le pied posé sur la route contraire. L'éducation d'un peuple se fait bien lentement, mais la conversion peut être prompte. Un peuple peut en venir vite à sentir son mal et à chercher le remède. Le commencement n'est pas la fin, je le sais; mais si l'on ne commençait pas, on n'achèverait pas non plus. Atteindre le but est l'essentiel, marcher vers le but marque la volonté. Le changement de direction a sa valeur, quoiqu'il ne soit ni l'équivalent ni le gage assuré du succès.

J'admire ceux qui signent tranquillement l'acte mortuaire de la France! Nous roulons sur une pente

qui mène aux abîmes, or ce serait quelque chose, on en conviendra, de nous arrêter; ce serait quelque chose d'empêcher la France de glisser jusqu'aux suprêmes servitudes de la démocratie socialiste ou de l'absolutisme!

J'aime, pour mon compte, les libertés complètes, la presse libre comme en Angleterre, les clubs libres comme en Suisse, les Églises séparées comme en Amérique; j'aime la décentralisation absolue, l'initiative individuelle, le moins de gouvernement possible; c'est à cela qu'il faut arriver; mais tout réclamer à la fois, c'est tout compromettre. Plus nous chérissons la liberté et la France, plus nous devons nous attacher à ne donner à notre pays, en fait de liberté, que ce que comporte son tempérament actuel.

La liberté ne s'improvise pas! — Non certes, pas plus que la foi, sans laquelle il n'y a point de liberté. Seulement qu'on ne dise pas de la France ce que j'ai si souvent entendu dire de telle famille ou de tel individu : C'est inutile! on y perdra son temps! il n'y a rien à espérer de ces gens-là!

Croyez-moi, ne méprisons pas les petits commencements. Décentraliser un peu, émanciper un peu l'individu, pratiquer un peu l'indépendance personnelle, acquérir quelque vigueur n'est pas sans importance. Détourner les esprits des idées de guerre pour les diriger vers les grandeurs de la paix, réagir contre la centralisation sans la détruire entièrement et fonder les libertés locales sans arriver au fédéralisme, attaquer nos défaut gaulois sans faire de nous des Américains ou des Allemands, combattre le scepticisme sans tomber dans le formalisme ultramontain, amener la connaissance et le respect de la Bible sans arborer le drapeau du protestantisme, pousser dans le sens de toutes les virilités sans les atteindre du premier coup, rien de tout cela n'est chimérique.

Relisez la vision d'Ézéchiel [1]. D'abord un mouvement se fait, les os se rapprochent. Puis les nerfs s'étendent, puis la chair les recouvre, puis la peau vient par-dessus. Ce n'est pas encore l'existence,

1. Chapitre 37.

mais ce sont les conditions de l'existence. Alors seulement l'Esprit entre et achève l'œuvre; la résurrection a vaincu, tout un peuple est passé de la mort à la vie.

Ce qui a été prophétisé pour Israël, mort par ses idolâtries et ses révoltes, tué par la maladie intérieure, châtié par l'ennemi du dehors, qui nous empêche de l'appliquer à la France?

Marchons fermement, courageusement, constamment vers le devoir, résolus à ne pas lâcher le pays et comptant sur le secours de Dieu. Qui sait? sur le chemin du devoir, Dieu fait parfois rencontrer le succès.

Si le succès est petit, ce sera pourtant un succès; les progrès du mal auront été arrêtés, et le mouvement vers le bien suivra. Si le succès est grand, nous rendrons grâce, nous souvenant au bout du compte que de tels miracles ont déjà eu lieu ici-bas. Si le succès est nul, nous en resterons plus navrés que surpris, mais nous aurons obéi à notre conscience, et nous ne désespérerons pas.

On dit : C'est l'Évangile que vous nous prêchez là! impossible que la France accepte l'Évangile! — S'il

existait un autre moyen, un seul, pour sauver la France, je comprendrais qu'on m'opposât des impossibilités; mais nous n'avons pas à choisir : ou la France mourra ou elle recevra l'Évangile. Que nous parlez-vous d'ailleurs d'impossibilité ! Qu'il s'agisse d'un individu ou d'une nation, la régénération débute par un impossible. Toute œuvre bonne est une œuvre impossible. Des gens absurdes entreprennent l'impossible, bientôt l'impossible se tranforme en fait. On dresserait sans peine la liste des choses impossibles qui sont devenues des choses réelles. Et l'on découvrirait que ces choses impossibles constituent dans l'histoire les seuls progrès dignes de ce nom.

La France au surplus n'a-t-elle jamais eu de liberté? N'a-t-elle jamais été en contact avec l'Évangile ? Faut-il vous ramener au XVIe siècle? Alors et seulement alors elle a brillé d'un incomparable éclat. Quels hommes que nos Huguenots ! vaillance, esprit, piété, amour du vrai, ils possédaient tout. Quels hommes que nos martyrs ! la plus noble armée de témoins qui

se soient levée peut-être depuis les apôtres. Quel homme que Calvin ! quoique inférieur à Luther par les qualités sympathiques, comment ne pas reconnaître que Calvin a seul donné une consistance définitive à la Réforme ; qu'il fallait l'esprit logique de la France pour échapper au mysticisme et opérer un retour absolu vers la Parole de Dieu !

L'Évangile vous deviendrait-il suspect dans la bouche d'un protestant ! Laissez le protestant, ne voyez que le chrétien ; allez vous-même aux Écritures, lisez-les vous-même avec sérieux et simplicité, interrogez-les vous-mêmes sur Dieu, sur l'éternité, sur le mal qui est en nous, sur la régénération. Ah combien je voudrais rendre persuasives mes instances! Puissent des voix mieux autorisées que la mienne vous parler comme il convient de cette Révélation si bien faite pour répondre à tous nos besoins vrais, de cette liberté par l'Évangile qui fonde seule les grands caractères et les grandes virilités.

Il y a trois petits mots, disait un homme d'esprit, qui perdent la France : *à peu près !* — C'est à peu

près qu'on croit, à peu près qu'on nie, à peu près qu'on s'éclaire! les demi-christianisme, les quarts, les dixièmes de christianisme, les formes, les pratiques de christianisme, les illusions de christianisme nous ont permis d'allier une certaine dévotion avec l'oubli presque absolu de Jésus-Christ. Et Dieu sait ce que l'à peu près nous a fait commettre de fautes dans la défense de la liberté, dans celle de la paix, dans celle du pays[1]!

Sortons-en une bonne fois. Cherchons le souffle vivifiant, cherchons la puissance victorieuse de Jésus. Cette croix du Christ, ce don du Fils, ce dogme si contraire à notre orgueil et si conforme à notre expérience morale : la nouvelle naissance, saisira notre être tout entier. La grande réforme se fera. Il ne sera plus question de nettoyer les dehors de la coupe et du plat ; nous irons jusqu'au fond.

Ainsi commence l'opération magistrale. L'égoïsme perd tous ses refuges, l'orgueil n'a plus de place où

1. Nous nous sommes à peu près renseignés, à peu près organisés, à peu près approvisionnés.

se nicher. Nous quittons le domaine des religions extérieures qui ne demandent à l'homme qu'un petit coin de sa vie. Dieu donne tout, il exige tout ; « Mon fils donne-moi ton cœur[1] ! »

Vous voyez d'ici la puissance qui trempe les âmes vaillantes et qui prépare les fortes nations. Toutes choses sont faites nouvelles, la douleur, la joie, la vie, le devoir, l'action. Un esprit nouveau a pénétré partout, l'action du levain fait lever toute la pâte. L'Évangile ne nous dit pas : retranchez les tendresses, la famille, les intérêts terrestres, les devoirs du citoyen, cessez d'être hommes! — Il nous dit : soyez hommes plus que jamais, mais hommes nouveaux. Aimez plus que jamais, travaillez plus que jamais, soyez citoyens plus que jamais! — Pas un développement, pas un progrès qui soit exclu! L'Évangile est d'autant plus divin qu'il est plus humain : robuste base sur laquelle Dieu a posé l'édifice social.

1. Proverbes, chap. XXIII, vers. 26.

Je me prends à rêver, dans la douleur patriotique et déjà ancienne que me cause mon bien-aimé pays, je me prends à rêver une France nouvelle, une France relevée !

Ce serait le premier pays du monde, le plus influent, le plus apprécié. Je voudrais peindre comme je l'entrevois cette noble et belle œuvre que l'Évangile et la paix accompliraient chez nous. Je voudrais la peindre comme je l'entrevois, cette grandeur nouvelle et bien supérieure à l'ancienne que le libéralisme pacifique — passez-moi ce pléonasme — est appelé à nous donner.

Que ne deviendrait pas la France si à ses qualités naturelles s'ajoutaient des qualités meilleures nées de l'humiliation et du retour vers Dieu. Ramenez la France à Jésus-Christ, et vous obtiendrez la trempe de caractère la plus excellente qu'on puisse imaginer.

Ce relèvement aurait une magnificence inouïe. L'Évangile corrige précisément nos défauts, indifférence au vrai, légèreté, défaillance, impuissance,

vanité, tendances remuantes, tantôt pour la guerre, tantôt pour la révolution. L'Évangile développe et accentue nos qualités; que c'est beau, la vérité conçue par un génie logique; que c'est beau le courage, l'esprit brillant et chevaleresque, les facultés généralisatrices et sympathiques mises au service de Dieu et des hommes! Représentez-vous notre lucidité française, notre langue admirable, notre puissance littéraire et artistique, nos instincts expansifs mis au service de la liberté et de la vérité! Toutes les grandes causes seraient défendues alors avec un éclat, un élan, une éloquence, une valeur dépourvue d'égoïsme qui enfanteraient des prodiges.

Et pourquoi serait-ce un rêve? Avec le bon sens que Dieu nous a départi, ne pouvons-nous pas donner congé à l'orgueil, à la jactance, à l'esprit aventureux, aux oripeaux, à la corruption, au matérialisme et au mensonge, aux vices qui nous ont éloignés de Dieu?

L'Évangile a trouvé le chemin de nos demeures, en même temps qu'une instruction solide a pénétré partout. Des caractères se sont formés et des indé-

pendances; peu à peu se développent les mœurs de la liberté; les despotismes sont refoulés, les entraînements nationaux rencontrent des résistances et non des silences; à mesure que l'individu apparaît, le latinisme recule; la centralisation, l'administration, la tutelle, l'unité cèdent la place à la vie locale. Une France modeste, simple, forte, pacifique et libérale a tourné son énergie vers les vrais progrès; laissant là les conquêtes, elle offre à tous les peuples le concours de son génie fraternel; entre elle et l'Allemagne, l'émulation pour bien faire a remplacé l'hostilité. Cette France est respectée; on ne la craint plus, on l'aime.

Pensez-vous qu'à une telle France il faille un très-grand territoire? Pensez-vous qu'elle ait besoin d'une très-grande armée pour être un très-grand pays?



APPENDICES

I

ENCORE L'ALSACE NEUTRE

I

L'ALSACE NEUTRE

Lorsque j'ai mis en avant l'Alsace neutre, les gens prudents m'ont dit : Le temps n'est pas aux petits pays!

Je le savais. Aussi ne m'étais-je pas proposé d'être de mon temps, mais d'être de la vérité.

Je n'ignorais pas qu'en Allemagne, comme en France, le courant pousse à la centralisation et à

l'agglomération. Raison de plus pour réagir et pour compléter la ligue des petits États.

Connaissez-vous d'ailleurs un seul projet sensé contre lequel ne s'élèvent des objections, même fondées? Il y a objection à tout. Reste à savoir, lorsqu'il s'agit d'une proposition, si le rejet ne soulève pas cent objections, tandis que l'adoption n'en soulève qu'une.

Toute idée a son côté négatif, et les idées élevées rencontrent plus de négations que d'autres. Les esprits médiocres leur découvrent des inconvénients qui sont réels. Un petit arbre cache une grande montagne. De même une petite objection, quand on s'en approche trop, cache une grande vérité.

Pour s'assurer de ce qu'a de stupide le rejet d'une idée, par le seul fait qu'elle présente des inconvénients et que sa réalisation peut se heurter contre des chances adverses, il suffit de penser à tout ce qui est bon. Je me charge de montrer les objections très-plausibles et très-fortes qui se dressent contre les affections, contre la bienfaisance, les écoles, la

liberté, la recherche du vrai, la paix, l'Évangile! Cela nous empêchera-t-il d'aimer, d'être charitables, de faire instruire nos enfants, d'aspirer à l'indépendance, d'avoir soif du vrai, d'apaiser les cœurs, de poursuivre la vie éternelle?

Ce qui est bon reste bon. Nous sommes appelés à marcher dans la région des vérités, non dans celle des évaluations de chances.

Pour mon compte, il ne me sera jamais indifférent d'avoir proclamé des idées justes; quel que soit l'accueil que leur réserve l'avenir.

II

COMMENT ON AURAIT DU TRAITER

Les négociations en vue de la paix devaient s'entreprendre dans un autre esprit.

Un vrai libéral, ayant foi aux idées, aurait substitué l'appel à l'opinion aux stériles conférences à huis clos. Il fallait le grand jour. Il fallait se servir de

l'Assemblée et de la tribune, saisir l'esprit public, mettre ainsi en demeure la médiation.

Si M. Thiers avait proposé la neutralisation de l'Alsace et le rasement des forteresses dès l'heure même de l'ouverture de l'Assemblée ; s'il avait dirigé dans ce sens l'action et le vote de la majorité, il aurait pu, même à supposer que la déclaration Keller se fût maintenue, donner une base solide à la médiation anglaise, déterminer la médiation des autres puissances, et surtout obtenir la grande médiation de l'opinion publique.

Qu'après cela M. de Bismark eût persisté, qu'à la dernière heure on eût été contraint de subir ce qu'on a subi, les situations respectives n'en étaient pas moins changées radicalement.

III

NOUS AVONS FAIT ÉCHOUER LA NEUTRALITÉ

L'Alsace neutre a trouvé de très-grands obstacles en Allemagne; avouons-le, ses plus grands obsta-

cles ont été chez nous. C'est par nous qu'elle a échoué. L'attitude de l'Alsace avant tout, et aussi l'attitude de la France, ont dépouillé cette transaction de tout son avenir. L'idée d'un sacrifice quelconque n'a pas été acceptée un seul moment.

Je suis très-peu touché, je l'avoue, des protestations fondées sur notre attachement pour l'Alsace. Comment oublier que nous aurions été plus qu'à moitié consolés si l'on nous avait donné la Belgique en échange? Parlons de notre prestige et de notre grandeur, ne parlons pas de nos affections.

Bien des gens en France ont préféré l'annexion à la neutralisation.

Les partisans de la revanche et les vrais chauvins pensent ainsi. La neutralisation leur déplaît — comme à M. de Bismark — parce qu'elle est la paix, parce qu'elle est le définitif, parce qu'elle calme les haines, parce qu'elle crée un peuple libre, parce qu'elle complète la barrière entre l'Allemagne et la France. L'annexion leur plaît — comme à M. de Bismark — parce qu'elle écarte de fâcheuses idées de paix, de

désarmement, de liberté; parce qu'elle ouvre bien large pour la France la porte des revanches, pour la Prusse la porte du militarisme et de la centralisation despotique.

Quant à l'Alsace, elle ne doit s'en prendre qu'à elle-même si elle est annexée au lieu d'être indépendante. Elle a eu son avenir dans ses mains. Si elle s'était prononcée, en décembre, lorsque M. Charles Dolfus lui en donnait le signal, la réussite était certaine. L'Allemagne avait beau tenir à son plan, elle avait beau être résolue à n'y rien changer à aucune époque et pour aucun motif, cette grande transaction présentée à temps, prenant possession de l'opinion en France et en Europe, aurait eu des chances énormes de prévaloir.

Même en février, si l'Alsace était venue lire à Bordeaux une déclaration dans ce sens, l'Alsace aurait rencontré de sérieuses conditions de succès. La négociation en était changée, la tenue de l'Assemblée aussi; la médiation était mise en demeure, au lieu d'être mise à l'écart.

Même au dernier moment, l'Alsace neutre pouvait réussir. Tout le monde a remarqué à quel point l'idée de cet arrangement libéral s'était subitement répandue et accréditée pendant les négociations de M. Thiers.

M. Thiers a-t-il présenté le projet? Je l'ignore. En tout cas, l'opinion de l'Angleterre et de l'Europe s'y montrait favorable.

Qu'à ce moment-là, quoiqu'il fût déjà bien tard, l'Alsace se fût déterminée, cette manifestation aurait eu une influence peut-être décisive à Bordeaux, à Londres et à Versailles.

Mais M. Keller et le parti ultramontain ont tenu à prononcer l'arrêt de mort de leur pays.

M. Keller et les Alsaciens ont dénié, même à l'Assemblée nationale, même au suffrage universel, le droit de détacher quoi que ce soit du territoire. Je voudrais savoir s'ils ont dénié au Parlement italien le droit de céder la Savoie et Nice. Je voudrais savoir si, en cas de victoire, ils auraient dénié à la Prusse le droit de nous céder les provinces Rhénanes?

Quoi qu'il en soit, comment ne pas voir qu'aujour-

d'hui, la question religieuse se trouve toujours au fond de tout?

C'est le parti clérical en Alsace qui, par l'organe de son représentant attitré, M. Keller, a fait avorter le mouvement vers l'indépendance, lui a substitué l'absurde déclaration de Bordeaux, et a décidé l'annexion, à la grande joie de M. de Bismark.

Les ultramontains ont eu peur de cette république où ils se seraient trouvés en majorité, mais où ils auraient subi la surveillance d'une opinion publique vigilante et éclairée.

Bon gré, mal gré, il eût fallu marcher en avant, dans les voies du droit et de la liberté.

IV

LES CHANCES FUTURES DE L'ALSACE NEUTRE

Convenons-en, nous travaillons de tout notre pouvoir à consoler l'Alsace, la Lorraine, et à faciliter leur assimilation à l'Allemagne.

Les scènes de Paris, cette reproduction grossière

de la Terreur, cette révolte contre Dieu, ce mépris de toute justice et de tout bon sens est bien propre, quand on le rapproche de tant d'autres symptômes qui se produisent dans la France entière, à pousser nos anciens compatriotes vers un sentiment de résignation.

L'Alsace éprouve quelque soulagement à ne pas partager nos sinistres folies. La qualité de province française lui semblera moins regrettable par suite de l'état de dislocation où nous sommes tombés. Échapper aux surcroîts de charges que la guerre laissera après elle peut compter pour quelque chose aussi.

Ceux qui ont parcouru la Lorraine et l'Alsace — j'ajouterai la Savoie — depuis les derniers événements, croient avoir remarqué ceci : on regrette sans doute, dans les deux premiers pays, d'être séparé de la France, mais on se serait accoutumé bien vite à être une Belgique ou une Suisse, à vivre indépendant, à diminuer les impôts, à n'avoir plus qu'une très-petite armée ou qu'une milice.

Je n'abandonne, pour ma part, ni l'idée ni l'espérance de la neutralisation,

Le soin que prend l'Allemagne d'assurer à l'Alsace une existence distincte, une véritable autonomie, sous la seule dépendance de l'autorité impériale, se ressent peut-être un peu de l'influence exercée par l'idée de l'Alsace neutre et indépendante. Peut-être la transition allemande ne sera-t-elle pas inutile à l'Alsace pour lui faire sentir le prix de la liberté. Qui sait si, dans les voies providentielles, l'Alsace annexée ne prépare pas l'Alsace neutre?

Quand la résignation au sujet d'une séparation définitive sera née ainsi en France et en Alsace, quand le sentiment des difficultés qu'entraîne l'Alsace possédée de force sera né en Allemagne, quand un empereur ami de la paix portera la couronne, il est permis d'espérer qu'on en viendra de partout à la vraie solution. Pourquoi l'idée de l'Alsace neutre et de la zone neutre ne reparaîtrait-elle pas alors?

Le prince impérial n'aime pas la guerre. A son avénement, en présence des résistances de l'Alsace, ne prendra-t-on point la combinaison qui, sans compromettre la sécurité des frontières, sans rétablir la

force agressive de la France, sans diminuer les résultats des victoires de 1870, présentera le caractère d'une large concession, d'un grand apaisement, d'une garantie contre des conflits nouveaux?

Loin d'abandonner l'idée d'une Alsace libre, nous devons nous y attacher de plus en plus. Les idées vraies et fécondes ne se passent pas du temps. Le temps a manqué à celle-ci; les esprits n'ont pu s'y habituer d'emblée, ni en France, ni en Allemagne, ni en Europe, ni dans l'Alsace elle-même. Les colères d'ailleurs étaient trop excitées, et le moment des luttes suprêmes est peu favorable à la réflexion. L'Allemagne avait des partis pris, la France avait des illusions, l'Alsace avait des passions.

Au moment où les chances de neutralité achevaient de disparaître, un homme d'esprit m'écrivait : — Toute idée juste doit être proposée une fois trop tôt!— Le temps, ce grand ouvrier, fera son œuvre.

Je vois tant de gens approuver aujourd'hui cette protestation contre la guerre qui les indignait en juil-

let, que je ne désespère pas de les voir approuver un jour l'Alsace neutre, après s'en être indignés quand on pouvait la faire. Peut-être se trouvera-t-il que tout le monde l'a voulue, comme tout le monde a repoussé la déclaration de guerre.

L'Alsace neutre n'est pas une solution passagère et de circonstance, elle sert tellement au contraire l'intérêt commun qu'on y reviendra tôt ou tard. Sans parler du grand avantage qui résulterait pour la France d'être enfin séparée du Rhin, d'être enfin délivrée de cette éternelle tentation par l'interposition d'un État indépendant, d'un État ami, d'un État respecté et que nous ne pourrions songer à conquérir; la zone ainsi neutralisée, venant rejoindre la Belgique, réaliserait le rêve de Charles le Téméraire. Ce serait l'ancien duché de Bourgogne, le royaume de Bourgogne si l'on veut, qui se formerait et s'étendrait entre la France et l'Allemagne.

Plus d'un homme politique a regretté la victoire des Suisses à Nancy. Le duché de Bourgogne répondait à un besoin réel de l'Europe. Louis XI n'a pas

fait un grand chef-d'œuvre en le détruisant. Ce n'est pas pour rien qu'on a vu longtemps subsister cette bande bizarre entre l'Allemagne et la France : une Austrasie, une Lorraine, une Alsace, des villes libres, les trois évêchés, Liége, les Ardennes, les villes libres de Flandre! Le duché de Bourgogne, qui fut si près de devenir un grand royaume, avait absorbé et centralisé tout cela. Uni à la Savoie qui possédait Vaud et qui dominait Genève, il continuait à envelopper la France. Charles le Téméraire aspirait à se faire céder la Provence du roi René. La barrière eût été complète alors, s'appuyant par un bout à la Méditerranée et par un autre à la mer du Nord. Tel était, tel était du moins en train de se faire ce long État frontière. Il remplaçait l'extension de l'empire allant jusqu'à la mer sur la rive gauche du Rhône. Tout n'est pas certes à regretter dans ces combinaisons, et l'indépendance de la Suisse romande a plus de valeur[1].

1. J'en conviens au reste, le duché de Bourgogne formait un État plutôt qu'une nation. On l'a bien vu à la facilité avec la-

Notre programme, à nous qui voulons le relèvement libéral et qui aspirons à la paix, contient l'Alsace neutre et la zone neutralisée. Si l'on n'en revient pas là, nous resterons définitivement dans la crise des guerres sans fin. Comme nous avons eu la guerre de Sadowa après la guerre du Danemark et la guerre de France après la guerre de Sadowa, nous aurons la revanche de 1870, puis la revanche de la revanche!

Notre politique, à nous qui voulons le progrès et qui aspirons à l'Évangile, notre politique prétend fermer la porte des guerres, tandis que des politiques contraires, en Allemagne et en France, s'efforcent de l'ouvrir et de l'élargir. Notre but étant autre, nos moyens doivent être autres aussi.

L'Alsace indépendante et neutre reste donc ce qu'elle était, la seule solution bonne pour tous.

A l'Alsace on devrait joindre le Luxembourg auquel le roi des Pays-Bas ne tient guère, il l'a bien montré,

quelle cet échafaudage, auquel Charles le Téméraire mettait la dernière main, s'est écroulé à sa mort.

et auquel le peuple des Pays-Bas ne tient pas du tout.

Encore une province moitié allemande moitié française, convoitée par l'Allemagne et par la France, et qui, étant mixte, semble destinée à devenir neutre comme l'Alsace et comme les districts allemands de la Lorraine[1].

1. On a fait courir d'étranges bruits. L'Allemagne victorieuse aurait été tentée de rectifier sa frontière du Rhin. Elle aurait convoité ce qui déborde sur la rive droite, Schaffouse et le petit Bâle; elle aurait offert à la Suisse en échange, la Savoie transformée en canton ou neutralisée, et pouvant être occupée par les troupes suisses.

Jamais proposition semblable n'a été faite. Si elle avait été faite, la Suisse tout entière s'y serait opposée. Il n'y aurait pas eu deux avis sur ce point; d'abord parce qu'on tient à la neutralité et qu'un profit tiré de la guerre la compromettrait; ensuite parce qu'on serait loin de regarder comme un profit l'adjonction de la Savoie. Genève sait déjà ce que lui ont coûté les petites adjonctions de 1815, ces populations étrangères aux mœurs suisses et républicaines. L'opinion publique en Suisse a manifesté, avec un ensemble remarquable, la détermination où l'on est : 1° De maintenir la neutralité et de n'accepter aucun avantage que pourrait offrir le vainqueur; 2° de maintenir aussi cette neutralité d'une partie de la Savoie, qui existe en vertu

Ce pays neutre, qui dès lors ne s'appellerait plus l'Alsace, pourrait prendre le nom de République du Rhin.

des traités et qui autorise la Suisse à faire occuper militairement les districts en question quand elle le juge nécessaire.

L'empereur Napoléon III avait éludé l'obligation de reconnaître et de régler cette neutralité depuis que la Savoie était devenue française. Le conseil fédéral a déclaré son intention de s'en prévaloir au besoin, dès le début de la guerre de 1870.

D'un autre côté, on aurait mis en question aussi, chose significative, l'indépendance de ces deux neutres, la Belgique et la portion Romande de la Suisse.

Ce sont les deux seuls coins de terre où l'on parle français sans être soumis à notre lourde administration, à notre centralisation toute-puissante, à nos lois sur la presse, à notre police et à nos préfets.

L'idée de réunir ces deux coins de terre à la France est une idée sublime dans son genre ; on supprimait du même coup bien des ennuis et bien des gênes; on arrêtait le mouvement de la parole et de la pensée en langue française. C'est le beau idéal en fait de despotisme, c'est l'absolu, il faut s'incliner et admirer!

Dieu sait, en effet, ce que seraient devenus les neutres dans une grande *rectification* résultant d'une grande victoire française.

Avec trois places fortes de premier ordre, Strasbourg, Béfort et Luxembourg — rétabli — la République du Rhin posséderait cette force propre dont toute neutralité sérieuse a besoin.

Qu'il me soit permis de le dire en finissant. Plus jaloux que les Alsaciens de l'indépendance de l'Alsace, plus jaloux que nos patriotes à grand fracas de l'honneur de la France, le mauvais Français qui s'est indigné contre la déclaration de guerre, l'homme qui a réclamé la paix lorsqu'elle pouvait se faire dans de bonnes conditions, cet homme, ce mauvais Français a tenu le dernier dans ses mains le drapeau des intérêts français; il a défendu la dernière position, la seule qui pût être utilement défendue.

II

L'ÉVANGILE ET LA MORALE INDÉPENDANTE

Quand on a éprouvé quelque chose des sentiments que fait naître l'Évangile, on a de la peine à visiter les déserts glacés qui s'étendent loin de lui : ce pauvre déisme avec son Créateur inactif et impuissant; ce panthéisme qui supprime la personne humaine comme la personne divine; enfin ces négations horribles et désespérantes, l'athéisme et le matérialisme, le positivisme, la morale indépendante[1] !

1. On a répandu à profusion chez nous *le Catéchisme républicain*. Rien d'effroyable comme ce petit livre, publié à Paris pendant le siége. C'est sur la négation de Dieu et de nos devoirs envers lui qu'est fondée la liberté.

Entendons-nous bien.

Nous sommes tous pour la morale indépendante!

Tous nous croyons que le sens moral existe en nous, indépendamment de la religion et des révélations.

Tous nous croyons tellement à la morale indépendante, que nous sommes certains qu'elle est une, qu'il n'existe pas deux morales, et que, dans les mondes qui nous sont inconnus, s'il y a des créatures responsables, la conscience est chez elle ce qu'elle est chez nous.

Tous nous croyons que le bien existe en soi, que Dieu ne le crée pas arbitrairement, que la sincérité n'est pas supérieure au mensonge en vertu d'une décision et d'une révélation divines, mais en vertu de leur nature.

Si la morale indépendante ne va pas plus loin, ce n'est pas la peine de discuter.

Mais la morale indépendante n'a été inventée que pour aller plus loin.

Il s'agit de supprimer Dieu.

La morale indépendante, c'est l'homme bon, l'homme infaillible, l'homme inaccessible aux influences mauvaises! Il ne faut pas moins que cela pour que les religions deviennent moralement inutiles, pour que nous puissions avoir l'homme moralement immuable par sa nature identique au bien, indépendamment des religions qui n'ont rien à lui apprendre en fait de morale.

Dès le moment où la morale indépendante n'est pas cela, dès le moment où elle admet les influences et les modifications des notions morales, dès le moment où elle admet des modifications dans l'autorité qu'exercent ces notions chez nous, le rôle entier des religions reparaît, le but de la morale indépendante est manqué, cet homme qu'elle nous montrait, cet homme en possession d'une morale complète, parfaite, immuable, cet homme qui n'a pas besoin d'être aidé d'en haut pour obéir au sens moral, n'existe plus, et la morale indépendante devient très-dépendante.

De toutes les attaques dirigées actuellement

contre l'Évangile, celle-ci est la plus dangereuse.

L'homme a beau faire, il sent l'importance de la morale, sa conscience ne lui permet jamais de l'oublier. Donc sa dépendance vis-à-vis de Dieu subsistera tant que Dieu sera nécessaire à la morale.

En vain on attaquait les dogmes; tant que le lien entre la morale et la religion n'était pas rompu, tant qu'on reconnaissait généralement que la morale doit beaucoup à la religion, qu'en ôtant à la religion on compromet la morale, rien n'était perdu. Il fallait donc, nécessairement, en venir à la morale immuable, invariable, indéfectible, infaillible!

Pour que le système atteigne son but, pour qu'il établisse que la morale ne peut être ni affermie ni affaiblie par quoi que ce soit, il doit en effet soutenir les thèses suivantes :

Toutes les notions morales au grand complet existent chez tous les hommes. Sur aucun point il ne peut y avoir ni lacune, ni imperfection, ni obscurité.

L'autorité de ces notions sur le cœur de l'homme

est pareillement immuable, elle ne subit ni altération ni modification quelconque ; aucune influence ne peut accroître ou diminuer, fortifier ou compromettre l'action identique qu'exercent invariablement les notions de la morale sur tous les hommes. Religions, familles, éducations, caractères, exemples, milieux, rien n'y ajoute ou n'y retranche.

Si, sur le premier ou le second point, on admet une variation quelconque, une influence quelconque, le système entier s'écroule, et l'importance morale de la religion reparaît, exactement telle que nous la soutenons.

De là l'homme bon. L'homme bon est la condition première de la morale indépendante.

Avec l'homme tombé et corrompu, vous avez le cœur mauvais; le cœur mauvais fournit une multitude de données fausses, qui gênent étrangement l'action du sens moral; dès lors plus de morale absolument immuable; dès lors vous retombez sous les influences qui relèvent les notions morales en combattant la perversité du cœur. Avec l'homme

bon, au contraire, tout va de soi. Aussi l'homme bon forme-t-il l'article fondamental du symbole de nos adversaires. Le bien, selon eux, c'est tout simplement ce qui est conforme à notre nature.

Le système est logique, son seul embarras consiste à se mettre d'accord avec l'histoire et avec l'expérience journalière. Dans ce double champ d'observation, l'homme bon fait une étrange figure, et la morale immuable n'a pas moins de peine à trouver sa place.

Après avoir prétendu à l'infaillibilité pour le sens moral, le système est forcé de prétendre à l'infaillibilité pour le sens intellectuel.

Notre raison ne peut pas plus varier que notre conscience.

Que le système laisse cette porte ouverte, l'influence des religions rentre par là, notre indépendance absolue vis-à-vis de Dieu disparaît.

Le système en est donc réduit à soutenir que la raison comme la conscience a eu toujours et chez

tous les mêmes notions complètes, les mêmes lumières invariables, à l'abri de toute action extérieure ou supérieure.

Le système ne peut se contenter de maintenir — ce que nous ne contestons pas — l'immutabilité de la loi morale et de la loi intellectuelle, le caractère invariable des règles qui constituent la conscience et la raison; il doit soutenir que, dans l'application détaillée de ces règles et dans l'autorité qu'elles exercent sur nous, il n'y a ni modification ni degré.

Tous nos sens, j'en conviens, sont fidèles et invariables dans la loi qui les constitue; mais tous subissent l'influence des données diverses, dans l'application effective.

Prenez les sens physiques.

Si l'eau courbe un bâton, ma raison le redresse.

Ce vers de La Fontaine cite un exemple entre mille. Le mirage nous fait voir des lacs en plein désert. La cime la moins élevée nous paraît souvent la plus haute. La transparence de l'air nous fait croire que

telle montagne est fort près, tandis qu'elle est fort loin.

Voyez le sens intellectuel. Non moins fidèle dans son essence, il est bien plus faillible dans son application, parce que la falsification des données est bien plus fréquente dans le domaine des idées que dans le domaine des observations matérielles : fausses données historiques, fausses données politiques, données que fausse la préoccupation des intérêts, ou l'empire des habitudes, ou l'influence des théories, ou celle des milieux, ou l'ignorance, ou la passion, ou la tradition !

Le sens moral n'est point à l'abri de l'action qu'exercent ces données.

En lui-même il est droit et se maintient droit ; mais voici les notions fournies par le cœur corrompu, par l'imagination corrompue, par le monde corrompu, par les habitudes corrompues ; voici l'influence des idées reçues, des usages admis, de la famille, de l'entourage, de la nation, de l'époque, de la superstition, des événements, des entraîne-

ments : c'est dans ce triste milieu que se meut la conscience. Elle demeure la voix de Dieu en nous. Que d'obstacles, toutefois, entre cette voix et nous ! Nous l'entendons mal ; nous ne l'entendons plus; nous nous faisons une autre conscience; nous nous rassurons au sujet de nos vices. Et c'est ainsi que nous finissons par avoir une conscience obscurcie, une conscience gâtée.

La morale est innée, invariable, infaillible!

Comment y a-t-il alors des enfants bien ou mal élevés? Comment y a-t-il des enfants bien ou mal nés? Dans votre système, il est impossible qu'une mauvaise éducation change rien à son caractère; il est impossible que l'action mystérieuse d'une hérédité de famille y change rien non plus.

La morale est innée, immuable!

Alors pourquoi parlez-vous de morale à vos enfants? ils n'ont rien à apprendre; ils possèdent, ils posséderont la morale parfaite. Personne ne saurait la leur ôter; l'admettre, ce serait accorder que nous pouvons

subir des influences de cet ordre, ce qui renverserait de fond en comble la morale indépendante; sa thèse se confondrait avec la nôtre; nos adversaires conviendraient avec nous : que le bien en soi existe; que le sens moral destiné à reconnaître ce bien existe; que, dans l'application, des influences s'exercent, fortifiant ou affaiblissant l'action de ce sens moral. Or, parmi ces influences, il faudrait bien donner rang à la religion.

La morale est immuable!

Alors pourquoi y a-t-il discussion entre nos adversaires et nous? Notre conscience et notre raison ne nous disent pas évidemment la même chose qu'à eux; il faut bien qu'elles aient subi certaines actions diverses. Avec des consciences et des raisons absolument indépendantes, ne pouvant ni s'éclairer ni s'obscurcir, ne connaissant ni altération ni progrès; avec des consciences et des raisons immuables et par conséquent identiques, il est impossible de concevoir une discussion ou un désaccord.

La morale est immuable!

Alors pourquoi chacun de nous se rappelle-t-il des époques dans sa vie où les notions morales n'étaient pas ce qu'elles sont devenues depuis? Chez les uns, le niveau s'est élevé; chez les autres, il s'est abaissé; chez tous il a changé; de telle sorte que la prétendue morale immuable se trouve démentie par notre histoire individuelle.

La morale est innée, invariable!

Nierez-vous que certaines idées ne faussent l'exercice du sens moral, jusqu'à amener cet état effrayant de l'âme où elle accomplit des crimes sans éprouver le moindre remords?

Philippe II était content de lui. Les juges du bon vieux temps ont torturé sans ressentir le plus léger trouble de conscience. Dans un autre genre, d'abominables attentats politiques ont été commis sans aucune révolte du sens moral. Et ne voyons-nous pas les débauchés qui, à force d'habitudes vicieuses, finissent par éteindre leurs derniers scrupules?

Infaillible! nous, des consciences infaillibles! Bien qu'on nous accoutume à entendre parler d'infailli-

bilité, nous ne nous résignons pas à envisager de sang-froid cette idée lorsqu'il s'agit de notre pauvre race humaine.

Était-il infaillible, le Grec qui se livrait sans inquiétude aux plus monstrueuses abominations? Était-il infaillible, l'inquisiteur qui tenaillait, qui brûlait pour l'amour de Dieu, et qui croyait bien faire? Est-il infaillible, le Peau-Rouge qui fait lentement mourir son ennemi, et qui s'en glorifie? Est-il infaillible, le civilisé qui pratique la grosse morale mondaine, et qui se sait gré d'être honnête homme?

Si vous voulez maintenir votre morale immuable — remarquez qu'il faut qu'elle soit la même chez tous, dans tous les temps, dans tous les pays, dans toutes les conditions, dans toutes les vies, dans tous les caractères — ne regardez pas à l'histoire, car l'histoire vous montrera je ne sais combien de morales différentes, professées en parfaite conscience!

La morale d'avant l'Évangile n'est pas la morale d'après l'Évangile. La morale des épicuriens ne passait pas pour être celle des stoïciens, qui n'était pas

celle de Cicéron ou de Plutarque. Il y a eu la morale catholique, la morale puritaine, la jésuitique et la janséniste. Nous avons la morale mondaine[1]. Nous avons eu la morale de l'amour libre, très-sérieusement exposée. Nous avons eu la morale de l'art pour l'art : ce qui est beau est toujours bon ! le talent et l'esprit sanctifient tout ! L'autre jour, la passion politique formulait sans se gêner la morale de l'assassinat.

La morale est immuable, et l'homme est bon !

Encore un coup, d'où vient le mal, dites-le-moi ? d'où viennent les crimes ?

Tenez, je n'ai pas le courage de rappeler, même par allusion, les férocités inouïes qui remplissent d'un bout à l'autre les annales du genre humain ; mais cherchez un seul jour dans l'histoire où vous puissiez loger votre fable stupide de l'homme bon ! Sera-ce dans le monde païen, au milieu des ignomi-

1. Celle-là justifie carrément la mauvaise conduite chez les jeunes gens et presque l'adultère chez les maris. Il est vrai qu'elle réserve sa sévérité pour les femmes.

nies de l'esclavage et de la traite? Sera-ce dans le moyen âge, quand l'oppression, quand l'écrasement materiel, intellectuel et moral changeait l'Europe en désert? Sera-ce sous l'ancien régime, quand l'injustice et la persécution se donnaient si large carrière? Sera-ce maintenant, en face des cruautés de la guerre, des atrocités de l'insurrection et des lâchetés qui permettent tout cela?

La morale indépendante choisit mal son moment!

Il serait tristement curieux d'énumérer les atteintes à la morale la plus élémentaire qui se multiplient aujourd'hui sous nos yeux.

Ce ne sont pas seulement des actes abominables, très-froidement accomplis, très-généralement approuvés ou tolérés; ce n'est pas seulement le devoir se retirant partout devant le succès; c'est une indifférence croissante, une apathie, une atonie absolues. Vous diriez l'application à la morale du principe de l'économie politique : Laissez faire et laissez passer!

Avouez que la morale indépendante, la conscience infaillible et uniforme, le devoir se suffisant à lui-

même et n'ayant besoin du secours de personne, font un assez sot personnage au milieu de nous, lorsque les moins clairvoyants signalent l'affaissement moral et la maladie des consciences!

Ce qui a fléchi, c'est précisément la conscience; c'est précisément la conscience qu'il faut guérir.

Ce qui s'est obscurci, c'est la notion même du devoir; ce qu'il faut rétablir, ce sont les éléments mêmes de la morale : la probité, le respect de la loi, le respect du droit, la résistance au mal, l'indépendance, le sacrifice de soi.

Mais vous-mêmes, n'avez-vous pas dénoncé, avec M. Quinet, la grande maladie des consciences? N'avez-vous pas accusé l'empire et le despotisme de produire des défaillances morales? Ne vous est-il pas échappé de dire que le niveau moral s'élève ou s'abaisse sous l'influence de telle ou telle doctrine?

Or, je vous le demande, qu'est-ce qu'une maladie des consciences si la conscience est toujours égale à elle-même, si les notions du bien et du mal ne s'al-

tèrent jamais, si l'influence du devoir reste invariable ?

Si, au contraire, la maladie des consciences est un fait, si nous sommes en présence d'un affaiblissement terrible de tous les sentiments de devoir, si les notions de bien et de mal se sont effacées, si le sens moral a perdu son empire, que devient votre morale indépendante?

Les rapports de la religion et de la morale, au reste, ne se sont jamais plus évidemment montrés qu'aujourd'hui.

L'état moral de chaque peuple, sa vigueur nationale par conséquent, se proportionnent rigoureusement à ses croyances. Regardez les peuples musulmans, les peuples catholiques, les peuples de la Bible; regardez la France! Pour nous, la déchéance morale s'est visiblement mesurée à la déchéance religieuse; à mesure que s'est retirée cette portion de christianisme que le catholicisme renferme en lui, la force morale de la France s'en est allée.

Soyons justes.

Ce qui donne prise ou prétexte aux doctrines du catéchisme républicain et de la doctrine indépendante, c'est qu'on n'a pas assez nettement maintenu la réalité fondamentale du sens intellectuel et du sens moral, réalité que l'Évangile proclame à toutes ses pages.

A lire M. Plantier, évêque de Nîmes, et quelques autres écrivains du même bord, il semble que le devoir n'existerait pas si le dogme ne venait lui donner une définition et presque une sanction! A force de nier la morale indépendante, on en vient à ébranler la base même de toute morale.

Quoique mal défini, quoique mal écouté, quoique dépourvu de sanction, le devoir existe. Le sens moral, qui est la voix de Dieu en nous, rend témoignage à ce qui nous oblige. La sanction ne crée pas la loi.

Je suis prêt à combattre, plus fortement que les partisans de la morale indépendante, l'abominable doctrine de la morale dépendante.

Dès que le bien n'existe pas en soi, dès que le sens du bien en soi n'existe pas dans l'homme; dès

que rien en nous ne juge les idées et les actes, dès que nous n'avons d'appréciation morale qu'en vertu d'une révélation, on peut soutenir que l'homme lui-même a cessé d'exister.

Ce n'est plus un homme en effet, ce n'est plus un être moral et responsable, c'est un je ne sais quoi qui n'a de nom dans aucune langue. Non-seulement la vie morale n'existe pas, mais il est impossible de la faire naître. A quoi s'adresserait la révélation divine elle-même, si le sens du bien était absent chez nous? Comment ferait la religion elle-même pour nous relever, s'il n'y avait rien en nous pour la comprendre, rien pour attester l'obligation morale, rien pour saisir le rapport entre la Parole divine et le bien? On a raison de l'affirmer, l'homme serait l'être le plus dégradé et le plus dépendant. Ne possédant plus en lui le sens qui fait qu'on dit : Ceci est bon! — ce sens auquel la Bible ne cesse de s'adresser — il se trouverait dans la situation la plus ignoble vis-à-vis d'une morale tombée du ciel, sans aucun rapport avec son âme.

Dieu s'adresse dans sa Parole à des êtres moraux et responsables, qui peuvent juger, qui conservent le sens de notre obligation envers le vrai et le bon.

La morale indépendante a raison contre le faux christianisme qui prétend que Dieu crée le bien et le mal, que sa volonté seule rend la sincérité meilleure que le mensonge, que nous sommes privés d'une vraie conscience.

La morale indépendante a tort vis-à-vis du christianisme réel, qui soutient que la conscience existe, que le bien en soi existe, mais qui ajoute que la corruption du cœur existe aussi, et qu'à cause de cette corruption nous parvenons à ne pas entendre notre conscience.

On n'a pas le droit d'avancer que, si l'homme est mauvais, la conscience ne peut exister en lui.

C'est au contraire le rôle de la conscience d'être la voix du bien en nous, malgré nous et contre nous [1].

1. Notre expérience journalière nous présente ce fait : le cœur corrompu, sans cesse repris par la conscience.

Parmi les preuves de Dieu, j'en connais peu de plus frappantes que la persistance de cette voix, la voix du bien dans l'homme déchu et mauvais, la voix de Dieu! Il y a là quelque chose d'impersonnel, quelqu'un qui n'est pas nous, et qui nous force à écouter.

On aura beau imaginer l'action des forces matérielles et des hasards, je défie qu'on fasse sortir de là cette loi de l'obligation, ce sens du devoir, qui s'appelle la conscience.

Essayez de vous représenter la notion du devoir, notion universelle, naissant de l'agrégation des atomes!

C'est ici le doigt de Dieu.

Il importe de résister à cette tentation fort naturelle qui nous entraîne à nier le sens moral, à méconnaître la conscience, à penser qu'elle a péri dans la chute, à la supposer pervertie comme le cœur, à croire que Dieu la refait de toutes pièces et que la notion du devoir moral n'entre en nous que parce qu'une Révélation nous la communique.

Il y a des consciences cautérisées, il y a des morales immorales; or c'est justement à cause de ces effroyables déviations que la fidélité indestructible de la conscience se manifeste avec éclat, que la persistance divine du sens moral se révèle dans son admirable évidence.

Si le sens moral avait péri, s'il pouvait périr, comment triompherait-on de ces perversions horribles? comment verrait-on la fin de ces infamies acceptées et approuvées? comment réagirait-on contre ce qui est entré dans les mœurs? comment en viendrait-on — et notez-le bien, cela arrive toujours — à flétrir les iniquités, à répudier les fausses morales, à rendre hommage au vrai devoir, à reconnaître, sinon à pratiquer, nos réelles obligations?

La vraie morale aurait beau exister en dehors de nous, du moment où elle ne répondrait à rien en nous, elle ne pourrait réaliser aucun des progrès dont l'histoire porte témoignage. Dieu lui-même ne pourrait le faire, à moins de nous créer de nouveau, purement et simplement.

Ne venez pas nous dire que nous détruisons le sens moral et l'indépendance de la loi morale, parce que nous croyons à la chute et à la corruption.

Le cœur corrompu, qui se révolte contre la loi morale, ne supprime pas l'existence de cette loi. Pas plus que la loi extérieure, la loi intérieure n'est supprimée par la révolte. Elle reste là, en nous, malgré nous.

La Bible a précisément ce caractère remarquable, qui ne se retrouve dans aucun autre livre philosophique ou religieux et qui est peut-être le signe le plus évident de sa divinité, qu'elle affirme en même temps ces deux choses : la chute et la corruption de l'homme, attestées par la perversité du cœur; le sens moral, attesté par la voix de Dieu en nous.

La Bible ne cesse de dénoncer la corruption du cœur; la Bible ne cesse d'en appeler à la conscience, à la morale indépendante — dans le sens vrai du mot — à la notion ineffaçable du bien en soi, à la notion ineffaçable de notre obligation envers lui.

On se donne la peine de nous prouver que la morale de l'Évangile se trouve aussi ailleurs. On cite Bouddha, Confucius, Zoroastre, Socrate, Zénon, sans compter les poëmes indous et les lois de Manou [1].

Même en admettant ce qui n'est pas — lisez Platon — que ces morales soient égales à celle de l'Évangile, une différence radicale les en sépare, il importe de la signaler :

Les dogmes manquent à ces morales. Le dogme chrétien, on l'a beaucoup trop oublié, constitue essentiellement la morale chrétienne.

Il y a une morale touchante chez Bouddha; il y a des délicatesses infinies dans le Ramayana et les autres poëmes indous; mais le panthéisme, le désir de l'absorption, la soif du Non-Être énerve tout.

Il y a de beaux préceptes chez Confucius, mais l'absence d'un vrai dogme religieux dessèche tout.

1. Allez voir ce que sont devenues les sociétés sous cette influence, la plus énervante et la plus mortelle qui fut jamais. L'aspiration au néant ne peut produire autre chose que l'anéantissement moral et social.

Sans le dogme, la morale de l'Évangile, si belle soit-elle, perdrait sa valeur.

La morale chrétienne ne pose les bases de sa grandeur que par le dogme de la chute. Elle annonce ainsi que la réforme dont il s'agit n'est pas une réforme superficielle.

La morale chrétienne continue à constituer sa grandeur par le dogme de la nouvelle naissance. La foi qui sauve est celle qui entrêprend le renouvellement moral tout entier.

La morale chrétienne achève d'établir sa grandeur par le dogme de la sanctification. L'Évangile n'admet comme ses croyants et comme les disciples de sa morale que les hommes qui livrent jusqu'au bout le combat de la sainteté.

On se retourne, et l'on prétend que les religions consisteraient en dogmes sans influence sur la morale!

Il faut être un observateur bien inattentif pour ne pas constater l'action réciproque des idées de l'esprit,

des sentiments du cœur, des notions de la conscience.

A priori, il est certain que ce que je crois agira directement sur mon développement moral; ce développement dépend en bonne partie de ce qu'est pour moi la vie à venir, le jugement de Dieu ou son indifférence, l'origine de l'homme, sa destinée.

A posteriori, nous voyons les croyances exercer une action puissante, une action décisive sur les notions morales.

Chaque religion altère ou protége la morale : fétichisme, paganisme, islamisme, catholicisme, puritanisme, chacune produit ses fruits.

Dans chaque personne en particulier le même fait se présente. Avec les croyances, les notions morales se modifient chez nous; mondain ou chrétien l'homme ne sera pas le même.

Prétendra-t-on que les convictions se valent, que les Indous ou les Turcs sont aussi convaincus que

nous de la vérité exclusive de leur religion, que par conséquent il n'y a ni vrai ni faux en cette matière!

Les convictions se valent, soit; mais les résultats ne se valent pas.

Il y a des religions qui abaissent, il y a une religion qui élève. Or s'il en existe une qui seule fortifie la conscience, crée la famille, fasse des âmes indépendantes et des peuples indépendants, réalise la liberté, abolisse l'esclavage, donne le signal de tous les progrès, réponde aux besoins infinis de l'âme humaine, institue la vraie morale, aille chercher à leur vraie profondeur les racines du mal, ces signes pourront suffire je pense; nous n'aurons plus à comparer les convictions, nous aurons à comparer les résultats.

Prétendra-t-on que chaque religion est un produit du temps et du sol?

Je l'admets pour les autres religions. Telle religion est orientale, telle autre africaine; il a fallu un certain état social pour les produire.

Mais, et c'est ici une des éclatantes supériorités du

christianisme, plus la thèse est fondée pour les autres religions, plus elle rend évidente la divinité de l'Évangile.

Il n'y a qu'une religion ici-bas qui convienne également à tous les peuples. Née il y a dix-huit siècles, elle est aussi appropriée aujourd'hui à nos besoins. Née en Asie, elle a envahi l'Europe et l'Amérique; elle retourne en Asie; elle va en Afrique et en Australie. Partout où il y a des hommes, elle accomplit son œuvre de régénération.

On croit nous embarrasser en nous montrant qu'à certaines heures la conscience suffit et qu'elle dicte des actes moraux sans le secours de la religion !

Nous serions bien plus embarrassés s'il en était autrement.

Avec une conscience entièrement créée par la religion, l'homme moral nous échapperait. La foi religieuse elle-même cesserait d'être un fait moral. A vrai dire, le bien et le mal n'existeraient plus. Des

mécanismes portant le nom d'hommes seraient mis en jeu par une puissance supérieure ; mais leurs vertus auraient exactement la valeur de leurs vices. Les mécanismes n'ont ni vices ni vertus.

Pour que l'homme soit un être moral, il faut que le sens moral subsiste en lui ; il faut que cette loi fasse partie essentielle et primitive de sa nature ; il faut qu'il y ait, dans cette acception-là, une morale indépendante.

Loin d'être embarrassés de ce fait, que la conscience inspire de belles actions sans le secours de la religion, nous en sommes fiers ; nous constatons les premiers ce fait admirable ; nous rendons grâce à Dieu qui a écrit de telle sorte le sentiment du devoir au fond de toutes les âmes que, forcément, le progrès en jaillit.

En dépit de la corruption du cœur, la conscience incorruptible manifeste çà et là sa puissance. S'il y a déchéance souvent, il y a parfois dévouement et vertu.

Ne l'oublions pas d'ailleurs, on rencontre des sen-

timents honorables, produits sans le secours de l'éducation, chez des gens fort mal élevés. En concluerez-vous que la bonne éducation est inutile et qu'il ne faut pas élever vos enfants ?

On rencontre des éclairs d'intelligence, projetés au sein d'une ignorance profonde, chez des hommes sans lumières. En concluerez-vous que l'instruction n'est bonne à rien et retirerez-vous vos enfants de l'école ?

Il n'y a point d'obligation morale ! s'écrie-t-on ; il n'y a que des goûts ! Les uns ont le goût du bien, les autres ont le goût du mal ; chacun ne fait que suivre son plaisir, qui pousse celui-ci à soulager les pauvres, celui-là à les opprimer !

J'en appelle à l'expérience intérieure. Les hommes dont le cœur cherche à obéir au devoir savent qu'ils ont fait des choses contraires à leurs goûts et sacrifié des choses conformes à leurs goûts. Ils le savent aussi, dans cette obéissance douloureuse au devoir, dans cette lutte contre eux-mêmes où les goûts naturels

sont immolés, ils ont été conduits non par un attrait du devoir, mais par un sentiment bien distinct, le sentiment de l'obligation au devoir.

Que plus tard, par le fait même de l'obéissance au devoir, le goût du devoir naisse, que le dégoût de ce qu'on aimait naturellement autrefois se produise, c'est le plus beau fruit de la morale. Oui, le devoir accompli finit par créer le devoir aimé. Le goût du devoir, les joies du devoir, le bonheur par le devoir, tout cela vient.

On tente de remplacer le devoir par l'intérêt bien entendu !

On a la naïveté de nous démontrer que notre devoir est d'accord avec notre véritable intérêt, que le devoir, c'est le bonheur !

Qui en doute? Pour peu qu'on y ait réfléchi, on sait que ni l'intérêt ni le bonheur ne se trouvent en dehors du devoir. Mais sont-ils le devoir? remplacent-ils le devoir? L'obligation morale disparaîtra-t-elle pour faire place à un calcul d'intérêt, à la

poursuite du bonheur? Ceci est une tout autre affaire.

Le devoir existe, la conscience existe, Dieu merci. Le sentiment du devoir ne se laisse confondre avec aucun autre.

Je me rappelle le temps où, étudiant Bentham et son école, je cherchais à retrancher le devoir et à le remplacer par l'utilité. L'utilité, même l'utilité générale, ne pouvait pas se transformer en devoir. Je n'ai jamais réussi, pour mon compte, à opérer cette transfusion, cette transmutation de l'intérêt, si bien entendu, si général qu'il fût, en devoir.

Parvînt-on à remplacer l'idée de devoir par celle d'intérêt, on ne tarderait pas à supprimer en fait toute la morale. Les devoirs ne survivraient pas longtemps au devoir[1]. Mettez même ici, parmi

1. Fondez votre morale sur l'intérêt bien entendu, détruisez la notion du devoir; que deviendra cette force qui a aboli l'esclavage? Certes l'esclavage, en Amérique où il régnait, avait pour lui l'intérêt, même l'intérêt bien entendu, dans la pensée du plus grand nombre.

les intérêts, le gain du ciel, vous n'y aurez rien changé.

Épicuriens et utilitaires tentent vainement de fondre dans leur creuset cette matière indestructible : le devoir.

Eh bien, soit! Le devoir pour le devoir!

Quand la morale indépendante a enfourché ce cheval de bataille, elle regarde du haut en bas notre pauvre morale chrétienne et dépendante, qui compte des peines et des récompenses.

A la bonne heure. Mais je défie un moraliste indépendant, pour peu qu'il comprenne ce qu'il dit, de supprimer dans son système la perspective des peines et des récompenses.

Le bonheur et la sainteté, le malheur et la dégradation ne sont pas si faciles à désunir qu'on l'imagine. On aura beau nier la vie éternelle, on aura beau retrancher Dieu, je maintiens que le jugement subsistera; il y aura des condamnés et des bienheureux. Je plaindrais le moraliste qui, en recomman-

dant avec raison le devoir pour le devoir, méconnaîtrait le rapport fondamental qui existe entre la sainteté et le bonheur.

Le jugement de Dieu ne sera que la manifestation de ce rapport. L'âme qui s'est tournée vers le bien sera heureuse; l'âme qui a préféré l'asservissement au mal sera malheureuse. Dieu ne sépare ni les peines ni les récompenses futures de l'état moral où nous nous trouverons.

Ils ne se rendent pas compte de leurs propres doctrines, ceux qui prétendent écarter de la morale les idées de bonheur et de malheur, de récompense et de peine. Bien que le sentiment de l'obligation morale soit absolument distinct de la recherche du bonheur, ces deux sentiments sont aussi inséparables qu'ils sont distincts : Je fais mon devoir parce qu'il est mon devoir; toutefois je cherche là mon bonheur, et je sais qu'il ne peut se trouver que là.

Le jugement de Dieu, les peines et les récompenses d'une autre vie sont la sanction nécessaire du commandement divin, la suite nécessaire du com-

mandement divin, je dis plus, la conclusion nécessaire de la vie actuelle, qui ne peut évidemment aboutir à la vie future qu'en partageant les âmes en deux classes : celle qui aime les choses d'en haut, celle qui aime les choses d'en bas.

Je l'affirme plus fermement que vous, le calcul des peines ou des félicités à venir ne saurait modifier par lui-même notre état moral; il peut modifier nos actes, il ne peut changer la source profonde d'où sortent nos actes. Or la grande morale s'occupe de l'état de l'âme, non de la réglementation des actes. Jamais on ne fournira l'exemple d'une conversion opérée par le calcul, par la crainte des châtiments et par le désir des récompenses. Il y aurait contradiction entre les termes. Le calcul des intérêts ne transformera jamais notre état moral; un calcul ne peut agir sur la conscience et sur le cœur; un calcul ne peut nous faire naître de nouveau et nous sanctifier. Même dans les relations d'un autre ordre, qui osera soutenir que le Code pénal fasse un seul honnête homme? Quel père de famille tiendra pour un

brave enfant le fils prudent et calculateur qui s'arrange pour n'être pas châtié?

Mais ceci dit, il faudrait fermer les yeux aux enseignements de l'histoire, il faudrait méconnaître la nature de Dieu, il faudrait ne rien comprendre à celle de notre cœur, pour ne pas voir qu'un nombre immense d'attentats ont été empêchés par la crainte du jugement divin.

Laissons les grandes phrases sur le désintéressement de la conscience. Il demeure certain que la bête féroce se donne carrière quand elle n'est pas enchaînée.

Et ne répétez pas que je me place au seul point de vue de l'utile, que le Code pénal joue le même rôle que Dieu! Le Code pénal prévient bien des crimes, et il n'est fait que pour cela; le jugement de Dieu réveille des idées d'un tout autre ordre : l'obligation morale nous apparaît alors, et la conscience a plus de part que nos calculs dans le progrès qui s'accomplit.

La conscience, qui n'est que le sentiment du

devoir, ne fait défaut à aucun peuple ni à aucun homme. Dieu l'a écrit de sa main sur les tables de la loi intérieure, comme il avait écrit la loi des dix commandements sur les tables du Sinaï. Tous les hommes, sans exception, sentent que le bien oblige. Pour tous il y a des actes jugés bons et qu'on se sent obligé d'éviter.

Les définitions du bien varient beaucoup, son caractère obligatoire ne varie pas. Ne s'appliquât-elle qu'à un ou deux cas, la loi du devoir n'en existerait pas moins, même chez les peuples les plus sauvages, même chez les hommes les plus corrompus, même chez ceux qui ont cautérisé leur conscience, qui n'entendent guère plus sa voix, et qui se figurent ne plus l'entendre du tout. Pour ceux-là mêmes, tel acte est jugé bon et ils se sentent tenus de l'accomplir, tel acte est jugé mauvais et ils se sentent tenus de l'éviter.

Je vais plus loin. Il se peut que les défenses et les commandements de la conscience soient extrêmement incomplets. Il se peut qu'ils soient très-mal

obéis. Il se peut encore qu'ils reposent sur des appréciations erronées, que tel acte mauvais soit jugé bon, que tel acte bon soit jugé mauvais; des exemples très-nombreux l'attestent. Mais le sentiment de l'obligation vis-à-vis du bien subsiste. Ceci est énorme, et toute l'éducation morale, de la conscience d'abord, du cœur de l'homme ensuite, se trouve en germe là.

Ceux qui mettraient en doute l'universalité absolue du sentiment du devoir sont priés de découvrir quelque part un coin de terre où le remords soit inconnu, où l'on n'estime ni ne désapprouve personne! L'estime et le blâme reposent uniquement et partout sur cette notion : que le bien oblige.

La conscience, qui est la loi, n'est en aucune manière un catalogue.

On donnerait trop beau jeu aux adversaires de la conscience, si l'on prétendait en faire le répertoire des défenses et des commandements.

Il y aurait de telles différences entre le répertoire de tel homme et celui de tel autre, entre le répertoire de tel peuple et celui de tel autre, entre le

répertoire de telle époque et celui de telle autre, qu'on se sentirait amené à nier absolument la conscience.

La conscience n'est pas un catalogue de devoirs, elle est le sentiment du devoir, la loi du devoir en nous, le sens moral. Là réside le principe de tous les développements moraux, de toute l'éducation morale.

Le sentiment du devoir a cela d'admirable qu'il corrige à la longue les erreurs de l'application. Il y a quelque chose de trop sain et de trop élevé dans cette conviction : Le bien oblige, pour que les fausses pratiques ne finissent point par s'y trouver mal à l'aise. Le jour où le vrai bien se montre, le mal, qui a usurpé sa place, est condamné au tribunal de l'obligation morale.

Voilà pourquoi les progrès de la conscience n'ont cessé de s'opérer ici-bas. Voilà pourquoi la conscience a saisi, même chez les incrédules, les progrès moraux apportés par l'Évangile. Voilà pourquoi l'Évangile s'adresse à la conscience.

Les notions morales ont reçu de l'Évangile un développement prodigieux, que jusqu'à présent personne n'a contesté.

L'Évangile ne se borne pas à compléter les notions de la morale, il les sanctionne ; ce sont les commandements de Dieu, du législateur, du juge, du Père. Le commandement moral est la volonté d'un Père tendre, c'est la loi de la famille, c'est l'esprit de la maison.

L'Évangile ne se borne pas à nous donner des commandements et des directions, il nous fournit le mobile, il remue notre conscience, il touche notre cœur, il renouvelle notre vie, il met en nous une force, force incomparable : la force de cette soif de justice qu'allume en nous l'adoration de Dieu.

De là l'obéissance filiale et joyeuse, la rencontre du devoir et de l'amour.

FIN.



TABLE

DU TOME DEUXIÈME ET DERNIER

III — NOTRE MALADIE

IV — LE REMÈDE EXTÉRIEUR

V — LE REPENTIR

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR

I — LE PARTI DE LA PAIX

II — LE RELÈVEMENT

